

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°244

JUILLET 2005

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- LE NOUVEAU PRÉSIDENT IRANIEN ACCUSÉ D'AVOIR PRIS PART DANS L'ASSASSINAT DU LEADER KURDE ABDULRAHMAN GHASSEMLOU EN 1989
- RECRUESCENCE DES AFFRONTLEMENTS AU KURDISTAN DE TURQUIE ALORS QU'ANKARA MENACE D'INTERVENIR AU KURDISTAN IRAKIEN.
- KURDISTAN IRANIEN : MAHABAD SECOUÉ PAR DES INCIDENTS APRÈS LA TORTURE ET LE MEURTRE D'UN JEUNE KURDE.
- VISITE HISTORIQUE DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN IRAN.
- DEUX AÉROPORTS AU KURDISTAN IRAKIEN : PREMIER VOL DU KURDISTAN AIRLINES ENTRE DUBAÏ ET ERBIL
- BAGDAD EXHORTE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À LUI VERSER L'AIDE FINANCIÈRE PROMISE.
- ANKARA SIGNE L'ACCORD ÉTENDANT L'UNION DOUANIÈRE AUX DIX NOUVEAUX MEMBRES DE L'UE SANS POUR AUTANT RECONNAÎTRE CHYPRE.
- AMNESTY INTERNATIONAL ESTIME QUE LES GROUPES ARMÉS EN IRAK PERPÈTRENT DES CRIMES DE GUERRE ET DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ, LES QUALIFIE DE CRIMINELS ET DEMANDE AUX DIGNITAIRES RELIGIEUX DE CONDAMNER L'INDÉFENDABLE.
- POLÉMIQUE AUTOUR DU NOMBRE DE VICTIMES DE LA GUERRE EN IRAK.
- STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR LA RÉPRESSION DE LA CONFRÉRIE ALÉVIE D'ISTANBUL EN 1995.
- AINSI QUE...

LE NOUVEAU PRÉSIDENT IRANIEN ACCUSÉ D'AVOIR PRIS PART DANS L'ASSASSINAT DU LEADER KURDE ABDULRAHMAN GHASSEMLOU EN 1989

SELON le quotidien *Der Standard* daté du 2 juillet, les autorités autrichiennes détiennent des documents suggérant que le nouveau président iranien Mahmoud Ahmadinejad a joué un rôle dans l'assassinat du leader kurde Abdulrahman Ghassemloou et deux de ses colla-

borateurs en 1989 à Vienne. Peter Pilz, chef du Parti vert autrichien, a déclaré au journal qu'il souhaitait qu'un mandat d'arrêt soit émis contre Mahmoud Ahmadinejad qui est « *fortement soupçonné d'être impliqué* » dans le triple meurtre. Mahmoud Ahmadinejad, qui faisait partie à l'époque de la Garde

révolutionnaire iranienne, se serait rendu à Vienne quelques jours avant les meurtres pour livrer les armes aux assassins, affirme Peter Pilz en expliquant qu'il tient ces informations d'un journaliste iranien qui vit en France et qui aurait été en contact avec l'un des membres du commando.

Le 1^{er} juillet, le quotidien pragois *Pravo* s'est fait l'écho d'allégations similaires. Hossein

Jazdan Panah, un membre de l'opposition kurde en exil, a déclaré à ce journal que le président iranien élu « *était en charge des opérations coup de poing à l'étranger* » au moment du triple assassinat de Vienne.

L'ex-président iranien Bani Sadr a, de son côté, assuré le 6 juillet avoir reçu à son domicile près de Paris le journaliste iranien en exil accusant le président élu iranien Mahmoud Ahmadinejad, et a précisé que cet homme avait rédigé un témoignage en persan sur l'affaire de l'assassinat à Vienne. « *Il a fait un témoignage écrit, en persan, selon lequel il y avait deux équipes chargées d'assassiner Abdulrahman Ghassemlou, le 13 juillet 1989 à Vienne. M. Ahmadinejad, selon ce témoignage, faisait partie de la deuxième équipe qui devait agir au cas où la première équipe n'aurait pas réussi* », a souligné l'ancien président iranien, qui a fui son pays en 1981. « *Mais ce journaliste a ajouté qu'en plus, M. Ahmadinejad était l'intermédiaire entre l'ambassade d'Iran à Vienne et la première équipe. Cependant, puisque l'assassinat de Ghassemlou et de deux autres dirigeants kurdes a été réalisé par la première équipe, M. Ahmadinejad n'était plus nécessaire* », a poursuivi l'ancien président iranien. « *Ce témoignage a alors été traduit en allemand et il est entre les mains des autorités autrichiennes* », a-t-il ajouté.

Le 13 juillet 1989, des émissaires dépêchés par le président iranien Rafsanjani pour

« *négoier une solution pacifique au conflit kurde* » avaient lors de la deuxième journée des « *pourparlers* » abattu à bout portant leurs interlocuteurs kurdes. La première journée des négociations s'était déroulée en présence de l'ex-président algérien Ahmed Ben Bella. Deux des membres, Sahraroudi et Mostafavi, rapidement identifiés et réfugiés à l'ambassade d'Iran, ont pu quitter Vienne sous le couvert de leur passeport diplomatique. Ils furent à leur retour en Iran félicités et promus. Craignant des représailles de la République islamique, l'Autriche a donc laissé les assassins partir impunément.

Dégradées après l'assassinat de M. Ghassemlou, les relations Iran-Autriche s'étaient réchauffées à la fin des années 90, Vienne redevenant un partenaire privilégié de Téhéran en Europe. Après l'assassinat du leader kurde, le parquet autrichien avait attendu plus de quatre mois avant de lancer des mandats d'arrêts contre trois membres du commando, les « *diplomates* » iraniens Amir-Mansour Bozorgian, Mostafavi Hadji et Mohammad Djaafari-Sahraroudi. En 1997, une demande d'enquête parlementaire introduite par les Verts avait été rejetée par les sociaux-démocrates (SPÖ) et les conservateurs (ÖVP) alors au pouvoir.

En 1991, l'ancien président iranien en exil Abolhassan Bani-Sadr avait affirmé que Téhéran disposait de « *moyens*

de pression » sur l'Autriche, dont des documents accusant Vienne d'avoir effectué des livraisons illégales d'armes pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988).

A Téhéran, l'Iran a qualifié de « *ridicules et sans fondement* » les accusations. « *Ces accusations sont ridicules et sans fondement et, pour cette raison, nous avons convoqué l'ambassadeur autrichien au ministère des Affaires étrangères pour lui demander des explications* », a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Hamid Reza Asséfi. « *Nous démentons catégoriquement ces accusations qui font partie du scénario des milieux sionistes mécontents de la forte participation des Iraniens à la présidentielle* », a-t-il déclaré, en référence au scrutin du 24 juin. La justice autrichienne a annoncé le 5 juillet la réouverture de l'enquête sur cet assassinat. Les procureurs veulent désormais interroger plusieurs témoins dont certains se trouveraient en France.

Washington a également ouvert une enquête sur le président iranien. Selon d'anciens otages américains en Iran, le nouveau président élu figurait parmi leurs gardiens lors de la prise d'otage le 4 novembre 1979 de l'ambassade américaine à Téhéran, dénigrée comme un « *nid d'espions* », où se trouvaient 90 personnes. Ils ont retenu en otage 52 personnes durant 444 jours.

RECRUESCENCE DES AFFRONTEMENTS AU KURDISTAN DE TURQUIE ALORS QU'ANKARA MENACE D'INTERVENIR AU KURDISTAN IRAKIEN

ANKARA évoque une nouvelle fois la possibilité d'effectuer des incursions militaires dans le Kurdistan d'Irak pour y poursuivre le PKK. « *Nous avons un certain degré de tolérance en ce moment, mais nous ne pouvons pas continuer comme cela beaucoup plus longtemps* », a ainsi déclaré le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à des journalistes l'accompagnant dans une visite en Mongolie, selon l'édition du 20 juillet du quotidien *Hurriyet*. « *Nous devons mettre le problème du PKK derrière nous* », a-t-il poursuivi. M. Erdogan a estimé que le droit international autorisait la Turquie à effectuer des incursions dans le Kurdistan irakien au nom de la légitime défense contre le PKK si les autorités irakiennes restaient inactives. « *La Turquie peut conduire un telle opération en accord avec le droit international* », a-t-il expliqué, cité par le quotidien *Milliyet*. « *Sans aucun doute, la Turquie le fera après avoir consulté les autorités irakiennes* », a-t-il ajouté. « *Mais le moment peut arriver où elle le fera sans consultation. Pourquoi? Parce que c'est un droit reconnu internationalement* ».

Le Premier ministre a précisé avoir fait part de ses inquiétudes à son homologue irakien Ibrahim al-Jaafari et au président américain George

W. Bush lorsqu'il les a rencontrés, respectivement en mai et juin. Il s'est également plaint de l'absence de réponse de Washington au soutien apporté par Ankara aux Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, notamment en Afghanistan et après les attaques du 11 septembre, selon *Milliyet*. « *Alors que la Turquie a été si ouverte (dans son soutien), les Etats-Unis n'ont pas encore pris les mesures les plus limitées contre les infiltrations du PKK en Turquie, hormis les efforts liés au renseignement* », a estimé M. Erdogan. Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a pour sa part précisé qu'aucune décision n'avait été prise dans l'immédiat pour une opération transfrontières, mais a fait part de l'impatience croissante d'Ankara face à la présence du PKK en Irak. Le numéro deux de l'armée turque, le général Ilker Basbug, a, de son côté, affirmé le 19 juillet que Washington avait ordonné l'arrestation des dirigeants du PKK se trouvant sur le territoire irakien. L'armée a également appelé à la création d'une institution qui définirait les stratégies et assurerait la coordination de la lutte anti-terroriste.

Le PKK a répliqué dès le 20 juillet en affirmant qu'ils étaient prêts à transformer le Kurdistan irakien en un

« *bourbier* » pour l'armée turque si elle y lançait une opération transfrontière pour éradiquer leurs camps. « *Nous voulons annoncer que nous sommes prêts pour une éventuelle attaque (...) et que nous allons la faire échouer et transformer (le Kurdistan irakien) en un bourbier pour les forces qui la mèneront* », a souligné la branche militaire du PKK dans un communiqué cité par l'agence kurde MHA. Une opération à travers la frontière dans le nord de l'Irak n'aurait « *pas d'autre résultat que l'escalade de la guerre* », a ajouté Murat Karayilan, un des dirigeants du PKK.

Dans un entretien publié le 21 juillet par le quotidien *Vatan*, le ministre turc de la Justice Cemil Cicek, a affirmé que la Turquie prévoit d'amender sa loi anti-terroriste pour faciliter sa lutte contre le PKK. « *Nous allons soumettre le projet de loi au Parlement dès qu'il se réunira* », après les vacances estivales, le 1er octobre. La loi anti-terroriste turque n'a été purgée que récemment de sérieuses restrictions aux libertés de la presse et d'expression. M. Cicek a fait valoir que les pays européens eux-mêmes procédaient à des révisions de leurs lois anti-terroristes. « *Nous examinons les mesures prises par l'Espagne et la Grande-Bretagne au lendemain des attaques d'al-Qaïda* » qui ont frappé ces pays, a expliqué le ministre. « *Nous allons aussi introduire des mesures dans ce contexte* ».

Après avoir déclaré un ces-

sez-le-feu unilatéral qui s'est achevé en juin 2004, le PKK a intensifié au cours des derniers mois ses opérations contre des cibles gouvernementales et militaires dans les provinces kurdes. Jugeant insuffisantes les concessions d'Ankara, le PKK a lancé de nouvelles revendications, notamment l'amnistie pour les combattants et la libération de leur chef Abdullah Ocalan. Selon l'armée turque, au moins 105 soldats et 37 civils sont morts lors des 12 derniers mois dans des violences liées aux affrontements contre le PKK qui auraient été frappé par la perte de 62 combattants depuis avril.

Le PKK a pour sa part annoncé le 4 juillet le bilan du mois de juin lors des affrontements qui ont eu lieu au Kurdistan. Selon l'organisation 12 officiers et 141 soldats ont été tués ainsi que 10 de ses combattants. D'après les déclarations faites par le PKK, les opérations menées par les forces armées turques se sont encore intensifiées. L'armée turque aurait mené en juin, 44 opérations militaires au Kurdistan. Les combats seraient particulièrement violents dans la région du Botan, avec 33 affrontements. Le PKK aurait répondu par 24 offensives successives.

Le PKK a notamment enlevé un soldat turc début juillet. Le soldat turc âgé de 21 ans, a été enlevé alors qu'il était en permission, le 11 juillet, par des combattants du PKK qui avaient établi un barrage routier dans la province de Tun-

celi. Le PKK a emmené le soldat dans les montagnes environnantes déclenchant une vaste opération des forces de sécurité appuyée par des hélicoptères et dans laquelle ont été engagés des centaines d'hommes. C'est la première fois depuis six ans que le PKK conduit ce type d'opération.

Les combattants kurdes du PKK ont, également, revendiqué le 31 juillet l'enlèvement, quatre jours plus tôt, du maire du district de Yayladere, dans la province kurde de Bingol. « *Le maire (...) de Yedisu Hasim Akyürek a été arrêté par une de nos équipes de guérilla le 27 juillet (...). Cette action a été menée en raison des nombreuses plaintes et demandes de la population au sujet de cette personne* », affirme le communiqué du PKK. M. Akyürek, d'origine kurde et membre du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), a été enlevé alors qu'il effectuait une visite dans une zone montagneuse de sa circonscription. D'autre part, un « *gardien de village* », membres d'unités paramilitaires recrutées par Ankara -- a été tué et un autre blessé dans la nuit de le 31 juillet lors de combats avec des membres du PKK à environ 70 kilomètres au nord de Diyarbakir.

Les forces de sécurité ont lancé à la suite de l'incident une opération de ratissage dans la région. Au cours d'un accrochage survenu dans une zone rurale de la province de Van et dans le cadre d'une vaste opération menée depuis une quinzaine de jours par la

gendarmerie turque dans cette province et celles voisines de Sirnak et Hakkari, sept combattants du PKK ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité turques ont affirmé le 27 juillet des sources de sécurité locales. Le PKK a également annoncé que ses combattants avaient abattu un hélicoptère turc de type Sikorsky le 22 juillet, tandis que l'armée turque indiquait que quatre de ses soldats avaient été blessés à la suite de la perte du contrôle d'un hélicoptère qui a provoqué un « *accident* » de nature indéterminée dans la région montagneuse voisine de la ville de Cukurca, dans la province de Hakkari, où le 19 juillet quatre soldats turcs ont été tués et quatre autres blessés sur un chemin de campagne de la province lorsque leur véhicule a sauté sur une mine.

Selon les services du gouverneur de la province de Sirnak, dix combattants du PKK ont été tués lors d'affrontements entre le 13 et le 16 juillet avec l'armée turque. Par ailleurs, quatre soldats turcs ont été blessés lorsque le véhicule qui les transportait a sauté sur une mine, dans la province voisine de Bitlis. Cinq civils et trois policiers ont été blessés le 10 juillet dans l'explosion d'une mine près du centre-ville de Sirnak et une attaque du PKK à Hozat, dans la province de Tunceli a causé la blessure de trois policiers en faction. La veille trois soldats turcs ont été tués et 13 autres blessés près de Semdinli lorsque leur véhicule a

sauté sur une mine. Une bombe a explosé le 2 juillet au passage d'un train sur la ligne reliant les villes d'Elazig et de Tatvan, alors que le train -- composé de voitures transportant des passagers et de wagons de fret-- traversait une zone rurale de la province de Bingol, causant la mort de cinq personnes et en blessant 12 autres.

Cependant, le PKK a démenti être à l'origine des attentats contre des cibles touristiques --le dernier d'entre eux, à la mi-juillet, faisant cinq morts dont deux vacanciers étrangers dans la station balnéaire de Kusadasi. Le PKK a affirmé n'avoir aucun lien avec le groupe nébuleux se faisant appeler Faucons de la Liberté du Kurdistan (TAK) qui avait également revendiqué l'attentat qui avait fait 20 blessés le 10 juillet à Cesme, autre lieu touristique de la même région. « *Les accusations sont complètement fausses et sans fondement... nous n'avons rien à voir avec (l'attentat de) Kusadasi (...)* Nous n'avons aucun lien avec l'organisation TAK», souligne dans un communiqué publié le 17 juillet. Par ailleurs, dans une déclaration commune publiée le 16 juillet à Ankara, des personnalités kurdes ont condamné l'attentat de Kusadasi « *Nous n'approuverons jamais et nous condamnons toute action contre des civils innocents et sans défense, quels qu'en soient les motifs et quels qu'en soient les auteurs* », soulignent ces personnalités. Parmi les personnalités signataires de cette déclaration figurent notam-

ment Mme Leyla Zana et M. Tuncer Bakirhan, président du Parti démocratique populaire (DEHAP).

Par ailleurs, un homme politique kurde a été tué par un inconnu le 6 juillet à Diyarbakir. Atteint par une balle à la tête, Hikmet Fidan, âgé de 50 ans, est mort sur le coup tandis que son meurtrier est parvenu à prendre la fuite. Hikmet Fidan était un politicien important au sein du mouvement kurde en Turquie. Il avait notamment exercé la fonction de vice-président du Parti de la démocratie du peuple (HADEP) jusqu'à sa dissolution en 2003 par la Cour constitutionnelle.

Les violences ont fait naître la crainte d'un nouveau conflit généralisé dans la région, ce qui pourrait gravement endommager les efforts de la Turquie sur la voie de la démocratisation. Les politiciens kurdes prennent publiquement leurs distances avec PKK mais soutiennent la plupart de ses demandes, dont celle d'une amnistie générale. « *Nous avons dépassé le point où les armes peuvent prendre part dans la résolution des problèmes* », affirme Osman Baydemir, le maire de Diyarbakir. « *Nous devons amener le PKK sur le terrain de la lutte politique* ». « *C'est la période la plus préoccupante de ces dernières années ... Nous appelons les deux parties à cesser les violences sans conditions* » a indiqué le maire de Diyarbakir. « *En adoptant plusieurs mesures, le gouvernement a considéré que le dossier du pro-*

blème kurde était clos » estime M. Baydemir. « *Les gens (ici) en sont venus à penser que personne ne reconnaîtrait leurs droits tant qu'ils resteraient tranquilles* ».

Selon Selahattin Demirtas, le représentant de la section de Diyarbakir de l'Association des droits de l'Homme, le nombre de plaintes a augmenté depuis que l'UE a décidé, en décembre, d'entamer des négociations d'adhésion avec la Turquie et a redoublé avec le retour des tensions. Durant les quatre premiers mois de 2005, les autorités locales ont ouvert des enquêtes visant 2.700 personnes et touchant à leur liberté d'expression, soit autant que pour toute l'année 2004, affirme M. Demirtas. « *Les lois n'ont pas changé, mais les procureurs deviennent moins tolérants, le gouvernement fermant les yeux* », souligne-t-il. Les politiciens locaux réclament le droit d'utiliser la langue kurde dans les institutions et les écoles publiques, la levée des obstacles légaux empêchant l'entrée au Parlement d'un parti kurde et un retour à l'emploi des noms kurdes des villages rebaptisés avec des noms turcs. Ils appellent aussi à une amnistie pour les militants du PKK et à leur réintégration dans la société. Ces demandes sont accueillies avec suspicion par le gouvernement, qui craint qu'elles n'encouragent le séparatisme, et avec colère par l'armée, déterminée à écraser le PKK sur le terrain.

D'autre part, un membre du

parti démocratique du peuple (DEHAP) dans la localité d'Erzurum poursuivi pour l'emploi d'une formule déférente à l'égard d'Abdullah Ocalan, a été, le 28 juillet, condamné à dix mois de prison par un tribunal turc. Il avait été acquitté lors d'un premier procès, mais le parquet avait fait appel et l'affaire a été rejugée. L'accusation reproche à Bedri Firat d'avoir fait référence à Ocalan lors d'une interview télévisée l'an dernier en employant la formule « *sayin* », une expression de respect équivalent à « *honorable* » ou « *estimé* ».

Les autorités turques sont attentives à étouffer tout acte ou remarque s'apparentant à un soutien ou de la sympathie pour le mouvement kurde et dans le langage officiel turc, on ne parle d'Ocalan que comme du « *chef terroriste* ».

Sur le même registre, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'en est vivement pris le 14 juillet à la BBC et à l'agence de presse Reuters, les accusant d'avoir qualifié les combattants kurdes de Turquie de « *milice* ». Le chef du gouvernement turc a appelé la presse internationale à opter pour une « *approche objective* » face aux incidents en Turquie entre l'armée et les rebelles kurdes. M. Erdogan se prononçait devant des hommes d'affaires turcs après avoir observé une minute de silence à la mémoire des victimes des attentats à la bombe de Londres.

KURDISTAN IRANIEN : MAHABAD SECOUÉ PAR DES INCIDENTS APRÈS LA TORTURE ET LE MEURTRE D'UN JEUNE KURDE

LE Kurdistan iranien est particulièrement agité depuis les récents événements de Mahabad - aujourd'hui incorporer dans la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental mais qui fut en 1946 la capitale de la République du Kurdistan-, qui a été le théâtre en juillet de heurts provoqués par la mort d'un jeune Kurde, Seyed Kamal Astom, abattu lors de son arrestation selon la police. Officiellement, un policier a été tué dans les affrontements et des dizaines de personnes ont été arrêtées. Les photos du visage tuméfié de Seyed Kamal Astom, mises sur Internet, ont accrédité l'idée qu'il avait été torturé, ce que les autorités ont démenti. Elles ont exacerbé le mécontentement de la population kurde et relancé ses revendications des droits et libertés. Selon les autorités iraniennes, un habitant et un militaire ont été tués lors des affrontements le 18 juillet dans la ville et les commerçants ont fermé leur boutique pour protester contre les arrestations.

Il y a un mécontentement général dans le Kurdistan iranien et les Kurdes l'ont exprimé lors de la présidentielle avec un taux de participation très faible. Plusieurs villes de la région ont également connu une agitation. Le vice-

gouverneur de la province, Abbas Khorshidi, a déclaré que six personnes ont été tuées le 26 juillet dans le Kurdistan iranien, dont quatre soldats dans une attaque imputée à un groupe lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « *Quatre soldats ont été tués et cinq autres blessés hier soir dans une embuscade près de Siah Kouh* », sur la frontière avec le Kurdistan irakien, près d'Ochnavieh, dans une région actuellement sous tension. « *L'attaque a probablement été perpétrée par le PEJAK, Parti pour une vie libre au Kurdistan iranien* », a-t-il souligné. Au même moment, à 23H30 (19H00 GMT) à Ochnavieh, « *des inconnus ont ouvert le feu sur plusieurs patrouilles* », a rapporté Abbas Khorshidi. Une femme a été tuée par une balle perdue et la dépouille d'un homme armé, vraisemblablement un assaillant, a été retrouvée abandonnée à l'extérieur de la ville, a-t-il indiqué. Téhéran et Ankara sont liés par un accord les engageant à combattre le PKK pour l'Iran et, pour la Turquie, les Moudjahidine du peuple, groupe d'opposition armée basé en Irak.

Ahvaz, capitale agitée de la province pétrolière à majorité arabe du Khouzistan (Arabistan) iranien, a été également ces derniers jours le

théâtre de nouveaux affrontements. Cette province avait connu en avril dernier plusieurs jours d'affrontements entre la population arabe et les forces de sécurité. Officiellement, cinq personnes ont été tuées et des centaines d'autres arrêtées. Le 12 juin, Ahvaz a aussi été secouée par quatre attentats à la bombe qui ont fait six à huit morts selon les sources. Les Arabes forment une forte majorité à Ahvaz et au Khouzistan alors qu'ils représenteraient 3% à 5% de la population totale d'Iran.

L'Iran est un empire multinational où les Persans, politiquement et culturellement dominants, forment à peine 40% de la population. Vient ensuite les Azéris (18 millions), les Kurdes (11 millions), les Baloutches (4 millions), les Arabes (3 à 5 millions) et les Turkmènes (3 millions).

Par ailleurs, la presse iranienne rapporte le 24 juillet qu'un rapport de l'administration judiciaire iranienne reconnaît pour la première fois que les droits de l'Homme sont couramment violés dans les prisons du pays où la torture reste pratiquée. Le ministre iranien de la Justice Mahmoud Hachémi Chahrودي avait expressément interdit l'année dernière l'extraction d'aveux sous la torture. Mais cet ordre n'a pas été appliqué, affirme le rapport rédigé par Abbas Ali Alizadeh, chef de l'Administration judiciaire de Téhéran. La police a procédé à plusieurs arrestations alors

que les preuves étaient insuffisantes et a placé des suspects dans des centres de détention non-déclarés, ajoute le document qui fait la une du quotidien *Iran*, qui appartient au gouvernement.

La radio d'Etat s'est aussi fait l'écho de ce rapport. « *Bander les yeux des prévenus et les battre, placer un garçon de 13 ans dans le pire centre de détention pour avoir volé une poule, emprisonner une femme de 73 ans pour manque de moyens financiers, écrouer une femme parce que son mari est en fuite. Ce sont des exemples flagrants de violations des droits de*

l'Homme découvertes par le pouvoir judiciaire en quelques mois d'enquête », dénonce le rapport remis au ministre Mahmoud Hachémi Chahrودي. Le rapport évoque aussi le cas d'un homme qui était en prison depuis 1988 alors qu'aucun verdict n'avait été prononcé contre lui.

Etant donné l'ampleur et le caractère systématique de la pratique de la torture en Iran, ce genre de rapports vise surtout à relativiser le phénomène et à convaincre la population que cela se fait à l'insu des autorités et que celles-ci vont s'en occuper.

VISITE HISTORIQUE DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN IRAN

LE Premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, a entamé le 16 juillet une visite historique en Iran dans le cadre d'une mission diplomatique surtout axée sur la coopération pétrolière entre les deux anciens « ennemis mortels ». Sa visite est la première depuis des décennies par un haut dirigeant irakien en Iran.

L'Iran fera tout pour accélérer la reconstruction et assurer la sécurité en Irak, a promis le 17 juillet à Téhéran le président Mohammad Khatami au Premier ministre irakien Ibrahim al-Jaafari. « *La République islamique d'Iran fera tout son possible pour assurer la reconstruction, la sécurité et la stabilité de l'Irak* », a déclaré M. Khatami. « *La stratégie de l'Iran est*

de soutenir un Irak libre, indépendant et développé », a-t-il ajouté. La sécurité a été l'un des thèmes majeurs des discussions. Les Iraniens ont été maintes fois accusés par les Américains mais aussi par certains dirigeants irakiens de s'ingérer dans les affaires de son voisin pour le déstabiliser. Bagdad attend de Téhéran qu'il renforce les contrôles aux frontières pour stopper les infiltrations hostiles et les trafics en tous genres.

Lors de la rencontre, le 18 juillet, avec le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a cependant soulevé pour la première fois la délicate question de l'occupation américaine, qui cause « *beaucoup de mal* » à l'Irak. Mais, le Guide s'est gardé de réclamer,

comme par le passé, le départ des troupes américaines d'Irak à son interlocuteur, qui, fait rarissime pour un dirigeant étranger, s'est rendu à Mashhad, ville sainte pour les chiites iraniens mais aussi irakiens, pour le rencontrer. « Cette visite a consolidé les relations » entre Bagdad et Téhéran, a déclaré M. al-Jaafari avant de prendre l'avion pour Mashhad.

Elle « marque un tournant dans les relations bilatérales », a, de son côté, ajouté le premier vice-président iranien Mohammad Reza Aref. Face à la crainte des Etats-Unis, des Etats arabes ou de la communauté sunnite d'Irak que l'Iran ne cherche à imposer son modèle théocratique à son voisin, majoritairement chiite comme lui, le Guide a assuré que « la première priorité pour la République islamique d'Iran est de voir un Irak indépendant, uni, sûr et prospère ».

La venue de M. Jaafari, à la tête d'une délégation d'une dizaine de ministres, devait aussi renforcer la coopération économique comme la signature d'un mémorandum pétrolier. Les deux parties devraient aussi s'entendre sur un raccordement de leurs réseaux électriques. Il s'agit de couvrir les besoins criants en essence et en énergie d'un pays dont la reconstruction est freinée par les attaques et les attentats, la désorganisation et la corruption. Un dégel entre l'Iran et l'Irak pourrait être susceptible d'inquiéter de nombreux dirigeants arabes, la plupart de

ces derniers étant sunnites. L'Irak est le premier Etat arabe moderne dirigé par un gouvernement à majorité chiite et certains sunnites le suspectent de subir une influence iranienne. Les liens entre chiites d'Iran et d'Irak sont étroits. Le dignitaire irakien le plus influent, l'ayatollah Ali Sistani, est né en Iran. Quant au défunt ayatollah Ruhollah Khomeini, guide de la révolution islamique ira-

nienne, il avait passé une quinzaine d'années en exil dans la ville sainte irakienne de Nadjaf.

Lors de sa visite, le Premier ministre irakien, s'est également entretenu avec le successeur élu de M. Khatami, Mahmoud Ahmadinejad, qui prendra ses fonctions le 3 août et le ministre des Affaires étrangères Kamal Kharazi.

DEUX AÉROPORTS AU KURDISTAN IRAKIEN : PREMIER VOL DU KURDISTAN AIRLINES ENTRE DUBAÏ ET ERBIL

LE premier vol d'un avion d'une compagnie kurde a eu lieu le 21 juillet entre Dubaï et l'aéroport d'Erbil, alors que la veille un second aéroport a été inauguré au Kurdistan irakien, dans la ville de Souleimaniyeh. L'unique appareil de la compagnie Kurdistan Airlines s'est posé vers 10H30 (06H30 GMT) avec 46 hommes d'affaires irakiens et kurdes qui venaient des Emirats arabes unis sur l'aéroport d'Erbil, inauguré le 15 avril. « La compagnie a été créée récemment et appartient entièrement au gouvernement kurde. Elle a obtenu l'aval de la Direction de l'aviation civile, qui dépend du ministère irakien des Transports et ne possède pour le moment qu'un avion, un Boeing 737 », a affirmé M. Rachad Omar, vice-ministre des Transports et Communications du Gouvernement régional du Kurdistan irakien. « Il s'agit d'une compagnie nationale irakienne,

au même titre qu'Iraqi Airways et nous allons louer d'autres appareils pour assurer des liaisons avec l'Europe », a-t-il ajouté.

Jusqu'à présent, seules Iraqi Airlines et la compagnie libanaise Flying Carpet effectuaient des vols entre Bagdad et Erbil. « C'est une journée historique, car c'est la première fois qu'un appareil effectue une liaison directe entre l'étranger et l'aéroport d'Erbil », a affirmé le ministre des Transports et Communications de la région, Haïdar Faili.

Par ailleurs, le 20 juillet, le président irakien et chef de l'Union patriotique du Kurdistan, (UPK) Jalal Talabani, a inauguré l'aéroport de Souleimaniyeh, à 200 km d'Erbil. Un avion d'Iraqi Airways provenant de Jordanie s'est posé sur cet aéroport, avec à son bord une délégation officielle, dont le ministre irakien du Plan Barham Saleh.

BAGDAD EXHORTE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À LUI VERSER L'AIDE FINANCIÈRE PROMISE

PLUS de deux ans après la chute de Saddam Hussein, seule une infime partie des milliards de dollars promis aux autorités irakiennes a été dépensée en raison des inquiétudes sur la corruption et la mauvaise gestion des fonds d'une part, de l'activité incessante de la violence d'autre part. Des représentants d'une soixantaine de pays et organisations internationales se sont réunis, le 19 juillet sur les rives de la mer Morte, en Jordanie, pour poursuivre le travail engagé lors des conférences de ces deux dernières années à Madrid (octobre 2003) et Tokyo (octobre 2004), au cours desquels les participants avaient promis 14 milliards de dollars à l'Irak. La conférence jordanienne était consacrée aux détails techniques de faisabilité et de financement des projets présentés par les autorités irakiennes, rassemblés au sein d'un document appelé *Stratégie de développement national*.

À cette occasion, Bagdad, a exhorté la communauté internationale à verser immédiatement l'aide financière promise, au risque d'assister à une dégradation de la situation irakienne, qui pourrait menacer la sécurité mondiale. La Banque mondiale a accordé à l'Irak un prêt de 500 millions de dollars destiné aux projets d'infrastructures, avec une période de plus de 10 ans

sans intérêt. Ce prêt est le premier accordé par la Banque mondiale à l'Irak depuis 1973.

Le ministre irakien du Plan, Barham Salih, s'exprimant dans le cadre de la conférence a déclaré que « *si nous n'agissons pas rapidement, nous allons effectivement avoir de sérieux problèmes d'ici quelques mois* ». « *L'échec n'est pas une option car cela aurait des conséquences terribles pour le peuple irakien, pour la région et pour la sécurité mondiale* », a-t-il ajouté.

De plus, l'Iran et l'Irak ont signé le 19 juillet un protocole d'accord pour la construction de trois oléoducs devant couvrir les besoins criants de l'Irak en essence et en produits pétroliers raffinés. L'Irak exportera du pétrole brut vers l'Iran et l'Iran acheminera en retour l'essence et les produits raffinés vers l'Irak pour compenser les carences de l'industrie pétrochimique irakienne. L'accord formalisé devrait être signé dans un mois. Aux termes de ce texte, l'Irak exportera 150.000 barils de brut par jour de la ville de Bassorah, dans le sud, vers les raffineries irakiennes d'Abadan. En retour, l'Irak importera de l'essence, du gas-oil et du kérosène produits par son voisin, précise-t-on dans la délégation irakienne. L'échange commencera dix mois après la signature.

Par ailleurs, des millions de

dollars d'aide à la reconstruction en Irak ont été détournés par des fonctionnaires américains et des entrepreneurs, selon un haut responsable américain. Le département de la Justice examine actuellement ce dossier, a précisé, le 29 juillet, Stuart Bowen, inspecteur général pour la reconstruction en Irak. Il a toutefois souligné qu'en dépit de ces détournements, les travaux de reconstruction allaient bon train. Un millier de projets ont été achevés et un millier d'autres sont en cours.

Les Etats-Unis ont accordé au total 23 milliards USD d'assistance à l'Irak pour les travaux de reconstruction et, dans plusieurs rapports précédents M. Bowen avait déjà signalé des détournements importants de l'aide. De plus, selon un rapport officiel, les entreprises américaines ayant décroché des contrats pour la reconstruction des infrastructures en Irak ne s'attendaient pas à un tel degré de violence et ont dû dépenser plus de 760 millions de dollars pour assurer leur sécurité.

D'autre part, un haut responsable du Département d'Etat, a déclaré le 27 juillet que le gouvernement syrien « *peut et doit faire plus* » pour aider à récupérer des fonds illégalement perçus grâce à la contrebande de pétrole avec l'Irak durant le régime de sanctions de l'Onu. « *Les Syriens nous ont fourni un certain nombre d'informations et d'accès, mais il y a beaucoup, beaucoup plus qu'ils pourraient et devraient*

faire », a déclaré Elizabeth Dibble, lors d'une audition organisée par deux sous-commissions des Affaires étrangères de la Chambre des représentants.

Entre juin 2000 et juillet 2003, la vente de pétrole irakien à la Syrie, en violation des sanctions de l'Onu, a rapporté quelque 3,4 milliards de dollars, selon Washington. Actuellement, quelque 262 millions de dollars provenant de ces échanges se trouvent encore dans une banque syrienne, la Commercial Bank of Syria (CBS), et les Etats-Unis voudraient les voir transférés au Fonds de développement irakien. Faisant état d'un engagement pris par le gouvernement syrien au début du mois auprès du ministre irakien de Finances, Mme Dibble a averti que si ces fonds n'étaient pas transférés prochainement, des sanctions seraient déclenchées, en application d'une disposition anti-blanchiment de la loi antiterroriste Patriot Act.

Un agent du Trésor américain chargé d'enquêter sur les transferts de fonds entre la Syrie et l'Irak, Dwight Sparlin, a précisé que le commerce de pétrole avec la Syrie était « la principale source de revenus illicite de l'Irak entre 2000 et » l'intervention américaine en mars 2003. Soixante pour cent des sommes dues au régime irakien étaient déposées dans un compte commercial à la (CBS), à Damas, en vue d'achats. Le restant était déposé dans un compte en

numéraire d'une filiale de la CBS, la Syria-Lebanon Commercial Bank (SLCB) à Beyrouth. En mai 2003, il restait 850 millions de dollars sur le premier compte, mais depuis lors les autorités syriennes y ont puisé quelque 580 millions, n'y laissant plus que

266 millions. Il restait 72 millions de dollars à la SLCB à Beyrouth, qui ont été transférés au fonds de développement de l'Irak en juin, selon Mme Dibble. En revanche, « 262 millions de dollars se trouvent toujours à la CBS ».

ANKARA SIGNE L'ACCORD ÉTENDANT L'UNION DOUANIÈRE AUX DIX NOUVEAUX MÈMBRES DE L'UE SANS POUR AUTANT RECONNAÎTRE CHYPRE

LA Turquie a rempli une des conditions majeures fixées par l'Union européenne à l'ouverture le 3 octobre de négociations d'adhésion, en signant le 29 juillet un accord crucial étendant une union douanière à la République de Chypre, mais n'en a pas fini avec les polémiques. Le représentant d'Ankara auprès de l'UE a paraphé à Bruxelles un protocole étendant aux dix pays entrés dans le bloc européen en mai 2004 --dont la République de Chypre-- un accord d'union douanière la liant aux autres pays de l'Union depuis 1996.

La Turquie a cependant adjoint à ce document une déclaration stipulant que son geste n'équivalait pas à une reconnaissance de la République de Chypre. « La signature, la ratification et l'application de ce protocole ne signifie en rien une reconnaissance de la République de Chypre à laquelle le protocole se réfère », affirme la déclaration. La Turquie ne reconnaît comme seule autorité légitime

sur l'île que la République turque de Chypre Nord (RTCN), autoproclamée en 1983, neuf ans après l'invasion de cette partie de l'île par les troupes d'Ankara en réponse à un coup d'Etat de nationalistes chypriotes grecs soutenus par Athènes et visant à annexer Chypre à la Grèce. Les dirigeants européens avaient admis en décembre, quand ils avaient conditionné l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara à l'extension à la République de Chypre de l'accord d'union douanière, que ce geste ne serait pas, sur le « plan légal », une reconnaissance de cet Etat par la Turquie. L'UE n'en a pas moins exprimé le désir de sortir au plus vite de l'impasse constituée par un pays candidat refusant de reconnaître un Etat membre du bloc européen. Dans ce contexte, la déclaration émise par Ankara pourrait porter un coup au consensus déjà précaire atteint par les partenaires européens sur l'ouverture des négociations d'adhésion. En effet, si la Turquie ne recon-

naît pas le gouvernement de Nicosie d'ici le 3 octobre, la Grèce et la République de Chypre pourraient opposer leur veto à toute négociation formelle.

Le porte-parole du ministère grec des Affaires étrangères Georges Koumoutsakos a déclaré qu' « avec cette déclaration unilatérale (...) la Turquie insiste sur le prolongement d'un paradoxe politique et juridique ». « La République de Chypre regrette profondément que la Turquie ait jugé nécessaire de faire une déclaration unilatérale sur Chypre au moment de signer le protocole », a pour sa part écrit le porte-parole du gouvernement chypriote Kypros Chrysostomidès dans un communiqué.

Cette éventuelle pomme de discorde pourrait également fournir un nouvel argument aux opposants à l'intégration de la Turquie, dont la candidature suscite déjà de fortes réserves dans les opinions publiques de plusieurs pays, comme en France ou en Allemagne.

Depuis le rejet par les Chypriotes grecs, en avril 2004, d'un plan de paix proposé par l'ONU, soutenu par Ankara et approuvé par les Chypriotes turcs, les Turcs sont désormais mieux placés que les Chypriotes grecs pour faire prévaloir leurs vues auprès de l'UE, estime dans *Milliyet* l'éditorialiste Fikret Bila. Aux yeux de la presse internationale, le Premier ministre chypriote-grec Tassos Papadopoulos « est aujourd'hui plus antipathique

qu'avant le référendum », abonde Ertugrul Özkök, rédacteur en chef du quotidien turc *Hürriyet*. Reste à savoir si cet affaiblissement de la position chypriote-grecque se confirmera lors du sommet des

ministres des Affaires étrangères de l'UE, les 1er et 2 septembre en Grande-Bretagne, et si ces derniers accepteront sans broncher les termes de la déclaration turque.

AMNESTY INTERNATIONAL ESTIME QUE LES GROUPES ARMÉS EN IRAK PERPÈTRENT DES CRIMES DE GUERRE ET DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ, LES QUALIFIE DE CRIMINELS ET DEMANDE AUX DIGNITAIRES RELIGIEUX DE CONDAMNER L'INDÉFENDABLE

Dans un nouveau rapport publié le 25 juillet à Londres, Amnesty International, estime que « les groupes armés qui s'opposent à la force multinationale dirigée par les États-Unis et au gouvernement irakien font preuve d'un mépris absolu pour la vie des civils irakiens et étrangers, en perpétrant un cycle de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ».

« Au terme d'un des mois les plus terribles depuis le déclenchement de la guerre en Irak en mars 2003, au cours duquel les groupes armés ont commis un très grand nombre d'homicides », le rapport d'Amnesty International dénonce « le manque de détermination de ces groupes à respecter ne serait-ce que les normes les plus élémentaires du droit humanitaire ». Dans ce document de plus de 50 pages, l'organisation internationale de défense des droits de l'homme « reconnaît que nombre d'Irakiens sont hostiles à la présence permanente des forces américaines et alliées dans leur pays », qui ont elles-mêmes « perpétré de graves vio-

lations des droits humains ». Mais « les violences commises par un camp ne sauraient justifier celles de l'autre camp: c'est d'autant plus vrai lorsque les principales victimes sont de simples citoyens, des hommes, des femmes et des enfants qui tentent de vaquer en paix à leurs occupations quotidiennes ». « Ceux qui ordonnent ou commettent de telles atrocités dépassent les limites de l'acceptable. Quel honneur ou quel héroïsme y a-t-il à faire sauter des gens qui vont prier ou à assassiner un otage terrorisé? Ceux qui se livrent à de tels actes sont des criminels, rien de moins (...) », accuse Amnesty.

Etablissant une liste de ces « atteintes aux droits humains » (« attaques directes contre des civils, ayant pour but d'en tuer un maximum, prises d'otages, enlèvements, actes de torture et homicides, agressions ciblant des femmes et des jeunes filles...»), Amnesty « exhorte les groupes armés à mettre immédiatement fin à toutes les attaques visant des civils et à toute exaction », leur demandant de se

« conformer pleinement au droit international dans toutes leurs actions (...) ». « Toutes les parties au conflit ont l'obligation première de respecter les droits des civils et des personnes sans défense. Il faut mettre un terme aux activités de ceux qui violent cette obligation, quel que soit leur camp, et les amener à rendre compte de leurs actes », souligne Amnesty.

Le rapport cite un ministre du gouvernement irakien, qui avait fait état en avril de près de 6.000 civils tués et 16.000 blessés au cours des attaques menées par ces groupes armés de mars 2003 à mars

2005. Amnesty juge pourtant qu'il est « impossible de calculer avec précision le réel tribut que paie la population civile ».

Par ailleurs, l'organisation demande aux principaux dignitaires religieux et aux personnalités influentes en Irak et à l'étranger « de condamner l'indéfendable et de faire clairement savoir qu'aucune circonstance ne saurait autoriser ni justifier les crimes de guerre ni les crimes contre l'humanité ». « Si nous échouons ensemble, ce sont les civils irakiens, en première ligne, qui continueront à en payer le prix fort », conclut Amnesty.

bat » annoncée six semaines plus tard par le président américain George W. Bush. Après l'intervention, le nombre de morts rapporté par IBC a été de 6.215 pendant la première année d'occupation et de 11.351 la deuxième année, alors que l'insurrection devenait plus active et que l'armée américaine lançait des offensives contre le fief de Falloujah (1.874 morts civils). Les femmes et les enfants représentent le cinquième des tués. Près d'un mort sur dix avait moins de 18 ans. L'enquête s'appuie sur l'analyse de plus de 10.000 articles de presse, dont un grand nombre rédigé par des journalistes irakiens, et beaucoup exploitant les sources des employés des morgues et de médecins sur le terrain. Le professeur Sloboda ne présente pas l'étude comme un comptage exhaustif des civils tués en Irak, mais comme « la base absolument solide » du nombre minimal des morts violentes.

De son côté, l'estimation de 25.000 civils tués est un « minimum absolu », estime la revue médicale britannique *The Lancet* qui avait publié en octobre une étude faisant état d'un bilan quatre fois plus élevé. Cette précédente enquête, établie à partir d'entretiens, comparait les périodes avant et après le début de la guerre et projetait un nombre de « morts en excès », non seulement par cause violente mais aussi par pauvreté, défaut de soins, etc. Elle estimait que le risque de décès était 2,5 fois plus élevé

POLÉMIQUE AUTOUR DU NOMBRE DE VICTIMES DE LA GUERRE EN IRAK

LES autorités irakiennes ont publié le 20 juillet un nouveau bilan d'un total de 8.175 Irakiens, des civils pour la plupart, tués dans les combats entre juillet 2004 et mai 2005.

La veille, l'organisation britannique Iraq Body Count (IBC) avait estimé à près de 25.000 le nombre de civils irakiens morts dans les violences depuis l'intervention en Irak par les forces conduites par les Etats-Unis en mars 2003, soit « en moyenne 34 Irakiens ordinaires tués chaque jour », a indiqué à Londres le professeur John Sloboda, directeur de l'Oxford Research Group et co-fondateur d'Iraq Body Count, les deux organismes universitaires qui ont conduit l'enquête.

Sur les 8.175 morts, les forces de la coalition seraient responsables de 37,3%, les trois quarts sont survenues pendant l'intervention, avant le 1er mai 2003, 35,6% sont imputés à l'augmentation du crime après le renversement de Saddam Hussein en avril 2003, ce chiffre incorpore des braquages, enlèvements et règlements de comptes, mais aussi des affrontements entre des communautés ethniques ou religieuses, sans rapport direct avec l'intervention, 9,5% sont imputées à l'insurrection, et 11% sont dues à des attentats-suicides et autres attaques ne visant pas une cible militaire. Trois tués sur dix ont perdu la vie entre le déclenchement de la guerre, fin mars 2003, et la fin des « opérations principales de com-

après l'intervention, un taux ramené à 1,5 fois si l'on mettait à part le cas de Falloujah. Les Irakiens « *ont le droit de savoir le véritable prix payé - en nombre de vies perdues- lors du conflit entrepris en leurs noms* », affirme la revue dans son éditorial du 30 juillet, jugeant « *indéfendable* » le refus des forces de la coalition de participer à un décompte méthodique des décès de civils. La base de données de l'IBC « *ne retient que les décès rapportés par au moins deux agences de presse. Les incidents pour lesquels il n'y avait aucun observateur journaliste ne sont donc pas comptés* », ajoute la revue.

Le chef du Pentagone Donald Rumsfeld, en visite le 27 juillet à Bagdad, a, de son côté, pressé la direction irakienne de faire avancer rapidement le processus politique, au moment où le commandant américain en Irak évoquait la possibilité d'une réduction importante du nombre des GI's en 2006. Le commandant des forces américaines en Irak, George Casey, a déclaré que le nombre des GI's pourrait être réduit de manière importante si le processus politique restait sur la bonne voie. Quelque 140.000 soldats américains sont actuellement déployés en Irak.

Le Pentagone avait présenté le 21 juillet au Congrès son évaluation trimestrielle de la situation en Irak, sans donner publiquement d'indications sur l'échéance à laquelle une relève des militaires américains pourrait être assurée

par les forces irakiennes, qui restent encore très dépendantes. Cette liste, qui porte aussi sur l'aptitude de l'armée et de la police irakiennes, est confidentielle mais un responsable, le général Walter Sharp, a reconnu que seul un petit nombre d'unités irakiennes était en mesure d'agir de manière indépendante des forces américaines. Les militaires irakiens - 76.700 individus - n'ont que 60% des équipements auxquels ils ont droit, relève aussi le rapport. L'absentéisme et les désertions ont diminué, ne représentant plus qu'1% pour certaines divisions.

Par ailleurs, le responsable irakien qui dirige la commission chargée d'établir quelles villes pourront passer sous contrôle irakien a avancé le 30 juillet le nom de sept villes chiites et kurdes qui, selon

lui, réunissent les conditions pour ce transfert de pouvoirs. « Il y a certaines villes stables que nous pouvons demander aux forces multinationales de quitter, telles que Najaf, Kerbala, Samawah, Diwaniyah et peut-être Nassiriyah, Suleimaniyeh et Erbil », a déclaré Mouwafak al-Rubaie à l'issue d'un entretien avec le grand ayatollah Ali al-Sistani, un haut responsable chiite. Le calendrier du transfert doit être établi par une commission conjointe américano-irakienne en fonction notamment des conditions de sécurité dans chaque ville. Sulaimaniyeh et Erbil figurent parmi les villes les plus calmes du pays.

Les autres villes sont situées dans des régions à majorité chiite dans le centre et le sud de l'Irak.

STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR LA RÉPRESSION DE LA CONFRÉRIE ALÉVIE D'ISTANBUL EN 1995

LA Turquie a été condamnée le 26 juillet par la Cour européenne des droits de l'homme pour les émeutes qui avaient fait 17 morts en mars 1995 dans la confrérie alévie d'Istanbul. La Cour a donné raison à 22 proches des personnes décédées en estimant que les autorités turques avaient violé l'article 2 (droit à la vie) de la Convention européenne des droits de l'homme en recourant « *à une force qui n'était*

absolument pas nécessaire » pour réprimer des manifestations dans les quartiers de Gazi et d'Umraniye à Istanbul.

Les émeutes de Gazi, un quartier déshérité et peuplé d'Alévis, des musulmans qui revendiquent un islam d'inspiration soufie, avaient fait suite au meurtre d'un chauffeur de taxi le 12 mars 1995. 15 personnes avaient au total été tuées et 276 autres blessées par la police qui, selon

les requérants, n'avaient pas hésité à faire feu sur la foule et à empêcher les manifestants d'emmener les blessés à l'hôpital.

Trois jours plus tard à Umraniye, de nouvelles manifestations étaient réprimées brutalement par la police durant lesquelles deux autres personnes avaient été tuées et plusieurs blessées.

Selon les autorités turques, aucune des balles récupérées sur les corps des victimes ne correspondait aux armes des membres des forces de sécurité qui étaient de service pendant les deux incidents, une version contestée par les proches des victimes qui avaient porté plainte devant la justice turque dès le mois suivant. Deux policiers furent condamnés respectivement à cinq et un an et huit mois de prison pour avoir tué quatre personnes au total, mais une instruction, ouverte à la même époque et portant sur les décès de quatre autres victimes est toujours pendante.

La CEDH a également condamné Ankara pour n'avoir pas mené une « *enquête rapide et adéquate* » sur les circonstances entourant les décès, estimant notamment que « *la manière dont le système de justice pénale turc a opéré en réponse aux événements tragiques de 1995 n'a pas permis de garantir que les fonctionnaires concernés répondent pleinement de leurs actes* ». La Turquie a enfin été condamnée pour absence d'un « *recours effectif* » (article 13) qui aurait permis

aux requérants de « *se plaindre du décès de leurs proches* » et d'obtenir des actions en réparation. Les familles des victimes ont jusqu'à présent obtenu que 150 millions de livres turques (2.800 EUR) à titre d'indemnités d'un fonds d'entraide turc. La Cour européenne a décidé d'allouer 30.000 € conjointement à six des requérants et 30.000 € à chacun des 16 autres pour dommage moral.

Par ailleurs, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné le 14 juillet la Turquie pour avoir insuffisamment enquêté sur le meurtre d'un homme, proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et abattu en 1994 à Diyarbakir. La Cour a estimé qu'Ankara avait violé les article 2 (droit à la vie) et 13 (droit à un recours effectif) de la Convention européenne des droits de l'homme et alloué 10.000 euros pour dommage moral à la veuve et aux trois orphelins de Halis Kaçar. Il avait été tué de plusieurs balles dans le dos le 11 mars 1994, alors qu'il quittait son domicile, a rappelé la

Cour dans son arrêt. Son épouse soutenait qu'il avait été victime d'une exécution extrajudiciaire tandis que le gouvernement affirmait qu'il avait été tué dans des règlements de comptes entre organisations terroristes.

« *A la lumière des éléments en sa possession* », la Cour a considéré « *qu'une conclusion selon laquelle Halis Kaçar aurait été tué par des agents de l'Etat ou avec leur complicité relèverait plus du domaine de l'hypothèse et de la spéculation que d'indices fiables* ». Toutefois, « *les autorités turques ont fait preuve d'un manque de diligence dans la manière dont elles ont mené l'enquête pénale, celle-ci étant marquée par des périodes d'inactivité inexplicables* », a poursuivi la Cour, qui s'étonne notamment de négligences dans l'expertise balistique. En outre, bien qu'une enquête ait été ouverte sur les auteurs présumés du meurtre, « *tous n'ont pas été retrouvés et la procédure engagée contre certains des suspects* » interpellés ou localisés est « *toujours pendante* », ajoute-t-elle.

AINSI QUE...

_ LES KURDES DÉNONCENT LES BAVURES DES AGENTS DE SÉCURITÉ AMÉRICAINS. La police d'Erbil a demandé à l'armée américaine de lui remettre les membres d'une équipe de sécurité privée, qui aurait tiré sur la voiture d'un responsable politique kurde, blessant grièvement son frère. Le

14 juillet, à 09H00 (05H00 GMT), des membres américains d'une compagnie de sécurité privée ont ouvert le feu sur la voiture de Bayez Ismail, responsable du Parti démocratique du Kurdistan, à Erbil, a affirmé le chef de la police de la ville, Farhad Salim. Le frère du responsable kurde, Ari Ismail, a été

grièvement blessé à la tête, a-t-il ajouté précisant que la voiture se serait approchée trop près de la Chevrolet dans laquelle se trouvaient trois agents de sécurité. « Nous avons demandé à l'armée américaine de nous remettre les auteurs de ces tirs. Ils sont Américains. Ils doivent être remis à la justice kurde. Ce n'est pas la première fois que ce type d'incident se produit », a déclaré Farhad Salim, qui a évoqué le versement de compensations financières pour les victimes dans le passé.

Un responsable local du PDK avait dénoncé la bavure des agents de sécurité à la télévision kurde, rappelant que la ville d'Erbil se situe dans une zone épargnée par les attaques qui ensanglantent quotidiennement l'Irak. Une enquête a été menée conjointement par l'armée américaine et la police irakienne sur la fusillade, mais les différentes parties n'ont pas pu parvenir à une conclusion commune, a précisé l'ambassade américaine dans un communiqué. De ce fait, des « hommes en uniforme » ont entrepris d'arrêter les véhicules des agents étrangers de sécurité privée, pour tenter d'identifier les responsables de la fusillade, a ajouté l'ambassade. « L'ambassade américaine a en conséquence suspendu toutes les opérations des agents de sécurité privée dans la région d'Erbil », a annoncé l'ambassade.

L'ordonnance numéro 17, de juin 2004, fixe le statut des forces étrangères en Irak. Ce décret, signé par l'ancien

administrateur américain en Irak Paul Bremer, accorde l'immunité à la Force multinationale et aux agents étrangers de sécurité, dont les membres ne peuvent être arrêtés, ni jugés par les autorités irakiennes, mais seulement par les pays qui les ont envoyés.

Un citoyen suisse d'origine kurde irakienne, Salah Jmor, avait été tué par balle fin juin à Bagdad, abattu par erreur par une soldate américaine. Selon les témoignages de son père et de son frère, l'homme a été tué sur une autoroute de Bagdad. La Suisse est intervenue aussi bien auprès des autorités irakiennes qu'américaines afin d'obtenir des renseignements. Un porte-parole de l'ambassade américaine à Berne n'a pas voulu s'exprimer à ce sujet, des investigations étant en cours.

Par ailleurs, un policier et un militant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont été tués le 19 juillet lorsqu'un engin explosif artisanal a sauté au passage d'une patrouille de police, à Kirkouk, à proximité d'une permanence du parti kurde. Toujours à Kirkouk, un kamikaze conduisant une voiture piégée a tué trois civils et blessé dix autres personnes le 10 juillet près d'un bâtiment des autorités locales.

_ LES KURDES ATTAQUÉS PAR DES NATIONALISTES TURCS LORS DU PROCÈS DES POLICIERS ACCUSÉS D'AVOIR TUÉ UN ENFANT DE 12 ANS ET SON PÈRE À

MARDIN. Plusieurs personnes ont été blessées le 20 juillet lors d'affrontements entre manifestants kurdes et militants d'extrême-droite devant un tribunal d'Eskisehir, dans l'ouest de la Turquie, où comparaissaient quatre policiers pour le meurtre d'un enfant kurde de 12 ans et de son père. L'échauffourée a commencé quand un groupe de militants nationalistes armés de bâtons a pris à partie quelque 200 personnes venues manifester devant le tribunal. La chaîne de télévision NTV a notamment diffusé les images d'un jeune homme à la tête ensanglantée et violemment projeté au sol avant l'intervention d'un policier.

Les manifestants kurdes étaient à Eskisehir pour le procès de quatre policiers impliqués dans la mort d'Ahmet Kaymaz et de son fils de 12 ans Ugur, abattus le 21 novembre devant leur maison de Kiziltepe, une bourgade de la province kurde de Mardin. Le procès avait été déplacé à Eskisehir pour des raisons de sécurité selon les autorités turques qui avait de fait isolé les Kurdes.

La police a affirmé que le père et l'enfant avaient été abattus dans le cadre d'une opération contre des combattants kurdes armés, mais les défenseurs locaux des droits de l'Homme et les voisins ont assuré que les victimes étaient des civils désarmés. Une enquête parlementaire a par ailleurs conclu à une « grave négligence » policière

et estimé que Kaymaz et son fils auraient pu être capturés sans effusion de sang.

Si les policiers sont reconnus coupables, ils risquent de deux à six ans de prison. Leur procès est considéré comme un nouveau test de l'engagement de la Turquie à faire respecter l'état de droit alors qu'elle désire intégrer l'Union européenne.

• **SYRIE : DAMAS COOPÈRE OUVERTEMENT AVEC ANKARA POUR LUTTER CONTRE LE PKK.**

La Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception, a, le 24 juillet, condamné à des peines de deux ans et demi de prison quatre Kurdes pour appartenance à « une organisation secrète », a indiqué Me Anouar Bounni. Les quatre Kurdes, Zakaria Rachid, Hussein Kanbar, Mohammad Hassan Abdel Rahmane, et Mohammad Maamo, membres du Parti de l'Union démocratique, une formation kurde syrienne interdite sont accusés d'appartenance à « une organisation secrète visant à faire annexer une partie des territoires syriens par un pays étranger ». Ils sont en outre accusés de « porter atteinte aux relations avec un pays ami », la Turquie, selon Me Bounni, défenseur des droits de l'Homme.

De son côté, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Al Muallim, a déclaré le 22 juillet que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) était interdit en Syrie et que Damas le considérait comme une organisa-

tion terroriste. S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Muallim a déclaré que la coopération entre la Turquie et la Syrie en matière de sécurité devait être un exemple pour les Irakiens, ajoutant que la Syrie souhaitait surmonter les difficultés du passé avec le peuple irakien.

Des responsables américains et irakiens accusent régulièrement Damas de fermer l'oeil sur le passage à travers sa frontière avec l'Irak de combattants rejoignant des terroristes dans ce pays. Les autorités de Damas ont à maintes reprises démenti toute implication dans les violences chez leur voisin irakien. En un geste de bonne volonté, elles ont autorisé récemment des diplomates accrédités à Damas à visiter la frontière avec l'Irak longue de 700 km. Le dispositif de surveillance y a été renforcé par le déploiement de 7.500 gardes-frontières et l'installation de 500 postes de surveillance, selon une source militaire syrienne. Le mouvement démocratique du Kurdistan (UPK), de son allié le président Jalal Talabani, et les 27 autres des petites formations kurdes. La cérémonie, à laquelle les Kurdes voulaient donner un éclat particulier, a été repoussée au 14 juin en raison d'une tempête de sable qui avait empêché l'arrivée de Bagdad de personnalités de marque. L'arrivée à la tête des trois provinces kurdes de Massoud Barzani revêt une importance capitale pour les Kurdes. C'est sous un portrait géant de Mustafa Barzani, qui

avait animé durant de longues années la résistance contre le pouvoir central de Bagdad, que le fils a prêté serment, la main sur un exemplaire du Coran. La cérémonie, au siège du Parlement kurde de 111 membres, a eu lieu en présence notamment du président irakien, Jalal Talabani, et du président du Parlement irakien, Hajem al-Hassani. Le Premier ministre, le chiite Ibrahim al-Jaafari, n'a pas fait le déplacement à Erbil, mais le représentant du secrétaire général de l'Onu Kofi Annan, Ashraf Qazi, et plusieurs diplomates étrangers étaient présents.

« Je ne ménagerai aucun effort pour renforcer l'unité nationale, la fraternité entre Kurdes et Arabes et l'unité au sein du Kurdistan », a déclaré, après avoir prêté serment, M. Barzani à la tribune du Parlement kurde à Erbil devant un parterre de personnalités et de diplomates. « Nous avons une occasion historique d'élaborer une Constitution permanente qui va commander notre destin et il faut qu'elle garantisse une vie libre et digne pour chaque citoyen irakien », a-t-il ajouté. « Nous avons lutté ensemble pour faire tomber la dictature avec nos amis, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et nous avons maintenant pour mission de construire un nouvel Irak, démocratique, fédéral et pluriel », a-t-il ajouté. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a pris ainsi l'engagement solennel de « préserver les droits et les acquis du Kurdistan », l'autonomie qui date en fait de 1991

avec la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne sur une partie du Kurdistan irakien. Ce statut a été reconnu dans la Loi fondamentale, la Constitution provisoire, et les Kurdes veulent avant tout le voir consacré dans celle permanente qui se prépare à Bagdad.

Le président du Parlement kurde, Adnan Mufti, a déclaré que *« c'est une journée historique pour les Irakiens, notamment les Kurdes. Une journée qui marque le début d'une nouvelle ère consacrée à consolider la démocratie »*. *« Votre présence ici témoigne de la solidité des liens entre les composantes du peuple irakien, les Arabes, les Kurdes, les Turcomans comme les Assyro-chaldéens »*, a-t-il souligné à l'adresse de l'assistance. *« Cet événement est de nature à renforcer l'unité nationale, une unité véritable entre les ethnies, bâtie sur le libre choix »*, a souligné, de son côté, M. Talabani. *« Nous pensons que l'expérience démocratique du Kurdistan peut servir d'exemple pour la démocratie à laquelle nous aspirons pour l'Irak »*, a-t-il ajouté.

Le Parlement kurde s'était réuni pour la première fois le 4 juin à Erbil, plus de quatre mois après les élections générales qui ont vu la désignation de cette assemblée de 111 membres, d'un Parlement irakien de 275 sièges et des conseils des 18 provinces irakiennes. Ce retard le résultat d'un différend entre les deux partis kurdes sur le mode de désignation et les prérogatives du président de la

Région autonome, le PDK insistant sur le suffrage universel, ce qui supposait la tenue d'un nouveau scrutin. Ils sont parvenus le 29 mai à un accord consistant à confier la présidence à M. Barzani pour quatre ans et à charger le Parlement de l'élire. La loi adoptée par le Parlement kurde fait du président le chef de l'exécutif et le coordinateur entre les autorités régionales et Bagdad, le chef des forces de sécurité de la région et le porte-parole du peuple kurde d'Irak dans les instances internationales. La loi, à l'initiative du PDK et de l'UPK, a été adoptée à l'issue de trois séances. Elle prévoit l'élection au suffrage universel pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois, d'un président du Kurdistan mais exceptionnellement compte-tenu des circonstances, le premier président sera élu par les membres du Parlement kurde.

Tout le Kurdistan a accueilli avec allégresse l'élection de Massoud Barzani. Des habitants sont sortis dans les rues des principales villes pour fêter l'arrivée de M. Barzani à la tête de la Région. Des voitures pavoisées aux couleurs kurdes ont parcouru les rues d'Erbil, désormais consacrée capitale de la Région autonome, en klaxonnant. Les festivités populaires ont duré plusieurs jours dans le calme, sans aucun incident violent. En Iran, les manifestants sont descendus dans la rue pour célébrer la prestation de serment de Massoud Barzani à Mahabad, fief historique du

nationalisme kurde et ville natale du président kurde mais la police iranienne est intervenue pour disperser le rassemblement provoquant des affrontements. Des manifestations pacifiques de soutien ont eu lieu dans plusieurs villes du Kurdistan de Turquie, notamment à Diyarbakir où ses portraits ont été déployés. En Syrie ainsi que dans les communautés kurdes d'Europe, l'élection du président kurde a été célébrée par des fêtes. À Paris, plusieurs centaines de personnes se sont rendues à la réception organisée par l'Institut. De très nombreuses personnalités étrangères et kurdes ont adressé des messages de félicitations au président Barzani. Parmi elles, George Bush, Tony Blair, Kofi Annan et Javier Solana et, bien évidemment, Madame Mitterrand, défenseur de longue date de la cause kurde. Dans son message, elle écrit notamment :

« J'apprends avec une grande joie votre élection à la présidence du Kurdistan. Je suis très heureuse d'avoir vécu longtemps pour voir se réaliser le rêve d'un président élu démocratiquement par le peuple du Kurdistan.

Je suis heureuse de voir que des combats pour la liberté et la dignité des peuples, lorsqu'ils sont menés par des leaders lucides, justes et courageux bénéficiant du soutien de leurs populations finissent par triompher, malgré des difficultés et obstacles qui paraissent insurmontables. Il y a quelques années, j'ai fêté la victoire de

mon ami Nelson Mandela, aujourd'hui je célèbre la vôtre avec les amis nombreux et fidèles du peuple kurde.

Premier président du Kurdistan, vous aurez désormais à assumer des responsabilités historiques envers votre peuple. Connaisant votre sagesse et votre sens de la justice, je suis convaincue que dorénavant vous agirez non pas en chef de parti mais en Président de tous les citoyens du Kurdistan, sans discrimination politique ou religieuse.

Vous aurez un rôle crucial à jouer pour jeter dans votre région les bases d'une société juste, équitable, solidaire, respectueuse des droits des couches populaires, des femmes et des minorités. L'unité de votre peuple, qui est votre capital le plus précieux ne pourra se réaliser et se maintenir que si le système politique que vous mettez en place est basé sur la justice, la démocratie et l'égalité des chances pour tous les citoyens.

Nul doute que le Président élu du Kurdistan irakien sera perçu par les Kurdes d'autres parties du Kurdistan comme le président spirituel de tous les Kurdes. Là aussi, il vous appartiendra de rester solidaires de vos frères des pays de la région en lutte pour leur liberté, pour les aider à obtenir pacifiquement leurs droits.

Enfin, vous aurez à jouer un rôle important dans la mise en place des institutions d'un Irak démocratique et fédéral en coopérant étroitement avec le Président Talabani, avec les partis politiques et le Parlement du Kurdistan et avec toutes les forces

qui oeuvrent pour un Irak pacifique, stable et souverain.

La tâche qui vous attend est immense, mais elle est aussi exaltante, car l'Histoire vous offre la chance et l'honneur de réaliser le rêve millénaire de votre peuple. Je suis sûre que votre père qui a consacré sa vie à la réalisation de ce rêve aurait été très fier de vous, comme nous tous, Kurdes de naissance ou Kurdes de cœur, sommes aujourd'hui très fiers de vous.

En vous souhaitant plein succès dans vos éminentes fonctions, je vous embrasse bien affectueusement »

De son côté, le président de l'Institut kurde, dans son message souligne : « Votre élection est un événement politique de haute importance dans l'histoire du peuple kurde. Elle couronne un combat de plus de trois siècles pour la création d'un Etat kurde lancé dans Mem û Zîn d'Ehmedê Xanî, poursuivi avec courage par les grandes figures de notre histoire nationale comme Mîr Mohammad de Rawandiz, Mîr Bedirxan de Botan, Cheikh Ubeydullahê Nehrî, Sêx Saîdê Pîran, Sêx Mahmûd Barzanjî, Ihsan Nûrî Pasa, Pêshewa Qazî Mohammed Molla Mustafa Barzani et Dr. Abdul Rahman Ghassemlou. Vous avez, avec Birêz Jalal Talabani, incarné les dernières décennies de ce combat glorieux pour la liberté du peuple du Kurdistan.

Le fait que Jalal Talabani soit aujourd'hui président de l'Irak et vous, président du Kurdistan, que vous coopérez main dans la

main pour les intérêts nationaux de notre peuple est une source de fierté et d'espoir pour toute la nation kurde, et pour nos amis nombreux, fidèles et dévoués à travers le monde.

Elu démocratiquement par l'Assemblée nationale du Kurdistan, vous êtes de fait désormais le président de tous les Kurdes. Vous incarnez les espoirs et les aspirations des 35 millions de Kurdes du Proche-Orient. De Californie au Kazakhstan, de la Norvège à l'Australie, toutes les communautés kurdes du monde ont aujourd'hui les yeux tournés vers vous, vers le Gouvernement et le Parlement du Kurdistan. Le succès de votre Gouvernement servira de modèle et de source d'inspiration à l'ensemble de la nation kurde et ouvrira la voie au règlement pacifique du problème kurde dans les Etats voisins et à leur indispensable démocratisation.

C'est pourquoi nous sommes tous aujourd'hui de cœur avec vous. Le cœur de tous les patriotes kurdes bat à Erbil et ils sont tous prêts à se mobiliser pour le succès de l'Etat fédéré du Kurdistan, de son Président, de son Gouvernement et de son Parlement.

Je suis sûr que vous saurez mobiliser et canaliser toutes ces énergies et qu'ensemble nous construirons un Kurdistan libre, démocratique et fraternelle.

Avec mes salutations fraternelles et mes respects »

Aussitôt élu, Massoud Barzani, a, dès le 19 juin présenté à Bagdad les revendications

des Kurdes devant les députés de l'Assemblée transitoire qui doit rédiger la future Constitution, redisant son attachement à la loi fondamentale transitoire adoptée en 2004. « *Si nous nous basons sur la Loi administrative transitoire (TAL) et nos accords conclus avant la chute (du président déchu Saddam Hussein), alors nous pourrions écrire et approuver la Constitution à temps* », a déclaré le président de la région kurde aux députés. « *Nous sommes tous d'accord sur le fait que la TAL devrait être la base et nous devons nous en tenir à cela. Nous ne devons pas nous en éloigner* », a-t-il insisté.

La TAL a été rédigée et adoptée par le Conseil de gouvernement irakien mis en place par les autorités américaines qui ont gouverné l'Irak après la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003 jusqu'à juin 2004. Cette loi stipule la rédaction d'une Constitution définitive pour le 15 août qui doit être ensuite soumise à un référendum d'ici le 15 octobre. Un délai de six mois est autorisé. « *Nous promettons encore une fois de coopérer à la construction d'un Irak fédéral, démocratique et pluraliste* », a réitéré M. Barzani, qui avait troqué l'habit traditionnel kurde pour un costume sombre. « *Nous devons rectifier toutes les raisons et conséquences des changements imposés par l'ancien régime à la composition démographique du pays, à Kirkouk et dans d'autres régions kurdes* », a-t-il souligné.

Les Kurdes réclament le retour dans cette ville de tous ceux qui en avaient été chassés lors de la campagne d'arabisation menée par le régime de Saddam Hussein, ainsi que le recouvrement de leurs propriétés. Ce point est stipulé dans l'article 58 de la TAL. « *Nous devons appliquer l'article 58 et admettre la spécificité kurde de Kirkouk et en faire un symbole de coexistence* », a insisté M. Barzani.

Lors d'une conférence de presse le lendemain de son allocution à Bagdad, Masoud Barzani a souhaité que son pays s'appelle désormais la République fédérale d'Irak et que ce nom soit inscrit dans la Constitution. « *Nous voulons que le nouveau nom de notre pays soit la République fédérale d'Irak* », a-t-il souligné. Il a fait un plaidoyer en faveur de ce système et s'est proposé d'aider les régions qui voulaient se constituer en région fédérale.

« *Celui qui veut imposer un gouvernement centralisé veut diviser l'Irak. Notre expérience prouve que le fédéralisme représente l'unification de l'Irak et non pas la division, et celui qui croit le contraire se trompe* », a indiqué M. Barzani. Il a également lancé un appel aux autres provinces d'Irak à se constituer en régions autonomes. « *L'expérience d'autonomie au Kurdistan peut être appliquée sans aucun doute à d'autres régions irakiennes et nous sommes prêts à transmettre aux autres notre expérience et nous les invitons à venir au Kurdistan pour qu'ils*

se rendent compte de leurs propres yeux » de la situation, a-t-il souligné.

L'idée d'une ou de plusieurs régions autonomes pour les chiites dans le centre et le sud de l'Irak est dans l'air depuis plusieurs mois. Ainsi début juin, le gouverneur de la province de Kerbala, Okaïl Khazali, a annoncé la création d'un comité chargé de déterminer, d'ici la fin du mois, s'il vaut mieux s'associer avec la province de Najaf, plus au sud, ou avec ceux de Babylone, plus au nord, et de Wasset, plus à l'est. Le comité aura jusqu'au 30 juin pour trancher cette question. C'est sur la base de ses recommandations que les autres provinces seront approchées, avait indiqué le responsable régional. En mars, un chef tribal et député, Abdel Karim al-Mohammadaoui, avait lancé un appel à la mise en place dans le sud du pays d'une région autonome chiite, à l'instar du Kurdistan irakien. Selon la loi fondamentale, en vigueur actuellement en Irak, trois gouvernorats (provinces) peuvent se regrouper en région autonome, à l'exception de Bagdad et de Kirkouk.

« *Depuis la création de l'Etat irakien, il y a plus de 80 ans, nous n'avons connu que la tyrannie et la dictature, nous étions gouvernés par des gouvernements non élus, qui imposaient leur force par les chars* », a déclaré M. Barzani, faisant allusion à la royauté puis au régime républicain qui a suivi en 1958. « *Que voulez-vous?*

Que nous répétions l'expérience (...) du passé ou qu'on se mette au travail pour mettre en place un mécanisme fédéral qui fonctionne et résolve nos problèmes comme c'est le cas en Allemagne », a-t-il conclu.

Massoud Barzani, a, d'autre part, démenti les informations faisant état d'exactions contre les minorités arabe et turcophone de la part de Kurdes dans le Kurdistan irakien. « *Les informations publiées par le Washington Post sont sans fondement et les accu-*

sations qui sont proférées sont fausses », a-t-il affirmé. Le 15 juin, le Washington Post avait affirmé que des Kurdes avaient arrêté sommairement à Kirkouk et conduit manu militari des centaines de membres des communautés arabe et turcophone vers les prisons d'Erbil et Souleimaniyeh avec le soutien des forces américaines.

Pour M. Barzani, « *l'armée américaine a arrêté des suspects à Kirkouk et dans d'autres régions et elle a demandé de les*

envoyer à Erbil pour un temps précis jusqu'à la fin des interrogatoires ou jusqu'au moment où les Américains les reprennent ». « Nous n'avons arrêté personne et tous ceux qui ont été transférés à Erbil l'ont été à la demande insistante des Américains et ces derniers les reprennent ensuite », a ajouté M. Barzani.

Le porte-parole du département d'Etat Sean McCormack a démenti catégoriquement toute implication américaine dans ces actes.

Kurds, Emboldened by Lebanon, Rise Up in Tense Syria

By HASSAN M. FATTAH

QAMISHLI, Syria — Here on the fringes of Syria's agricultural heartland, the veneer of normalcy is all around.

A statue of former President Hafez al-Assad, which was brought down during riots last year, has been rebuilt in a traffic circle. Slogans scrawled on walls still call out for him. Few signs remain of the violence that struck the city just weeks ago.

But as Syria endures heavy international and domestic pressure to change, storm clouds are gathering here once again. In this predominantly Kurdish city on Syria's border with Turkey, a growing movement of Kurds is demanding recognition and representation in Syria's government.

Emboldened by their brethren in Iraq and inspired by Lebanon's opposition movement, which helped force Syria out of that country, some advocates are even calling for Kurdish administration of Kurdish areas.

"There is a kind of anxiety and restlessness now," said Hassan Salih, secretary general of the Yekiti Kurdish party based in Qamishli. "We are disappointed with all the unfulfilled promises."

Tensions in this city of 150,000 reached new levels this month after the body of a prominent cleric, Sheik Muhammad Mashouk al-Khaznawi, was found halfway between here and Damascus. Days later, protesters calling for an international investigation of the sheik's killing clashed with security forces, who beat women and fired at demonstrators, Kurdish politicians say.

One police officer was killed, a dozen protesters were wounded, dozens more remain in custody, and Kurdish businesses were looted, they say. A day after, Kurdish hopes were dashed when Syria's governing Baath Party passed on calls to grant Kurds more rights and freedoms at its 10th Congress, ending the meeting with little more than platitudes, Mr. Salih said.

"Lebanon affected us a lot, and we learned from it that demonstrating can achieve many things without violence," he said. After riots flared in Qamishli in 2004 after a brawl at a soccer match, he said, "the regime sought to frighten us, but the assassination of the sheik has made us rise up again."



In a tent in Qamishli, Kurds paid respects to Muhammad Mashouk al-Khaznawi, a cleric who was killed after denouncing the Syrian government.

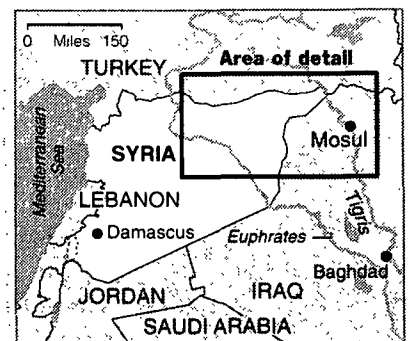
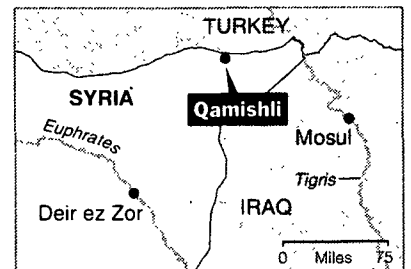
Syria's 1.5 million Kurds are the country's largest ethnic minority and historically its most downtrodden. Eschewing the Arab identity at the core of the Baath Party, the Kurds have become the most organized opposition to the embattled government.

But tensions have simmered since 1962, when a census taken by the government left out tens of thousands of Kurds, leaving them and their children

— now hundreds of thousands in all — without citizenship and denying them the right to obtain government jobs or to own property. They now carry red identification cards identifying them as "foreigner."

The government also resettled thousands of Arabs from other parts of the country into areas along the border to build a buffer with Kurdish areas in neighboring Iran, Iraq and Turkey, pitting Kurds against Arabs. A long-running drought has not helped, as many in the farming region, especially Arab sharecroppers, have seen their incomes and tolerance for one another plummet.

In 2004, a soccer game incited the brawl between Arab and Kurdish fans that grew into the country's worst civil unrest in decades, spreading to many other cities in Syria and leaving at least 36 people dead, some of them policemen. President Bash-



The New York Times

Kurds of Qamishli are demanding greater recognition and rights.

ar al-Assad, in an effort to cool tempers, visited the region for the first time and called for national unity, while pardoning 312 Kurds who were accused of taking part in the violence. But Kurds say the ethnic rifts remain.

Sheik Khaznawi, a charismatic 47-

year-old cleric who began denouncing the Syrian government in sermons in recent months, came to embody the Kurdish political opposition. To some, he was a reformer who pushed a more thoughtful, inclusive brand of Islam; to others, he was an apostate willing to reach out to other faiths and challenge long-held Islamic mores.

But to Syria's government, he was the ultimate threat: a religious figure who appeared to be seeking to tie Syria's listless Kurds to the feared Muslim Brotherhood, which led a ferocious revolt in Syria in the 1980's.

"He was able to play a moderating role and create dialogue between Kurds and Arabs," said Ammar Abdelhamid, a Syrian political analyst. "They saw him setting up a real opposition to the regime."

Sheik Khaznawi rattled nerves in February when he met with leaders of Syria's Muslim Brotherhood in



Muhammad, left, and Murshid al-Khaznawi blame the government for their father's killing, which led to protesters' clashes with the police.

Brussels, signaling even deeper collusion between the two forces.

"The sheik used to say that he was surrounded by a minefield and that his role was to dismantle the mines," said Murshid al-Khaznawi, the sheik's son. "He crossed many red lines that others did not cross."

On May 10, the sheik disappeared while on a trip to Damascus. Rumors circulated that he had been arrested by the Syrian secret police, and demonstrators in Qamishli called for his release. But the government denied having him in custody.

Then on June 1, the authorities led his sons to a grave in the predominantly Sunni Arab town of Deir ez Zor. A government statement said the sheik had been kidnapped and killed by radical Islamists who were against his reformist approach.

Days later, the authorities broadcast a 15-minute recording of interviews with two suspects in the killing, one identifying himself as an imam from Deir ez Zor and a graduate of Sheik Khaznawi's institute. They said they had smothered the sheik with a pillow and buried him at the cemetery.

"There wasn't just one reason for his kidnapping; there were many," said Muhammad Habash, a member of Syria's Parliament and confidant of the sheik, who pointed to differences between the sheik and his relatives as one possible reason. Mr. Habash added that the political parties in Qamishli were capitalizing on

the death of the sheik, insisting that there are few clear indications of a government hand in the killing.

But the sheik's sons, who acknowledge that there have been financial disagreements in the family, countered that Mr. Habash was serving the interests of the government, which they blame for the killing. They said, for instance, that the sheik's body showed few signs of decomposition, though the government has said he had been buried for more than two weeks. They added that his teeth were broken and his skin burned when they found him, not the signs of suffocation.

Days later, the demonstration in Qamishli met fierce resistance from the government. The Khaznawi sons and others said security forces encouraged an Arab mob to help beat the protesters and loot Kurdish storefronts, though there was no confirmation of those assertions.

"There are issues and problems, and it's time they are solved," Mr. Salih said. "As a Kurdish society, we have gotten past the culture of fear."

Even the sheik's sons, who said they were not overtly political before, have taken a hard political stand.

"After the assassination of the sheik, we have begun to support Kurdish movements from the bottom of our hearts," Mr. Khaznawi said.

Iran's new president

Presidential elections in Iran defy easy categorization. The winner assumes Iran's highest elective office, but no president to date has been able to defy the wishes of the unelected ayatollahs who rule the country. And while the nomination process is very tightly controlled, the eventual winner often comes as a surprise to many Iranians and most outsiders.

That pattern repeated itself with the landslide victory of Mahmoud Ahmadinejad last week. A radically conservative mayor of Tehran and former member of the thuggish Basij militia, Ahmadinejad little resembles the departing president, Mohammad Khatami, a reformist intellectual. But like Khatami in his initial upset victory eight years ago, Ahmadinejad dethroned a better-known establishment candidate, in this case a former president, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani.

Rafsanjani lost because he was too

closely associated with the recent economic failures and political inertia. Ahmadinejad, in contrast, offered a populist economic platform that implicitly challenged the cronyism and corruption of more than a quarter-century of clerical rule.

We wish him luck. But it is hard to see how he can deliver on those promises over the objections of the ruling establishment, whose powers greatly exceed his own.

On the issue of greatest current concern, Iran's steady progress toward the ability to produce nuclear bomb fuel, Ahmadinejad's victory is expected to lead to greater intransigence and less interest in compromise. Any acceptable deal would have to include an Iranian commitment to halt efforts to enrich uranium or separate plutonium, which can produce nuclear bomb fuel.

Ahmadinejad's initial statements

on this issue have been ambiguous, favoring continued pursuit of nuclear technology and continued diplomacy. Perhaps, a fiery nationalist like Ahmadinejad may be just the right man to cut a nuclear deal, just as it took Richard Nixon to reach out to Communist China. But we doubt it; the greater trade and investment that a deal would bring might not mean much to a politician whose greatest political appeal has come from promising a return to the austere, self-reliant ideology of Iran's 1979 Islamic revolution.

Unless the long-stalled talks with Britain, France and Germany make some real progress in the very near future, these European powers should acknowledge that diplomacy has failed and refer the Iranian nuclear issue to the UN Security Council. That will not necessarily produce a solution either, particularly if Beijing uses its veto to shelter Iran, an important oil supplier. But there is no point prolonging negotiations if Iran intends only to use them to buy time to further advance its nuclear weapons ambitions.

'Saddamists' slated to write Iraqi law

Objections over naming of ex-Baathists to join 55 negotiating new constitution

By James Glanz

BAGHDAD: At least two of the 15 Sunni Arabs proposed as members of the committee that will write Iraq's permanent constitution have been accused of being senior members of Saddam Hussein's Baath Party, and two others have openly declared themselves strong supporters of the party.

The issue threatens to add a volatile new element to negotiations on the constitution, already facing major disputes on such questions as how much autonomy should be granted to the Kurdish north and what role Islam should play in Iraqi law.

The Baath Party, which was dominated by minority Sunnis, brutalized and exiled many current members of the Iraqi National Assembly, which will probably consider the proposed slate of Sunnis early next week.

Under Iraq's provisional law, a new constitution must be written by Aug. 15 or the government must ask for an extension of up to six months. Once a constitution is written, it must be approved through a national referendum.

The consortium of Sunni organizations that submitted the list had agreed not to include former senior Baath Party officials, who by law cannot hold top positions in the government. But objections have been raised over at least two of those on the proposed list, Mijbel Shiekh Isa and Haseeb Aref, said Bahaa al-Aaraji, a Shiite who serves as coordinator of the constitutional committee.

When contacted by telephone, Isa denied that he had ever been a member of the Baath Party, and he said that while Aref had once been a member, he was never in a senior position.

"All the candidates comply with the terms of membership," Isa said. "We don't have any of the damned Baath Party members among us."

"We told the committee that we will not change any of the names and the list would stay as it is."

But Aaraji said that because of the accusations, the committee had decided to submit all of the proposed names to the de-Baathification commission for vetting.

The development has raised the ire of other Sunnis both inside and outside the committee, some of them dismissing as unimportant whether the nominees are former Baathists of any rank.

It was unclear who raised the objections.

"So what if Mijbel was a Baathist?"

said Abdul Rahman Sayyid al-Naemi, who is one of a small number of Sunnis voted into the assembly after Sunnis largely boycotted the January elections. "He didn't commit a crime against the Iraqi people."

"We must get over this issue," he added, "because we don't have much time."

The de-Baathification committee itself has been a subject of debate in Iraq, with some officials contending that prior Baath Party membership of any kind should not disqualify people from participation in government.

The chairman of the constitutional committee, Shiek Humam Hamoudi, made it clear that he was far from pleased to learn that some proposed members may have been former Baathists. "We call them Saddamists," Hamoudi said, noting that in the era when the party was in power, it had killed many Iraqis.

But he added that he thought the majority of the 15 Sunnis had not been Baathists, and he drew a fine distinction about the impact the new accusations could have on the writing of the constitution: "It will be a problem but I don't think it will be an obstacle," he said.

The existing committee has 55 members, all drawn from the National As-

sembly and nearly all of them Shiites, the majority in the population, and Kurds. Both groups were oppressed during Saddam's rule.

Iraqi government officials and their American backers have labored for weeks to add a number of Arab Sunnis to the committee, largely in hopes of giving the constitution legitimacy in the eyes of the Sunnis, who are considered the wellspring of the insurgency.

But interviews with some of the proposed Sunni members reinforced the notion that the list may be populated with Baathist supporters. One of the 15, Saleh Mutlak, a soil scientist who made his fortune as an agricultural entrepreneur during Saddam's rule, said that he was expelled from the party in the 1970s for opposing regime decisions. But he also made it clear where his sympathies lie.

"I still see the Baath Party as the best party we have seen," Mutlak said. "If you compare them, they are much better than the parties that are governing the country now."

Mutlak added, "I don't say that the Baathists were ideal," but he proposed that in Iraq today, a dictator who ran "a fair government" would be more effective than a democratic system.

"I feel it is better than the democracy that we have now where everybody is killing everybody," said Mutlak, who is a member of the Sunni-led National Dialogue Council.

He also dismissed the Shiites now running Iraq as uneducated, unsophisticated and unequal to the task. "This government is so bad, so ignorant," he said. "They cannot run the government."

Another of the proposed Sunni members is Kamal Hamdoun, the leader of the Iraqi Bar Association. He said that although he had left the Baath party in 1991, he had done so only because he was too busy with his profession.

"I really believe in the Baath Party," said Hamdoun, who is originally from Mosul.

Still, he said, he did not hold any significant posts in the party or in Saddam's government, aside from holding an elected seat in Parliament from 1980 to 1988.

Both Hamdoun and Mutlak said that they did not regard themselves as representing Sunnis per se, but rather the 42 percent of Iraqis who did not vote in the January elections.

Not everyone on the list has stated or suspected connections to the Baath Party. Ayad al-Samaray, assistant general secretary of the Iraqi Islamic Party, was driven into exile by the Baathists in 1980 because of his religious activism.

But Samaray said that the objections over former Baathists had been raised only to delay membership on the committee by the Sunnis, even as some sections of the constitution are already being written by the current 55 members.

Hamoudi, chairman of the committee, confirmed that certain sections of the constitution are already being written. But the full committee, including the Sunnis, will eventually have to debate all sections of the document, Hamoudi said.

A Kurdish member of the committee, Abdul Khalik Zengana, cautioned that the hard-line statements from the Sunnis may contain a healthy dose of posturing, as they play to their constituency, the nation's disaffected Sunnis, before compromising on the constitution itself.

"We don't need to create a crisis," Zengana said of the dispute over the possible Baathists. "Because we will sit down and talk."

The New York Times

Razzaq al-Saadi and Ali Adeeb contributed reporting for this article in Baghdad.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

July 1, 2005

IRAN L'avènement d'un ultraconservateur à la présidence est un simple alignement des pouvoirs

Le retour du khomeynisme radical

LE FIGARO VENDREDI 1^{er} JUILLET 2005

Les élections iraniennes ont eu un mérite majeur, celui de la clarté. L'arrivée de l'ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République islamique, ce

PAR
ANTOINE BASBOUS

24 juin, ne constitue pas un grand tournant stratégique, mais un simple alignement des pouvoirs. Puisque le vrai détenteur du pouvoir, le guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei n'a pas changé. Le président de la République n'est que la « vitrine » du régime. Car, après huit ans de présidence, Mohamed Khatami, un intellectuel réformiste, élu et réélu par plus de vingt millions de suffrage, s'est trouvé dans l'incapacité de mettre en place ses réformes. Le guide et ses relais ont tout bloqué.

En effet, le concept de *wilayat el-faghih*, en vigueur à Téhéran depuis la révolution khomeyniste, attribue au guide un pouvoir exorbitant. Puisqu'il lui accorde le statut de représentant du Prophète sur terre. Alors qu'il n'est élu que par quatre-vingt-six mollahs, lesquels pèsent bien plus lourd que les vingt millions d'Iraniens qui avaient voté pour Khatami. L'Iran est une « démocratie » particulièrement sélective. Le Conseil des gardiens filtre les candidats et ne retient que ceux qui sont « compatibles » avec les valeurs islamiques.

Ce « filtre » purificateur élimine les candidats jugés incertains ou menaçants pour la pérennité du régime islamique. L'Iran a appliqué ce principe avec plus de rigueur depuis le débarquement de l'armée américaine à Bagdad. Le guide et son conseil ont alors décidé de ne plus tolérer la moindre divergence au sein du régime qui puisse profiter au « Grand satan » en lui permettant de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Iran. Cette stratégie explique pour-

quoi les candidats réformateurs aux législatives de février 2004 – fussent-ils des députés sortants – aient été éliminés d'office et interdits de se présenter devant les électeurs. La même chose s'est reproduite lors des élections présidentielles, où il a fallu l'intervention du guide pour imposer la candidature d'un réformateur qui devait drainer un grand nombre d'électeurs et faire bondir le taux de participation.

La mollarchie iranienne peut paraître « progressiste » quand on la compare à la monarchie absolue saoudo-wahhabite d'Arabie. Mais ne fondons pas notre jugement sur les apparences. Le régime iranien cherche à renouer avec son élan fondateur en s'appuyant sur un président « laïc », beaucoup plus en phase avec la doctrine khomeyniste que ne l'était le religieux et réformateur sortant Khatami.

Ahmadinejad a séduit l'électorat islamique et populaire par son humilité, son austérité, son profil bas, son discours sur la lutte des classes, par le peu de moyens déployés pendant sa campagne et par les thèmes accessibles à la masse qu'il a développés. Il a promis de moraliser la vie économique et d'y mettre de l'ordre.

Alors que son adversaire du second tour Hachémi Rafsandjani a mené une campagne à l'américaine, où des jeunes filles maquillées arborant son portrait, traversaient les villes en rollers, ou circulaient à bord de belles voitures. Il a servi de repoussoir, tant son image d'« insubmersible caméléon » qui règne sur des réseaux pour le moins douteux, est dégradée.

Les réformistes se sont massivement abstenus, déçus et échaudés par la malheureuse expérience de leur ex-champion Khatami. L'appareil des radicaux était au service d'Ahmadinejad. L'un des fils du guide a fait partie d'un comité de l'ombre, chargé de noircir l'image de Rafsandjani, pendant la campagne. Désormais, tout le pouvoir est contrôlé par les radicaux les plus durs.

Plusieurs défis attendent l'Iran, dont les plus importants sont du ressort exclusif

du guide. Les « domaines réservés » de la politique étrangère, de la défense, de la sécurité (les troubles du Khouzistan ont fait une cinquantaine de morts parmi les Arabes, en trois mois), du nucléaire et de la rente échappent totalement à Ahmadinejad, comme ils ont échappé à son prédécesseur.

A court terme, il ne peut y avoir de perspectives d'amélioration des relations avec Washington. Téhéran serait tenté d'attirer et de favoriser les intérêts économiques européens pour nuire aux intérêts américains et diviser le camp occidental. Mais l'Iran se tourne de plus en plus vers l'Inde et la Chine pour attirer les investissements, exporter ses hydrocarbures et bénéficier du veto chinois au Conseil de sécurité de l'ONU, au cas où des sanctions seraient présentées contre lui.

Les néoconservateurs de Washington et de Téhéran auront du mal à s'entendre. Pourtant, une perspective d'alliance durable, au détriment

L'Iran se tourne de plus en plus vers l'Inde et la Chine pour attirer les investissements et exporter ses hydrocarbures

de celle avec les wahhabites saoudiens, s'était présentée au lendemain des attaques du 11 Septembre, et la double réplique américaine en Afghanistan et en Irak. Mais les deux équipes aux commandes ne se font aucune confiance. Washington n'a toujours pas oublié, ni pardonné, la prise d'otages de ses diplomates à Téhéran, pendant 444 jours (1979). A leur tour, les Iraniens dressent une longue liste de reproches, tout aussi graves, aux Américains. Les lignes de friction sont multiples, elles s'étendent de l'Irak à l'Afghanistan en passant par le terrorisme et la prolifération nucléaire.

Sur ce dernier point, les Européens et les Américains partagent souvent la même analyse et le même intérêt. Le

triumvirat européen qui négocie avec Téhéran aura d'autant plus de crédibilité quand il peut s'appuyer sur la dissuasion américaine. Faisant parti du « domaine réservé » du guide, ce dossier ne connaîtra pas de grands changements de fonds. Même si, sur la forme, l'Iran s'exprimera avec moins d'ambiguïté et plus de « virilité ».

La politique régionale du « nouvel Iran » apportera un soutien plus prononcé aux radicaux. Le Hezbollah libanais s'en réjouit. Car il redoutait une lutte de pouvoir à Téhéran entre le guide et Rafsandjani qui aurait affaibli le régime ; tout comme un rapprochement de ce dernier avec Washington. Les monarchies du Golfe s'inquiètent aussi de la nouvelle donne à Téhéran qui peut renouer avec la mobilisation identitaire des minorités chiïtes.

L'autre « domaine réservé » est celui des hydrocarbures, vache à lait des mollahs. Les menaces formulées par le candidat Ahmadinejad sur les intérêts des compagnies étrangères, dans les hydrocarbures notamment, pourraient se révéler comme un feu de paille électoral. Ce secteur stratégique relève des pou-

voirs du guide, lequel a pour souci premier d'enrayer la chute de la production de ses gisements (7 à 8% par an) et d'atteindre rapidement une production de 7 millions de barils/jours. Or, ces objectifs ne peuvent être atteints sans l'apport fondamental, technique et financier, des compagnies étrangères.

Les propos du candidat Ahmadinejad sur l'économie étaient essentiellement destinés à accabler son adversaire Rafsandjani, devenu le passage quasi obligé des investissements stratégiques étrangers. Mais ce qui changera probablement, c'est l'identité des intervenants dans le secteur, au détriment du clan Rafsandjani. Mais en Iran comme ailleurs, il faut interpréter les propos de campagne avec

quelques précautions. Gageons que les réalités économiques et internationales se chargeront de dicter à l'Iran un comportement moins doctrinal que le discours idéologique et antidémocratique du candidat Ahmadinejad.

En matière de politique intérieure, le président élu, en harmonie avec le guide, peut avoir les coudées plus franches. Outre le règlement de comptes prévisible avec le clan Rafsandjani, un durcissement est annoncé quant au retour aux valeurs fondatrices de la République islamique.

Ahmadinejad rêve d'imposer des valeurs proches de celles prônées par le wahhabisme saoudien, pourtant sunnite (tenues vestimentaires réglementées, barbes et tchadors obligatoires, transformation des centres culturels, surveillance impitoyable des mœurs).

Aussi, les heurts avec la société civile libérale sont à craindre. Les « post-khomeynistes » ont acquis quelques droits et libertés sous Khatami et ils en revendiquent d'autres. La jeunesse n'est pas prête à abandonner ses acquis. Elle

est même disposée à se frotter aux *pasdarans*, qui ne lui font plus peur.

En voulant mettre en place « une société islamique exemplaire, puissante et moderne », tout en appliquant les recettes qui ont abouti à l'échec des Talibans en Afghanistan, Ahmadinejad récoltera les mêmes régressions enregistrées à Kaboul.

Il est indéniable que la promotion d'Ahmadinejad atteste d'un durcissement du régime et d'un retour au khomeynisme radical. L'objectif étant de resserrer les rangs autour

du guide et de préparer la double confrontation qui s'annonce à l'intérieur du pays et avec le « nouveau voisin » américain dont l'armée campe sur plusieurs frontières de l'Iran. Téhéran développe désormais le « complexe de l'assiégé ». Pourtant, le « tigre » américain se retrouve affaibli, mais pas assommé, par la guerre d'usure subie en Irak.

* Directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Dernier ouvrage : *L'Arable saoudite en guerre*, (Perrin)

VU D'ALLEMAGNE **Comme Mossadegh** il y a cinquante ans

L'élection d'un laïc porteur de revendications sociales peut paradoxalement renforcer la République islamique sur le front intérieur. Mais ses relations internationales vont devenir plus périlleuses encore.

FRANKFURTER RUNDSCHAU

Francfort

L'Iran vient de vivre un séisme qui l'a fait basculer à droite. Peu importe si, lors de l'élection du maire fondamentaliste de Téhéran Mahmoud Ahmadinejad, ont été commises plus d'irrégularités et de malversations que d'habitude dans ce pays. Car la victoire d'Ahmadinejad ne s'explique pas que par la fraude. L'opposition se leurrerait si elle se contentait de ce diagnostic simpliste, qui minimise l'importance du processus électoral. Le succès du premier candidat depuis la révolution de 1979 à ne pas porter l'habit religieux révèle brutalement une fracture sociale en Iran. Ahmadinejad a mobilisé les couches inférieures, les provinces les plus pauvres et toute une série de tribus défavorisées. On voit désormais les multiples courants réformateurs tels qu'ils ont toujours été : l'expression du mécontentement des classes

supérieures, qui se sont vues du même coup interdire le pouvoir.

L'économie a joué un rôle essentiel dans la victoire d'Ahmadinejad. Il a su exploiter la faille grandissante entre les riches et les pauvres à coups de slogans qui reprenaient en écho un long chapitre de l'histoire iranienne. L'industrie pétrolière doit profiter à tous, et non seulement aux seuls superriches, ce qui fut justement un des catalyseurs de la révolution de 1979. Ce n'est pas sans rappeler le début des années 1950, quand Mohammad Mossadegh avait nationalisé le pétrole au détriment des opérateurs britanniques, ce qui avait entraîné la chute de Mossadegh après l'intervention des Etats-Unis.

L'IRAN SE SAIT ENTOURÉ DE BASES AMÉRICAINES

Ahmadinejad a également repris l'argument selon lequel les influences culturelles et impérialistes de l'Ouest (autrement dit des Etats-Unis) détruiraient l'identité islamo-iranienne. Il réclame une plus stricte application du code vestimentaire pour les femmes, l'interdiction de la musique pop et de la pensée occidentale jusqu'au niveau universitaire, la séparation entre les sexes même dans les ascenseurs. D'aucuns parlent à juste titre de talibanisation. Mais cela va plus loin : il s'agit d'utiliser un puissant courant social sans véritable conscience afin de stabiliser le système.

Ce faisant, le système lui-même change. En ce sens, le candidat libéral vaincu Moustafa Moïn a raison quand il établit des parallèles avec le fascisme. L'implication des milices

paramilitaires et des Gardiens de la révolution dans les structures sociales appelle clairement des comparaisons de cet ordre.

Ces événements auront des conséquences en politique étrangère. Avant même le premier tour, le candidat vainqueur a dévoilé une partie de ses intentions, entre autres en ce qui concerne la politique nucléaire future de son pays. L'Iran ne compte pas interrompre son programme, et l'on ne peut que se demander s'il ne va pas mettre fin à son moratoire sur l'enrichissement de l'uranium. Le nouveau président affirme que le programme nucléaire iranien est uniquement à vocation pacifique.

Apparemment, le président russe Vladimir Poutine le croit, et lui a transmis ses félicitations après son succès électoral. La Russie a évidemment des intérêts économiques importants en Iran, auquel elle est tenue par contrat de livrer des équipements liés à la technologie des réacteurs.

Les négociations que mènent l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni dans ce domaine n'en seront assurément pas facilitées. En revanche, pour Washington, la situation est nettement plus claire qu'auparavant. Et c'est là que se profile le risque d'une confrontation. Les politiciens iraniens sont au fait des déploiements militaires dans la région. Les Etats-Unis sont partout, sauf au Turkménistan. La Maison-Blanche le sait mieux encore que Téhéran. Aujourd'hui, le danger est nettement plus grand de voir le Pentagone faire un usage actif de ses bases.

Karl Grobe

Bruxelles maintient le cap pour l'adhésion de la Turquie à l'Europe

La Commission est accusée d'ignorer les opinions

BRUXELLES

de notre bureau européen

La Commission européenne a réaffirmé, mercredi 29 juin, que les négociations avec Ankara, qui devraient s'ouvrir le 3 octobre, auront pour objectif l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, même si ces discussions doivent être considérées comme « un processus ouvert dont l'issue ne peut pas être garantie à l'avance ». Sur cette question, les commissaires ont repris telles quelles, en fixant le futur cadre de négociation, les conclusions du Conseil européen de décembre 2004, en dépit des inquiétudes des opinions publiques révélées entre-temps par le rejet de la Constitution européenne en France et aux Pays-Bas.

Ceux qui plaident pour que soit évoquée la perspective d'un partenariat privilégié avec Ankara ont dû accepter que le texte adopté n'en fasse pas mention, sinon sous la forme atténuée déjà suggérée par le

Conseil européen : en cas d'échec, la Turquie devra être « pleinement ancrée dans les structures européennes par le lien le plus fort possible ».

LE CADRE « LE PLUS RIGOREUX »

La discussion au sein de la Commission a été « longue, politique et argumentée », selon le commissaire à l'élargissement, le Finlandais Olli Rehn. Plusieurs commissaires membres du Parti populaire européen (PPE), dont l'Italien Franco Frattini, la Luxembourgeoise Viviane Reding, l'Autrichienne Benita Ferrero-Waldner, le Slovaque Jan Figel, ont fait connaître leur préférence pour un partenariat privilégié plutôt que pour une adhésion pleine et entière. Le Français Jacques Barrot, absent mercredi pour cause de sommet sino-européen sur l'aviation à Pékin, avait également plaidé en ce sens avant la réunion.

M. Rehn, soutenu par l'Allemand Günter Verheugen, par le Belge Louis Michel et par le président de

la Commission, José Manuel Barroso, en l'absence du Britannique Peter Mandelson, l'un des plus ardens partisans de l'élargissement, a obtenu que cette hypothèse ne soit pas retenue. Il a reconnu au cours de sa conférence de presse qu'elle avait été évoquée par un certain nombre d'intervenants et il a indiqué qu'elle restera présente après l'ouverture des négociations.

Au Parlement européen, le président de la commission des affaires étrangères, Elmar Brok (PPE), a reproché aux commissaires d'avoir fait « comme si rien ne s'était passé ». Au nom des eurodéputés de l'UMP, Alain Lamassoure a estimé que la Commission n'avait « tenu aucun compte » de l'échec du traité constitutionnel. « Le principal point commun à la victoire du non en France et aux Pays-Bas était l'hostilité populaire à la candidature turque, et chacun sait que ce sentiment est partagé dans au moins une demi-douzaine d'autres Etats membres, a-t-il déclaré. Poursuivre aveuglément le processus engagé serait ressenti comme un mépris du vote démocratique et un dédain des opinions publiques. »

Françoise Grossetête, vice-présidente du groupe PPE, a accusé la Commission de « se comporter comme un simple secrétariat du Conseil au lieu d'initier une nouvelle dynamique européenne ». Le groupe socialiste a au contraire approuvé la position de la Commission et salué la fermeté de ses exigences à l'égard

de la Turquie.

M. Rehn a affirmé que le cadre de négociation proposé par la Commission est « le plus rigoureux qui ait jamais été adopté ». Le document précise notamment que la Turquie ne doit pas seulement satisfaire aux critères de Copenhague sur la démocratie et l'Etat de droit mais aussi s'engager sans équivoque dans de



Les commissaires ont fait « comme si rien ne s'était passé »

ELMAR BROK

bonnes relations avec ses voisins et soutenir les efforts pour un règlement du problème chypriote. Il mentionne comme un facteur important la capacité d'absorption de l'Union, qui sera examinée attentivement par la Commission pendant la durée des négociations.

M. Rehn a rappelé également que des clauses de sauvegarde permanentes pourront être introduites et que les pourparlers pourront être suspendus en cas de violation « grave et persistante » des principes de liberté et de démocratie. « Nous savons tous que le cheminement sera long et difficile, a-t-il dit. Nous devons tenir compte des préoccupations des citoyens. »

Thomas Ferenczi

Des opposants turcs accusent les autorités d'Ankara de revenir sur leurs engagements en matière de libertés

La résurgence de vieux réflexes autoritaires sur les questions kurde et arménienne fait douter de la détermination du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan à établir un Etat de droit

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

Un syndicat menacé d'interdiction, une conférence sur la question arménienne annulée : les vieux réflexes autoritaires ont refait surface ces derniers mois en Turquie, précisément au moment où le gouvernement réformateur, conduit par Recep Tayyip Erdogan, se prépare aux négociations qui doivent démarrer le 3 octobre avec l'Union européenne.

« Le but approche, alors les gardiens du statu quo paniquent et trouvent n'importe quel prétexte pour intervenir dans la vie publique », explique Murat Belge, de l'université Bilgi, à Istanbul. L'homme en sait quelque chose. En mai, la conférence que lui et quelques collègues s'apprétaient à tenir à Istanbul autour de la question arménienne a été annulée, officiellement pour raison de sécurité. « Une foule agressive, prête à attaquer, s'était rassem-

blée près du lieu [l'université du Bosphore] où devait se tenir la conférence. Le recteur a dû annuler, d'autant que le préfet d'Istanbul avait décliné toute responsabilité en matière de sécurité », raconte ce spécialiste de la période ottomane.

Revenue sur le devant de la scène, la question du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman (dont la reconnaissance ne figure pas parmi les critères démocratiques européens dits de Copenhague) n'en finit pas de susciter des crispations en Turquie où les gouvernements successifs ont toujours récusé le terme de génocide ainsi que le nombre de victimes avancé par les sources arméniennes (entre 1 et 1,5 million). La thèse officielle argue de « massacres mutuels » (mukaterere) entre Turcs et Arméniens qui auraient fait 400 000 morts sur fond de décomposition de l'Empire ottoman en 1915.

La question arménienne, tout comme la question kurde, celle de

Chypre ou de la pérennité du culte d'Atatürk font partie des grandes « causes nationales » (milli dava), défendues par l'institution kémaliste - armée, présidence, appareil judiciaire, services de sécurité, diplomates. Ces postulats ne souffrent aucune remise en cause. Pour avoir essayé d'ébranler un tabou, Murat Belge se retrouve sur la sellette. Depuis son bureau de l'université, cet intellectuel raconte : « J'ai toujours écrit, mes livres se vendent plutôt bien, mais depuis ces prises de position, je reçois des lettres de haine et de menaces. »

Toujours à la pointe du combat en faveur des « causes nationales », la presse a sonné l'hallali. Tout récemment, un éditorialiste du quotidien Radikal a écrit que le faciès de Murat Belge lui rappelait celui d'« un militant du Dachnak [Dachnaksoutioun, parti nationaliste arménien] », tandis qu'un autre a cru bon de préciser que la

mère du professeur d'université était arménienne.

Etrangement, la condamnation la plus virulente est venue du ministre de la Justice de l'actuel gouver-

nement, Cemil Cicek, qui a décrit les organisateurs de la conférence comme « des traîtres », dont le seul but était de poignarder le pays « dans le dos ».

L'équipe au pouvoir aurait-elle mis en veilleuse la première de ses priorités, c'est-à-dire l'établissement d'un Etat de droit (avec respect des minorités) en vue de rejoindre un jour l'Union européenne ? « Nous avons eu la date en décembre 2004. Mais depuis, le gouvernement a perdu son énergie. Pour quelle raison ? Je ne sais pas. Tout cela n'a fait que bénéficier aux ultranationalistes », déplore M. Belge.

Malgré tout, il en est convaincu, la conférence « aura lieu » et « la question arménienne reviendra à l'ordre du jour » car « c'est le plus grand

crime de cette société ». Et puis « il y a en Turquie un complexe de culpabilité à ce sujet. Mais contrairement à la culture chrétienne où la notion de mea culpa existe, notre culture ignore la repentance », poursuit-il.

D'autres partisans du changement se sont retrouvés ces derniers mois en butte à des difficultés. Président de Egitim Sen, un syndicat d'enseignants, Alaaddin Dinger vit dans l'attente d'une éventuelle fermeture de son organisation.

Forte de 200 000 membres, Egitim Sen a dans ses statuts, depuis 1989, un paragraphe faisant référence à la possibilité d'un enseignement dispensé « dans une des lan-

gues maternelles » représentées en Turquie (le kurde surtout, l'enseignement en grec et en arménien étant autorisé).

Jusqu'à-là, la chose était passée inaperçue. Brusquement, les tensions sont apparues et l'état-major a demandé au ministère du travail de faire pression sur le syndicat pour que le paragraphe, perçu comme une menace à l'unité nationale, soit retiré. Un procès s'en est suivi. En première instance, un tribunal local a donné raison au syndicat mais une lettre rédigée par quelques généraux a convaincu le juge de la Cassation que le paragraphe incriminé contrevenait à « l'ordre constitutionnel ».

« PAS DE VISION »

A tout cela, le gouvernement n'a guère réagi, au risque de décevoir les partisans du changement. « En réalité, ce gouvernement n'a pas de vision. Il ne faut pas oublier que le parti AKP [Parti de la justice et du développement, islam-conservateur, au pouvoir depuis 2002] se décrit comme conservateur. En fait, ses partisans ne se détachent pas de l'armée, de la tradition politique de l'Etat, ils hument l'air et se contentent d'une petite sortie libérale de temps en temps, c'est tout. En Turquie, le statu quo dure depuis l'empire ottoman et il se trouve toujours quelqu'un pour veiller à sa préservation », confie Ümit Firat, un édi-

teur d'Istanbul.

Pour Ali Bayramoglu, chroniqueur au quotidien *Yeni Safak* (islamique), les choses sont plus compliquées. « Recep Tayyip Erdogan est déchiré entre ses réflexes conservateurs et la politique réformatrice qu'il ambitionne de mener par rapport au projet européen. » Tout comme Ali Bayramoglu, nombreux sont ceux qui, dans le camp des réformateurs, s'inquiètent car le consensus qui prévalait jusque-là – projet européen oblige – entre l'institution kémaliste et les tenants de l'islam politique commence à s'effriter.

Marie Jégo

IRAN Des anciens otages américains accusent le nouveau président iranien d'être un terroriste

Washington soupçonne Ahmadinejad d'avoir trempé dans la prise d'otages de 1979

New York : Jean-Louis Turlin

Le dossier iranien se complique encore un peu plus pour les Etats-Unis, déjà peu rassurés par le succès des antiréformateurs à la dernière élection présidentielle. Le nouveau chef de l'Etat a été identifié, à la télévision et dans les journaux, par cinq des cinquante-deux anciens otages de l'ambassade américaine à Téhéran comme étant l'un de leurs ravisseurs. Au moins un des ex-captifs, Thomas E. Shafer, colonel d'aviation en retraite, affirme pour sa part n'avoir pas reconnu Mahmoud Ahmadinejad comme l'un des preneurs d'otages.

Vingt-cinq ans après une captivité qui commença le 4 novembre 1979 et se poursuivit pendant 444 jours, les accusateurs assurent que leur mémoire est infaillible. « Dès que j'ai vu sa photo dans le journal, j'ai su que c'était bien ce salaud », a déclaré au *Washington Times* Charles Scott, colonel de l'armée en retraite, aujourd'hui âgé de 73 ans. Et de prononcer le mot qui gêne, mais que le journal conservateur de la capitale s'est fait un plaisir de reproduire, à la satisfaction des opposants à tout rapprochement avec Téhéran : « Le nouveau président de l'Iran est un terroriste. » Daugherty est même allé plus loin dans ses propos rapportés : « Cela met l'Administration Bush dans une position inté-

ressante. Vous savez que Bush avait dit : vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes. Eh bien, maintenant, le chef de l'Iran est un terroriste. » Sous-entendu : depuis quand négociez-vous avec les terroristes ?

La Maison-Blanche prend l'affaire très au sérieux. « Je n'ai pas d'information pour confirmer ou démentir les accusations des ex-otages, a souligné George W. Bush, mais l'implication (de Mahmoud Ahmadinejad) soulève de toute évidence de nombreuses questions et quand on sait combien les gens veulent trouver les réponses, je suis sûr que l'on saura. » « Nous enquêtons pour en savoir davantage », avait déclaré plus tôt le porte-parole de la Maison-Blanche, Mc-

Clellan, tout en réfutant qu'il s'agisse d'une enquête en bonne et due forme : « Je ne la décrirais pas de cette façon. Je dirais que nous examinons les faits. »

Pour l'instant, les faits sont essentiellement les dires des anciens otages. Ni Associated Press ni le *Washington Times* n'ont pu identifier le jeune Ahmadinejad au côté d'un otage les yeux bandés sur une photo de l'agence datant de novembre 1979 et diffusée à Londres par Iran Focus, un service de presse hostile au régime des mollahs. En revanche, l'ancien otage Chuck Scott a fourni des détails précis

sur un incident impliquant Ahmadinejad : celui-ci, en charge de la sécurité, aurait vertement critiqué les autorisations de sortie des prisonniers pour leur marche quotidienne : « Ces types sont des chiens, des porcs, des animaux. Ils ne méritent pas de sortir de leur cellule. »

Les accusateurs vont devoir non seulement étayer leurs souvenirs par des preuves mais balayer les soupçons et les arrière-pensées. Celles-ci peuvent être d'ordre personnel : William Daugherty voit dans l'affaire une occasion de rappeler que le Département d'Etat ne devrait pas s'opposer aux procès pour dommages et intérêts qu'ont intentés les anciens otages à l'Iran. En avril 2002, un juge fédéral les a déboutés d'une demande d'indemnisation de 33 milliards de



Mahmoud Ahmadinejad a été identifié, à la télévision et dans les journaux, par cinq des 52 anciens otages de l'ambassade américaine à Téhéran. (Photo Raheb Homavandi/Reuters.)

dollars parce que les poursuites auraient violé les accords négociés par l'Administration Reagan pour la libération du personnel de l'ambassade.

Les accusations actuelles peu-

vent aussi paraître politiquement motivées. Kevin Hermining, un ancien marine et gardien de l'ambassade, a affirmé avoir subi une interrogation musclée face à celui qui est devenu président de l'Iran : « Il

n'y a absolument aucune raison pour que les États-Unis normalisent leurs relations avec un homme qui semble déterminer à faire avaler au monde le terrorisme d'Etat. »

Une séquestration de 444 jours

Vingt-cinq ans après son dénouement, l'affaire des otages de l'ambassade américaine de Téhéran continue d'empoisonner les relations entre les États-Unis et l'Iran. Considérée comme une « deuxième révolution », elle constitue aussi l'acte fondateur du régime islamique iranien. Lorsque le 4 novembre 1979, plusieurs centaines de manifestants surexcités franchissent les murs de l'ambassade américaine à Téhéran et capturent 62 diplomates et marines, le pouvoir des mollahs n'est pas encore totalement établi en Iran. Mais les manifestants, qui se baptisent « étudiants dans la ligne de l'imam », ne prennent leurs ordres que de l'ayatollah Khomeyni et refusent toute négociation. Leur exigence initiale d'obtenir de

Washington l'extradition du chah n'est qu'un prétexte. Les « étudiants » veulent venger les humiliations infligées depuis le début du siècle par les puissances occidentales à l'ancienne Perse. Leur bras de fer avec Washington durera quatre cent quarante-quatre jours. Sur le plan intérieur iranien, l'affaire des otages est le premier affrontement entre les révolutionnaires radicaux et les modérés, qui sont chassés du pouvoir. Sur le plan extérieur, l'humiliation américaine est complète. Les captifs sont promenés les yeux bandés devant des foules hurlantes, et une opération militaire de sauvetage échoue lamentablement en avril 1980. Lorsque les otages sont finalement libérés, le 21 janvier 1981, l'affaire a coûté au président Carter sa réélection. L'hodjatoleislam Rafsandjani se réjouit d'avoir « frotté à terre le nez des Américains ». Et Téhéran est devenu pour longtemps la bête noire des États-Unis au Moyen-Orient.

A. J.

Some held hostage in '79 say Iran's chief was a captor

By Brian Knowlton

WASHINGTON: A new cloud appeared over the U.S. relationship with Iran on Thursday as President George W. Bush said questions had been raised by the allegations of six former American hostages that the president-elect of Iran was among their captors after radicals seized the American Embassy in Tehran in 1979.

An aide to the incoming president, Mahmoud Ahmadinejad, called the suggestion "absurd," and others involved in the hostage-taking denied he had a role. But several U.S. officials said the questions raised were too serious to dismiss.

The embassy crisis was a gripping and traumatic period for Americans, and the source of lasting strains with Tehran. The questions about Ahmadinejad had the potential to exacerbate those strains on a variety of levels, complicating efforts to persuade Iran to curb its nuclear activities.

Speaking to foreign reporters before his trip to Scotland next week for the Group of Eight meeting, Bush said he had no information on the reports about Ahmadinejad. The Iranian said soon after his election last Friday that Iran had "no significant need" for the United States.

"Obviously," Bush said, "his involvement raises many questions." Kaveh Ejtetehadi, a close aide to Ahmadinejad, said Thursday that assertions that Ahmadinejad was involved in the hostage crisis were "absurd," adding, "There never has been such a thing."

And Abbass Abdi, a leader in the embassy operation, said that Ahmadinejad



Rifle-bearing Iranians guarding the gate of the U.S. Embassy compound in Tehran in November 1979. Some of the militants have since gone into politics or government service.

"wanted to join us but we refused to let him come to the embassy." He said they disagreed with Ahmadinejad's support for the interim government of Mehdi Bazargan.

If involvement by Ahmadinejad were confirmed, it would further complicate Iranian relations with the United States, which has been supporting efforts by European countries to persuade Iran to curtail its nuclear program in return for economic incentives.

It would surely increase domestic political pressure on Bush to keep Iran, part of what the president once called the "axis of evil," at arm's length.

Ahmadinejad, a former Tehran may-

or, would have been in his early 20s during the hostage-taking, which overshadowed the last year of the Carter presidency and ended only the day Ronald Reagan took the oath of office. He was a follower of the revolutionary leader Ayatollah Ruhollah Khomeini, and a member of the Revolutionary Guards.

Some of the militants who took over the embassy, holding 52 Americans for 444 days, have gone into politics, or now serve in government jobs. Abdi is considered a moderate politician and a dissident now. He was freed from jail in May after serving two years for conducting an opinion poll that found most Iranians wanted better relations with

the United States.

The White House spokesman, Scott McClellan, said that the news reports and hostages' assertions about Ahmadinejad could not be ignored. "We take them very seriously and we are looking into them to better understand the facts," he said.

The State Department spokesman, Sean McCormack, said that "we as a government are working to establish the facts surrounding this story."

At least six former hostages said Thursday that they had little doubt that the two men were the same. Some of them said they remembered the man as having been in a supervisory capacity.

Donald Sharer, of Bedford, Indiana, said on NBC television that he was virtually certain Ahmadinejad was the same man. He said he had been reading the Indianapolis Star recently and saw a picture of the president-elect.

"All of a sudden, up pops the devil, right in front of me," he said.

Sharer said he remembered, while being held in Tehran's notorious Evin prison, having the man he believes now to be Ahmadinejad come in and berate the prisoners as "pigs and dogs."

This was done in a way that left him

fearing for his life. "You tend not to forget people that put your life in threat," he said. On a scale of 1 to 10, he told the interviewer, he would rate his certainty level at 9.9.

Another former hostage, William Daugherty, said on CNN, "I saw his picture in The Washington Post Saturday morning, and recognized it immediately." While at least one other former hostage, Thomas Schaefer, a retired air force colonel, said he could not confidently place Ahmadinejad, Daugherty said the face was one he would never forget. "When your country is being humiliated and being embarrassed, the individuals that do that really stick in your mind," he said.

In a news photo from 1979 showing radicals escorting a blindfolded American hostage, one man does appear similar to Ahmadinejad.

The Washington Times, a conservative newspaper that bannered the story across its front page Thursday, quoted another former hostage, Charles Scott, as reacting much like Sharer and Daugherty. "As soon as I saw his picture in the paper, I knew that was the bastard," said Scott, 73, a retired army colonel in Jonesboro, Georgia.

"He was one of the top two or three leaders. The new president of Iran is a terrorist." And Kevin Hermening of Mosinee, Wisconsin, who was a 20-year-old marine guard when the embassy was seized, said that Ahmadinejad was one of his interrogators on the day of the takeover.

The United States has said relatively little about Ahmadinejad, whose election came as a surprise. Defense Secretary Donald Rumsfeld, while saying that he knew little about the new president, then dismissed him as "no friend of democracy."

Sharer said he supposed the Iranians were probably "trying to cover their tracks."

"All I can say," he added, "is I remember the fellow being very cruel-like, stern, a very narrow, beady-eyed character."

International Herald Tribune

Nazila Fathi of The New York Times contributed reporting for this article from Tehran.

LE FIGARO LUNDI 4 JUILLET 2005

IRAN *Le président iranien accusé d'avoir participé à des assassinats d'opposants*

Nouvelles révélations embarrassantes pour Ahmadinejad

Vienne : Maurin Picard

Mahmoud Ahmadinejad n'aura guère eu le temps de célébrer son accession à la présidence iranienne, le 24 juin dernier. A peine élu, l'ancien maire conservateur de Téhéran doit faire face à une avalanche d'accusations sur son passé. Déjà cité à propos de la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979-1980, son nom apparaît aujourd'hui dans une sombre affaire de meurtres d'opposants, commis à Vienne le 13 juillet 1989.

Ce jour-là, des tueurs encaoulés assassinèrent trois opposants kurdes, dont Abdul Rahman Ghassemlou, alors dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDF-I) et professeur d'économie à

Prague. Les services secrets iraniens sont soupçonnés, mais l'affaire est étouffée. Du moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir la semaine passée de Mahmoud Ahmadinejad, et les révélations en série sur son passé sulfureux de jeune pasdaran (gardien de la révolution).

Samedi, le ministère autrichien de l'Intérieur a annoncé détenir des documents remis par le porte-parole du mouvement écologiste autrichien, Peter Pilz. Ce dernier aurait obtenu d'un informateur « absolument digne de foi » des informations compromettantes sur Ahmadinejad. D'après cette mystérieuse source, baptisée « témoin D », mais qui serait en fait un journaliste iranien établi à Paris, Ahmadinejad était le chef d'un des deux commandos envoyés à Vienne pour éliminer Ghassemlou. Il aurait récupéré des armes

auprès de l'ambassade iranienne en Autriche, puis s'y serait réfugié, avant d'être tranquillement exfiltré grâce aux pressions exercées par Téhéran sur le gouvernement du chancelier social-démocrate Franz Vranitsky.

Selon Peter Pilz, « D » aurait recueilli en 2001 les confidences d'un ancien membre du commando, sans doute désireux de négocier un sauf-conduit en Occident. « Ahmadinejad est soupçonné de meurtre et devrait faire l'objet d'un mandat d'arrêt international », martèle le porte-parole des Verts, au grand embarras des autorités autrichiennes, désireuses de normaliser leurs relations avec l'Iran après la visite, ce printemps, du président sortant Mohamad Khatami à Vienne.

A la lumière de ces nouveaux éléments, le parquet de Vienne

pourrait rouvrir l'enquête close en 1989. « Jusqu'à présent, nous n'avons pas reçu de demande officielle (en ce sens), précise le porte-parole du ministère, le major Rudolf Gollia. Mais cela ne signifie pas que ce ne pourrait pas être le cas à l'avenir. » Vendredi, le quotidien tchèque *Pravo* citait un autre opposant kurde, Hossein Yazdan Panah, selon lequel Ahmadinejad, au sein des gardiens de la révolution, était particulièrement chargé des opérations coups de poing à l'étranger. Démenties par les mollahs, ces accusations ont pour effet d'accroître la pression sur le nouveau président iranien, alors que diplomates européens et iraniens doivent se retrouver à la fin du mois pour reprendre de délicates négociations au sujet du programme nucléaire de Téhéran.

Les Kurdes doivent pouvoir revenir immédiatement à Kirkouk (président irakien)

AFP

DOUKAN (Irak), 2 juil (AFP) - 18h18 - Le chef de l'Etat irakien et chef kurde Jalal Talabani et le président de la région kurde Massoud Barzani ont affirmé samedi que leur peuple chassé par Saddam Hussein de Kirkouk, devait pouvoir y retourner immédiatement et non après l'adoption de la nouvelle Constitution.

"Je retourne demain (dimanche) à Bagdad et vais demander au nom du peuple kurde et de Massoud Barzani que l'article 58 soit appliqué immédiatement", a-t-il dit aux journalistes lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Barzani dans la ville de Doukan.

"L'Alliance irakienne unifiée (chiite) et l'Alliance kurde s'étaient mises d'accord sur ce point avant la formation du gouvernement", a-t-il ajouté. Ses deux coalitions dominent le gouvernement irakien issu des élections du 30 janvier.

L'article 58 de la Loi fondamentale transitoire, en vigueur jusqu'à l'adoption de la Constitution définitive prévue normalement à l'automne, stipule que le gouvernement doit "dans un laps de temps raisonnable" permettre aux habitants qui ont été chassés de revenir à Kirkouk ou d'obtenir une "juste compensation" et à ceux qui y ont été installés de retrouver une terre dans leur région d'origine.

Cette prise de position tranchée illustre les fortes divergences opposant les Kurdes et les Chiites.

Elle intervient juste après que le Premier ministre chiite Ibrahim Jaafari eu affirmé dans un journal la semaine dernière que la question de la ville pétrolière de Kirkouk, à 250 km au nord de Bagdad, était compliquée et risquait de prendre du temps pour la résoudre.

En effet, les Kurdes ont été chassés dans les années 80 par Saddam Hussein qui y a installé des chiites. Après les élections générales de janvier, les deux blocs avaient décidé de former un gouvernement en se référant à l'article 58 de la loi fondamentale.

"Le gouvernement de Jaafari doit l'appliquer immédiatement", a répété M. Talabani qui également insisté pour que le gouvernement donne des fonds pour permettre la réinstallation des kurdes et des chiites.

Les chefs kurdes n'ont pas précisé ce qu'ils feraient si leurs demandes n'étaient pas satisfaites.

Un ancien politicien kurde abattu dans le sud-est de la Turquie

AFP

DIYARBAKIR (Turquie), 6 juil 2005 (AFP) - 17h41 - Un ancien politicien kurde a été tué par un inconnu mercredi à Diyarbakir, la principale ville du sud-est de la Turquie, à majorité kurde, des sources de sécurité locales excluant que ce meurtre ait pu être motivé par des considérations politiques.

Atteint par une balle à la tête, Hikmet Fidan, 50 ans, est mort sur le coup tandis que son meurtrier est parvenu à prendre la fuite, a déclaré à l'AFP une source de sécurité parlant sous le couvert de l'anonymat.

Les mobiles du crime n'étaient pas immédiatement connus, mais la police penchait pour un règlement de compte lié à des affaires d'argent, a ajouté cette source.

Fidan était un politicien important au sein du mouvement kurde en Turquie. Il avait notamment exercé la fonction de vice-président du Parti de la démocratie du peuple (Hadep) jusqu'à sa dissolution en 2003 par la Cour constitutionnelle au motif de liens avec l'insurrection armée kurde.

Le Parti démocratique du peuple (Dehap) a succédé au Hadep. Il est lui aussi menacé d'une éventuelle fermeture pour les mêmes motifs et pour falsification de documents lors des élections générales de 2002.

La pauvreté nourrit le ressentiment des Kurdes de Turquie



LICE (Turquie), 5 juil 2005 (AFP) - 10h38 - Les bergers solitaires mènent leurs troupeaux dans une vallée desséchée proche du fleuve Tigre. Des paysannes, juchées sur leurs ânes efflanqués, arpentent les chemins de terre serpentant vers des villages perchés au creux des montagnes.

Dans le centre de Lice (prononcé li-djé), des hommes égrenent leurs chapelets entre deux gorgées de thé.

L'ambiance léthargique fait oublier le passé tourmenté de cette petite ville kurde, théâtre dans les années 1990, alors que la rébellion kurde battait son plein, d'une opération controversée de l'armée qui a dévasté la bourgade et causé la mort de 13 civils.

Après que les rebelles eurent décrété un cessez-le-feu unilatéral en 1999, la Turquie a tenté de se raccommoder avec ses Kurdes, leur offrant, sous la pression de l'Union européenne, certaines libertés culturelles comme la diffusion de programmes télévisés dans leur langue.

"Qu'est-ce que j'ai à faire des programmes télé quand j'ai faim?" interroge un éleveur s'identifiant comme Sabri, se faisant l'écho de la déception générale qui entoure l'échec du gouvernement à sortir la région de sa pauvreté chronique depuis que les violences ont décliné.

Le conflit qui a fait rage ici entre 1984 et 1999 a fait quelque 37.000 morts, ravagé les infrastructures déjà insuffisantes et les exploitations agricoles, forçant à l'exil vers les bidonvilles urbains des dizaines de milliers de paysans.

Dans les quartiers périphériques de Diyarbakir, la principale ville du sud-est, le taux de chômage est estimé à 70%, le crime prospère et les maisons closes se multiplient --un développement inimaginable il y a dix ans dans cette région très conservatrice.

"L'inaction du gouvernement renforce la conviction des gens que l'Etat veut voir les Kurdes rester arriérés", estime Sah Ismail Bedirhanoglu, le président de l'Association des hommes d'affaires du sud-est.

Nombreux sont ceux qui voient dans les hordes de jeunes chômeurs de futures recrues du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a repris ses opérations armées en juin 2004, avec une intensification notable depuis ce printemps.

"Donnez-leur 100 dollars et ils deviendront facilement des guérilleros", commente Fikri, un ouvrier à retraite fumant cigarette sur cigarette dans un café de Diyarbakir.

Quelque 45% des jeunes du sud-est ayant été scolarisés sont aujourd'hui sans emploi, le taux de chômage moyen pour la région étant de 21,6%, selon des statistiques de 2003. Les deux taux --les plus élevés de toute la Turquie-- représentent à peu près le double des moyennes nationales.

Pour M. Bedirhanoglu, Ankara doit envisager une stratégie globale pour encourager les investissements dans la région, comprenant des incitations pour des secteurs tels que le textile, l'agriculture, l'élevage et les mines.

L'homme d'affaires craint cependant que les récents combats, qui ont coûté la vie à une centaines de rebelles et de soldats, n'aient déjà effrayé les investisseurs qui avaient commencé à montrer de l'intérêt pour la région.

"L'économie se bat pour se relever de ses cendres", affirme-t-il. "Les dommages d'un nouveau conflit seront irréparables".

L'UE, que la Turquie tente d'intégrer, s'inquiète aussi des fortes disparités économiques entre les régions turques et a critiqué le gouvernement pour son incapacité à répondre par des moyens autres que militaires à la résurgence des tensions.

"Bien que les opérations militaires soient nécessaires à ce point, elles ne peuvent pas constituer une solution durable", a déclaré à l'AFP un diplomate européen basé à Ankara.

Selon M. Bedirhanoglu, les entrepreneurs locaux souhaitent commercer avec leurs cousins kurdes du nord de l'Irak, mais se plaignent de l'attitude hostile d'Ankara, qui craint que le désir d'autonomie manifesté par les Kurdes irakiens ne déteigne sur sa propre minorité.

"Un rapprochement entre les Kurdes des deux pays est vu avec suspicion", dit-il, ajoutant qu'une délégation d'entrepreneurs locaux devrait bientôt se rendre dans le nord de l'Irak.

L'Autriche "vérifie" des accusations contre Ahmadinejad



VIENNE, 6 juil 2005 (AFP) - 16h15 - Les autorités autrichiennes ont annoncé mercredi qu'elles "vérifiaient" des accusations lancées par un journaliste iranien exilé en France impliquant le président élu iranien, Mahmoud Ahmadinejad, dans l'assassinat d'un leader kurde à Vienne en 1989.

"Nous n'avons en aucune manière engagé des poursuites" contre le président iranien, a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère de la Justice, Christoph Pöchinger. "Nous vérifions si ce journaliste cité par le député (Peter) Pilz existe véritablement".

"Nous avons reçu mardi une consigne orale du parquet nous demandant d'entreprendre des vérifications", a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Rudolf Gollia.

Un député écologiste (Verts, opposition), Peter Pilz, avait assuré samedi que l'Autriche détenait des documents prouvant que M. Ahmadinejad était directement impliqué dans les préparatifs de l'assassinat du chef kurde Abdel Rahmane Ghassemlou.

Le député avait affirmé s'appuyer sur le témoignage d'un journaliste iranien rencontré le 20 mai à Versailles (France), qui assure avoir recueilli les confidences détaillées d'un membre présumé du commando ayant assassiné M. Ghassemlou, le général pasdaran Nasser Taghipoor, décédé il y a trois ans.

Le ministère de l'Intérieur avait alors confirmé à l'AFP avoir reçu de M. Pilz des documents accusant le président d'être impliqué dans l'assassinat.

Le ministère des Affaires étrangères a affirmé mercredi que "les informations fournies à la justice par M. Pilz étaient en cours de vérification".

"Les gouvernements autrichien et iranien ont décidé de collaborer pour étouffer l'affaire", s'est pour sa part indigné mercredi M. Pilz. "C'est une mystification médiatique, de la désinformation".

Selon lui, le gouvernement autrichien "a peur" des réactions iraniennes. "Notre ambassadeur s'est fait passer un savon mardi (à Téhéran). On lui a réclamé une déclaration préservant l'honneur du président Ahmadinejad et mon pays s'y est plié. C'est tout le sens du communiqué du ministère (autrichien) des Affaires étrangères".

Mardi, le parquet de Vienne avait annoncé qu'il souhaitait entendre le journaliste iranien, dont M. Pilz n'a pas révélé l'identité. "Si ce témoin est prêt à venir en Autriche, les services de sécurité autrichiens l'entendront", avait affirmé le porte-parole du parquet, Ernst Kloyber.

Les accusations du journaliste iranien avaient été qualifiées mardi de "ridicules" par l'Iran qui avait convoqué l'ambassadeur d'Autriche à Téhéran.

"Nous démentons catégoriquement ces accusations qui font partie du scénario des milieux sionistes, mécontents de la forte participation des Iraniens à la présidentielle", avait déclaré le ministère iranien des Affaires étrangères.

Mardi, M. Pilz était revenu à la charge en affirmant que M. Ahmadinejad avait reçu "la tâche d'attendre devant la maison" de Vienne où l'attentat a été commis, il y a 16 ans. "Il faisait partie de la prétendue réserve" qui serait intervenue si l'un des meurtriers n'avait pu accomplir sa tâche, avait-il affirmé. "Il a aussi procuré les armes" pour l'attentat.

Lundi, un responsable du PDKI avait accusé le président élu iranien d'avoir "facilité" l'assassinat de M. Ghassemlou.

Dans l'est de la Turquie, près de cent personnes ont été tuées en trois mois

Les Kurdes redoutent la reprise des combats en Turquie

DIYARBAKIR

De notre envoyé spécial

La violence s'accroît dans l'est de la Turquie. Samedi, l'explosion d'une bombe au passage d'un train a fait au moins cinq morts dans la province de Bingöl, à plus de 1 000 kilomètres à l'est d'Istanbul. Quelques heures auparavant, trois policiers avaient été blessés par l'explosion d'un colis piégé actionné à distance dans la ville de Diyarbakir, la capitale du sud-est de la Turquie, région peuplée majoritairement de Kurdes. Il y a deux semaines, à Van, un jeune manifestant a été tué lorsque des gendarmes ont tiré sur une foule furieuse qui protestait contre le fait que les autorités avaient inhumé un rebelle de la guérilla du PKK, sans avoir restitué la dépouille à sa famille.

Ces événements confirment une reprise du cycle des violences et de la répression dans les régions kurdes. En trois mois, au moins 65 rebelles et 32 militaires ont été tués dans l'est de la Turquie, selon un décompte de *L'Agence France-Presse*. Les opérations de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont en nette augmentation. La direction, qui reste liée à Abdullah Öcalan, le chef du PKK emprisonné depuis six ans, semble manifestement décidée à reprendre les combats. L'essentiel des forces de la guérilla vivait replié dans le nord de l'Irak depuis un cessez-le-feu unilatéral décrété en 1999, mais rompu en avril dernier.

Les militants du PKK seraient entre 4 000 et 5 000, selon des sources kurdes. Leur motivation est peu claire, notamment du fait d'une fragmentation de la guérilla, mais la revendication majeure officielle est d'obtenir l'autonomie

des régions kurdes. Le conflit kurde a provoqué la mort de plus de 37 000 personnes en Turquie, dont la grande majorité entre 1984 et 1999.

À Diyarbakir, ville de plus d'un million d'habitants où le taux de chômage dépasse 60 %, selon des sources officielles, la reprise d'affrontements entre les forces de sécurité et le PKK est redoutée par une large partie de la population. Le retour de l'insécurité serait dramatique dans une région où l'un des facteurs de développement est le tourisme. Un groupe de voyageurs italiens était ainsi à Van lors des manifestations d'il y a quinze jours.

La menace sur la sécurité des civils s'accroît. Le PKK utilise en effet des mines télécommandées qui rendent les routes incertaines. L'explosion de l'une d'elles a tué deux militaires et deux civils début juin. La guérilla semble aussi prête à recourir à la pratique des attentats suicides. En mai, une femme kamikaze a été arrêtée dans un commissariat de Diyarbakir avant qu'elle n'ait eu le temps d'actionner la ceinture d'explosifs qu'elle portait. Le bâtiment était rempli de civils qui répondaient à des convocations. Le 16 mai, à Siirt, ville proche de la frontière avec l'Irak, deux militants présumés du PKK avaient trouvé la mort en tentant de faire sauter la préfecture.

Pour contrer ce retour à la violence, des intellectuels et hommes politiques kurdes et turcs se mobilisent. Cinquante-sept maires membres du Dehap, un parti kurde, ont lancé une initiative appelant le PKK à un cessez-le-feu. Le gouvernement, de son côté, serait sollicité pour accorder une amnistie aux combattants de la guérilla qui se rendraient. L'impulsion a été donnée notamment par le maire

La direction, qui reste liée à Abdullah Öcalan, le chef du PKK emprisonné depuis six ans, semble manifestement décidée à reprendre les combats.

de Diyarbakir, Osman Baydemir, qui cherche à créer une « troisième voie entre l'armée et les militants de la montagne », explique un de ses conseillers, Seyhmus Diken.

Le 15 juin, 150 intellectuels turcs ont publiquement soutenu cette initiative. Depuis, le mouvement fait boule de neige et une déclaration commune d'intellectuels turcs et kurdes pourrait être prochainement publiée, appelant à la paix et à la démocratie.

La démarche des maires du Dehap est notable, dans la mesure où leurs électeurs sont souvent des sympathisants du PKK. Ils doivent tenir compte des frustrations d'une population qui considère que l'État turc n'a effectué que des réformes cosmétiques en faveur d'une expression publique de l'identité kurde. Dans les rues de Diyarbakir, des enseignes en kurde sont certes apparues ces derniers mois. La mairie publie par ailleurs un bulletin bilingue, kurde et turc. Un sentiment de liberté reste encore aujourd'hui perceptible dans la ville, où l'armée se montre très discrète.

Mais les sentiments sont à fleur de peau. Du côté des autorités militaires, l'idée d'une amnistie des combattants du PKK a été rejetée catégoriquement, notamment par le chef de l'état-major de l'armée de terre.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

la Croix

5 juillet 2005

INTELLIGENCE

Kurdish Suspects Reveal International Links, Officials Say

By JAMES GLANZ

ERBIL, Iraq, July 10 — Kurdish security officials said Sunday they had arrested suspects from six different terrorist groups that they believe help form wide insurgent training and support networks inside Iraq and have links with international terrorist organizations.

The officials, including senior members of the Kurdish security police and the intelligence arm of the Kurdistan Democratic Party, say the groups, most of them previously unknown to the Kurdish authorities, appear to have ties to more established jihadist organizations like Ansar al-Sunna.

That group in turn can be traced to a collection of militants who fought United States forces in the mountains near Halabja, on the Iranian border, in the weeks leading up to the 2003 invasion that toppled Saddam Hussein.

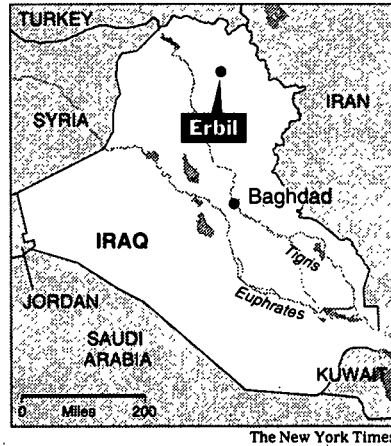
Abdulla Ali, the chief in Erbil of the security police, the Kurdish equivalent of the F.B.I., said Sunday that evidence also links the groups to intelligence services from neighboring countries. He declined to elaborate on that evidence, or say which countries he suspected of involvement.

The security officials said their conclusions had emerged from extensive questioning of the suspects, documentary evidence and forensic examinations of crime scenes. They would not say how many suspects had been arrested.

Mr. Ali, who was himself severely wounded in a suicide car bomb last year, said the arrests indicated that for the first time, international elements appeared to be working together with local Islamic extremists and disaffected remnants of Saddam Hussein's Baath Party to push the boundaries of the violence wracking the country farther north, into the Kurdish region.

The groups are "putting their minds together," Mr. Ali said, and collaborating on "how to best achieve their goals."

What appears to be an alliance between Arab Islamic extremists and local Kurds is disheartening after the decades of oppression the Kurds suffered under Mr. Hussein's rule, said Nawzad Hadi Mawlood, the governor of Erbil Province.



Bombing suspects were arrested in the Kurdish town of Erbil.

"What's going on?" Mr. Mawlood said. "It's very difficult to understand."

The arrests, carried out in recent weeks, follow an uncharacteristic string of assassinations, bombings and rocket attacks in the northern provinces, including suicide car-bomb attacks in Erbil on May 4 and June 20 that together killed at least 75 Kurds and wounded nearly 300.

Mr. Ali said evidence suggested the June 20 attack was carried out by a Saudi suicide bomber aided by one of the local terrorist cells.

Masrouf Barzani, chief of the intelligence arm of the Kurdistan Democratic Party, which effectively rules the area, said that only an elaborate support system could have imported the bomber, identified a target — a field crowded with police officers and recruits — and supplied a car rigged with explosives.

"There is an interconnected network that is bringing these suicide bombers from their birthplace to Kurdistan," Mr. Barzani said.

Suspects from one of the six groups caught up in the recent sweep are believed to have orchestrated the June 20 attack, which killed 15 people, but because that investigation is continuing, officials declined to identify the suspects beyond saying that they were born and raised in Erbil.

In addition, that attack has been linked by Kurdish investigators to a foiled bombing a day earlier, suggesting involvement of insurgents from elsewhere in Iraq.

On June 19, a BMW rigged to explode by remote control was stopped by the security police at a checkpoint on the road from Mosul into Erbil. The bomb, which officials believe was manufactured in Mosul, was disabled before it could explode. Mr. Ali said it was probably intended to assassinate "a V.I.P." in Erbil.

At 8:10 a.m. the next day — June 20 — a second car, a red 1985 Toyota model called a Super Saloon, drove into a field behind the main traffic

police station in Erbil where a huge crowd of policemen and recruits had gathered. That car had been purchased and rigged locally with explosives brought in from outside the city, Mr. Ali said.

The bomb contained TNT, gas cylinders, and canisters of gasoline, as well as iron scrap to cause the largest possible number of casualties. The bombers had done everything they could to cover their trail, apparently even repainting the car before the attack — the car had been registered as a white Toyota in official records, the investigation has found.

Mr. Ali said investigators found that the driver of the car had left a trail of aliases on his way into Iraq, and although his nationality had not been determined with certainty, they were reasonably sure that he was a Saudi.

Mr. Barzani said the Kurdish authorities planned to broadcast videotape that the detainees shot of the crimes they are accused of committing, together with their later confessions, possibly starting as early as Monday. Televised confessions by suspected insurgents are among the more popular shows in Iraq, although they have been criticized for being coerced.

Mr. Barzani said the broadcasts could continue for as many as 10 evenings. He added that because the terrorists often tricked or blackmailed local residents into joining their groups, the television broadcasts would serve as a useful warning.

"We would like to reveal these methods or these ways of manipulating," Mr. Barzani said. "We want our public to know that these tricks are there and they should not fall for them."

Iraq gunmen target Arab states' envoys

Pakistan pulls ambassador after attacks

By Edward Wong

BAGHDAD: Gunmen ambushed the top Bahraini and Pakistani diplomats in separate attacks as they drove through the Iraqi capital Tuesday, spurring Pakistan to announce the withdrawal of its ambassador from Iraq.

The Bahraini diplomat, Hassan Malallah al-Ansari, was hit in the right arm by a bullet and taken to a hospital, while the Pakistani ambassador, Muhammad Yunis Khan, escaped unharmed, though a car in his convoy was raked by bullets.

The ambushes came three days after the top Egyptian diplomat to Iraq was kidnapped as he drove alone through western Baghdad. Insurgents appear to have started an organized campaign to drive Muslim diplomats out of Iraq as the American and Iraqi governments press Arab countries to send ambassadors here and upgrade their diplomatic ties.

The militant group led by Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian fighter, said in an Internet posting late Tuesday that it had kidnapped the Egyptian diplomat, Ihab al-Sharif. The group made no immediate demands.

At least nine people died in other guerrilla attacks Tuesday, while lawmakers drafting Iraq's new constitution began meeting with 15 Sunni Arab politicians who had been lobbying to join the constitutional committee. That move signaled a formal acceptance of the Sunnis by the mostly Shiite and Kurdish committee, ending a brief impasse that had developed over suspicions about the Sunnis' political backgrounds.

In theory, Sunni Arabs will now have more say in drafting the constitution, though it is unclear how representative these politicians are of the broader community and whether they will be able to work smoothly with the rest of the committee.

The White House had been urging the 55-member committee, which included only two Sunni Arabs, to be more inclusive, in hopes of co-opting the Sunni-led insurgency.

The recall of Pakistan's ambassador to Amman, Jordan, from Baghdad after the Tuesday attack is a blow to the Bush administration's efforts to win more international backing for the American enterprise here.

Pakistan has been President George W. Bush's most crucial ally in the war in Afghanistan, and the presence of its ambassador in Baghdad lent an important show of support to Iraq from a key Muslim nation.

"We are watching the deteriorating security situation in Iraq very closely, and Ambassador Khan has been relocated to Jordan," a Pakistani foreign ministry official, Muhammad Naeem Khan, said in a telephone interview in Islamabad. "It's a temporary measure, solely to ensure the safety of our ambassador. It will be reviewed as soon the situation improves."

He added that the Pakistani Embassy would remain open in Baghdad.

The attacks on the diplomats began at 8:45 a.m., as Ansari, the envoy from Bahrain, was driving to work through the Mansour neighborhood, an Interior Ministry official said. Gunmen opened

fire on the car then rushed from the scene. Ansari was taken to Yarmouk Hospital, and television images showed him sprawled on a gurney with blood flowing down his right arm.

A convoy carrying Khan, the Pakistani ambassador, was ambushed at 2:30 p.m. in the same neighborhood, Iraqi and Pakistani officials said. Men driving past in two cars sprayed the convoy. Khan's bodyguards fired back and the gunmen fled.

Though Pakistan has full diplomatic ties with Iraq, Arab nations have yet to upgrade their missions here to that status. In late June, Egypt and Jordan said they planned to strengthen ties, after Secretary of State Condoleezza Rice publicly urged such a move by Iraq's neighbors. Sharif, the abducted Egyptian diplomat, was expected to be the first full ambassador appointed to Iraq by an Arab country.

The insurgents "realize Iraq is consolidating its position with other nations," Laith Kubba, a spokesman for the Iraqi government, said at a news conference Tuesday. "They are trying to intimidate other diplomatic missions in Iraq."

Kubba noted that it was strange that Sharif had been driving alone on Saturday night when he was kidnapped. That suggested Sharif may have been trying to meet with insurgents, Kubba said.

Also Tuesday, in Baghdad, men opened fire on a van carrying employees to Baghdad International Airport, killing four women and wounding at least three other workers, the Interior Ministry said.

Two Iraqi soldiers died and seven were wounded in a bombing and fire-fight near Abu Ghraib, while a mortar attack in Samarra aimed at an American convoy killed a 13-year-old girl and wounded four other people, The Associated Press reported. In another mortar attack, two sisters were killed north of Ramadi.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
July 6, 2005

L'ambassadeur d'Egypte à Bagdad a été assassiné

La branche irakienne d'Al-Qaida, dirigée par Abou Moussab Al-Zarkaoui, a revendiqué cet acte



Dans une courte vidéo accompagnant le texte de revendication d'Al-Qaida, diffusé jeudi 7 juillet, le diplomate égyptien, les yeux bandés, s'est identifié et a rappelé ses années passées à l'ambassade d'Egypte en Israël.

DES LORS que ses ravisseurs appartenaient à la branche irakienne du réseau terroriste Al-Qaida dirigée par Abou Moussab Al-Zarkaoui, l'ambassadeur désigné par l'Egypte à Bagdad, Ihab Al-Chérif, n'avait pratiquement aucune chance d'échapper à la mort. L'organisation Al-Qaida en Mésopotamie, qui avait revendiqué son enlèvement le 2 juillet dans une rue de Bagdad, a affirmé jeudi 7 juillet qu'elle l'avait tué. A la différence d'autres groupes auteurs de raptés en Irak, dont certains pratiquent le chantage à la rançon, la branche irakienne d'Al-Qaida tue quasi systématiquement ses otages.

« Nous annonçons, au nom d'Al-Qaida en Irak, que le verdict de Dieu contre l'ambassadeur des infidèles, l'ambassadeur d'Egypte, a été mis à exécution », a annoncé le groupe dans un communiqué diffusé sur un site Internet islamiste. Dans une courte vidéo accompagnant le texte, le diplomate, vêtu d'un tee-shirt blanc à motifs noirs, les yeux bandés, s'identifie et rappelle ses années passées à l'ambassade d'Egypte en Israël. Contrairement à son habitude, Al-Qaida n'a diffusé aucune image de l'assassinat.

« L'ETAT DES CROISÉS »

La veille, le groupe avait claire-

Le Monde
9 JUILLET 2005

HANDOUT/REUTERS

ment annoncé son intention de ne pas épargner son otage : « *Le tribal islamique de l'organisation Al-Qaida en Mésopotamie a décidé de déferer l'ambassadeur de l'Etat égyptien, un allié des juifs et des chrétiens, aux moudjahidins pour qu'ils le tuent* », indiquait le groupe. « *Cet ambassadeur n'est pas venu pour aider la communauté musulmane mais pour aider à consolider l'Etat des croisés (...)* Le moment est venu pour nous de venger nos frères et l'islam des despotes égyptiens et de leurs patrons. Voilà le sort qui attend un pays qui s'est allié aux juifs et aux chrétiens pour combattre les vrais musul-

mans, leur nuire, les déplacer et profaner leurs valeurs », ajoutait-il. Cet assassinat, le premier d'un diplomate, qui plus est arabe et musulman, vise, selon les autorités irakiennes, à dissuader tous les pays de normaliser leurs relations avec l'Irak.

AUTRES ENLÈVEMENTS

D'autres tentatives d'enlèvement de diplomates ont d'ailleurs eu lieu dans les jours qui ont suivi le rapt de l'Égyptien samedi. Elles ont visé le chargé d'affaires du Bahrein et l'ambassadeur du Pakistan. La voiture de l'ambassadeur de Russie a, par ailleurs, essuyé des tirs.

L'organisation Al-Qaida en Irak a mis une autre menace à exécution, en tuant deux membres de la Brigade Badr, l'ex-milice du principal parti chiite irakien, qui est officiellement devenue un parti politique. « *Vos frères de la Brigade Omar, qui relève d'Al-Qaida en Irak, ont assassiné mercredi un responsable de la Brigade Badr traître, à Doura* », dans le sud de Bagdad, indiquait un premier communiqué diffusé jeudi sur Internet. Quelques heures plus tard, un autre communiqué annonçait l'assassinat d'un second responsable, dans la région de Doujail, au nord de la capitale. La police n'avait encore confirmé vendredi qu'un

seul de ces meurtres.

Quelques heures plus tôt, dans un enregistrement audiophonique diffusé sur Internet, une voix, qui serait celle d'Al-Zarkaoui, avait annoncé la création de la Brigade Omar « *pour éliminer les symboles et les factions de la perfide Brigade Badr* ». Les chiites sont l'une des cibles préférées du groupe Al-Zarkaoui, lui-même sunnite. Qualifiant, par ailleurs, l'armée irakienne de « *troupe d'apostats et de mercenaires, alliée aux croisés pour détruire l'islam et combattre les musulmans* », la voix ajoutait : « *nous la combattrons* ».

Mouna Naïm

En bref

IRAK

34 morts lors d'une série d'attaques suicide

Au moins 34 personnes ont été tuées hier en Irak dans une nouvelle série d'attentats suicide ayant visé essentiellement les forces de l'ordre irakiennes. Ces attentats ont été commis par sept kamikazes, dont cinq à bord de voitures piégées. Dans l'attentat le plus meurtrier, un kamikaze s'est fait sauter devant un centre de recrutement militaire à Bagdad, faisant 19 morts et 41 blessés. Quinze autres personnes ont été tuées dans d'autres attaques à travers le pays.

TURQUIE

Attentat kurde dans une station balnéaire

Vingt personnes ont été blessées, dont une grièvement, hier, par l'explosion d'une bombe de faible puissance dans la ville balnéaire turque de Cesme, sur la

mer Egée. La déflagration s'est produite sur la place centrale, dans une poubelle à proximité de la succursale d'une banque. Selon l'agence pro-kurde Mésopotamie, basée en Allemagne, un groupe kurde proche du PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan, a revendiqué l'attentat.

LE FIGARO
11 JUILLET 2005

International Herald Tribune
Wednesday, July 13, 2005

U.S. can pull out of some cities, Iraq leader says

By Edward Wong and James Glanz

BAGHDAD: Iraq's prime minister, Ibrahim al-Jaafari, said Tuesday that some cities in the country were now secure enough for American-led forces to begin withdrawing to outside bases, a move that he suggested could later prompt a more definitive timetable for the departure of foreign troops.

But Jaafari said he opposed setting a timetable for the total withdrawal of troops because Iraqi security forces were not ready to take charge of securing the entire country.

The comments by Jaafari, made at a morning news conference here with Robert Zoellick, the U.S. deputy secretary of state, marked the first time Jaafari has addressed the issue of troop withdrawal since taking office in April. In recent weeks, as the insurgency has shown no signs of abating, President George W. Bush has come under increasing pressure from the American public and members of his own party to set a timetable for drawing down the 135,000 U.S. troops here.

Violence continued to roil the country Tuesday, as a car bomb aimed at an American convoy exploded outside the

oil-rich city of Kirkuk, killing 3 Iraqi civilians and wounding at least 14. Two police officers were gunned down in Baghdad and one in Basra, and in Falluja an American marine mistakenly fired on a convoy carrying the city's Iraqi police commander, killing one police officer and wounding another, U.S. and Iraqi officials said.

The American military said a soldier died of wounds from a land mine explosion in the capital Monday.

Despite the ongoing violence, Jaafari said Iraqi security forces were ready to take over responsibility from American-led troops in many of Iraq's 18 provinces. "We can begin the process of withdrawing multinational forces from these cities to outside the city as a first step that encourages setting a timetable for the withdrawal process," Jaafari said, while sitting next to Zoellick.

Jaafari also said the ultimate question was, "When we will be self-sufficient?" "There is a plan and a threshold that the security forces, whether from the Interior or Defense ministries, have to meet in terms of the growth in their capabilities," he said.

Jaafari did not specify which cities were secure enough for foreign troops

to withdraw. The Shiite-dominated south and Kurdish north have experienced much less violence than Baghdad and the Sunni triangle. In the southern port city of Basra, British convoys are rarely seen in the streets.

By contrast, such Sunni Arab cities as Falluja are occupied zones, with American troops and Iraqi soldiers stationed in bases within the cities and making frequent patrols and raids. Before last November, American troops had tried withdrawing from Falluja to bases on the perimeter, only to have the insurgency grow in strength within the city. That decision to withdraw, repeated in several other "no-go zones" in the Sunni triangle, ultimately led to a costly invasion of Falluja last November by the Americans.

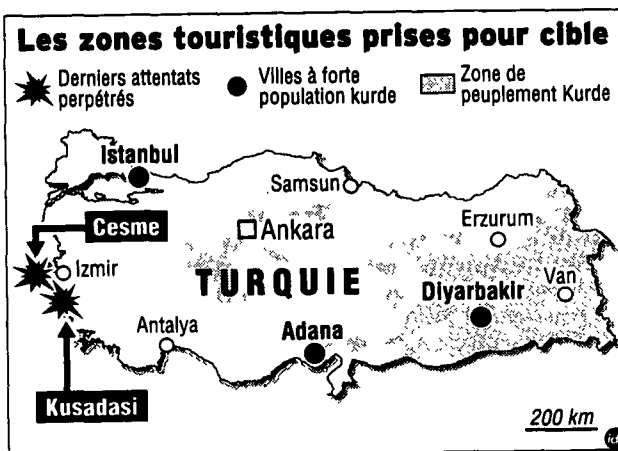
Zoellick, who had just arrived in Baghdad from a meeting on Iraq reconstruction in Amman, Jordan, said, "President Bush has emphasized U.S. forces intend to continue to support Iraqi people and that we will stand down as the Iraqi forces stand up."

The New York Times

TURQUIE A trois mois de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne, les attentats se multiplient dans le pays

Ankara face au réveil des séparatistes kurdes

La Turquie s'inquiète des attentats qui se multiplient sur son sol depuis le début de ce mois. Le 10 juillet, plus de vingt personnes ont été blessées par les éclats d'une bombe à fragmentation, dans la populaire ville balnéaire de Cesme, au sud d'Izmir. L'explosion a été revendiquée par un groupe armé kurde, les « Faucons de la liberté du Kurdistan ». Le 2 juillet, un autre attentat imputé aux séparatistes kurdes, contre un train dans l'est du pays, avait causé la mort de six personnes et blessé douze autres.



langue kurde avaient été considérées, à Bruxelles,

comme un réel progrès. Mais certaines notes discordantes amènent aujourd'hui à douter de l'authenticité des mesures prises : « Pour un pas en avant, on fait parfois deux pas en arrière, remarque une observatrice kurde. Je n'ai pas compris, par exemple, pourquoi la chanson d'Aynur Dogan, qui était un vrai tube dans toute la Turquie, a été interdite il y a trois mois, du jour au lendemain. » Cette chanson, intitulée *La Jeune*

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

La guerre est-elle à nouveau déclarée entre les séparatistes kurdes et l'État turc ? Un an après la décision prise par la guérilla de mettre fin au cessez-le-feu observé depuis 1999, les accrochages se multiplient. Récemment, ils ont même gagné en intensité, débordant des zones traditionnellement sensibles, au sud-est du pays, pour atteindre les villes touristiques côtières du sud-ouest.

Les « Faucons de la liberté du Kurdistan », qui ont signé l'attentat de Cesme, avaient aussi revendiqué une action du même type visant, en avril, la station touristique de Kusadasi. Dans un message adressé à l'agence prokurde Mésopotamie, ils ont annoncé d'autres attaques à venir. Cependant, des interrogations demeurent concernant l'identité de ce groupe. Qualifié de « nébuleuse » par certains acteurs du mouvement kurde de Turquie, ces « Faucons » sont considérés par la police comme une émanation du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, dont le chef, Abdullah Öcalan, est emprisonné à vie sur une île au large d'Istanbul.

En Turquie, ce dernier est considéré comme le principal responsable de la sanglante

guerre civile qui, entre 1984 et 1999, a causé la mort de plus de 37 000 personnes, laissant des traces douloureuses dans les mémoires. Depuis deux ans, le climat s'était nettement détendu, à la faveur notamment des réformes engagées par Ankara en vue d'une adhésion de la Turquie à l'Europe. Mais le dialogue s'est progressivement dégradé. Des dérapages, tels que celui survenu en avril lors de la fête du Newroz, le nouvel an kurde, au cours de laquelle des jeunes gens ont tenté de brûler le drapeau turc, ont provoqué une réaction nationaliste dans tout le pays. Dans le même temps, les escarmouches opposant l'armée et la guérilla se sont multipliées, réactivant de part et d'autre les vieux réflexes : à la fin du mois de juin, les funérailles d'un séparatiste tué lors d'une opération contre les militaires turcs ont dégénéré en manifestation de soutien au PKK, aussitôt réprimée.

Face à ce durcissement, l'armée turque brandit la menace d'une atteinte à l'intégrité territoriale du pays, renforcée par le chaos qui s'est installé en Irak : « Nous n'allons pas dans les montagnes du Sud-Est pour piquer-niquer », lançait récemment le général Buyukanit, commandant de l'armée de terre, avant d'expliquer que la Turquie n'avait besoin de personne pour savoir ce qu'elle avait à faire : ni des Améri-

cains, auxquels les militaires turcs reprochent leur incapacité à rétablir l'ordre en Irak, ni de l'Europe, accusée d'offrir des « conditions idéales » aux terroristes.

L'armée turque craint que le désordre irakien encourage la sécession

L'armée turque, qui reconnaît avoir perdu plus d'une trentaine d'hommes depuis l'intensification des accrochages au printemps, craint surtout que le désordre irakien encourage les Kurdes à rallumer les vieilles lunes sécessionnistes d'un grand Kurdistan. Selon l'état-major, au moins 1 500 irréductibles, qui n'ont jamais déposé les armes, même à l'époque du cessez-le-feu, auraient à nouveau franchi la frontière. Pour les militaires turcs, l'ennemi serait donc autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. Il ne se limite pas au seul PKK : « Les militaires, notamment pour des raisons de politique intérieure, ont intérêt à relancer la tension en ravivant le sentiment nationaliste », explique un journaliste.

Pourtant, l'impulsion européenne semblait, il y a encore quelques mois, ouvrir la voie à la détente. Les mesures prises en faveur de la

Fille kurde, fut composée en 1970 par Sivan Perwer, un artiste populaire dans la communauté kurde... mais très mal vu par le pouvoir. La diffusion d'une de ses chansons d'amour

avait valu, il y a quelques années, une année d'interdiction d'émettre à la chaîne de télévision locale kurde Gün TV.

Inquiète, l'Association turque des droits de l'homme relève une recrudescence des plaintes enregistrées depuis le début de l'année dans la région de Diyarbakir : 4 822 doléances, soit trois fois plus que pendant les cinq premiers mois de l'année 2004. Selon le responsable local de l'association, Selahattin Duman, les violations des droits de l'homme ont augmenté depuis que la Turquie a obtenu une date formelle pour l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, le 3 octobre prochain. Mais pour les dirigeants turcs, la priorité est de maintenir l'ordre. Des mesures de contrôle exceptionnelles ont ainsi été prises dans le métro d'Istanbul, où des portiques de sécurité filtrent désormais tous les accès aux quais.

Peshmerga may be key to Iraqi Army's success

By Patricia Nunan

Voice of America - July 4, 2005

Arbil, Iraq - Known for their fierce resistance to the Saddam Hussein government, leaders of the Kurdish region's "peshmerga" militia say their forces are now ready to join the Iraqi National Army. But working alongside the Arabs, the Kurds' former foe, may take some time to getting used to. VOA's Patricia Nunan visited a military base outside the city of Arbil, in the Kurdish-controlled part of northern Iraq.

Young recruits for Iraq's National Army, learning some of the basics. They're not like many of the others who make up the new national force, because these men are Kurds — an ethnic minority from Northern Iraq. And many of them still of think of themselves first as "peshmerga" — the name for the Kurdish militias that spent decades fighting the Saddam Hussein regime. Their value as a fighting force is in little dispute. The peshmerga were considered a key ally by Washington in the war to overthrow Saddam Hussein. And the relationship hasn't ended there. Kurdish officials say many of the more than 1100 troops on this base have received weapons from the United States.

What they consider invaluable, however, says Captain Sabir Ahmed, is the American training they have received - designed to counter problems facing the Iraq of today. "The Americans teach us how to run checkpoints and search cars, and — one thing that's very important - how to carry out attacks to clear terrorists from a house."

Officials here say there are some 600 Kurdish troops fighting alongside U.S. and Iraqi forces in Arab regions in Northern Iraq. But the bulk of the 60,000 Peshmerga fighters have not been permitted to operate beyond the three provinces that make up the Kurdish region. And that's despite the Peshmerga's enthusiasm for the idea of taking on the insurgency. Hamid Effendi is the Minister of Peshmerga, based in the city of Arbil. "I told them that we are ready to go to inside of Mosul for example, or Kirkuk. We can clear it from the terrorists."

Mr. Effendi says both Iraqi and U.S. leaders have wanted to avoid perpetuating the perception of ethnic division in Iraq that a unit of Kurdish military fighting in Arab territory or against Arab insurgents might suggest.

"They say to us that it is better for you to defend on Kurdistan, to stay in Kurdistan only, because there are differences between two nations - Kurds and Arabs," explains Mr. Effendi. "If we try to go inside Mosul, maybe some of them say that the Kurds want to attack Arabs. But it's not right. We want to defend Arabs."

The Kurdish identity seems forged from the region's hauntingly beautiful landscape and its people's survival of the some of the worst oppression by the Saddam Hussein regime. Hundreds of thousands were killed and millions displaced in brutal crackdowns designed to prevent the Kurds from becoming too powerful. That ended in 1991 when the U.S. imposed a strict "no fly zone" over the Kurdish region. As a result, the Kurds enjoyed virtual self-rule for the 12 years between that war and the fall of Saddam in 2003.

That history has left some Kurdish leaders wary of giving up complete control of the peshmerga. Adnan Mufti is with the political party the Patriotic Union of Kurdistan.

"We are still afraid that there will be a change in Baghdad and another dictatorship — or another decision there — asking for the removal of the rights of Kurds. We need peshmerga there, until we see Iraq and Kurdistan with full democracy."

As a recent training exercise suggests, for many in the Kurdish region, there may be no such thing as being too careful. Like the peshmerga, they say they are committed to being part of the new Iraq, but only if their rights are guaranteed.

Kurd Rebels in Iraq Vow to Keep Up Fight

By YAHYA BARZANJI

Washington Post - July 12, 2005

KHUNERA, Iraq — In the jagged mountains here along the Iranian border, a leader of the Kurdish rebels who have been battling Turkish soldiers for two decades vowed to keep up his fight until Turkey agrees to open a dialogue with militants.

But it is a call that Turkey refuses, saying all the guerrillas of the Kurdistan Workers Party, or PKK, must surrender or die. Recently, the fighting has intensified. Since May, 30 soldiers and 24 rebels have been killed as the rebels stepped up attacks, concentrating more on bombings than direct assaults. On Sunday, a bomb planted by a rebel splinter group injured 18 Turks and three tourists in Cesme, a popular Turkish resort. Both sides are looking to Washington to

help create a solution to a two-decade fight that has left some 37,000 people dead and parts of southeastern Turkey in ruins. Turkish generals say the United States, which controls Iraq, must do more to stop rebels from crossing the border and carrying out attacks.

Murat Karayilan, the military leader of the PKK, says that Washington, which is pressing for more democracy in the Middle East, must allow the Kurds a voice and vows to keep fighting on.

"We seek peace, but Turkey seeks war and wants our surrender," he said in an interview with The Associated Press "It wants to get rid of us entirely. The Kurds' resistance will continue."

He also said that the rebels, who were once fighting for a Marxist Kurdish state in the southeast of Turkey, now want to be part of a democracy.

"We want to live in a democratic way and establish a democratic Kurdish movement while giving up extremist socialist ideas," Karayilan said. "We also notice a change in American policies, which now support democratic governments. America came to change the Middle East, and Kurds have a great role in this matter."

Turkish officials have dismissed that claim as a mere change in tactics by the group, which the Turkish government and the United States consider a terrorist organization. Turkish land forces commander Gen. Yasar Buyukanit recently rebuffed a suggestion that the army end its offensive against the rebels.

"In Turkey, no one in their right mind could say yes" to that request, the Cumhuriyet newspaper quoted Gen. Yasar Buyukanit as saying last month. "Our struggle against terrorism is continuing and will continue."

Turkey considers all of its Muslim citizens to be Turks and has rejected Kurdish aspirations as an attempt to break apart the country. It was illegal in Turkey to speak Kurdish until 1991, and broadcasting in Kurdish only began in 2004. Statements from the rebels are rarely printed in Turkey, where such comments could be considered as aiding a terrorist organization, and rights activists have been jailed for saying that there should be a negotiated solution to the fighting in the southeast.

The PKK announced a unilateral cease-fire in 1999 shortly after its leader Abdullah Ocalan was captured but annulled it in 2004, saying that Turkey had not responded.

During a recent visit, Kurdish fighters escorted a journalist along a curvy, five-hour nighttime route to meet Karayilan. The visit included a stop at the PKK's "Martyr's Cemetery," which contains the graves of 25 fighters killed in battle and a large picture of Ocalan.

"We no longer believe only in armed struggle as we did in the past," Karayilan said. "Today we believe in the diplomatic and political struggle in order to obtain our legitimate rights."

The presence of an estimated 3,500 PKK fighters in Iraq, which effectively remains under U.S. control more than two years after the U.S.-led invasion, complicates American efforts to rebuild this country after decades of dictatorship, war and the ongoing insurgency.

There are believed to be some 2,000 PKK fighters in Turkey. Confident of the safety of their mountain redoubt, the PKK fighters appeared to enjoy good relations with local villagers and Iraqi arms merchants who sell them weapons. As a concession to Iraqi sensitivities, however, PKK fighters routinely move about only at night.

"We want to solve the problem through dialogue," Karayilan said. "But if they attack us, we will defend ourselves."

Turkish troops, separatist Kurds renew regional war

By Catherine Collins
Chicago Tribune - July 14, 2005

DIYARBAKIR, Turkey — Her 19-year-old daughter "left for the mountain" 10 days ago, the woman explained in proud tones, using a euphemism for joining the outlawed Kurdistan Workers Party.

The daughter's decision was driven by the recent death of a friend who was a guerrilla with the PKK, which is fighting the Turkish army in the country's volatile southeast.

The daughter, asked to prepare the body for burial, washed and wrapped the corpse in a shroud but "could not wash away the marks of torture and she was never the same after, talking about nothing but revenge," the mother said.

The 50-year-old mother of eight agreed to talk only if her name were not revealed so authorities couldn't identify her or her daughter. It is her hope that after training, her daughter will return from the mountain — and go to war.

"You never know how you will be asked to serve," she said. "It may be that she will work in the kitchen. But in my dreams, I see her carrying a gun and avenging the deaths of her friends."

One military operation, one insurgent attack at a time, the

fighting has returned to this mostly Kurdish region, with casualties on both sides. Although the army hasn't released official figures, a tally of the deaths on the state-run Anatolian News Agency indicates that about 100 rebels and soldiers have been killed in the last three months.

The violence has been accompanied by increased recruiting by the PKK in southeastern Turkey, according to interviews with people familiar with the group's tactics. One switch has been the effort to draw young women into the group. Although women's organizations challenge the notion of the PKK as being in the forefront of women's rights, this mother said: "In our houses, our villages and tribes, Kurdish women are oppressed by tradition. But in the PKK, women are truly equal. After serving in the PKK, women can take that authority back to their communities."

During a 15-year conflict that ended when the PKK called for a cease-fire in 1999, an estimated 37,000 people died, thousands of Kurdish villages were destroyed and hundreds of thousands of people were displaced from their homes.

In the last five years, Turkey has undertaken a series of reforms, including allowing Kurdish to be taught in private schools and used in television and radio broadcasting.

But local political leaders say Ankara's efforts, partly the result of pressure from the European Union, are insufficient. They demand further political and cultural freedoms, such as allowing the teaching of Kurdish in public schools and a general amnesty for PKK militants.

The PKK called off its truce last summer, citing dissatisfaction with the government's efforts. Now the conflict is intensifying. The army has beefed up its outposts, redeployed fighting units and set up armed checkpoints on the roads. This month, the military launched another operation in the eastern province of Bingöl. During the funeral for Ahmet Okur, a PKK commander killed during the operation, his father shed no tears but berated the Turkish government, whose soldiers pelted the funeral with tear gas.

"I want peace and no more bloodshed," Haydar Okur was quoted in the Turkish press as saying. "But the state is still denying the Kurds their full rights."

Since the military attack in Bingöl, the PKK has blown up a passenger train, killing five passengers and injuring a dozen. A second attack on another freight train resulted in injuries to railway staff. Last weekend, five soldiers died in two land mine incidents and three police officers were injured during an attack on the provincial governor's home in Hozat. On

Monday, Kurdish guerrillas abducted a Turkish soldier in the southeast, government officials said.

Each side blames the other.

The PKK is acting only in "self-defense," said Hasan, a former PKK commander who asked that his full name not be used. "Rising Kurdish nationalism can be blamed directly on rising Turkish nationalism."

Serdar Irmek, director of the pro-Kurdish Dicle News Agency, said the government has missed an opportunity to bring about a permanent solution to the Kurdish problem.

"The PKK has done all it can to resolve the problems," Irmek said. "It declared a cease-fire, its fighters left the country and they are willing now to return to normal civilian life with a general amnesty. But the Turkish government sees democracy for all its citizens as a threat."

Criticism of the PKK comes from a surprising source—another Kurdish group. Halis Nezan, director of Rights and Freedom Party, which is supported by Masoud Barzani, the northern Iraqi Kurdish leader, said the PKK has suppressed democratic development in Turkey's Kurdish region.

Reconciling Kurds and Shias

By Eric Hilmo and Samuel Blatteis
United Press International July 18, 2005

Despite the new Iraqi government's democratic founding, the governing coalition is still held together largely by the self interest of the two dominant parties, the Kurds and the Shiites. While they presently cooperate to quell the domestic Sunni insurgency and develop the legal framework for Iraq's permanent constitution, these parties still cannot agree on what form the future government will take. Their conflicting interests stem directly from social, political, and economic inequalities, many of which existed before the U.S. invasion two years ago. To date, attempts to address these inequalities have been the main sticking points for these groups.

If the United States wants to preserve Iraqi stability, it must give the Sunnis more specific financial stakes in the process and political incentives among the Kurdish and Shiite leaders to make concessions to develop more common ground between all the main factions to what form the future government will take. U.S. policymakers often overlook two core elements of formulating a strategy toward Iraq: (1) the difficult political questions the future Iraqi government must contend with to establish itself as the country's central governing agent and (2) they underestimate the real threat to future stability these issues entail.

The inequalities found among the Shiites, Kurds, and Sunnis could erode the tenuously stable relationship between Iraq's leading political parties. The United States should distribute more economic resources to reduce these inequalities and minimize the prospects of future violence. The deteriorating security situation bleeds into all facets of daily econo-

mic life and magnifies local inequalities. Security took hold slower in central and southern Iraq, and health care workers and financial investors could not do their job while in the northern region humanitarian organizations were already established and security began to take root.

Moreover, due to the ongoing insurgency within Sunni-run regions, reconstruction in central Iraq has lagged behind southern and northern efforts. International aid organizations report there has been almost no rise in diseases in northern Iraq, and the World Health Organization has developed a track record of restocking local clinics with medical supplies

On the whole, the northern provinces controlled by the Kurds are financially better off than southern (Shiite) and central (Sunni majority) Iraq. Baghdad itself is predominantly Shiite, especially the slums of East Baghdad. These economic inequalities heighten the tension between Kurds, Sunnis, and Shiites that manifests itself in targeted violence. These attacks, particularly sensational Sunni attacks on Shiite mosques and ongoing fighting in Kirkuk, contribute to a sense of continued Kurdish and Shiite victimization.

Consequently, the Kurds and the Shiites, the two most powerful communities in the new Iraqi government, still feel victimized by Sunni aggression. It is unclear to what extent they may utilize this perception of victimization to justify punitive action against Sunnis. Economically, the Sunnis will have to contend with the reality that the financial prospects in the country are against them because the bulk of the

country's oil reserves are in the Shiite South or the Kurdish-dominated region of Kirkuk in the North, much less so with the Sunnis. Militarily, the inequalities are far worse. The Kurdish Peshmerga forces are estimated to be around 80,000 strong and battle-hardened after a decade of resisting the Saddam regime. By contrast, the U.S.-trained forces in Iraq are newly trained and of questionable reliability. Most of these troops are trained for policing action with only few able to perform conventional military operations. The entire force is also expected to undergo significant restructuring under the new assembly government with the removal of former Baathists and Sunnis currently serving in senior officer positions.

Given these factors, the Kurds have political levers to push for the acceptance of semi or full autonomy and will likely be able to extend that autonomy to the disputed region of

Kirkuk as well. Shiite efforts to oppose these moves could lead Iraq to civil war. The Shiites and Kurds have some common ground. They both were betrayed by the White House and both have track records of coordinating and cooperating with Iran. The problem is a fundamental disagreement between leading Shiites and Kurds on core political issues: Kurdish authority over the Peshmerga (Kurdish militias), the extent of Kurdish control over Kirkuk, and the role that Islam will play in Iraqi law formation.

On order to ease the resolution of these issues, the United States must undertake actionable measures to improve local economic and political inequalities that will be financially costly. The high financial costs that Washington must expend will be more palatable than the long term threat of ethnic and religious violence that can be avoided in the future.

Kurds now spell freedom

By Seth Rosen
Washington Times July 21, 2005

DIYARBAKIR, Turkey — Sitting attentively in the front row of a small, pink classroom, Hasbey Koksak, a primary school teacher, learns how to conjugate verbs in his mother tongue.

"I see. I saw. He sees. He saw," he repeats emphatically with the rest of the class of 20, half of them older than 40, learning Kurdish vocabulary and grammar at a new private school on the outskirts of this sprawling city in southeast Turkey.

"We're rediscovering ourselves and our culture," said Mr. Koksak, 47, who learned Kurdish as a child but lacked the grammar skills to understand literature or poetry. "It's like being an adolescent again."

To the students at the academy, this simple lesson was unimaginable just a few years ago. From 1984 to 1999 the Kurdistan Workers Party (PKK), a guerrilla group, fought for independence in a conflict that claimed an estimated 37,000 lives and displaced millions.

Language banned

The Turkish government banned the speaking of Kurdish dialects, and violators risked harassment and prosecution. The only way to study Kurdish was to attend clandestine schools in the basements of homes.

To improve its prospects of joining the European Union, Turkish parliament enacted reforms in 2002 allowing state-run Kurdish television and radio broadcasts and permitting private language courses. Although the measures carried symbolic weight, Kurds said, they were enacted solely to placate the European Union and did not change official repression of cultural rights. "To teach in a classroom is a dream come true," said Sakir Ozeydin, an instructor at the school in Diyarbakir. "But this institution is not going to solve the Kurdish language problem." The private school, which opened in September 2004, was one of six in Turkey offering 10-week beginner, interme-

diated and advanced courses in Kurdish, and 130 of its students have completed one of them.

"If someone tells you not to use your language, it's like them telling you not to use your legs. It makes you disabled," Yakup Yilmaz, 25, said during a tea break at the school. "They cut off my legs and I'm here to get them back."

A cultural renaissance

There is talk in this city among the hills of Mesopotamia and on the banks of the Tigris River of a cultural and linguistic renaissance. Shops along Diyarbakir's boulevards blare Kurdish music and prominently offer Kurdish films. It is now much easier for parents to register Kurdish names for their children, though they are prohibited from using the letters Q, W and X, which don't exist in the Turkish alphabet. The Tigris and Euphrates Culture and Arts Center, which opened two years ago, orchestrates Kurdish plays and concerts and offers classes in vocal training, cinema and guitar. "Before this center opened, people forgot the details of Kurdish culture," said music teacher Adnan Sevik. "We are trying to revive it."

On a steamy Friday afternoon in May, old men sat in the courtyard drinking tea and watching a dance lesson incorporating traditional Kurdish motifs and modern routines. They all tell harrowing tales of police intimidation and imprisonment. Kadir Dogan said police once broke his fingers for playing Kurdish music on his flute.

Center closely watched

Local authorities monitor the center closely. The managers must inform police of who will sing what songs at their concerts. Twice, authorities have searched the premises. Cases are pending against the arts center for having banned books and attempting to turn a profit by selling tea, Mr. Sevik said.

In the mid-1990s, radio stations were allowed to broadcast Kurdish music as long as the lyrics contained no political material. If Kurds wanted to watch television in Kurdish, they had to turn to European satellite channels. In June last year, state-run Turkish Radio and Television began airing a 30-minute news program in different languages each week-day. "Our Cultural Wealth" is broadcast in Kirmanci and Zaza Kurdish two days a week and in Bosnian, Arabic and Circassian on the others.

Broadcasts criticized

Many Kurds criticize the program, which sometimes shows week-old news, as a token gesture for the European Union.

Cemal Dogan, Gun TV's director, said it is imperative that local channels air news and health programs, because many older residents speak little Turkish. Gun TV applied to the Radio and Television High Council (RTUK) for a license in March 2004, and six other regional channels have followed suit, but none has received a yes or no. RTUK demanded a viewer profile survey, which was conducted by the Diyarbakir governor's office and a local university, but it was deemed inadequate because it did not give the number of speakers of the region's languages and dialects, said Sebnem Bilget, an RTUK spokeswoman. A state institute for statistics is supposed to carry out another survey, but she did not know whether it had begun.

Station suspended

"The real mentality of the state is shown in our application process," said Mr. Dogan, whose station had its license suspended for a month in September for broadcasting a live municipal meeting where two members unexpectedly spoke Kurdish.

Most Diyarbakir residents praise the European Union, which is to begin the formal negotiation process with Turkey in October, for raising the state's treatment of its Kurds as an issue and for pressing the government to change its policies. The changes are compulsory to meet the Copenhagen criteria, a necessity for EU membership that includes "respect for and protection of minorities."

"There have been changes in legislation but we would like to see that they are properly implemented and then become broader," said European Commission Enlargement spokeswoman Krisztina Nagy. "What is important to us now is observing that these cultural rights are respected."

A pervasive sentiment among Kurds is that reforms are cosmetic and that the government's attitude has not changed.

"They are done only for the EU, so that the state can say, 'Look we are allowing Kurdish to be spoken,' " said Celil, a 23-year-old law student who until recently taught Kurdish classes secretly twice a week. "Turkey treats these reforms like 'homework.' They should be doing them for their own people, not because the EU asked for it."

'Recognized' minorities

It is still illegal to use Kurdish in the public domain or at government sites or functions. Offices of the pro-Kurdish Democratic People's Party (DEHAP) are raided routinely

and several high profile members have been arrested and tried for inciting separatism.

In Turkey, the only recognized minorities — spelled out in the 1923 Lausanne Treaty that created the Turkish Republic — are Jews, Greeks and Armenians. The roughly 14 million Kurds, one-fifth of Turkey's population, do not have constitutionally guaranteed rights.

"We will give our Kurdish brothers and sisters individual rights, but will never accept that those individual rights will become group or political rights," said Emine Sirin, an independent member of parliament.

Learning Kurdish in state schools is out of the question because the Turkish language is a symbol of national unity, said Onur Oymen, a member of parliament from the opposition Republican People's Party.

EU attention faulted

Many politicians and ordinary citizens are frustrated by what they perceive as inequitable attention lavished on the Kurds in the southeast by the European Union and human-rights activists. Turkey has many other ethnic groups, but the European Union focuses only on the Kurdish situation, said Mr. Oymen. "Excessive protection of one ethnic group is racist," he said.

After a five-year cease-fire brokered following the arrest of PKK leader Abdullah Ocalan, the PKK resumed attacks in June 2004 and clashes with government forces are rising in frequency and intensity. The group bombed a train in southeastern Turkey this month, killing five persons. A separate organization, the Kurdish Freedom Falcons, took responsibility for a bomb blast Saturday at a resort on the Aegean coast that killed five persons including two foreign tourists.

Outside pressure felt

What the military and government fear is not the armed struggle, but the unarmed struggle for Kurdish independence through pressure from the European Union and nongovernmental organizations, said Burak Bekdil, a political commentator.

Government officials spoke of their concern that the call for political and cultural rights is just a screen for greater autonomy and, eventually, an independent Kurdistan. "DEHAP thinks that by using the EU, they can carve up Turkey and have an independent state," said Mr. Sirin. During the tea break at the private language school, there is no talk of separation or rebellion. The heated discussion focuses on the cost of tuition, roughly \$75 a month and more than most can afford. Seventy percent of the students are unemployed, estimated Suleyman Yilmaz, the school's director.

Most people would rather just continue learning from their parents or meet in neighbors' homes, said Mr. Ozeydin, the teacher. The government is using this low turnout to create an image that no one wants to learn Kurdish and as a justification for not extending Kurdish cultural rights, he added.

"Why should we have to pay to learn our mother tongue?" Mr. Ozeydin asked.

Des rebelles kurdes forment un barrage routier et enlèvent un soldat



DIYARBAKIR (Turquie), 12 juil 2005 (AFP) - 8h24 - Un groupe de rebelles kurdes a installé lundi soir un barrage routier sur un des principaux axes de l'est de la Turquie et enlevé un soldat, a annoncé le gouverneur local.

Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui seraient au nombre de cinq ont arrêté une quarantaine de voitures sur la route entre Tunceli et Pulumur, dévalisé les occupants de ces véhicules et enlevé un gendarme qui se rendait à son unité à Adiyaman (sud-est), a indiqué le gouverneur de Tunceli Mustafa Erkal, cité par l'agence Anatolie.

C'est la première fois depuis des années que le PKK s'engage dans une telle action. Ce genre de barrages s'étaient produits de nombreuses fois dans les années 1990 lorsque les combats entre rebelles et l'armée faisaient rage dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le PKK et l'armée turque se sont livrés entre 1984 et 1999 une guerre sanglante qui a fait quelque 37.000 morts.

Le PKK a décrété unilatéralement un cessez-le-feu en 1999 à la suite de l'arrestation de son chef Abdullah Öcalan, avant d'y mettre fin en juin 2004. Les combats étaient cependant restés sporadiques jusqu'au printemps.

Irak : 700 rebelles kurdes infiltrés ces derniers mois en Turquie (presse)



ANKARA, 15 juil 2005 (AFP) - 9h26 - Quelque 700 rebelles kurdes de Turquie se sont infiltrés ces derniers mois en territoire turc à partir du nord de l'Irak pour lancer des attaques, écrit vendredi le journal à gros tirage Hurriyet.

Ces membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont quitté leur base située dans le mont Kandil où demeurent encore plusieurs centaines de rebelles, précise le journal.

En tout, il y aurait encore environ 3.000 rebelles kurdes dans les montagnes du Kurdistan irakien, répartis en plusieurs campements, relève le quotidien.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, s'est réfugié en Irak à partir de 1999, date à laquelle il a décrété unilatéralement un cessez-le-feu après la capture de son chef Abdullah Öcalan.

Les rebelles ont mis fin à leur trêve en juin 2004 et repris leurs attaques dans le sud-est turc, peuplé en majorité de Kurdes, accroissant les tensions dans la région et prenant aussi pour cible les civils.

Une centaine de rebelles et de membres des forces de sécurité y ont été tués au cours des derniers mois.

Avant l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003, quand le nord du pays était hors du contrôle de Bagdad, l'armée turque avait effectué des incursions dans la région pour poursuivre les militants du PKK avec l'accord tacite de Washington et le soutien de groupes kurdes locaux.

Au grand regret d'Ankara, les Etats-Unis ont manifesté peu d'enthousiasme à l'idée d'aller attaquer les camps du PKK dans le nord de l'Irak, affirmant qu'ils étaient suffisamment occupés par les violences frappant le reste du pays.

Mais le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé mercredi que la Turquie se réservait le droit d'effectuer des incursions militaires en Irak pour poursuivre les rebelles, tout en précisant qu'Ankara n'avait pas de plans dans l'immédiat pour de telles opérations.

Le conflit kurde en Turquie a fait quelque 37.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984.



Courrier international - 15 juil. 2005

Revue de presse

TURQUIE - Des insurgés kurdes reprennent du service

On assiste depuis quelques semaines, dans le sud-est de l'Anatolie à majorité kurde, à une recrudescence notable d'actions militaires du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La presse turque s'interroge sur les objectifs de cette reprise des violences, après une longue période d'accalmie.

Après l'arrestation et le jugement (1999) de son chef Abdullah Öcalan, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), affaibli, rebaptisé depuis Kongra Gel (Congrès du peuple), avait alors mis un terme à la lutte armée avant d'annoncer, en juin 2001, une rupture du cessez-le-feu mais qui n'avait été suivi que de petites escarmouches. Néanmoins, depuis quelques semaines, des attentats, sabotages et autres embuscades, au moyen de mines visant civils et militaires, ont repris sur un mode plus important, ce qui suscite des inquiétudes en Turquie. Des intellectuels ont ainsi appelé, par une pétition, le PKK à cesser les combats dans l'espoir d'une solution politique pacifique à la question kurde.

Selon Cengiz Candar, du quotidien *Tercüman*, il s'agit là d'une démarche inutile. "En effet, écrit-il, le PKK ment quand il dit qu'il veut la paix. Cette organisation structurellement staliniste est incapable d'avoir une approche pacifique. En plaçant des mines, son but n'est autre que de faire basculer le sud-est du pays dans la violence. Il est toutefois douteux que le PKK puisse parvenir à ses fins tellement ce parti est en réalité affaibli. Il ne bénéficie plus du soutien de masse dont il pouvait se prévaloir auparavant. Le PKK espère en recourant à des sabotages disproportionnés mettre à bout la population et recréer, à la suite de la répression que cela va entraîner, ce contexte de soutien populaire. Mais le PKK est sujet à d'importantes divisions internes. Une partie de ses combattants a quitté le mont Kandil dans le nord de l'Irak où les militants armés du PKK s'étaient repliés. Parmi ceux-ci, des membres du PKK qui ne sont pas originaires de Turquie auraient quitté l'organisation. D'autres sont rentrés en Turquie où ils mènent désormais la lutte pour leur survie."

Selon Enver Sezgin, intellectuel kurde de Turquie et éditorialiste du mensuel kurde *Esmer*, interrogé par le quotidien turc *Radikal*, "il ne s'agit pas vraiment d'une guerre, mais d'un jeu où la guerre est utilisée". "Des combats sans revendications politiques s'avèrent une tactique plus qu'autre chose. On ne mène pas une guerre seulement pour bénéficier d'une amnistie générale et pour être reconnu comme interlocuteur. Mais dans ce 'jeu', il y a malheureusement des soldats et des jeunes militants qui meurent. Avant, le PKK combattait pour contrôler des territoires dans le but de réaliser des objectifs politiques tels que la création d'une fédération kurde. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de revendications politiques fondamentales, si ce n'est de réclamer un marchandage entre Öcalan et l'Etat turc. Öcalan veut que lui et son parti soient reconnus officiellement par la Turquie en tant qu'interlocuteurs en vue d'un règlement politique de la question kurde."

Abdullah Öcalan, depuis son île-prison d'Imrali, exerce toujours, par le canal de ses avocats, une influence déterminante sur le PKK. "Il avait ainsi transformé le PKK en Kongra Gel et s'apprête aujourd'hui à revenir à la formule PKK, plus commode pour relancer la lutte armée", explique Enver Sezgin. Il maintient également son pouvoir d'influence sur la mouvance politique prokurde légale. Le Mouvement pour une société démocratique (DTH) lancé récemment par Leyla Zana et ses amis (anciens députés du parti prokurde DEP récemment libérés), qui permettrait d'anticiper la disparition du parti prokurde DEHAP (Parti de la démocratie du peuple) menacé d'interdiction, a également, toujours selon Enver Sezgin, "été lancé sur les conseils d'Öcalan". En attendant, le DEHAP – qui détient un certain nombre de municipalités dans le Sud-Est, dont la grande ville de Diyarbakir – reste toujours sous la coupe du PKK.

Ahmet Tasgetiren, éditorialiste du quotidien *Yeni Safak*, écrit ainsi que lors d'une rencontre avec des maires du HADEP (qui a été interdit et auquel a succédé le DEHAP), l'un d'entre eux lui avait dit : "On ne peut pas faire de la politique dans la région sans Öcalan ! Si maintenant je m'oppose à Öcalan, demain, on ne me laissera plus entrer dans la ville dont je suis le maire." D'ailleurs, il y a quelques jours, Hikmet Fidan, le secrétaire général adjoint de l'ancien parti HADEP a été

assassiné à Diyarbakir. Selon Hasan Cemal de Milliyet, les soupçons se portent sur le PKK "dès lors que Hikmet Fidan, personnalité appréciée localement, critiquait publiquement l'influence d'Abdullah Öcalan sur le DEHAP. Réclamant que le mouvement politique kurde en Turquie fasse preuve de transparence et réalise sa mue démocratique, il se prononçait en outre contre le recours à la lutte armée". Et Hasan Cemal de s'étonner qu'aucune personnalité proche du PKK et du DEHAP n'ait manifesté la moindre compassion vis-à-vis de ce meurtre. "Une indifférence inversement proportionnelle à l'intérêt généralement manifesté par la mairie de Diyarbakir (DEHAP) à l'égard des militants du PKK tués lors d'affrontements avec l'armée", écrit Taha Akyol dans Milliyet. "Mener une activité politique à l'ombre d'Öcalan, sous la bannière du PKK, ne mènera nulle part", conclut pour sa part Hasan Cemal.

Un avis qui n'est pas partagé par les responsables kurdes. Ainsi, en réponse aux déclarations de Jörg Kretschmer, représentant de l'Union européenne en Turquie, qui demandait à la classe politique kurde de Turquie de "garder ses distances avec Öcalan", Murat Karayilan, important responsable du PKK, déclarait au quotidien pro-PKK Özgür Politika, publié depuis l'Allemagne, que "vouloir séparer la question kurde d'Abdullah Öcalan, leader du PKK et instigateur du concept d'un confédéralisme démocratique pour le Kurdistan, serait totalement contre-productif. Nous demander de renoncer à Apo (surnom d'Abdullah Öcalan) et au PKK, c'est comme si on nous demandait de nous rendre et d'accepter l'esclavage."

Néanmoins, Ahmet Tasgetiren stigmatise, dans Yeni Safak, l'immobilisme du gouvernement dirigé par le Parti de la justice et du développement (AKP) vis-à-vis de la situation dans l'est et le sud-est de l'Anatolie : "Mais où est donc le gouvernement AKP ? Quand allez-vous donc faire preuve d'initiative dans l'est et le sud-est du pays ? La région est en train de revenir à une situation critique sur le plan sécuritaire. Pendant ces deux ans et demi, n'étiez-vous pas en mesure d'empêcher cela ? La population de la région vous avait pourtant donné une prime importante, qu'avez-vous fait pour développer un dialogue avec elle ? Si demain la situation sécuritaire devait faire sentir son effet à Ankara, à qui en reviendrait la faute ?"

Pierre Vanrie

10 rebelles kurdes tués dans le sud-est de la Turquie, 4 soldats blessés



ANKARA, 17 juil 2005 (AFP) - 18h59 - Dix rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'affrontements avec l'armée dans la province de Sirnak (sud-est de la Turquie), ont annoncé dimanche les services du gouverneur de la province.

Un activiste du PKK "responsable des opérations de minage" fait partie des rebelles tués, précise le communiqué du gouvernorat, cité par l'agence de presse turque Anatolie.

L'affrontement, dont la date exacte n'a pas été précisée, est survenu alors que l'armée turque a lancé une opération entre le 13 et le 16 juillet dans cette zone de jonction des provinces de Sirnak, de Hakkari et de Van, dans le sud-est du pays.

Selon le communiqué du gouvernorat, les militants du PKK étaient en possession d'un fusil à lunette, d'une mitrailleuse, d'un lance-grenades, de sept fusils d'assaut AK-47, de 18 grenades et de 25 kilos d'explosifs (plastic de type C3 et C4).

Par ailleurs, quatre soldats turcs ont été blessés lorsque le véhicule qui les transportait a sauté sur une mine, vraisemblablement posée par le PKK, dans la province voisine de Bitlis, a déclaré le gouverneur de cette province, Asim Hacimustafaoglu, à l'agence Anatolie.

Selon le gouverneur, la mine était télécommandée.

Les attaques du PKK dans le sud-est ont connu une nette recrudescence depuis le mois d'avril dernier, faisant près d'une centaine de morts des deux côtés.

Les affrontements liés à la question kurde ont fait jusqu'ici près de 37.000 morts, notamment de 1984 à 1999. Le PKK est considéré par les Etats-Unis et l'Union européenne comme une organisation terroriste.

Iraqi death toll exceeded 800 a month, data shows

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: Iraqi civilians and police officers caught up in insurgent attacks died at a rate of more than 800 a month from August through May, according to figures released in June by the Interior Ministry.

In response to questions from The New York Times, the ministry said that 8,175 Iraqis were killed by insurgents in the 10 months that ended May 31. The ministry did not give detailed figures for the months before August 2004, nor did it provide a breakdown of the figures, which do not include either Iraqi soldiers or civilians killed during U.S. military operations.

While the figures were not reported by month, it has been clear since the government of Prime Minister Ibrahim al-Jaafari took over after the Jan. 30 election that the insurgency is taking an increasing toll, killing Iraqi civilians and security workers at an increasing rate.

In June the interior minister, Bayan Jabr, told reporters that insurgents had killed about 12,000 Iraqis since the start of the occupation — a figure that officials have emphasized is approximate. That is an average monthly toll of about 500.

The issue of civilian deaths in Iraq has been a delicate one, with some contending that the Bush administration and the Pentagon deliberately have avoided body counts to deprive their critics of a potent argument against the war. Estimates have ranged from the 12,000 offered by Jabr to as many as 100,000 in a widely reported study last year. The new figures are likely to add to that debate.

The figures, released by e-mail through a U.S. official after multiple requests, are a significant milestone.

Rebels killed 8,175 from August to May

While the Iraqi government tallies Iraqi deaths, the overall totals have been tightly guarded.

"It's an important number; it's a big deal," said Marc Garlasco, senior military analyst at Human Rights Watch in New York. "It shows the toll Iraqi civilians are paying for their freedoms."

Obtaining tallies of Iraqi dead has always been hard, in part because they have not always been compiled systematically. For some time after the 2003 invasion, the Health Ministry released daily counts cobbled together mostly from figures provided by hospitals.

But last year, when the numbers began to rise, the ministry stopped releasing those tallies publicly, just providing classified copies to the government.

Last summer, the Interior Ministry took over responsibility of tracking deaths, according to a ministry official who oversees statistics. The official, Waleed Khalil, said that before August 2004, the figures came in haphazardly on scraps of paper and that a large portion had been approximations, what he called "dark numbers."

While the Health Ministry figures covered only deaths reported by hospitals and morgues, the Interior Ministry's system is far more comprehensive, Khalil said, although he declined to be more specific.

In another set of figures provided to The New York Times, officials in the communications office of the Iraqi cabinet gave a breakdown of the deaths by Iraqi province and by gender and age. These figures, compiled by the Health Ministry and provided in an e-mail message, are far smaller than those given by the Interior Ministry because

they come only from hospitals.

They show that Baghdad was the site of about 32 percent of the 3,853 deaths listed for the six months ending April 5.

The second highest number of deaths was in Anbar, a largely Sunni Arab province of about 1.2 million people that has formed the heart of the resistance to the American occupation. The third highest was in Najaf, the Shiite holy city in the south that has been the site of frequent insurgent attacks and U.S. military operations against a firebrand cleric twice last year. Children accounted for 211 of the total deaths.

In per capita terms, the highest death rates were in Anbar, Najaf and Diyala Provinces.

In all, the ministry listed 15,517 wounded in the same period. Of that figure, men made up an overwhelming majority, at 91 percent of the total. Cities in the northern Kurdish enclave were not included in the count.

Insurgent attacks claim a vast majority of Iraqi lives now. In the two months after the Shiite-led government was announced, insurgents killed more than 1,500 Iraqis, a number approaching the total of U.S. troops killed since the start of the war two years ago.

Even attacks with small death counts tear through the lives of many people. A suicide car bomb at a military checkpoint in Tikrit on June 19 killed Alaa Bahnam Shamoun, 28, who was delivering sodas and lunch with his brother, Qusay. The brothers' truck was rear-ended and, when Shamoun got out to speak with the driver, the man blew himself up. Qusay Shamoun survived, but suffered severe burns on his face and torso. He had been married just 28 days.

When Shamoun's wife saw him in a hospital in Baghdad, she barely recognized him. The family did not tell him his brother was dead, and they changed out of black mourning clothes into bright colors every time they visited him in the hospital.

"I'm still in my honeymoon and I have this," Shamoun's wife, Noha Rafail, 21, said outside his hospital room. "This is the life we have."

Deaths at the hands of Americans are statistically fewer, but far from uncommon. On June 25, a 21-year-old engineering student, Muhammad Summaidai, answered the door, according to an account by his cousin, Samir Summaidai, the Iraqi ambassador to the United Nations. A short time later he was dead, shot through the neck in what his family says was a murder by the marines.

The Marines said in a statement shortly after the incident that they were investigating.

The New York Times



Karim Kadiri/The Associated Press

Tents were set up along a Baghdad street Thursday for family funerals after a suicide car bombing Wednesday killed up to 27 people, including 18 children and teenagers.

INTERNATIONAL
Aldred Tribune
July 15, 2005

IRAK

Le terrorisme dévorera ses propres enfants

Ceux qui appellent à chasser les troupes américaines d'Irak doivent savoir que le terrorisme pourra ensuite s'étendre sur tout le monde arabe, affirme Al-Hayat.

AL-HAYAT
Londres

Le monde arabe vit une mauvaise farce, "la mère de toutes les mauvaises farces", car ceux-là mêmes qui exigent nuit et jour de l'Amérique qu'elle s'implique davantage pour régler le conflit israélo-arabe sont aussi ceux qui la somment de se retirer d'Irak, comme s'ils étaient capables de trouver une solution au bourbier irakien après avoir échoué à trouver une solution au problème palestinien. On comprendrait mieux cette détermination chez les Arabes à mettre fin à la présence américaine en Irak si l'on savait comment les "frères arabes" ont l'intention de combler le vide qui sera alors créé. Enverront-ils des forces arabo-islamiques pour prendre la place des Américains et de leurs alliés, comme ils l'ont fait en bénissant l'intervention syrienne au Liban en 1976 sous prétexte d'y faire régner l'ordre ? Ou proposeront-ils que les rênes du pouvoir à Bagdad soient confiées aux assassins et aux criminels ? Bien sûr, rares sont les Irakiens qui verraient d'un bon œil l'intervention de troupes arabes ou islamiques sur leur sol. La complicité de ces pays avec le régime de Saddam Hussein est bien connue, et la complicité contre la démocratie l'est plus encore. Il serait difficile de les convaincre qu'une intervention de ce

type serait dans leur intérêt : l'entrée et la présence des troupes syriennes au Liban [1976-2005] leur suffisent comme exemple de ce sur quoi risque de déboucher l'aide fraternelle arabe.

DES FRÈRES ARABES PRESSÉS DE LIBÉRER L'IRAK DES IRAKIENS

Car, en dépit des erreurs, des fautes commises par les Américains, il n'y a pas actuellement en Irak de soulèvement populaire généralisé contre leur présence qui soit comparable à celui que nous avons vu le 14 mars dernier à Beyrouth, lors des manifestations contre la présence syrienne. Une majorité écrasante d'Irakiens ont participé aux dernières élections, dont les Américains ont assuré la sécurité, alors que la "résistance" à la démocratisation se réduit à quelques groupuscules islamistes composés de déchets du précédent régime, secondés par des "frères arabes" plus pressés de libérer l'Irak des Irakiens que la Palestine des Israéliens. Comment comprendre, sinon, que les frontières arabes avec l'Etat hébreu soient bien mieux gardées contre les infiltrations de candidats au suicide que les frontières irakiennes, qui demeurent des passoires en dépit des efforts des Etats les plus puissants de la planète ?

La partie se joue désormais à découvert, et c'est sans doute une question de temps avant que ceux [parmi les Etats arabes] qui ont choisi

de participer à ce jeu dangereux en paient le prix très élevé. Les Irakiens, qui sont actuellement contraints de jouer selon les règles internationales [et de respecter la souveraineté des

pays voisins] en raison de la présence américaine et étrangère sur leur territoire, se sentiront libérés de cette obligation de fair-play quand les troupes alliées seront parties. Le retrait américain signifiera que les Irakiens pourront revenir aux bonnes vieilles règles moyen-orientales, qui font fort peu de cas de la souveraineté des nations ou de la règle de non-intervention dans leurs affaires intérieures. On sait bien que les "Afghans arabes", les moudjahidin rentrés dans leurs nations respectives après le retrait soviétique d'Afghanistan, y ont appliqué leurs cruelles méthodes, apprises dans les camps d'entraînement. On entendra alors des bombes exploser au Proche-Orient et au Maghreb, lancées contre un "ennemi intérieur" ayant remplacé l'ennemi extérieur. Ceux qui croient qu'il existe un terrorisme fréquentable et un autre inacceptable se trompent : le terrorisme n'a qu'une seule religion, celle qui consiste à dévorer ses propres enfants.

Salama Nimat

Un attentat suicide en Irak tue 32 enfants

Dans un Irak où la violence est quotidienne, l'attentat de mercredi montre que le terrorisme a franchi une nouvelle barrière. Ce jour-là, un kamikaze au volant d'une voiture piégée a tué 32 enfants et adolescents en faisant exploser sa charge à côté d'un véhicule militaire américain.

Il était environ 10h30, dans

le quartier chiite du sud-est de Bagdad Al-Jadida, lorsque les soldats américains sont intervenus dans le secteur. Ils sont venus bloquer les issues du quartier, après avoir été prévenus de la présence d'un kamikaze circulant à bord d'une voiture piégée, et ont demandé aux habitants de rester chez eux. Après une fouille des véhicules présents dans le secteur,

les soldats, rassurés, ont commencé à distribuer jouets et friandises aux enfants du quartier qui se sont massés autour d'eux, quand la voiture de kamikaze est arrivée par une rue latérale et a explosé. L'hôpital Al-Kindi de Bagdad a indiqué avoir reçu 24 corps d'enfants âgés de 6 à 13 ans, ainsi que celui d'un adolescent de 18 ans, alors que les dépouilles de sept enfants âgés de moins de 15 ans ont été transférées à l'établissement Ibn Nafis.

Selon l'armée américaine, un GI a été tué et trois ont été blessés dans l'attentat, ce qui porte à 1751 le nombre de GI tués en Irak depuis l'invasion de mars 2003, selon un bilan établi à partir de chiffres du Pentagone. Au moins 31 per-

sonnes ont également été blessées dans l'attaque, en majorité des enfants. Deux des enfants blessés, grièvement atteints, ont été évacués vers un hôpital militaire américain. Plusieurs pères de victimes ont dénoncé le fait qu'une fois de plus des innocents tombent

sous le coup des attaques de la guérilla, qualifiant de « criminels » leurs auteurs.

« Pourquoi visent-ils des civils, des Irakiens, nos enfants ? Ils ont juste détruit une vie américaine, mais ils ont tué des dizaines d'enfants », demandait Hassan Mohammed, qui a perdu son fils Alaa, âgé de 13 ans. « Ceux qui ont fait cela, ne sont pas des résistants mais des criminels », lançait Hussein Radi, dont le fils de 11 ans a

DU 13 AU 20 JUILLET 2005



la Croix
Vendredi 15 juillet 2005

également péri.

La Maison-Blanche a fermement condamné l'attentat et a appelé à mettre en échec ceux qui prônent une «*idéologie de*

«Pourquoi visent-ils des civils, des Irakiens, nos enfants? Ils ont juste détruit une vie américaine, mais ils ont tué des dizaines d'enfants.»

haine». Et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a exprimé sa «*répulsion*» devant ce massacre.

Hier, d'autres attentats ont encore se-

coué la capitale irakienne. Un civil a été tué et au moins six autres personnes ont été blessées par un double attentat suicide en plein centre, en bordure de la zone verte qui abrite les principaux centres administratifs et qui est hautement surveillée. Un kamikaze a fait exploser sa voiture piégée à l'entrée de cette zone verte, puis, quelques secondes plus tard, un deuxième kamikaze se déplaçant à pied a fait détoner sa charge une centaine de mètres plus loin, devant un poste de police.

Un troisième kamikaze po-

tentiel a été blessé à la tête par la seconde déflagration. L'homme, qui portait une ceinture d'explosifs, n'a pu déclencher sa bombe. Il a été découvert au moment où la police évacuait les blessés. Dans une autre attaque hier, à Bagdad, deux policiers ont été tués dans une embuscade et dans la région de Kirkouk, au nord, trois policiers et un soldat irakiens ont aussi été tués.

À Nadjaf, le fils du chef du Conseil suprême de la révolution islamique d'Irak (chiite), Ammar Al Hakim, s'est dé-

claré hostile, hier, à des négociations avec la guérilla. «*Nous voulons dire aux responsables, qui déclarent vouloir négocier avec des groupes armés n'ayant pas de sang sur les mains: montrez-les-nous, car nous n'en connaissons aucun*», a-t-il déclaré lors d'une conférence. Au fil des violences le fossé se creuse, en Irak, entre les chiïtes et la guérilla dont l'épicentre se situe dans les régions sunnites.

ALAIN GUILLEMOLES

Spectaculaire rapprochement entre l'Irak et l'Iran

LE FIGARO SAMEDI 16 - DIMANCHE 17 JUILLET 2005

Le chef du gouvernement pro-américain au pouvoir à Bagdad, Ibrahim al-Jaafari, effectue à partir d'aujourd'hui une visite historique à Téhéran, après des décennies d'inimitié entre les deux pays du Golfe. L'Irak et l'Iran ont affiché leur volonté d'améliorer leurs liens depuis la chute en 2003 du dictateur Saddam Hussein, qui avait provoqué la guerre de huit ans (1980-88) qui a fait plusieurs centaines de milliers de morts entre les deux pays. Mais l'insurrection sunnite en Irak et la méfiance des États-Unis vis-à-vis de l'Iran ont retardé le rapprochement attendu. Le premier ministre irakien doit notamment signer un accord aux termes duquel l'Iran raffinera puis réexportera dans le pays du pétrole d'Irak.

Téhéran : Delphine Minoui

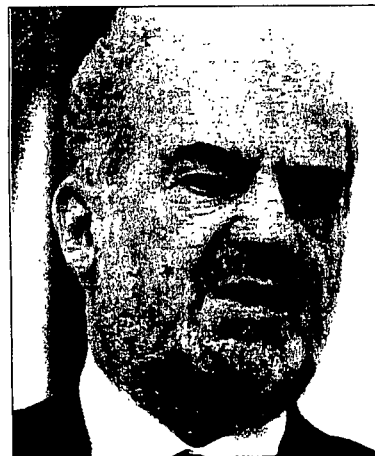
Après la délégation militaire, c'est au tour de la délégation politique. Le premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, est attendu samedi à Téhéran, un peu plus d'une semaine après une visite de trois jours du nouveau ministre irakien de la Défense, Saadoun al-Douleymi, dans la capitale iranienne. Le chef du gouvernement est accompagné d'une importante délégation dans le but de pro-

mouvoir la coopération bilatérale dans différents domaines.

Plus de deux ans après la chute de Saddam Hussein, l'heure est au réchauffement entre les deux pays, majoritairement chiïtes, qui se sont livrés une guerre désastreuse de huit ans (1980-1988). Pendant plus de vingt ans, l'Iran hébergeait plusieurs groupes d'opposition au régime de Saddam Hussein. Pendant l'été 2003, la République islamique d'Iran avait été un des premiers pays à saluer la formation d'un Conseil de gouvernement intérimaire, créé après la fin des opérations militaires américaines. Un an plus tard, en juillet 2004, le ministre irakien de la Défense du gouvernement provisoire, Hazem Chaalane, avait jeté un froid en accusant l'Iran de de-

meurer «*le premier ennemi de l'Irak*», de «*s'ingérer afin de tuer la démocratie*» et de «*soutenir le terrorisme et faire venir des ennemis en Irak*». En septembre 2004, les deux pays reprirent finalement leurs relations diplomatiques. Et en mai dernier, Kamal Kharazi, le ministre iranien des Affaires étrangères, effectua une visite historique à Bagdad.

«*Je suis venu à Téhéran pour fermer une page douloureuse et pour en ouvrir une nouvelle*», a précisé Saadoun al-Douleymi lors de sa visite en Irak. «*Je suis venu pour demander pardon aux Iraniens*



«*Je suis venu à Téhéran pour fermer une page douloureuse et pour en ouvrir une nouvelle*», a déclaré Ibrahim al Jaafari, le premier ministre irakien. (Photo M. Messara/AP.)

pour ce que Saddam Hussein leur a fait subir», a-t-il ajouté. De son côté, son homologue iranien, Ali Chamkhani, s'est dit «*optimiste sur le fait qu'un nouveau chapitre dans les relations Iran-Irak sera ouvert sur une base de coopération étroite*». Les deux hommes ont même évoqué une future coopération militaire, incluant la lutte contre le terrorisme, le nettoyage des champs de mines et la recherche des soldats disparus de la guerre Iran-Irak. La contribution de Téhéran à la formation des forces armées irakiennes a même été évoquée. Mais, pour l'heure, ce projet a été démenti, depuis Bagdad, par Bayan Jabr, le ministre irakien de l'Intérieur.

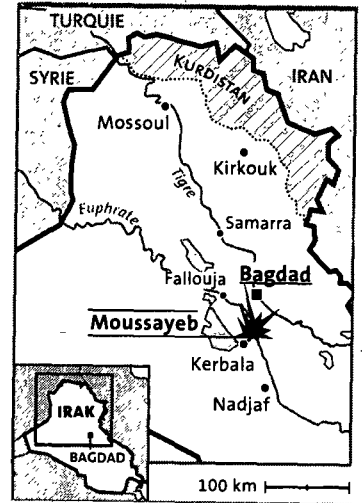
La question, plus sensible, des remboursements des dommages de guerre, que continue à réclamer Téhéran, est néanmoins restée en suspens. A propos des moudjahidins du peuple, le groupe armé d'oppo-

sition à l'Iran, basé en Irak, Saadoun al-Douleymi a précisé «*qu'ils peuvent rester en Irak s'ils s'en tiennent à rester des réfugiés politiques*», en ajoutant : «*Ils n'auront plus leur place s'ils agissent contre l'Iran*». Quand au sujet du pèlerinage des Iraniens sur les lieux saints chiïtes irakiens de Nadjaf et de Kerbala, il devrait être à l'ordre du jour de la visite d'al-Jaafari. Très surveillé sous Saddam Hussein, le tourisme religieux avait repris après la chute de Bagdad, pour ensuite être suspendu à cause des attentats.

Le Monde

19 JUILLET 2005

L'Irak sous la menace d'une guerre civile



UNE MINUTE de silence sera observée, mercredi 20 juillet, à midi, dans tout l'Irak à la mémoire des victimes de Moussayeb - l'attentat qui, en faisant exploser un camion citerne de gaz, a causé la mort de 71 personnes samedi - et des 32 enfants et adolescents tués, mercredi 13 à Bagdad, par une voiture piégée, alors que les Américains leur distribuaient des friandises et des jouets. C'est ce qu'ont décidé, à l'unanimité, dimanche 17 juillet, les membres de l'Assemblée transitoire. Cet appel a été lancé à « tous les Irakiens, de toutes les confessions, de toutes les ethnies, dans toutes les localités du pays. Toute la circulation et tous les travaux doivent cesser », a déclaré, le président du Parlement, Hajem Al-Hassani.

Les députés chiites qui contrôlent l'Assemblée depuis les élections du 30 janvier avaient réclamé trois minutes de silence à l'heure de la prière chiite de la mi-journée (13 heures locales) faisant remarquer que la quasi-totalité des victimes étaient de confession chiite. Mais le président du Parlement, un sunnite, a proposé que la minute de recueillement ait lieu à midi (l'heure de la prière sunnite) en soulignant que l'appel s'adressait à tous les musulmans ainsi qu'aux

autres confessions non musulmanes. Finalement, les chiites ont accepté l'heure de midi dans un souci d'unité.

Toutefois plusieurs députés chiites ont fait part de leur crainte de voir le pays plonger dans la guerre civile. Les attentats de cette dernière

que la guerre civile approche à grands pas », a affirmé, Cheikh Jalal Al-Saghir, député chiite. « Je demande solennellement aux organisations sunnites d'être dans la même tranchée que nous car, celui qui se tait est complice d'un crime et nous ne pouvons pas nous contenter

Un premier procès pour Saddam Hussein

Le juge d'instruction Raëd Jouhi du Tribunal spécial irakien (TSI) a affirmé, dimanche 17 juillet, que l'instruction du massacre de 143 chiites à Doujail, en 1982, était achevée et que Saddam Hussein avait été inculpé en connexion avec ces événements. La date de son procès devrait être annoncée « dans les prochains jours », a-t-il ajouté, indiquant que d'autres hauts dignitaires de l'ancien régime avaient également été inculpés en relation avec ce massacre. Il s'agit notamment du demi-frère de l'ancien dictateur, Barzan Ibrahim Hassan, de l'ancien vice-président Taha Yassine Ramadan, et de l'ancien juge Awad Badar Al-Bender. Saddam Hussein est accusé d'avoir ordonné le meurtre de chiites de la localité de Doujail après un attentat raté contre le cortège du raïs dans ce village situé au nord de Bagdad. D'autres crimes que Saddam Hussein est accusé d'avoir commis font encore l'objet d'une enquête judiciaire. « Heureusement, dans les prochaines semaines, nous devrions terminer l'instruction des autres dossiers », a précisé le juge. Les dates des procès devraient être décidées par un panel de cinq personnes du TSI. - (AFP.)

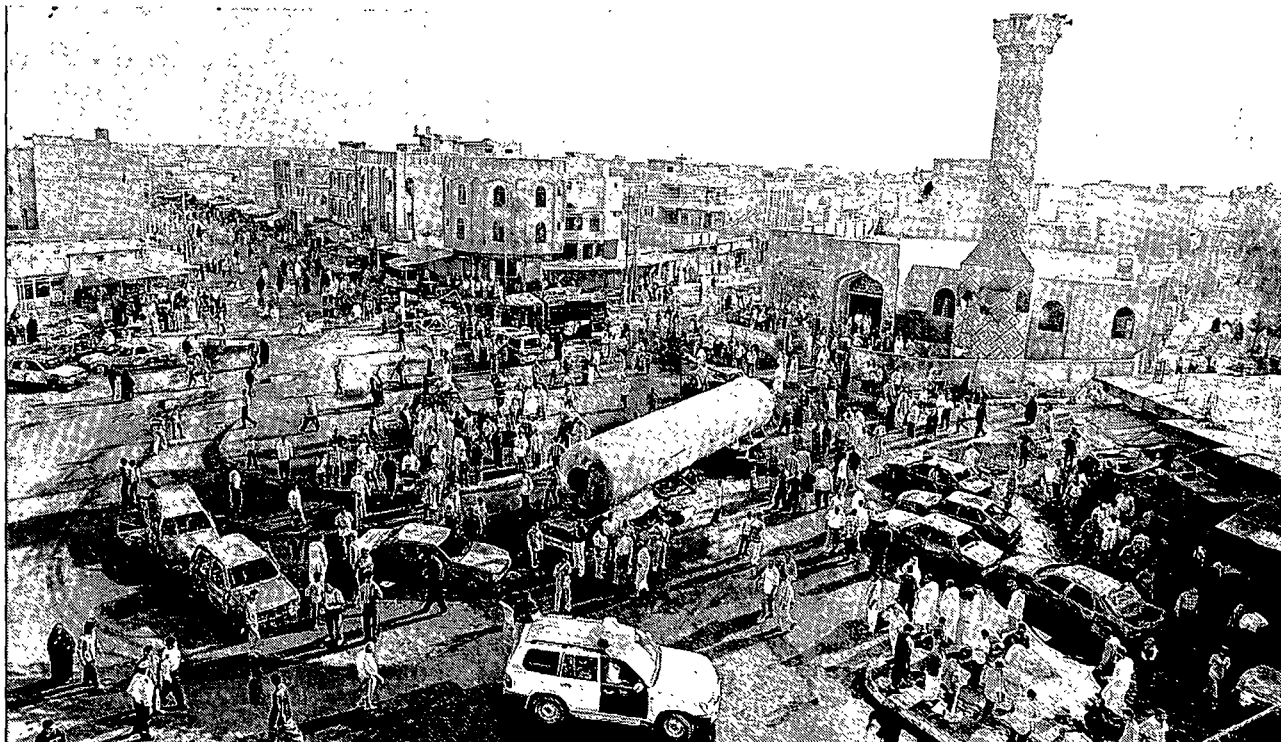
se semaine sont manifestement une tentative de dresser l'une contre l'autre les deux plus importantes communautés du pays. « Si les sunnites et le Parti islamique [principal parti sunnite] ne font rien et refusent de faire front avec les chiites, je pense avec amertume

de simples communiqués de dénominations. Cela ne guérit pas nos blessures ». Selon un autre député chiite, Khodair Al-Khouzai, « nous savons très bien que des pays arabes sont impliqués dans ces attentats et il faut rompre les relations avec eux car si une guerre civile éclate, nous

seront tous des victimes ». Le président du Parlement, sunnite, a alors demandé aux députés chiites de cesser ce langage « qui ne fait que créer des problèmes. Ces attaques ne visent pas seulement les chiites mais également les sunnites comme à Mossoul ou Erbil ».

LES TENSIONS S'EXACERBENT

Ces débats illustrent les inquiétudes des élus face aux « dissensions confessionnelles » qui menacent le pays. Dimanche 10 juillet, une famille chiite, la mère, ses trois filles et ses cinq garçons ont été tués en plein sommeil. Le même jour, neuf maçons sunnites, détenus par les commandos du ministère de l'intérieur en raison de leur lien présumé avec la guérilla, sont morts asphyxiés après avoir été détenus plus de quatorze heures dans un fourgon cellulaire sur-



Le kamikaze a ouvert la vanne de gaz de son camion-citerne et s'est fait exploser à une heure de grande affluence. En quelques minutes, le feu a ravagé la place de Moussayeb, sa mosquée et les échoppes alentour. (Photo Ahmad al-Rubaye/AFP.)

chauffé. Mercredi 13, les corps de onze sunnites dont un imam ont été retrouvés avec une balle dans la tête. Ils avaient auparavant été torturés par des membres chiïtes des forces de sécurité.

Enfin, samedi 16, l'attentat de Moussayeb, située à 60 km au sud de Bagdad, au cours duquel outre les 71 morts, 156 personnes ont été blessées a constitué une nouvelle étape du processus de détérioration intercommunautaire. Le chauffeur du camion-citerne transportant du gaz a demandé au barrage de la police de le laisser passer

pour pouvoir faire demi-tour. Arrivé sur place, il s'est arrêté, a ouvert la vanne de gaz de son camion et s'est fait exploser. Une boule de feu a ravagé la place causant un carnage parmi les passants et détruisant tous les magasins. Le camion venait de Jourf Al-Sakkar, village sunnite, séparé de Moussayeb par un pont. Pour les habitants chiïtes de Moussayeb, les policiers qui ont

laissé passer le camion-citerne sont des complices des wahhabites qui vivent à Jourf Al-Sakkar.

Ces tragédies renforcent l'antagonisme entre sunnites et chiïtes

et que ne cessent d'attiser soit les groupes radicaux islamistes, soit les nostalgiques de Saddam Hussein, ou encore les anciens dirigeants sunnites qui n'admettent pas la perte de pouvoir après trente-cinq années passées aux affaires.

Les tensions semblent s'exacerber à l'approche du 15 août, date à laquelle la commission constitutionnelle doit remettre ses travaux à l'Assemblée, afin d'adopter le texte fondateur du « nouvel Irak » qui doit être soumis à un référendum d'ici au 15 octobre. Non seulement les sunnites sont en minorité

dans la commission parce qu'ils le sont dans le pays mais aussi parce qu'ils ont décidé de boycotter les élections du 30 janvier. En plus, ils sont opposés au modèle fédéral proposé tant par les chiïtes que par les Kurdes. S'y ajoutent d'autres divergences de vues concernant le rôle de la loi islamique et les craintes de la mise en place par certaines forces chiïtes d'un modèle à l'iranienne.

Michel Bôle-Richard

Le Monde 19 JUILLET 2005

En Turquie, un attentat dans la station touristique de Kusadasi fait 5 morts

La police suit la « piste kurde »

ISTANBUL

correspondance

Le troisième attentat de la saison qui a visé, samedi 16 juillet, des lieux touristiques turcs de la mer Egée, faisant cinq morts et dix-huit blessés à Kusadasi, n'a guère eu droit, dimanche, qu'à des entre-filets dans la presse turque. Le journal anglophone *Turkish Daily News* l'a même ignoré totalement. Quant au quotidien à grand tirage *Milliyet*, il a justifié cette politique du silence, visant à laisser « les terroristes jouer devant des salles vides ».

En revanche, l'écho de l'attentat a été très vif à l'étranger. Sur les dix-huit victimes du colis piégé qui a déchiété un minibus, samedi à Kusadasi, deux des cinq morts, ainsi que cinq blessés, sont, en effet, des ressortissants du Royaume Uni. Aussi certains craignent-ils, en Turquie, qu'il ne faille craindre des répercussions économiques sur le tourisme, une des principales sources de revenus du pays.

« PARAVENT DU PKK »

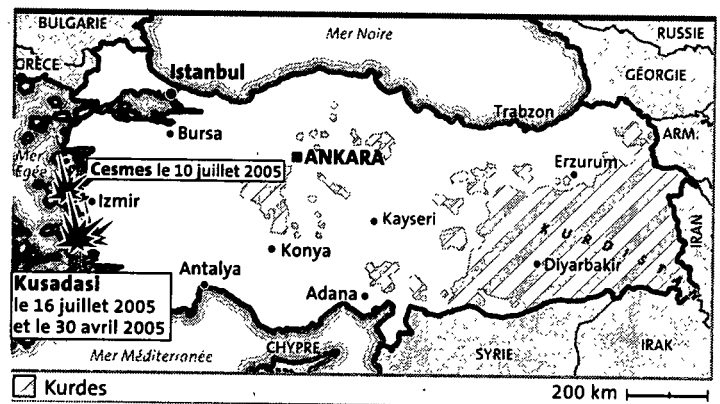
Un policier turc avait déjà été tué et quatre autres blessés en avril à Kusadasi, puis vingt personnes avaient été blessées, dont deux étrangers, le 10 juillet à Cesme. Ces deux attentats avaient été revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe qui avait menacé - sur le site mhanews.com, proche du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan - de poursuivre leurs attaques contre des cibles touristiques. Dimanche, un haut responsable de Kusadasi a déclaré à l'agen-

ce France-Presse que personne n'avait encore revendiqué ce troisième attentat, même si le quotidien *Hürriyet* évoquait une possible revendication, à nouveau, du TAK. « Nous soupçonnons le PKK », a précisé ce haut responsable turc.

Le PKK, considéré comme un groupe terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis, a démenti le jour même toute implication dans l'attentat de samedi. Sur le site mhanews.com, le PKK a précisé que ses « Forces de défense populaires n'ont aucun lien avec le TAK ». Que le TAK soit autonome est une hypothèse que n'écartent pas les analystes qui observent les déchirements qui se sont produits à l'intérieur du PKK depuis l'arrestation, en 1999, de son chef charismatique Abdullah Öcalan.

Les autorités turques se disent toutefois convaincues que le TAK n'est qu'un des nombreux paravents du PKK, celui qui lui permet d'attaquer des cibles touristiques. Les « Faucons » du TAK s'étaient fait connaître pour la première fois en août 2004 - deux mois après la fin de la trêve unilatérale proclamée par « Apo » Öcalan dès son arrestation - en revendiquant deux attaques contre des hôtels à Istanbul.

Depuis l'été 2004, des affrontements opposent à nouveau l'armée turque aux insurgés du PKK, qui quittent leurs refuges du nord de l'Irak pour s'infiltrer dans les montagnes du sud-est de la Turquie. Devenus plus intenses ces derniers mois, ces affrontements ont fait plus de 100 morts des deux



côtés.

Les médias turcs en font régulièrement état, et la « piste kurde » pour les derniers attentats est

Menaces sur un tourisme en plein essor

Avec 8,6 millions d'entrées de touristes étrangers sur les six premiers mois de 2005, la Turquie a enregistré une augmentation de 27,2 % du nombre de visiteurs par rapport à la même période de l'an dernier. C'est cette vigoureuse croissance, après une série de problèmes, ces cinq dernières années (séismes, 11-Septembre, guerre en Irak), qui risque d'être affectée par le nouvel attentat, samedi 16 juillet, à Kusadasi.

Il est prévu que le tourisme rapporte 13 milliards de dollars en 2005 (15 milliards d'euros), contre 15,9 milliards de dollars (13,2 milliards d'euros) en 2004, soit 5,5 % du produit national brut. - (Corresp.)

généralement admise. Les partis d'extrême gauche ou les islamistes responsables des attaques de novembre 2003 à Istanbul qui firent 60 morts semblent hors de cause.

Pour autant, aucun mouvement nationaliste « antikurde » ne s'est manifesté, dimanche, dans la

population turque. Les médias, quasi silencieux, n'ont pas cherché à attiser les tensions, comme ce fut, semble-t-il, le cas au printemps, à la suite de la profanation d'un drapeau turc par des Kurdes. Interrogé au téléphone, Halil, un

jeune employé qui vit du tourisme à Kusadasi, a assuré que nul ne s'en prend aux nombreux Kurdes de la région. « Nous ne sommes même pas sûrs que le PKK soit responsable, les coupables sont peut-être des gens jaloux de notre grand essor touristique », conclut-il. Lundi, à Kusadasi, une marche de protestation « contre le terrorisme » devait réunir hôteliers, restaurateurs, chauffeurs et autres victimes financières potentielles de l'attentat.

Sophie Shihab

Iran: deux morts lors de troubles dans une ville historique kurde



TEHERAN, 18 juil (AFP) - 14h26 - Un habitant et un militaire ont été tués ces derniers jours lors d'affrontements dans la ville historique à majorité kurde de Mahabad, dans le nord-est de l'Iran, a déclaré lundi le préfet de la ville, Seyed Marouf Samadi, cité par l'agence estudiantine Isna.

"Selon le rapport de la police, un certain Seyed Kamal Astom, surnommé Shovaneh, qui était poursuivi par la justice, a été tué par balles par la police au cours de son arrestation il y a quelques jours", a déclaré M. Samadi.

Le préfet n'a pas expliqué pourquoi le jeune homme était recherché par la justice.

"Après autopsie, son corps a été remis à sa famille. Des photos de la dépouille, prises lors de son enterrement, ont été publiées sur internet, ce qui a provoqué la colère des habitants, qui ont protesté violemment à travers la ville", a-t-il dit.

Il a démenti que "Shovaneh" ait été torturé par la police.

"Lors de ces troubles, un caporal a été tué à coups de couteau et les vitres de plusieurs bâtiments officiels ont été brisées (...) Le calme est revenu hier (dimanche)", a-t-il ajouté.

Mahabad, aujourd'hui dans la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental, a vu en 1946 la proclamation de la seule république kurde jamais constituée, mais celle-ci a été soumise par les armes la même année.



Irak: les Kurdes restent inflexibles sur Kirkouk



SALAHEDDINE (Irak), 18 juil (AFP) - 16h23 - Les deux chefs kurdes irakiens ont réaffirmé l'appartenance de Kirkouk à leur ethnie en soulignant toutefois vouloir faire de cette ville pétrolière un "modèle de coexistence" entre les communautés.

Recevant dimanche dans son fief de Salaheddine (380 km au nord de Bagdad) les représentants de la liste kurde qui a emporté fin janvier les élections au conseil provincial de Kirkouk, Massoud Barzani a souligné que cette ville fait "partie géographiquement et historiquement du Kurdistan irakien".

"Reconnaître cette vérité, ne veut pas dire que Kirkouk est seulement pour les Kurdes, elle est aussi pour les Arabes, les chrétiens et les Turcomans. Nous voulons transformer cette ville en modèle de coexistence entre les communautés, mais nous ne pouvons accepter la situation actuelle", a ajouté M. Barzani, président de la région autonome kurde du nord de l'Irak.

Dans le cadre de sa politique d'arabisation, Saddam Hussein avait chassé de Kirkouk, les Kurdes dans les années 80 pour y installer des chiïtes et des sunnites, changeant ainsi la représentation démographique de chaque communauté. Les Kurdes exigent de revenir à la situation antérieure et de pousser au retour sur leurs anciennes terres, moyennant compensation, ceux qui sont arrivés durant cette période.

"Il faut traiter l'affaire de Kirkouk de manière logique et la réalité est que les Kurdes sont majoritaires", a insisté M. Barzani. Le 30 janvier, aux élections du conseil provincial de Taamim (dont Kirkouk est la capitale), 26 kurdes, 9 turcomans et six arabes avaient été élus, car des Kurdes chassés par Saddam Hussein avaient pu y voter.

Par ailleurs, le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, a également souligné dimanche en recevant à Bagdad des notables de Kirkouk (250 km au nord de la capitale) que la question de cette ville "ne pouvait pas être résolue immédiatement (...) mais qu'il fallait appliquer l'article 58 de la Loi fondamentale".

Cette article de la Loi fondamentale transitoire, en vigueur jusqu'à l'adoption de la Constitution définitive prévue normalement à l'automne, stipule que le gouvernement doit "dans un laps de temps raisonnable" permettre aux habitants qui ont été chassés de revenir à Kirkouk ou d'obtenir une "juste compensation" et à ceux qui y ont été installés de retrouver une terre dans leur région d'origine.

"Il faut que les Kurdes et les Turcomans qui ont été chassés (par Saddam Hussein) puissent rentrer chez eux et les Arabes qui sont venus s'installer puissent retourner à leur place d'origine", a insisté M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Les Arabes "qui veulent rester dans la ville pourront y résider à condition qu'ils soient domiciliés sur leurs papiers d'identité dans leur ville d'origine", a-t-il encore dit.

Par cette mesure, les "nouveaux arrivés" (sous Saddam Hussein) ne pourront pas voter aux élections à Kirkouk, car les électeurs doivent présenter une carte d'identité.

Le PKK se dit prêt à affronter l'armée turque si elle entre en Irak



ANKARA, 20 juil 2005 (AFP) - 17h13 - Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont dits prêts mercredi à transformer le nord de l'Irak en un "bourbier" pour l'armée turque si elle y lançait une opération transfrontière pour éradiquer leurs camps, a rapporté une agence de presse pro-kurde.

"Nous voulons annoncer que nous sommes prêts pour une éventuelle attaque (...) et que nous allons la faire échouer et transformer (le nord de l'Irak) en un borbier pour les forces qui la mèneront", affirme la branche militaire du PKK dans un communiqué cité par l'agence MHA, basée en Allemagne.

Le communiqué fait suite à des avertissements répétés d'Ankara évoquant la possibilité d'effectuer des incursions militaires dans le nord irakien pour y poursuivre le PKK.

"Nous avons un certain degré de tolérance en ce moment, mais nous ne pouvons pas continuer comme cela beaucoup plus longtemps", a ainsi déclaré le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à des journalistes l'accompagnant dans une visite en Mongolie, selon l'édition de mercredi du quotidien Hurriyet.

"Nous devons mettre le problème du PKK derrière nous", a-t-il poursuivi.

M. Erdogan a estimé que le droit international autorisait la Turquie à effectuer des incursions dans le nord de l'Irak au nom de la légitime défense contre le PKK si les autorités irakiennes restaient inactives.

"La Turquie peut conduire un telle opération en accord avec le droit international", a-t-il expliqué, cité par le quotidien Milliyet.

"Sans aucun doute, la Turquie le fera après avoir consulté les autorités irakiennes", a-t-il ajouté. "Mais le moment peut arriver où elle le fera sans consultation. Pourquoi? parce que c'est un droit reconnu internationalement".

Le Premier ministre a précisé avoir fait part de ses inquiétudes à son homologue irakien Ibrahim al-Jaafari et au président américain George W. Bush lorsqu'il les a rencontrés, respectivement en mai et juin.

Il s'est également plaint de l'absence de réponse de Washington au soutien apporté par Ankara aux Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, notamment en Afghanistan et après les attaques du 11 septembre, selon Milliyet.

"Alors que la Turquie a été si ouverte (dans son soutien), les Etats-Unis n'ont pas encore pris les mesures les plus limitées contre les infiltrations du PKK en Turquie, hormis les efforts liés au renseignement", a estimé M. Erdogan.

Le numéro deux de l'armée turque, le général Ilker Basbug, a affirmé mardi que Washington avait ordonné l'arrestation des dirigeants du PKK se trouvant sur le territoire irakien.

L'armée turque a effectué plusieurs incursions en territoire irakien avant l'invasion de ce pays par une coalition menée par les Etats-Unis en 2003, avec l'accord tacite de Washington et le soutien de groupes kurdes locaux.

Quatre soldats turcs tués dans l'explosion d'une mine



DIYARBAKIR (Turquie), 19 juil 2005 (AFP) - 16h47 - Quatre soldats turcs ont été tués et quatre autres blessés mardi dans le sud-est de la Turquie lorsque leur véhicule a sauté sur une mine posée vraisemblablement par des rebelles kurdes, ont annoncé les autorités turques.

L'incident s'est produit alors que les soldats patrouillaient sur un chemin de campagne de la province de Hakkari, frontalière de l'Irak et de l'Iran, précise-t-on de même source.

Les violences dans le sud-est à majorité kurde ont repris en juin 2004 après une pause de cinq ans, lorsque le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), estimant qu'Ankara ne faisait pas assez pour accorder aux Kurdes les libertés qu'ils exigeaient, a mis un terme au cessez-le-feu qu'il observait unilatéralement.

Les attaques du PKK dans la région ont sensiblement augmenté depuis avril dernier faisant une centaine de morts des deux côtés au cours d'échanges de coups de feu, d'attentats à la bombe ou d'explosion de mines.

Les affrontements entre l'armée turque et les rebelles kurdes ont fait environ 37.000 morts, notamment de 1984 à 1999.

Le PKK est considéré par l'UE et les Etats-Unis comme une organisation terroriste.

Premier vol d'un avion kurde et ouverture de l'aéroport de Souleimaniyah (Irak)



ERBIL (Irak), 21 juil (AFP) - 19h43 - Le premier vol d'un avion d'une compagnie kurde a eu lieu jeudi entre Dubaï et l'aéroport d'Erbil dans le nord de l'Irak, alors que la veille un second aéroport a été inauguré au Kurdistan irakien, dans la ville de Souleimaniyah, a-t-on appris de source officielle.

L'unique appareil de la compagnie Kurdistan Airlines s'est posé vers 10H30 (06H30 GMT) avec 46 hommes d'affaires irakiens et kurdes qui venaient des Emirats arabes unis sur l'aéroport d'Erbil, inauguré le 15 avril.

"La compagnie a été créée récemment et appartient entièrement au gouvernement (autonome, nldr) kurde. Elle a obtenu l'aval de la direction de l'aviation civile, qui dépend du ministère irakien des Transports et ne possède pour le moment qu'un avion, un Boeing 737", a affirmé à l'AFP M. Rachad Omar, vice-ministre des Transports et Communications de la région autonome du Kurdistan irakien.

"Il s'agit d'une compagnie nationale irakienne, au même titre qu'Iraqi Airways et nous allons louer d'autres appareils pour assurer des liaisons avec l'Europe", a-t-il ajouter.

Jusqu'à présent, seules Iraqi Airlines et la compagnie libanaise Flying Carpet effectuaient des vol entre Bagdad et Erbil.

"C'est une journée historique, car c'est la première fois qu'un appareil effectue une liaison directe entre l'étranger et l'aéroport d'Erbil", a affirmé le ministre des Transports et Communications de la région autonome, Haïdar Faili.

Par ailleurs, mercredi, le président irakien et chef de l'Union patriotique du Kurdistan, (UPK) Jalal Talabani, a inauguré l'aéroport de Souleimiyah, qui se trouve à seulement 200 km d'Erbil.

Un avion d'Iraqi Airways provenant de Jordanie s'est posé sur cet aéroport, avec à son bord une délégation officielle, dont le ministre du Plan Barham Saleh.

La région autonome kurde possède désormais deux aéroports, en raison de la rivalité entre M. Talabani, dont le fief est à Souleimaniyah, et le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, dont la place forte est à Erbil.



National Council of Resistance of Iran

شورای ملی مقاومت ایران

Aveux choquants du mollah Rohani en charge des pourparlers nucléaires avec l'UE

- *Au cours des derniers 21 mois nous avons abouti à des résultats très brillants dans le domaine technique, légal, politique, publicitaire et de la sécurité nationale.*
- *Nous avons surmonté beaucoup de défauts. Nous n'avons pas suspendu Ispahan une seconde, nous l'avons mis en marche à l'échelle industrielle et nous avons produit quelques tonnes de UF6. Arak n'a jamais été suspendu et aujourd'hui le nombre de centrifugeuses prêtes à servir est considérable.*
- *La crise a commencé en août 2002 à la suite des activités de l'OMPI.*
- *Le cycle du combustible est la ligne rouge du régime, et cela en accord avec les dirigeants du régime et des experts.*
- *Le président de la commission des affaires étrangères du CNRI : Deux ans de négociations n'ont fait que rapprocher les mollahs de la bombe atomique. La troïka européenne immédiatement cesser les négociations et saisir le Conseil de sécurité.*

Au cours d'un entretien hier avec le journal Keyhan, connu pour être le porte-voix du guide suprême du régime, le mollah Hassan Rohani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale chargé des pourparlers nucléaires avec l'Union européenne a reconnu que le résultat le plus important de ces pourparlers avait été le temps gagné pour compléter les projets nucléaires du régime : "Depuis un an et neuf mois, la République islamique a abouti à des résultats très brillants dans le domaine technique, légal, politique, publicitaire et de la sécurité nationale." Il a ajouté que dans ces pourparlers, le régime des mollahs a pu arracher à la troïka européenne un maximum de gages de sécurité et imposer des restrictions à l'OMPI. Le représentant de l'unique pays parrain du terrorisme s'est vanté de ce « qu'il existe un exemple clair dans l'accord de Paris où l'Iran et l'Europe s'engagent à coopérer pour lutter contre le terrorisme. »

Rohani a affirmé que la « crise nucléaire a commencé en août 2002 lorsque l'OMPI a annoncé que l'Iran était en train de construire, dans trois sites secrets, une arme atomique. La République islamique a ensuite invité M. Al Baradei en Iran pour visiter des installations nucléaire iraniennes. »

Il a ajouté : « Au début des pourparlers, nous avons abouti à des succès élémentaires. Je veux dire qu'on faisait, à l'échelle de laboratoire, de l'enrichissement. A Arak nous étions en train de faire les premiers pas. A Ispahan nous n'avions produit ni UF4 ni HF6, or il n'existait même pas une chose qui s'appelait Ispahan. Les centrifugeuses que nous avons construites étaient très peu nombreuses. Aujourd'hui nous avons mis en marche Ispahan à l'échelon industriel et nous l'avons testé, d'ailleurs quelques tonnes de UF6 ont été produites. Le nombre de centrifugeuses construites et prêtes à servir est considérable. Il peut sembler que nous ayons accepté la suspension. La vérité c'est que nous avons réussi à surmonter beaucoup de nos défauts pendant ce temps. »

« Nous avons poursuivi nos activités de construction et de montage jusqu'à l'accord de Paris. Après juin, nous avons compensé pour le délai en doublant nos efforts. Nous n'avons pas suspendu Ispahan même pendant une seconde. Arak n'a jamais été suspendu. » Rohani a affirmé que le cycle du combustible constituait une "ligne rouge" infranchissable que le régime n'a jamais abandonné sous "n'importe quelle condition". La décision de fixer cette ligne rouge a été prise par les experts aussi bien que par les dirigeants du régime.

Tout en précisant qu'avant les négociations, le dossier était en passe d'être envoyé au Conseil de sécurité de l'ONU, il a dit que "nous avons reporté la saisine du Conseil de sécurité pour au moins deux ans", et "nous concentrons tous nos efforts sur d'autres activités lorsque une activité était suspendue. Le jour où Natanz a été suspendu, nous avons mis toutes nos capacités au service d'Ispahan. Maintenant qu'Ispahan est suspendu, nous nous concentrons sur d'autres défauts qui existent. Bien entendu, nous n'avons pas fait trop de publicité à ce sujet."

" Il y a eu tellement de changement au cours des 21 mois passés, a ajouté Rohani, que nous sommes arrivés, au cours d'une réunion privée, à nous entendre avec Monsieur Chirac. C'est vrai que l'accord n'a pas été appliqué à cause de l'opposition britannique et surtout celle des Américains. Ce sont les pressions américaines sur l'Europe qui ne nous permettent pas d'aboutir. Si ce n'était pas à cause de ces pressions, nous aurions eu des résultats avec les Européens beaucoup plus tôt."

Mohammad Mohadessine, président de la Commission des affaires étrangères du CNRI a déclaré à cet effet : "Les affirmations inadmissibles du mollah Rohani montrent avant tout que rien n'a été plus favorable au régime des mollahs pour se rapprocher de la bombe atomique que les pourparlers de ces deux dernières années avec la troïka européenne. En mettant à la présidence de la République à un terroriste du corps des pasdaran, Khameneï cherche à compléter le projet de la bombe atomique dont la responsabilité incombe toujours au corps des pasdaran. Après la venue au pouvoir d'Ahmadinedjad, toutes les capacités du pays seront mises au service de ce projet."

M. Mohadessine a ajouté qu'il était temps que la troïka européenne cesse immédiatement les négociations et saisisse le Conseil de sécurité sur ce dossier afin d'éviter que le plus dangereux des parrains du terrorisme international se dote d'armement nucléaire.

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne
Le 24 juillet 2005

Iran: deux attaques en zone kurde font six morts, selon les autorités locales



TEHERAN, 27 juil (AFP) - 15h44 - Six personnes ont été tuées mardi soir en zone kurde iranienne, dont quatre soldats dans une attaque imputée à un groupe lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rebelles de la Turquie voisine, ont indiqué les autorités mercredi à l'AFP.

"Quatre soldats ont été tués et cinq autres blessés hier soir dans une embuscade tendue près de Siah Kouh", sur la frontière avec l'Irak, près d'Ochnavieh, dans une région actuellement sous tension, a déclaré le vice-gouverneur de la province, Abbas Khorshidi.

"L'attaque a probablement été perpétrée par le Pejak, Parti pour une vie libre au Kurdistan iranien", a-t-il dit.

"Le Pejak est apparu depuis un an ou deux dans la partie nord des zones iraniennes à forte communauté kurde", a-t-il expliqué.

Le Pejak serait lié au PKK, qui a trouvé pour partie refuge dans la région kurde transfrontalière aux confins de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Jahanbakhsh Khanjani, a explicitement mis en cause le PKK: "Il s'agissait d'une embuscade des terroristes du PKK", a-t-il dit à l'AFP.

Au même moment, mardi vers 23H30 (19H00 GMT) à Ochnavieh, "des inconnus ont ouvert le feu sur plusieurs patrouilles", a rapporté Abbas Khorshidi. "L'une des balles a traversé une fenêtre et atteint une femme, qui a succombé ce matin tard à ses blessures", a-t-il dit.

Un membre des forces de l'ordre a été blessé et, mercredi matin, la dépouille d'un homme armé, vraisemblablement un assaillant touché dans les échanges de coups de feu, a été retrouvée abandonnée à l'extérieur de la ville, a-t-il dit.



le 20/07/2005

La Constitution, nouvelle cible des insurgés

Alors que le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, se félicitait encore des progrès enregistrés dans la rédaction de la nouvelle Constitution –qui doit théoriquement être soumise à référendum en octobre prochain–, trois membres sunnites du comité en charge de la préparation de cette loi fondamentale ont été assassinés.

Mejbel Cheikh Issa, Dhamen Hassan et Aziz Ibrahim venaient de quitter la «zone verte», ce secteur ultra-protégé de Bagdad où les soixante et onze membres du comité de rédaction de la Constitution avaient pris l'habitude de se réunir. Sunnites, violemment hostiles à la présence américaine en Irak, les trois hommes se croyaient protégés. Mais les insurgés sont aujourd'hui visiblement prêts à tout pour saborder le processus politique en cours, même à éliminer ceux qui tentent de défendre les intérêts de leur propre communauté. Les trois rédacteurs circulaient à bord d'une voiture quand le véhicule qui les précédait a réduit son allure, les forçant à ralentir. Une autre voiture, dans laquelle se trouvaient quatre hommes armés d'une mitraillette, s'est alors mise à leur niveau. «Ils ont tiré près de 200 balles. Ça a duré peut-être cinq minutes», a raconté un témoin de la scène. Deux des membres du comité de rédaction sont morts sur le coup, le troisième à son arrivée à l'hôpital.

L'assassinat des trois hommes a été unanimement condamné. La Maison Blanche y a vu une nouvelle tentative de faire «dérailer la transition vers un Irak démocratique et libre», le président du parlement irakien une volonté de «répandre les divisions religieuses». Les insurgés ont, dans tous les cas, marqué un point. Plusieurs délégués sunnites, membres du comité de rédaction de la Constitution, ont en effet décidé après ces assassinats de suspendre leur participation à cette instance, portant un coup dur aux progrès réalisés ces dernières semaines sur le plan politique. Les sunnites, qui avaient boycotté en masse les élections de janvier, avaient en effet accepté le mois dernier de participer à la rédaction de la loi fondamentale. Quinze de leurs représentants avaient ainsi rejoint le comité chargé de mettre en place cette Constitution, faisant de cette instance le premier organisme politique de dimension nationale à englober une représentation sunnite depuis l'entrée en fonction, en avril du nouveau gouvernement à dominante chiite et kurde. Et récemment plusieurs centaines de personnalités sunnites de premier rang, parmi lesquels des salafistes, avaient appelé leur communauté à participer massivement aux élections générales prévues en décembre prochain.

Mounia Daoudi

L'Humanité

27 juillet 2005

RIPOSTES

Le « nouvel Irak » ferme ses portes aux juifs

De l'équipe chargée d'écrire la nouvelle constitution irakienne, on n'attendait certes pas de miracles, tant les tensions entre communautés fragilisent l'équilibre politique et sécuritaire du pays. Mais de là à ce que les « sages » irakiens jouent la carte de l'antisémitisme pour ressouder les rangs entre factions, il y a un pas important, qui vient malheureusement d'être franchi. D'après un des membres de la commission constituante, la majorité des délégués a décidé de rendre la nationalité irakienne aux exilés seulement s'ils ont quitté le pays après 1963. Cette date correspond officiellement au premier coup d'État commis par le parti Baas, soutien du régime de Saddam. Mais elle permet surtout d'exclure les dizaines de milliers de citoyens de confession juive qui, victimes de persécutions, ont fui le pays dans la foulée de la création d'Israël. On estime que la communauté juive a fondu de 134 000 en 1948 à 11 000 en 1952. Alors qu'il aurait été parfaitement possible de ne pas fixer de date limite et de rendre leur nationalité à tous les exilés, quelles que soient leur confession et la cause de leur départ, le « nouvel Irak » semble donc reprendre à son compte ce que les régimes nationalistes arabes, dont est issu Saddam Hussein, ont fait de pire : la discrimination sur critère religieux et la répression systématique des juifs dans un antisémitisme d'État. Il reste juste à espérer que le Parlement, qui aura le dernier mot sur cette constitution, supprime cette disposition.

Paul Falzon

The Economist July 23rd 2005

Iraq

Worse—and maybe better

BAGHDAD

Despite a recent spate of horrors, the picture is mixed

A RECENT spate of particularly lethal suicide bombs—on July 16th one blew up a petrol tanker near a mosque in the mainly Shia town of Musayib, south of Baghdad, killing at least 90 civilians—makes things look even worse than they are. Not that they are rosy. But there is no sign yet of an impending “tipping point”—either in favour of the insurgents, who seek a return to Sunni Arab dominance through a sectarian war leading to the ignominious departure of the American-led forces, or in favour of the western allies, who want to split the insurgency, beef up the new Iraqi army and police so that they can take over the main burden of security, hold another set of elections under a new federal constitution, and then beat a dignified retreat within the next few years or so.

In fact, the rate of killing in the past year has been going up and down (see our charts). For sure, the overall trend, year on year, is up. But so far this year it has levelled off. The violence ebbs and flows. The week before the recent spate of car bombs was the quietest since the new government took office at the end of April. Spikes of violence tend to occur during set-piece events—for instance, the retaking of the rebel stronghold of Fallujah last November, the general election at the end of January, and the installation of a new government in late April. Then the killing rate has tended to come down again.

As parliament’s constitutional committee gets close to agreeing to a new constitution and then puts it to a referendum—all being well—in October, a new spike of violence may be expected. In order not to let the insurgents gain momentum, the committee is said to be determined to meet its mid-August deadline, though the tempo-

rary constitution allows for a six-month extension. It may even produce a document ahead of time, early next month.

Most strikingly, the death rate for Iraqi civilians has gone up more steadily. Iraq Body Count, a diligent American-British monitoring group that was against the war to oust Saddam Hussein, said this week that nearly 25,000 civilians had been killed in the two years since the invasion by American forces. They, it reckons, caused 37% of those deaths, a third of them in the three weeks of the actual invasion, when bombs and missiles rained down on Baghdad. Since then, the insurgents, “unknown agents” and (most culpable of all) criminal gangs have been responsible for most of Iraqis’ violent deaths.

Though foreign Islamists, such as Abu Musab al-Zarqawi, a Jordanian who proclaims a link with al-Qaeda, catch the headlines and perpetrate many (maybe most) of the grisliest acts of violence, such as beheadings and suicide-bombings, most analysts put their number at 5-10% of the insurgents, who, according to the American army, add up to about 15,000 to 20,000 fighters. It is unclear whether more Iraqis are becoming suicide-bombers.

In any event, the country’s revamped security forces have been especially hard hit in the past year, partly because their number has risen dramatically, from around 30,000 in July 2004 to some 152,000 by March this year. Recruiting centres and queues have been favourite targets. But the death rate for the American forces and their allies has actually gone down sharply since the peaks of November, when 125 Americans died in action. In March, 23 were killed by insurgents; in June the tally was 70; if this month’s cur-

rent rate is constant, it will be around 30.

But a further, more ominous, feature of the fighting is that it is taking on a more sectarian hue. More recently, Shia gatherings—weddings, funerals and crowds milling around outside mosques—have become particularly vulnerable. In response, the killing of prominent Sunni civilians, such as their clergy, has increased. Many Shias and Sunnis living in districts where they are a minority have moved out. Some people in Baghdad say a low-level civil war has already begun.

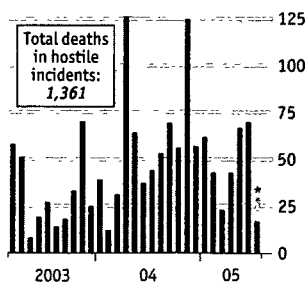
Some Shia members of parliament, casting doubt on the effectiveness and loyalty of police and army units, have been demanding a wider call-up of neighbourhood militias. Most peace-minded Sunni Arab politicians, for their part, fiercely oppose such an idea. They also say, gloomily, that Iran is meddling more than before, egging on the government’s two main Shia parties, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) and the Dawa (“Call”) party, to let their militias off the leash. In particular, they accuse SCIRI’s militias, the Badr Brigades, of sectarian murders and of torturing Sunni detainees.

But the political mood may be improving, despite a hiccup this week due to the murder of two peace-minded Sunni Arabs: Mijbal Issa was one of 15 co-opted on to the 55-strong drafting committee; the other was one of ten Sunni Arab observers on it. Friends of both men blamed Shia militiamen, not Sunni rejectionists, for their deaths. Their Sunni Arab committee colleagues said that, in protest, they were temporarily withdrawing.

The drafters, in any case, have been beaver away. The shape of Iraq’s federal structure is still at issue. So is the degree of Islam’s influence over the law. Women’s groups have expressed worry about some clauses leaked from the emerging draft. And several of the thorniest questions, such as where the disputed province of Kirkuk fits into the federation and how to disburse the country’s oil revenue, may be addressed in generalities and, in effect, set aside. “Everything can be deferred until judgment day if we get consen- ▶▶

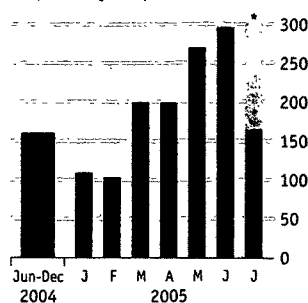
Who’s doing the dying?

American fatalities in hostile incidents since March 19th 2003

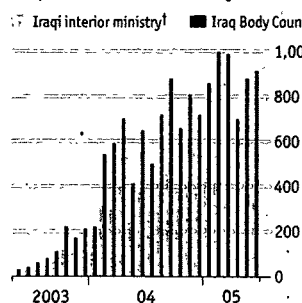


Source: Brookings Institution’s Iraq Index

Iraqi military and police killed

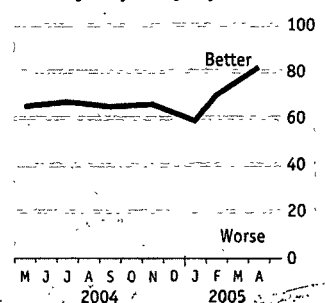


Iraqi civilians killed since May 1st 2003



*Projected from data to July 17th

How will your life be a year from now?†



†Estimated opinion poll of Iraqis, International Republican Institute

► sus on a draft," says Adnan al-Janabi, another Sunni Arab on the committee.

More hopefully, out of Iraq's 18 provinces, only the four including Baghdad and surrounding it are relentlessly bloody. No less hopefully, the leaders of the newly dominant Shias, who comprise some 60% of Iraqis to the Kurds and Sunni Arabs at about 20% apiece, have so far refused to be drawn by the overwhelmingly Sunni Arab

insurgents into a sectarian tit-for-tat that could presage an all-out civil war. In particular, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most influential Shia cleric, has restrained the angriest of the Shia militias. And even in the bloodiest provinces the mayhem is at least not worsening. "It's no more pear-shaped than it was six months ago," says a hardened foreign observer in Baghdad. "Maybe slightly less so." ■

Fidan, a prominent Kurdish politician and fierce critic of Mr Ocalan's, has reinforced its image as a PKK stooge. Perhaps Dehap leaders were trying to avoid Mr Fidan's fate—police say he was killed by the PKK.

This is not to say that Ankara is blameless. Since coming to power almost three years ago, Mr Erdogan's government has, partly at the EU's behest, relaxed curbs on human rights, but it has not found a comprehensive answer to the Kurdish question. High unemployment in the south-east has led to a sharp rise in juvenile crime and prostitution. Mr Erdogan needs a formula to coax as many as 5,000 rebels out of their mountain strongholds. Previous amnesties, offered only to those willing to rat on their comrades, have failed.

Instead, Mr Erdogan is sounding increasingly bellicose. Last week he said that Turkey would send its troops into northern Iraq in pursuit of PKK terrorists, if need be. His threats (termed a last resort by General Basbug) prompted a stern response from the Iraqis and their American mentors. "Not a good idea," commented Dan Fried, the American assistant secretary of state for Europe.

Yet the Americans have not explained why they have done so little to dislodge the rebels from Iraq. The official line is that defeating the PKK would take some 10,000 troops, which the Americans can ill afford when they are fighting the Sunni insurgency. The Turks counter that the Americans could at least track and capture a couple of PKK leaders, if only to show willing. But Pentagon officials, still smarting from Turkey's refusal in March 2003 to allow American troops to invade Iraq from its territory, are in no mood to oblige.

Turkey must resolve its Kurdish problems alone. And if decades of bloodshed have proved anything, it is that a purely military solution is no solution at all. ■

Turkey and the Kurds

Days of terror

ANKARA, BATMAN AND KUSADASI

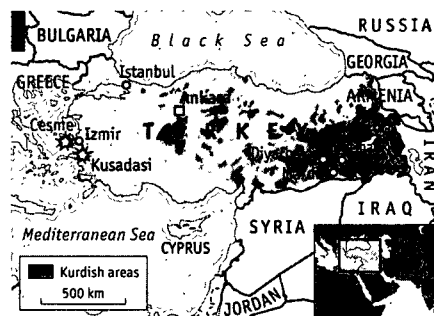
Violent Kurdish terrorism returns to Turkey, with little solution in sight

IS IT a return to the bad old days? The question preys on the minds of Turks and Kurds alike, as violence escalates between Kurdish PKK rebels and the army in Turkey's predominantly Kurdish south-eastern provinces. On July 18th four Turkish soldiers were killed when the PKK detonated a bomb in Hakkari, right next to Iraq. They were the latest victims in a series of attacks that have claimed nearly 150 lives, including 37 civilians, since the PKK ended its truce on June 1st last year.

Turkey's deputy chief of the general staff, Ilker Basbug, promised this week that the violence was containable. The PKK no longer enjoys widespread support among Kurdish villagers, over a million of whom were forcibly evicted by the army during its scorched-earth campaign against the terrorists in the 1990s. Iran and Syria have stopped arming and hosting the PKK, in hopes of wooing Turkey. But the PKK has spread itself further into northern Iraq.

It also seems to have started hitting coastal resorts again, in hopes of wrecking Turkey's booming tourism industry. On July 16th five people, including an Irish woman and a Briton, were killed in the Aegean resort of Kusadasi by a parcel bomb on a minibus. PKK leaders denied involvement, but British and Turkish investigators say that the attack bore all the hallmarks of a newly formed urban terrorist group, known as the Kurdistan Liberation Hawks.

Why has the PKK resumed its fighting, after renouncing violence in 1999 under orders from its imprisoned leader, Abdullah Ocalan? The peace enabled the government of Recep Tayyip Erdogan to grant Turkey's 14m-odd Kurds unprecedented freedom. In the streets of Diyarbakir, Kurdish activists gather signatures supporting federalism, an act that would once have landed them in jail. The previously outlawed Kurdish language is being taught in private courses. Indeed, it is the dearth of pupils, not official harassment, that wor-



ries schools. "The same Kurdish nationalists, who encouraged our youths to lay down their lives so we could speak Kurdish, prefer to send their kids to ballet and English classes," fumed the director of a Kurdish-language school in Batman that went bust this week.

The PKK's main motive for its renewed terror campaign is no longer to secure rights for the Kurds but to bully the government into offering an amnesty not only to PKK fighters but also to their leaders. Mr Erdogan has vowed not to bow to this demand. Even so, his pledge has not stanchied mounting public fury against the Kurds. This week a group of vigilantes beat up lawyers and relatives of a 12-year-old Kurdish boy and his father, shot dead last November by security forces in Mardin. One official implicated in those killings was promoted soon afterwards. A mysterious group has been stencilling "the world should be Turkish" in bold red letters on walls in Ankara and Izmir. Some fret that enmity between ordinary Turks and Kurds, averted even during the worst days of PKK terrorism, could now take root, even in Istanbul and the west.

The contempt felt by most Turks for the country's biggest pro-Kurdish group, Dehap, is increasingly shared by European Union governments, as well as by Kurdish intellectuals. Dehap's failure to condemn the July 6th killing in Diyarbakir of Hikmet



The Kurdish question, chillingly posed

A flurry of suicide bombings shakes Iraq

71 dead in explosion of a tanker truck; anger at government

By Kirk Semple

BAGHDAD: Another rash of suicide bombings swept across Baghdad on Sunday, killing at least eight people, as the number of casualties from a suicide attack Saturday night south of Baghdad that torched a Shiite mosque and a crowded open-air market climbed to 71 dead and 156 wounded, officials said.

In the worst attack on Sunday, a suicide car bomb exploded at a Baghdad checkpoint manned by Interior Ministry commandos, killing three commandos and wounding 10 civilians, a ministry official said.

A surge of suicide attacks, most involving car bombs, has terrorized greater Baghdad during the last eight days and seemingly confounded Iraqi security forces and the American-backed military coalition, which has been trying to figure out how to effectively undermine the insurgents' use of such a weapon.

No obvious pattern has appeared in the attacks except that, like the scores of others that have made suicide bombs a prominent, gruesome feature of this war, they have often target Shiites in large numbers or Iraqi and international security forces.

The wave of attacks comes several weeks after U.S. authorities trumpeted what they said was a successful campaign to severely reduce the ability of insurgents to launch attacks in the capital — timing that suggests that the bombings may be a response to the claims of the American command.

The authorities on Sunday were still trying to determine the identities of charred bodies a day after the huge blast in the small rural town of Musayyib, where profound sorrow and shock had begun to give way to rage, and residents accused the new government of not doing enough to protect them.

"The government is responsible for what has happened and we blame it," said Muhammad Abbas, 28, a laborer in Musayyib, located about 65 kilometers, or 40 miles, south of Baghdad. "The government has to confront these actions."



The scene Sunday in Musayyib, Iraq, where, a witness said, a man laden with explosives dived beneath a propane fuel tanker on a street full of people and detonated himself.

Adnan Ahmed, 35, a local government official who witnessed the Musayyib bombing, said that a man wearing a bodybelt of explosives dove underneath a propane fuel tanker and detonated shortly after 8 p.m. as the street teemed with pedestrians, including Shiite worshippers heading to the mosque and shoppers in the nearby market. The explosion blew up the tanker truck, causing a huge fireball that engulfed cars, shops, homes, and people, and charred the front gate of the mosque.

It was the most deadly suicide bombing since Feb. 28, when a driver detonated his sedan full of explosives in a crowd of Iraqi police and army recruits in Hilla, killing at least 122 people.

Police investigators believe that insurgents coordinated the attack days in advance and had planned to involve the tanker truck, an official at the Interior Ministry said Sunday. The truck, which belonged to Iraq's Oil Ministry, was en route from Baghdad to Falluja several days ago when it was stolen by armed insurgents and its driver kidnapped, the ministry official said.

"The only explanation the Interior Ministry has now is that the whole operation was arranged, and an insurgent was waiting in Musayyib to blow himself up at the location," the official said.

The blitz of bombings comes as most of the country's majority Sunni Arab community have begun to coalesce on a commitment to bring out the Sunni

Arab vote in the planned December elections for a full government, a decision that the U.S.-backed government views as a further step toward solidifying a political process that the insurgency has been trying to undermine.

Nabeel Muhammad, lecturer in international relations at Baghdad Universi-

ty, said the insurgency is "desperate to start a sectarian unrest in the country."

"They keep looking for new methods to attack, and the Iraqi people are the only victim," Muhammad said.

The inability of the security forces to stop the onslaught of suicide bombs, however, is an indication of the failure of their security strategy, he said.

Al Qaeda in Mesopotamia, a terrorist group with ties to Al Qaeda, said in an Internet posting on Saturday that the bombings were part of a new offensive. "The operation is continuing as planned and we warn the enemies of God of more to come," the statement said, according to Reuters.

The Parliament of Iraq called for a minute of silence nationwide on Wednesday to commemorate the victims of the Musayyib attack and an attack last Wednesday in which a suicide bomber, apparently targeting a U.S. military patrol, killed more than two dozen people, most of them children.

"The situation is not good, and not what we hoped for," said Hussein al-Shaalan, a member of the National Assembly, which plans to grill the ministers of defense and the interior on ways to improve the civic and national security.

In other violence on Sunday, a suicide car bomber in Baghdad killed two people, including an Interior Ministry commando and a civilian, and wounded five civilians, an official with the Interior Ministry said.

A third suicide car bomber detonated his explosives an hour and a half later near an office of the High Electoral Commission in Baghdad, killing three people and wounding one, the official said.

The U.S. military command, however, reported a notable success in the battle against suicide bombers. In a statement on Sunday, it described how on Saturday a unit of Iraqi police officers, who

INTERNATIONAL
Herald Tribune
July 18, 2005

were providing security at a funeral for children who died in the bombing on Wednesday, stopped a suspicious-looking man approaching the funeral procession and discovered that he was wearing a suicide vest filled with explo-

sives and ball bearings. An explosives team disarmed the man, a Libyan, without casualties, the statement continued.

"The bomber was high on drugs and is being treated for the potential overdose," said Colonel Joseph DiSalvo, a U.S. com-

mander. The bomber, he said, "came here to kill the grieving parents of the children who were killed on Wednesday. I cannot imagine a worse crime."

The New York Times

Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, en avril, les relations entre les deux communautés ne cessent de se dégrader

Les tensions s'exacerbent entre sunnites et chiites

LE FIGARO LUNDI 18 JUILLET 2005

Bagdad :
Delphine Minoui

Malgré la chaleur, ses 60 ans bien sonnés et les dangers de la route, Khayoun Manshed el-Mohammadawi n'hésita pas une seconde avant d'accepter d'accompagner la dépouille de son vieil oncle au grand cimetière de la vallée de la Paix. Dans sa famille, c'est une tradition. On enterre les morts dans la ville sainte de Nadjaf. Là-bas, des milliers d'âmes chiïtes reposent, aux portes du désert, depuis des siècles. Mais ce 9 mai dernier le voyage vira brutalement au cauchemar.

Intercepté sur la route par sept hommes armés, le minibus acheva son itinéraire plus tôt que prévu, entre Latîfia et Mahmoudia, sur une artère connue pour être une des poches de la résistance sunnite. Des dix passagers, les ravisseurs embarquèrent six, laissant Khayoun, en compagnie du chauffeur, d'un autre vieux sage et d'une cousine - la seule femme de l'équipage -, sur le bord du fossé. Deux jours plus

tard, les corps mutilés et ensanglantés des six hommes kidnappés furent retrouvés à la morgue de l'hôpital de Mahmoudia. Leur péché apparent : être de confession chiïte, à en juger par la façon dont l'épaule droite de Walid, 32 ans, le fils de Khayoun, a été cruellement arrachée au cou-teau. Elle était décorée d'un tatouage rendant hommage à l'imam Ali, l'un des douze imams chiïtes, dont la sépulture repose à Nadjaf.

L'incident n'est malheureusement pas isolé. Depuis maintenant plusieurs mois, l'Irak est pris dans une spirale de violence intercommunautaire. La ville de Latîfia, à 30 kilomètres de Bag-

Les attentats les plus meurtriers depuis le début de la guerre

Dates	Cibles	Nombre de victimes
2003 29 août	Attentat à la voiture piégée devant la mosquée de l'imam Ali à Nadjaf	83 morts 25 blessés
2004 1 ^{er} février	Double attentat suicide contre les sièges des principaux partis kurdes à Arbil	105 morts
2004 2 mars	Attentats dans la ville sainte de Kerbala et dans une mosquée de Bagdad alors que des millions de chiïtes observent le deuil de l'Achoura	170 morts 550 blessés
2004 21 avril	Cinq attentats à la voiture piégés contre la police à Bassora et Zoubeir	74 morts 160 blessés
2004 24 juin	Série d'attentats contre la police suivis de violences dans les bastions sunnites à Mossoul, Baqubah, Ramadi...	100 morts 300 blessés
2005 11 mai	Série d'attentats, dont les plus sanglants se produisent dans le nord du pays, à Tikrit et à Hawija	84 morts 140 blessés
2005 16 juillet	Attentat suicide près d'une mosquée chiïte au sud de Bagdad	71 morts* 156 blessés*

*Bilan provisoire

dad, en plein cœur du « triangle de la mort », est connue pour être le cœur d'enlèvements et d'attaques régulières contre les membres de la communauté chiïte, majoritaire en Irak. Selon le leader chiïte Abdol Aziz Hakim - chef du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak -, des charniers y auraient été découverts il y a quelques jours. Ils porteraient, d'après lui, la marque de l'insurrection majoritairement sunnite. Au début du mois, Kamal Izaldine, un des représentants du grand marja chiïte l'ayatollah Ali Sistani a également été retrouvé assassiné à Bagdad. Sans compter les meurtres du quotidien que la presse locale ne trouve même plus le temps de relater en détail.

Du côté des sunnites, le bilan est également alarmant. La semaine dernière, 11 hommes de confession sunnite ont été retrouvés morts, après avoir été arrêtés, interrogés, et apparemment torturés, par des membres chiïtes des forces de sécurité irakiennes. Parmi les victimes se trouvait le clerc sunnite Dia Mo-

ammed al-Janabi, un membre de l'association des oulémas.

Entre les deux communautés, les relations n'ont jamais été aussi tendues. Les chiïtes, désormais majoritaires au sein du gouvernement de transition, après avoir été marginalisés sous Saddam, reprochent aux sunnites de mener l'insurrection et de tenter de faire revivre les valeurs du baasisme. A l'inverse, les sunnites se disent mis à l'écart et traînent cette éternelle peur de voir les chiïtes d'Irak tomber sous l'influence du voisin iranien.

En janvier, les sunnites avaient majoritairement boycotté les élections. Leur voix peine désormais à se faire entendre dans l'enceinte du nouveau Parlement irakien. Grande première, pourtant : quinze membres de la communauté sunnite ont récemment accepté de rejoindre l'équipe du comité de préparation de la nouvelle Constitution, qui devrait soumettre son texte à l'Assemblée nationale d'ici au 15 août, avant le référendum du 15 octobre.

« C'est un véritable pas en avant », commente, optimiste, Human Hamoudi, un religieux chiïte à la tête de ce comité, tout en reconnaissant que les sunnites et les chiïtes butent sur de nombreux différends.

Les sunnites s'opposent, en effet, au projet d'une république fédérale défendue à la fois par les Kurdes et les chiïtes. Les chiïtes, eux, refusent l'abolition de la double nationalité suggérée par les sunnites. En revanche, les deux groupes ont vivement dénoncé la violence croissante qui enflamme aujourd'hui les deux communautés : « Nous avons

toujours vécu comme des frères. Quand j'entends qu'un enfant chiïte est tué, je ne ferme pas l'œil de la nuit. Quand j'apprends qu'un sunnite est assassiné, mon cœur saigne de l'intérieur. Ces crimes sont contre les principes de la religion », s'offusque Abdol Rahman al-Naïmi, député sunnite et membre du Comité constitutionnel.

Dans bien des cas, la police, trop débordée par les attentats du quotidien, peine à mettre la

main sur les auteurs de tous ces crimes séparés. C'est donc avec surprise que Khayoun apprit récemment la nouvelle de la capture des assassins de son fils, via le petit écran irakien. Ils apparaîtraient au groupe terroriste Ansar al-Sunna et auraient commencé à s'en prendre aux chiïtes depuis la chute de Saddam Hussein il y a plus de deux ans.

« Je souhaite qu'on leur coupe la langue, qu'on leur arrache les

yeux et qu'on brûle leur corps... Autant de souffrances qu'ils ont fait endurer à mon époux », gémit Souad, la veuve de Walid, voilée de noir, à Sadr City, la banlieue chiïte de Bagdad. Depuis la mort de son mari, elle a élu domicile chez sa belle famille, avec ses quatre jeunes enfants.

Nostalgique, Khayoun, son beau-père, se remémore ce qu'il appelle « l'âge d'or des chiïtes », juste après les opérations améri-

caines et la fin du régime baasiste, en avril 2003. « Sous Saddam, mes amis furent tués parce qu'ils détenaient un poster de l'imam Ali. Quand on allait visiter les lieux saints, on était surveillé par les mokhaberat, et parfois on nous tapait dessus sans raison. Tout d'un coup, on s'est mis à revivre, à célébrer les fêtes religieuses en public, à accrocher les portraits de nos leaders religieux... jusqu'à ce que

notre communauté soit à nouveau injustement attaquée », raconte-t-il. Lui, les yeux si doux, connu dans sa famille pour être l'éternel arbitre des conflits, ne cache pas sa rage. « Ces criminels méritent la peine de mort. Mais, si le verdict en décide autrement, je rassemblerai les hommes et les armes suffisants pour assassiner tous les membres de leur tribu », prévient-il.

LE FIGARO LUNDI 18 JUILLET 2005

Éditorial

Quand l'Irak règle ses comptes

LE DÉBAT sur la pertinence de l'occupation anglo-américaine en Irak tend à nous faire oublier que ce pays traverse une guerre civile d'une violence inouïe. A Bagdad et en province, les attentats perpétrés tous les jours visent moins les soldats étrangers que les diverses composantes de la population irakienne, les innocents de la société civile.

Ce week-end, l'action

d'un kamikaze a fait plus de 70 morts au sud de la capitale, aux abords d'une mosquée chiïte. Mercredi, une trentaine d'enfants a été emportée dans l'explosion d'une voiture piégée. Quelques jours avant encore, une opération menée contre les forces de l'ordre avait coûté la vie à 34 personnes. Selon les estimations les moins pessimistes, près de 40 000 Irakiens ont péri depuis le mois de mars 2003.

Certes, le terrorisme est né sur les décombres de la guerre lancée par George W. Bush, mais il n'est pas seulement l'expression d'un nihilisme dans un pays en proie au désordre. C'est aujourd'hui l'Irak de l'après-Saddam qui règle ses comptes.

Promue par l'empire britannique, omnipotente sous l'ancien régime, la minorité sunnite accepte mal d'avoir perdu les rênes du pouvoir au profit des chiïtes et, dans

une moindre mesure, des Kurdes. Elle les accuse de collaboration avec les forces d'occupation. Hérauts d'un nationalisme arabe cultivé par Saddam Hussein, beaucoup de sunnites suspectent aussi les uns d'être les supports de Téhéran, la Persane, et les autres de nourrir des ambitions indépendantistes.

C'est dire si la politique est la première motivation des violences, même si des considérations religieuses, qui font le lit des groupes de la nébuleuse al-Qaïda, ne sont jamais loin.

Les Américains le savent, le conflit interethnique irakien risque de durer des années. Trop de rancœurs, anciennes et nouvelles, se superposent pour imaginer une issue prochaine, un compromis acceptable par chaque partie. Chiïtes et Kurdes veulent leur revanche. Ils gardent en mémoire les massacres organisés par le dictateur déchu

dont la date du procès pourrait être connue ces jours-ci.

Quant aux terroristes sunnites, leur objectif est également de faire comprendre aux Etats-Unis que le « Grand Moyen-Orient » démocratique dont rêve l'Administration Bush est une chimère. Toute remise en question de l'ordre établi est considérée comme une ingérence. Aucune solution ne pourra être imposée hors d'un dialogue politique. Or celui-ci paraît bien difficile à engager, faute d'interlocuteurs solides.

La tentation occidentale d'expliquer le chaos irakien par la fièvre islamiste et l'activisme des dévots de Ben Laden est grande. Mais la barbarie djihadiste trouve d'abord ses ressorts dans le passé et dans le refus par beaucoup qu'on veuille décider de l'avenir de leur pays à leur place.

Yves Thérard

LE MONDE/MARDI 19 JUILLET 2005

Le Monde
ÉDITORIAL

Le « croissant chiite »

LA CRAINTE publiquement exprimée par le sunnite Abdallah II, roi de Jordanie, de voir le Proche-Orient un peu plus déstabilisé par l'émergence d'un « croissant chiite » dominé par l'Iran et l'Irak serait-elle en passe de se vérifier ? Il est trop tôt pour l'établir. Mais la visite « historique » que vient de faire à Téhéran l'Irakien Ibrahim Al-Jaafari, unique chef de gouvernement d'un grand pays arabe qui soit chiite, consacre un réchauffement d'autant plus spectaculaire que les deux pays se sont livrés, de 1980 à 1988, une guerre sans merci qui a fait

plus d'un million de morts.

Peu après son invasion du Koweït en août 1990 - « agression militaire » alors condamnée par Téhéran -, Saddam Hussein avait réussi à rétablir, avec son grand voisin, un semblant de relations diplomatiques, mais seulement au niveau des chargés d'affaires et avec pas mal d'acrimonie réciproque. En mars 2003, Téhéran avait condamné l'invasion américaine pour son « illégitimité », tout en observant, avec une neutralité proclamée et un plaisir certain, la chute du régime baasiste « impie ». Un an et

deux après, l'Iran - l'un des tout premiers Etats de la région à reconnaître, dès novembre 2003, le Conseil de gouvernement transitoire irakien désigné par les Américains - a envoyé à Bagdad son premier ambassadeur depuis 1980. Depuis lors, la normalisation entre les deux grandes puissances n'a fait que s'accélérer.

Elle a été imposée à l'occupant américain par l'ayatollah Ali Sistani, maître spirituel de la majorité chiite d'Irak. Iranien de naissance, l'ayatollah Sistani n'en est pas moins en délicatesse avec les dirigeants de la République islamique, car il est opposé, pour sa part, au « gouvernement des clercs ». L'Irak a soutenu les élections irakiennes de janvier et salué l'arrivée au pouvoir de partis « frères » chiïtes, longtemps

exilés - et, pour certains d'entre eux, créés - sur son sol. Ibrahim Al-Jaafari a lui-même passé la moitié de ses vingt ans d'exil à Téhéran, avant de gagner Londres.

A Bagdad, aujourd'hui, tous les pouvoirs sont dominés par les chiïtes. Minoritaires dans l'islam mondial, avec environ 25 % d'adeptes pour 75 % de sunnites, les chiïtes sont aussi les plus nombreux au Liban et à Bahreïn. Sachant qu'ils forment d'importantes minorités ailleurs, on peut comprendre les craintes des régimes sunnites. Mais point trop n'en faut.

L'Iran et l'Irak n'en sont même pas encore à discuter d'un véritable traité de paix. Il reste de nombreux contentieux à régler entre les deux pays. L'histoire a démontré, entre 1980 et 1988, que la reli-

gion commune des chiïtes arabes d'Irak et des chiïtes perses d'Iran ne les a pas empêchés de s'étriper. Si 90 % des combattants iraniens étaient chiïtes, les trois quarts des soldats et

des officiers de rang moyen, du côté irakien, l'étaient aussi.

Rapprochement, réchauffement, oui. Mais, si elle échappe à la guerre civile, l'ancienne Mésopotamie ne paraît pas à la

veille de soumettre ses intérêts et son nationalisme sourcilieux à une communauté de religion avec son voisin.

Pour les insurgés, le pouvoir ou le chaos

Leurs attaques visent moins les «occupants» américains que le gouvernement de Bagdad.

ANALYSE

La scène a été diffusée par toutes les télévisions. Trente-deux enfants et un soldat américain viennent d'être tués par une explosion dans le faubourg chiïte d'Al-Jadida à Bagdad. Hassan Mohammed a perdu son fils Alaa, 13 ans. Il hurle sa douleur: «*Pourquoi visent-ils des civils, des Irakiens? Ils ont détruit juste une vie américaine, mais tué tous les enfants du village.*» Agé de 11 ans, le fils de Hussein Radi est mort lui aussi. Son père s'emporte: «*Ceux qui ont fait cela ne sont pas des résistants mais des criminels. Qu'ils se dévoilent au grand jour!*» Jamais, sans doute, la colère contre les insurgés ne se sera exprimée aussi ouvertement, les Irakiens ayant toujours fait porter la responsabilité des violences sur l'occupant américain, en dernier ressort. Certes, les brutalités et les bavures commises par les forces américaines donnent toutes les raisons à ces accusations de perdurer. Mais la multiplication des tueries aveugles met à mal la volonté des insurgés d'apparaître comme l'incarnation de la «résistance à l'occupant». Signe du malaise: Al-Qaeda a démenti toute responsabilité dans la mort des enfants.

Enlèvements. Quotidiennes, ces violences sont de plus en plus meurtrières pour les civils. Leurs auteurs se recrutent dans la communauté sunnite, parmi les fidèles de Saddam Hussein et les anciens baasistes. «*Ils ne rêvent que de reconquérir un pouvoir qu'ils ont monopolisé pendant près de trente ans, et font pour cela ce qu'ils ont toujours fait: terroriser la population*», remarque un ancien opposant. Ils tentent donc d'entraîner les chiïtes dans une guerre civile qu'ils ont peu de chances de gagner, ne serait-ce qu'en raison de leur nombre. Les combattants islamistes, liés de près ou de loin à la mouvance Al-Qaeda, estiment, eux, que l'Irak est le lieu où les Américains doivent être affrontés. Le banditisme ajoute à ce chaos. Le kidnapping des étrangers, mais surtout des Irakiens, étant devenu une industrie, il assure une partie du financement des insurgés: pour agir en toute impunité, les preneurs d'otages partagent moitié-moitié avec les rebelles certaines rançons...

Les islamistes radicaux – que des intérêts convergents mènent à faire cause commune avec les groupes sunnites – ont vite «élargi» leurs attaques. Ce fut le cas notamment avec l'opération contre l'ONU à Bagdad en 2003, qui fit 22 morts, parmi les-

quels Sergio Vieira de Mello, l'envoyé spécial des Nations unies. Il s'agissait alors d'isoler les Américains pour les laisser en tête à tête avec l'Irak. Le ciblage des chiïtes, des Kurdes et l'assassinat des policiers et militaires irakiens n'ont pas tardé. La mouvance Al-Qaeda vise en effet à empêcher toute constitution de forces susceptibles, à terme, de ramener un semblant d'ordre, et, partant, à interdire toute stabilisation d'un nouveau pouvoir.

Condamnation. Les opérations contre les centres de recrutement des forces de l'ordre, essentiellement des Irakiens qui n'ont pour la plupart pas d'autre moyen de gagner leur vie, risquent-elles de se retourner, à terme, contre les insurgés? Abou Moussab al-Zarqaoui, le chef d'Al-Qaeda en Irak, a en tout cas jugé utile de répondre à Abou Mohammed al-Maq-

dessi, l'un de ses proches, qui avait condamné le 5 juillet les «*actions qui tuent des dizaines d'innocents et celles qui prennent pour cibles des mosquées chiïtes*». Dans un communiqué sur Internet, Zarqaoui a justifié ces tueries en affirmant: «*Ce sont eux [les chiïtes] qui ont commencé la liquidation de cadres sunnites.*»

Climat de peur. Deux ans après la chute de Saddam Hussein, son ancienne police secrète et les salafistes ont, quoi qu'il en soit, recréé la peur. «*Ils savent mener une surveillance attentive et peuvent regrouper et analyser mieux que quiconque un grand nombre d'informations. Quelques centaines de dollars suffisent en outre à être informé du moindre geste des policiers*», raconte un policier cité par Reuters. En fait, les Irakiens connaissent les risques qu'ils courent en livrant d'anciens baasistes et les policiers sont trop corrompus ou trop obnubilés par leur propre sort pour mener la chasse aux rebelles.

Au cours des dernières semaines, les insurgés ont franchi deux étapes. Ils s'attaquent aux diplomates étrangers, pour tenter d'isoler le gouvernement de Bagdad et surtout dissuader les pays arabes d'élever le niveau de leur représentation. Ils multiplient en outre les attaques contre les infrastructures, notamment pétrolières, pour paralyser l'action gouvernementale, et contre le réseau de distribution d'eau alors que la température atteint les 50 degrés. Une situation qui mène à un terrible bilan: les pertes irakiennes seraient, selon les estimations, de sept à quinze fois plus élevées que les 1 937 morts américains comptabilisés. ◀

JOSÉ GARÇON

July 20, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Rebel Kurds may have new enemy

Turks say U.S. seeks to capture leaders

By Mark Landler

ISTANBUL: With Turkey on edge after two bombings in beachfront resorts, the Turkish military said Tuesday the United States had issued an order to capture Kurdish rebel leaders hiding in northern Iraq.

The deputy commander of Turkey's armed forces, General Ilker Basbug, said at a news conference that the American military had ordered the capture of leaders of the Kurdistan Workers Party, known as the PKK, which is suspected of a string of attacks on soldiers and civilians.

The Pentagon has not confirmed Basbug's account, which was reported by the state-run Anatolian news agency. The U.S. Embassy in Ankara declined to comment on it.

The report was welcomed here as a sign that the United States is responding to the frustration of Turkish officials that the PKK continues to use northern Iraq as a base from which to launch attacks on Turkey.

The group has carried out frequent guerrilla strikes on Turkish soldiers in border areas of southeastern Turkey. It is also suspected of involvement in the two bombings in resort areas along the Aegean coast.

The most recent, a bomb that tore the roof off a minibus in the beach town of Kusadasi on Saturday, killed five people, including a British and an Irish tourist.

Turkish officials have repeatedly asked the United States to crack down on the PKK, which Washington also classifies as a terrorist organization. But with American troops busy battling insurgents farther to the south, they have not been able to focus much on the Kurdish north.

"I think the Americans are coming to realize that this could prove to be highly problematical in the bilateral relationship," said Ilter Turan, a professor of political science at Bilgi University.

"It may essentially poison a relationship that is otherwise improving," Turan added.

The Turkish-American relationship has been fragile since Ankara refused to allow the United States to move troops through the country for its invasion of Iraq. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan met with President George W. Bush last month, which people here saw as a positive step.

In recent days, though, tension between the countries has flared anew over Turkey's assertion that it has the right to conduct cross-border military operations against Kurdish guerrillas in Iraq.

Bush administration officials have warned that such operations could have "unintended consequences," and could

complicate the American-led effort to promote democracy in Iraq.

Turkey's more aggressive posture, analysts say, stems from a fear that Kurdish separatists are shifting their tactics from guerrilla strikes on soldiers to terrorist attacks on tourists. Tourism is a critical and booming industry in Turkey, and analysts say the attacks could depress business.

The targeting of tourists may have also influenced the Americans to respond more decisively to Turkish concerns, said Seyfettin Seymen, a retired Turkish Air Force general.

"The people who got killed in those attacks," he said, "were not only Turks but also Europeans."

The PKK denied involvement in the bus attack. A Kurdish separatist group with links to the PKK claimed responsibility for a bomb that exploded near a bank in Cesme, also on the Aegean coast.

Border security was high on the agenda at a meeting of Iraq's neighbors here this week. Interior ministers from Turkey, Iraq, Syria, Iran, Bahrain, Jordan and Saudi Arabia pledged to cooperate on policing to stem the flow of insurgents to Iraq and Kurdish guerrillas from Iraq.

"Controlling the borders is the most urgent problem that stands in front of us," said the Turkish interior minister, Abdulkadir Aksu. "The success of the process in Iraq will be our success as well."

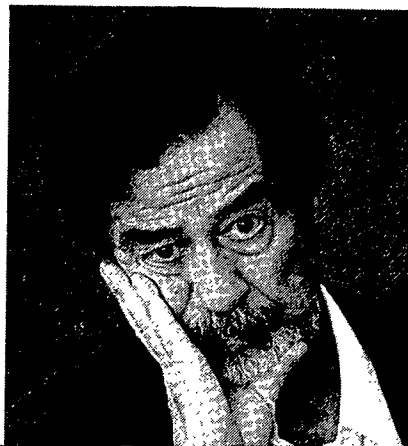
The New York Times

Iraqis pick first case to try against Saddam

By John F. Burns

BAGHDAD: After more than 19 months in American custody, Saddam Hussein was referred to a criminal court Sunday in the first of more than a dozen cases of crimes against humanity that Iraqis and Americans have been investigating against the deposed Iraqi dictator.

No date was set for Saddam's trial in the first case, the killing of 150 men and youths from the town of Dujail, scene of a 1982 assassination attempt against him. But Raid Juhi, chief investigative judge for the Iraqi Special Tribunal, who announced that he had ended his investigation of the Dujail case and sent it to the trial court in a process known as a



Iraqi Special Tribunal
Saddam Hussein and his co-defendants faces the death penalty in several cases brought against them.

referral, said the date would be set "in the coming few days" by the five-judge panel that will preside at the trial.

Officials at the tribunal said current planning envisioned a date in the second half of September. But the officials cautioned there could be delays if Saddam's lawyers presented motions

for dismissal of the case on legal technicalities, as they have said repeatedly they intend to do.

But even with these motions, the tribunal officials said, they were confident that the case would come to trial by early winter, probably not later than November.

Juhi said Saddam would go on trial for the Dujail killings with three top associates: Barzan Ibrahim al-Tikriti, Saddam's half-brother and former deputy head of the secret police, the Mukhabarat; Taha Yassin Ramadan, a former deputy prime minister and vice chairman of the Baath Party's Revolutionary Command Council; and Awad Hamad Badr al-Bandar, former chief judge of Saddam's Revolutionary Court.

By choosing the Dujail case for the first of a sequence of trials they plan for Saddam — each with a potential death penalty for the former Iraqi ruler and his co-defendants — legal experts who steer the tribunal's work say they have chosen a case that will be easier to prosecute than some of the cases to follow.

They say this is because the Dujail events, centering on an attempted assassination of Saddam on July 8, 1982, and the persecution of the townspeople

July 18, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

that followed, was a discrete event that could be readily traced through official documents and witnesses who have testified before Juhui.

The Dujail case will center on the court-ordered executions of about 140 men and boys from Dujail, some in their early teens, as well as the summary executions of others immediately after the assassination attempt.

At a news conference, Juhui said the charges against Saddam and his co-defendants would also cover the imprisonment of 1,500 Dujail residents, including women and children, in a remote desert fortress along the Saudi Arabian border, and the devastation of Dujail itself, with "scores of households demolished and thousands of acres of cultivated lands and orchards destroyed."

But the judge appeared keen to reassure Iraqis that some of the more terrible atrocities during Saddam's 24-year rule would come to trial on the heels of the Dujail case.

In his five-minute prepared statement, he said investigations were "in their final stages" into the killing of tens of thousands of Kurds in the so-called Anfal campaign of the mid-to-late-1980s, in which many victims died from poison gas, and others were shot and dumped into mass graves; the Shiite uprising after the 1991 Gulf war in which 150,000 Shiites are believed to have died, many of them similarly bulldozed into mass graves; and what Juhui called "the liquidation of religious and political parties."

These cases, he said, would be "com-

pleted in the coming weeks," and the would be scheduled for trial.

He said those facing investigation in the cases included Saddam; his cousin Ali Hassan al-Majid, known as Chemical Ali for his role in the Anfal campaign, in particular for his involvement in the killing of 5,000 people in a chemical weapons attack on the Kurdish town of Halabja in March 1988; Sultan Hashim Ahmed, who was a corps commander in northern Iraq at the time of the Halabja attack and later defense minister during the American-led invasion of March 2003; Muhammad Hamza al-Zubeidi, a former prime minister implicated in the mass killing of Shiites in 1991; and Tariq Aziz, the deputy prime minister who was Saddam's main diplomatic emissary.

The New York Times

Le retour de l'idéologie khomeyniste

L'élection, le 24 juin, de Mahmoud Ahmadinejad, maire ultra-conservateur de Téhéran, à la présidence de la République islamique d'Iran

PAR
MOHAMMAD-REZA
DJALILI*

modifie-t-elle la donne politique iranienne ? Le remplacement à la tête du gouvernement de Téhéran d'un réformateur par un homme socialement très conservateur et économiquement populiste va-t-il entraîner des transformations profondes à l'intérieur du pays ? Sans doute plus important encore, le retour, par l'intermédiaire du nouveau président, de l'idéologie khomeyniste pure et dure des premières années de la révolution, va-t-il modifier les orientations en matière de politique étrangère du régime iranien ? Problème d'autant plus grave dans un monde confronté à la guerre et au terrorisme, au pétrole cher et à la prolifération des armes de destruction massive, questions qui toutes, d'une manière ou d'une autre, ont un rapport avec l'Iran.

Si certains commentateurs tirent la sonnette d'alarme et s'inquiètent de l'évolution de la politique étrangère de l'Iran, la plupart parient sur la continuité dans ce domaine

plutôt que sur la rupture. Ceux-ci fondent leur raisonnement sur une réalité indéniabile : en République islamique, le président n'exerce qu'un pouvoir limité, le détenteur de la réalité du pouvoir étant le Guide de la révolution, l'inamovible Ali Khamenei. C'est lui qui est le principal architecte de la politique extérieure du régime et il reste en place. Tout au plus, pour marquer quand même le coup, il y aura une différence dans le ton, un peu plus de soutien aux mouvements islamistes comme le Hezbollah libanais ou le Jihad islamique palestinien. Dans « l'étranger proche », c'est-à-dire en Irak et en Afghanistan, où les forces américaines sont présentes, la prudence continuera probablement d'être de mise.

Sur la question nucléaire, l'Iran, sans rien céder sur sa volonté déclarée de reprendre l'enrichissement de l'uranium, va continuer les négociations avec les Européens, cette politique de temporisation convenant à la fois aux deux partenaires ainsi qu'aux Américains. En effet, pour le moment du moins, personne ne veut d'une nouvelle crise internationale qui, entre autres, pourrait avoir des conséquences désastreuses sur le prix du pétrole. Quant aux relations avec Washington, en déclarant que « l'Iran n'a pas besoin des Etats-Unis », Ahmadinejad a confirmé, une fois de plus, le peu d'empressement de Téhéran à l'ouverture de ce dossier. La guerre froide irano-américaine continue.

Cette vision des évolutions futures, comme on l'a dit, repose essentiellement sur le constat de la marginalité du rôle du président de la République dans le système politique iranien. Mais sans mettre en cause fondamentalement cette théorie, on peut aussi avancer une autre hypothèse. L'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad et l'élimination des réformateurs contribuent à une plus grande cohésion du système tout en le radicalisant d'avantage. Cette radicalisation est liée directement à la personnalité même du nouveau président qui tout en n'étant pas un mollah est beaucoup plus fanatique et extrémiste que nombre de ceux-

un nombre important de députés issus des rangs des *pasdardans* avait été élu. L'élection présidentielle confirme cette tendance. Ce phénomène contribue à la transformation structurelle de la configuration politique à la tête de l'Etat iranien. Il peut aussi contribuer à des modifications en matière de politique intérieure et internationale.

Dans l'ensemble, la nouvelle donne politique en Iran peut engendrer de nouvelles menaces sur le plan régional et international, mais elle est surtout porteuse de graves dangers pour la vie quotidienne des Iraniens et des Iraniennes. En même temps, elle a le mérite de clarifier les

choses, de mettre le pouvoir devant ses responsabilités : désormais il ne peut plus évoquer les agissements, souvent imaginaires, des empêcheurs de tourner en rond qu'étaient les

Le nouveau président, qui n'est pas un mollah, est plus fanatique et extrémiste que nombre de ceux-ci

ci. La question qui se pose à ce niveau est de savoir si dans le nouveau contexte de rapport de forces qui se profile, et vu le durcissement idéologique, le Guide va maintenir la même trajectoire en matière de politique étrangère ou procéder à une révision des lignes conductrices de celle-ci ?

Par ailleurs, l'élection d'Ahmadinejad, ancien gardien de la révolution, contribue au renforcement de la position des miliciens au cœur du pouvoir islamique. Déjà, aux élections parlementaires de 2004,

« pragmatiques » et autres « réformateurs ». De plus, cette élucidation permet aux Iraniens de mieux percevoir la réalité du système et de se positionner en conséquence, elle oblige aussi la communauté internationale à identifier plus clairement les choix politiques de Téhéran et à rectifier, si nécessaire, ses objectifs.

* Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, auteur de *Géopolitique de l'Iran* (Editions Complexe, Bruxelles 2005).

L'opinion musulmane rejette-t-elle la démocratie ?

LE MONDE diplomatique - JUILLET 2005

ENVIROn DEUX TIERS DES 192 PAYS DE LA PLANÈTE sont des démocraties électives. Mais, sur 47 pays à majorité musulmane, un quart seulement le sont – et aucun Etat du monde arabe (à l'exception particulière du Liban) n'appartient à cette catégorie. Pourquoi ? L'une des réponses voudrait que les valeurs fondamentales qui ont donné naissance à la démocratie dans les civilisations occidentales soient absentes du monde musulman. Cette théorie ne s'appuie sur aucune preuve empirique : jusqu'à présent, nous savions peu de choses sur les valeurs exprimées par les opinions musulmanes. Or, les deux récentes vagues de sondages réalisés par World Values Survey, en 1995-1996 et en 2002-2002 dans cinq pays arabes (1) et neuf pays musulmans (2) fournissent des indications intéressantes (3).

Un des éléments les plus frappants est que les populations des Etats musulmans de l'ancienne zone communiste ont une relation beaucoup plus faible à la religion. Moins de la moitié des personnes interrogées déclarent : « Dieu est très important dans ma vie », et elles sont beaucoup moins nombreuses que dans les autres pays musulmans à approuver la formulation : « Plus de respect à l'égard de l'autorité serait une bonne chose. »

En dépit de l'affirmation de l'existence d'un « choc de civilisations » entre l'Occident et le reste du monde, ces enquêtes révèlent aussi que la démocratie a une image extrêmement positive à travers le monde, et notamment dans les pays arabes. Ainsi, l'affirmation : « La démocratie peut avoir de nombreux problèmes, mais c'est la meilleure forme de gouvernement » est fortement approuvée par 61 % des personnes interrogées dans les pays arabes, contre 52 % dans seize pays de l'Europe occidentale et 38 % dans l'ensemble Etats-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande. Si on ajoute ceux qui approuvent et ceux qui approuvent fortement cette affirmation, ce sont des majorités écrasantes qui se dégagent.

Pour les autres pays musulmans, l'approbation (forte ou simple) de la démocratie est de 69 % en Iran, de 71 % en Indonésie, 88 % en Turquie, 92 % en Bosnie, 95 % en Albanie.

(1) Algérie, Egypte, Jordanie, Arabie saoudite, Maroc.

(2) Albanie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bosnie, Indonésie, Iran, Kirghizstan, Pakistan, Turquie.

(3) Ronald Ingleheart, « The Worldview of Islamic Publics in Global Perspective. 2005 », www.worldvaluesurvey.org/

IRAK Trois rédacteurs de la nouvelle Constitution ont été abattus hier à Bagdad

Les insurgés s'en prennent aux sunnites

Bagdad : Delphine Minoui

Parce qu'il était sunnite et anti-américain, il se croyait protégé. « Je n'ai pas peur de la résistance, je partage son idéologie et je la respecte », confiait-il fièrement, hier après-midi, à la correspondante du *Figaro*, avant de quitter, sans voiture blindée ni garde du corps, la « zone verte » ultra protégée, où se réunissent les membres irakiens du comité de préparation de la Constitution irakienne. « Je suis politicien, mais on se bat pour la même cause. Tant qu'il y aura des forces d'occupation dans notre pays, je conseille (aux insurgés) de ne pas lâcher les armes », affirmait Mejbek Sheikh Issa. Une demi-heure

plus tard, ce colosse moustachu trouvait la mort dans sa Peugeot bleue, sous une pluie de balles tirées par ces « résistants » dont il se croyait proche. L'attentat a aussi coûté la vie à ses deux compagnons sunnites, Dhamen Hassan et Aziz Ibrahim.

L'incident a suivi de deux jours l'assassinat, près de Mossoul, du frère de Cheikh Abdul Rahman al-Naïmi, un autre membre sunnite du comité constitutionnel, qui cherche à rédiger une loi fondamentale pour l'Irak. Il montre que les insurgés sont prêts à tout pour faire avorter le processus politique. « Les terroristes ne font pas de différence entre sunnites, chiïtes ou Kurdes. Quiconque travaille pour le gouvernement et la Constitution est une cible potentielle », confie Mahmoud

Othman, un membre kurde du comité, encore sous le choc de la mort de son collègue. « Ces gens-là n'ont aucun scrupule. Ils veulent le pouvoir ou la mort », dit-il.

Ancien baasiste, professeur de droit à l'université de Kirkouk, Mejbek Sheikh Issa faisait partie des quinze sunnites qui venaient d'accepter de rejoindre, tardivement, le comité de rédaction de la nouvelle Constitution, dont le texte doit être soumis au Parlement le 15 août prochain. Après le boycottage des élections de janvier par la majorité des sunnites, ce pas avait été salué par les chiïtes et les Kurdes, majoritaires au sein du nouveau gouvernement irakien. Jeudi, plusieurs autorités religieuses et politiques sunnites avaient même lancé un ap-

pel inédit, depuis la mosquée de Nedaa al-Islam, à une participation au référendum du 15 octobre sur la Constitution. Mais ces derniers jours, des tracts menaçant de mort les sunnites qui rejoignaient la politique ont circulé dans des mosquées.

Mejbek Sheikh Issa se plaignait de ne pas être suffisamment écouté par les autres membres du comité. « On nous considère comme des citoyens de seconde classe », disait-il hier avant sa mort. Il se battait contre un Irak fédéral, pour un pouvoir fort et une identité arabe. Ses idées étaient proches de l'idéologie du dictateur déchu. Mais pour les insurgés, le fait même de faire de la politique dans un pays occupé par les forces américaines est une « trahison ».

LE FIGARO MERCREDI 20 JUILLET 2005

Le Monde 27 JUILLET 2005

Trois rédacteurs de la Constitution irakienne assassinés à Bagdad

TROIS MEMBRES sunnites de la commission parlementaire, chargés de rédiger la nouvelle Constitution irakienne, Mijbil Al-Cheikh Issa, Dhamin Hussein et Aziz Ibrahim, qui circulaient à bord d'une voiture conduite par un chauffeur en plein cœur de Bagdad, ont été assassinés. Un commerçant témoin de la scène a raconté : « Ils ont tiré près de 200 balles. Cela a duré (...) peut-être cinq minutes ». Leur chauffeur, blessé, est néanmoins parvenu à conduire la voiture jusqu'à un hôpital. Deux des rédacteurs ont été tués sur le coup, le troisième est décédé à l'hôpital.

Cette commission, composée de 71 membres dont 17 sunnites, doit achever ses travaux pour le 15 août. Le président irakien Jalal Talabani avait annoncé quelques instants auparavant que la nouvelle Constitution pourrait être terminée d'ici à la fin de juillet. Les préparatifs pour sa ratification vers la mi-octobre ont déjà commencé, selon Adel Hussein Al-Hindaoui, ancien président de la Commission indépendante électorale.

Sur le terrain, outre les trois rédacteurs de la Constitution, 34 personnes, une majorité de civils, ont trouvé la mort lors de plusieurs attaques à travers le pays au cours de la journée de mardi. Mercredi matin, au moins 8 personnes ont été tuées et 24 autres blessées lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser devant le centre de recrutement de l'armée irakienne de Mouthana, à Bagdad. Ce centre a déjà été la cible de plusieurs attaques, notamment le 10 juillet. Vingt et une recrues avaient trouvé la mort. Au moins treize personnes, dont quatre soldats, avaient aussi été tuées le 5 mai.

Alors que les insurgés multiplient les attentats-suicides en Irak, le président Jalal Talabani a affirmé qu'il n'engagerait aucun dialogue avec « les hors-la-loi qui portent des armes » dans le pays. Près de 25 000 civils ont péri de mort violente

depuis le début de l'invasion de l'Irak, en mars 2003, soit « en moyenne 34 Irakiens ordinaires tués chaque jour », a indiqué à Londres le professeur John Sloboda, directeur de l'Oxford Research Group et cofondateur d'Iraq Body Count, les deux organismes universitaires qui ont conduit l'enquête. Après l'invasion, le nombre de morts rapporté a été de 6 215 pendant la première année d'occupation et de 11 351 la deuxième année, alors que la rébellion devenait plus active et que l'armée américaine lançait des offensives contre Fallouja (1 874 morts civils). Les femmes et les enfants représentent le cinquième des tués. Près d'un mort sur dix a moins de 18 ans.

COORDINATION

D'autre part, trois militaires britanniques vont être jugés pour traitements inhumains de détenus en Irak, considérés comme des crimes de guerre, a annoncé, mardi, l'attorney general Lord Goldsmith dans une déclaration au Parlement. Ils seront jugés en cour martiale en Grande-Bretagne, de même que huit autres militaires britanniques, poursuivis pour des délits en Irak.

A la conférence internationale des donateurs, sur les bords de la mer Morte, en Jordanie, qui s'est achevée mardi, il a été décidé la mise en place d'un mécanisme de coordination qui sera géré par le gouvernement irakien. Cet organisme sera régi parallèlement au Fonds international de reconstruction pour l'Irak, un fonds incluant les dons d'un milliard de dollars de 25 pays administré par la Banque mondiale et les Nations unies. Selon un communiqué publié à la fin de la réunion, de nouveaux engagements ont été pris, notamment de 150 millions d'euros de la Commission européenne, 20 millions de dollars d'Australie, 2,5 millions de dollars de la Grèce, 10 millions de dollars d'Italie et 20 millions de dollars de l'Espagne. - (AFP, Reuters.)

L'armée turque évoque l'« ordre américain » d'arrêter les chefs du PKK

L'organisation kurde a ses bases arrières en Irak

ISTANBUL

correspondance

Le numéro deux de l'état-major turc a assuré, mardi 19 juillet, à Ankara, que les Etats-Unis avaient « donné un ordre direct pour l'arrestation des dirigeants » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'organisation, considérée comme terroriste par Washington et l'Union européenne, a repris, il y a un an, depuis l'Irak, sa lutte armée en Turquie. Le général Ilker Basbug s'exprimait, sur la chaîne NTV, trois jours après un nouvel attentat commis en Turquie par le PKK, selon Ankara. Mais des sources proches du Pentagone ont refusé de « commenter une information d'ordre opérationnel » et réaffirmé la détermination de Washington « à faire barrage au terrorisme, en Irak comme hors de ses frontières ».

Des milliers de militants du PKK s'étaient réfugiés en Irak, en 1999, après la capture de leur chef Abdullah Öcalan. Mais en juin 2004, le PKK annonçait la fin de sa trêve, arguant de l'insuffisance des mesures prises à Ankara en faveur des douze millions de Kurdes du pays, malgré l'impopularité d'un retour à la guerre chez ces derniers, notamment dans les milieux urbains. Depuis, les attaques du PKK en Turquie ont tué « 105 soldats et 37 civils », a déclaré le général Basbug, sans dire le nombre des morts parmi les 1 900 membres du PKK qui, selon lui, sont revenus dans le Sud-Est anatolien. Selon le général, 3 500 d'entre eux sont hors de Turquie, surtout en Irak mais aussi en Syrie et en Iran.

Ankara, qui a mené, avant 1999, des opérations dans le nord de l'Irak à la poursuite du PKK, doit désormais se tourner vers ses alliés américains en Irak et le gouvernement irakien pour réclamer l'élimination des « sanctuaires terroristes ».

Selon des visiteurs récents, le PKK règne en maître sur plusieurs vallées du nord du Kurdistan irakien, avec l'accord des autorités kurdes locales. Or les Américains

ont besoin, en Irak, de ménager leurs alliés kurdes, pas pressés de sacrifier leurs frères de Turquie.

En outre, le Pentagone ne se souciait guère d'aller au-devant des désirs d'un pouvoir turc qui lui a refusé le passage vers l'Irak en 2003. Les militaires américains expliquaient donc à leurs collègues turcs qu'ils ne disposent pas de forces suffisantes en Irak pour aller désarmer le PKK au fin fond des montagnes kurdes. Est-ce cette attitude qui a évolué ? Le général Basbug semble en douter. « Les Américains ont les forces pour neutraliser les militants de l'organisation terroriste, mais ce n'est peut-être pas la première chose à faire. Avant cela, on peut par exemple arrêter leurs cadres dirigeants », a expliqué le général avant d'annoncer que des ordres ont été donnés en ce sens. En précisant aussitôt qu'il « fallait d'abord voir, tous ensemble, ce qui va se passer ».

DROIT D'AUTODÉFENSE

En attendant, les dirigeants turcs affirment que leur « droit à l'autodéfense » implique celui d'intervenir en Irak contre le PKK. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, l'a lui-même déclaré, il y a peu, en ajoutant qu'une telle opération n'était pas « actuellement programmée ». Le général Basbug, lui, a cherché à faire une distinction entre « opération transfrontalière » et « poursuite à chaud ». Mais à l'issue de la deuxième conférence des ministres de l'intérieur des pays frontaliers de l'Irak, qui s'est achevée, mardi 19 juillet, à Istanbul, le ministre irakien a avancé que c'était au Parlement de son pays d'autoriser toute action turque en Irak. Avec le risque de faire plus de mal que de bien, a renchéri en substance le représentant américain. Lundi, un chef du PKK en Irak, Murat Karayilan, avait menacé d'une « escalade dans la guerre » au cas où la Turquie mènerait une incursion en Irak.

Sophie Shihab

Irak : premiers prêts de la Banque mondiale depuis 1973

AMMAN. La Banque mondiale a annoncé, lundi 18 juillet, son intention de débloquer pour l'Irak des prêts d'un montant de 500 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour « financer des projets de développement dans les secteurs prioritaires ». « Ces prêts sont les premiers à l'Irak, de la part de la Banque mondiale, depuis 1973 », précise le communiqué publié lors de la conférence des pays donateurs sur l'Irak, qui a lieu lundi 18 et mardi 19 juillet sur les bords de la mer Morte, en Jordanie. Ces prêts ne sont qu'une partie du montant

total d'aide promis à l'Irak lors de la conférence de Madrid, en octobre 2003, au cours de laquelle les donateurs s'étaient engagés à fournir plus de 32 milliards de dollars pour la période 2004-2007. Un seul milliard a été débloqué.

Par ailleurs, quinze personnes, dont un policier, ont été tuées, mardi matin, lors de deux attaques à Baaqouba et à Kirkouk. Dix ouvriers ont péri lorsque des hommes armés ont ouvert le feu sur le minibus qui les transportait vers une base américaine. Dix-huit personnes avaient également été tuées, lundi, lors de diverses attaques à travers l'Irak. Enfin, le bilan de l'attentat à Moussayeb avec un camion citerne rempli de gaz a été porté à 83 morts. - (AFP.)

The Iraqi constitution goes off course

Most of the Bush administration's justifications for invading Iraq have turned out to be wrong. But the one surviving argument for overthrowing Saddam Hussein was an important one: It was a chance to bring freedom and equality to the citizens suffering under a brutal dictatorship. For those of us holding onto that hope, this week brought disheartening news on multiple fronts.

Most chilling of all are the prospects for Iraqi women. As things now stand, their rights are about to be set back by nearly 50 years because of new family law provisions inserted into a draft of the constitution at the behest of the ruling Shiite religious parties.

These would make Koranic law, called Shariah, the supreme authority on marriage, divorce and inheritance issues. Even secular women from Shiite families would be stripped of their right to choose their own husbands, inherit property on the same basis as men and seek court protection if their husbands tire of them and decide to declare them divorced.

Less severe laws would be imposed on Sunni women, but only be-

cause the draft constitution also embraces the divisive idea of having separate systems of family law in the same country. That is not only offensive, but also impractical in a country where Sunnis and Shiites have been marrying each other for generations.

Unless these draft provisions are radically revised, crucial personal freedoms that survived Saddam Hussein's tyranny are about to be lost under a democratic government sponsored and protected by the United States. Is this the kind of freedom President Bush claims is on the march in the Middle East? Is this the example America hopes Iraq will set for other states in the region? Is this what American soldiers, men and women, are dying to bring about?

Women are not the only ones facing big losses in the new Iraq. The Sunni minority continues to be treated with contempt and suspicion because it enjoyed a privileged position under the old Baathist dictatorship. It took considerable American pressure to get a fair share of Sunnis added to the committee working on the new constitution, as members and consultants. Two of those appointed Sunnis were assassinated by insurgents this week, and Wednes-

day the others temporarily suspended their participation, citing security concerns.

In considering whether to again put their lives on the line, these Sunnis will not be encouraged by the latest destructive antics of Ahmad Chalabi, the former American favorite who is now a powerful deputy prime minister. Chalabi, who has long advocated barring even low-level former Baathists from official employment, has now succeeded in disrupting and discrediting the judicial tribunal preparing for the trial of Saddam. He is pressing for the dismissal of senior staff members, including a top judge, because of former Baathist associations.

The single most crucial requirement for Saddam's trial is preserving the appearance of impartial justice in the name of the whole Iraqi nation. Chalabi's actions, which his nominal boss, Prime Minister Ibrahim al-Jaafari, seems powerless to oppose, risk turning the proceedings into a tawdry spectacle of sectarian revenge, which would only fuel divisive and deadly hatreds.

Most days, the news from Iraq is dominated by suicide bombers and frightening scenes of carnage. Occasionally, the smoke clears for a day or two to reveal the underlying picture. That looks even scarier.

Sunni Arabs suspend work on Iraq constitution

By Edward Wong

BAGHDAD: Sunni Arab leaders said Wednesday that they were withdrawing temporarily from the writing of the new constitution after the assassination of two colleagues, a move that threatens to delay the drafting and undermine the legitimacy of the American-backed political process.

The head of the constitutional committee, Humam Hamoudi, insisted that the document would be completed by Aug. 1 and that subcommittees would be ready to submit proposed chapters by the weekend.

A draft of the second chapter has already sparked protests from women's groups, who say it has language strengthening religious law and weakening women's rights.

Several of the Sunni Arabs withdrawing from the committee said they would not take part until the Iraqi government, dominated by Shiite Arabs and

Kurds, provided them with adequate security. They accused the government of not giving protection to their colleagues, Mijbel Issa and Dhamin Hussein al-Obeidi, who were gunned down Tuesday afternoon by unknown assailants while driving through the center of Baghdad.

Some of the Sunni leaders have even implied in interviews that Shiites or Kurds might have killed the two politicians because of the men's opposition stand on critical constitutional issues, rhetoric that is certain to fuel rising sectarian tensions here.

The Parliament has until Aug. 15 to approve a draft of the constitution, which would then be submitted to a popular vote in October. A prolonged walkout by the Sunni Arabs on the 71-seat constitutional committee could severely hamper or derail the process.

The participation of the former ruling Sunni Arabs in the drafting of the constitution and in full-term elections

scheduled for December is considered crucial by the United States, which is aiming to politically co-opt the stubborn Sunni-led insurgency and plant a version of democracy here in the heart of the Middle East.

Without inclusive participation in the entire process, the civil conflict could worsen, with frustrated Sunnis, who make up a fifth of the population, continuing to take up arms against the Shiites, Kurds and Americans.

A suicide bomber detonated an explosives belt Wednesday at an Iraqi Army recruiting center in Baghdad, killing at least 6 men and wounding at least 29 other people, hospital officials said. Since the war, more than 100 men, mostly potential recruits, have been killed in frequent suicide bombings at the center, which is at the former Muthana military airport.

The sheik of Mehdiya Mosque in southern Baghdad, Muhammad Ali, was gunned down after morning prayers,

July 22, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

the officials said. Far to the south, in the conservative Shiite city of Basra, the deputy head of the Provincial Council, Hussein al-Daraji, was shot and killed, said Abdul Zahra Sameer, another Council member. Daraji belonged to the Fadilah Party, which was founded by a radical Shiite cleric.

The Sunni Arab leaders in Baghdad did not say when they would return to the constitutional committee. Last month, the committee, which had 55 seats, all but two held by Shiites and Kurds, agreed after protracted negotiations to give 15 additional seats to Sunnis and to add 10 consulting positions.

Issa held one of the 15 seats and Obeidi was a consultant, and both were from a prominent Sunni political group

called the National Dialogue Council.

"We have suspended our presence in the constitutional committee meetings for reasons regarding our own security and because of the negligence we are suffering," said Fakhri al-Qaisi, a dentist and fundamentalist Sunni who founded the council. "We think that we are being kept away from the constitution writing process.

"I think we were brought in just to complete the picture, but they are not serious about engaging us in the process."

Qaisi said Issa might have been killed because of his strong opposition to giving broad autonomy to regions or provinces, which the Kurds hope to enshrine in the constitution.

"That is why he was the victim, and all of us are potential victims in the fu-

ture," said Qaisi, who added that he would take Issa's seat if the Sunnis returned to the table.

There is no evidence to suggest that hard-line Shiites or Kurds assassinated Issa and Obeidi.

The Sunni insurgent group led by Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian militant, had threatened constitution writers with death and is suspected in the murders.

At a news conference on Wednesday, Hamoudi, the leader of the constitutional committee, acknowledged the Sunni walkout and said the security issues, such as giving the Sunnis proper badges to get into the heavily fortified Green Zone, could be solved easily.

The New York Times

« Un Iran nucléaire ne peut pas être toléré »

LE FIGARO. - La France et les deux autres pays européens concernés, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ont-ils raison de poursuivre les négociations sur le nucléaire avec l'Iran malgré l'élection du président Ahmadinejad ?

Ariel SHARON. - La France mène une action très positive au sein du trio des puissances européennes face à la menace du nucléaire iranien. Un Iran nucléaire serait d'abord un danger existentiel pour Israël, mais aussi un danger pour tout le Proche-Orient comme pour l'Europe. On ne peut pas tolérer que l'Iran devienne une puis-

sance nucléaire. L'Iran déclare ouvertement qu'un de ses objectifs nationaux est la destruction d'Israël. Ce pays est un centre du terrorisme international. Il a les moyens balistiques de menacer l'Europe. Simultanément,

Téhéran joue les prolongations, en menant une négociation à long terme avec l'Union européenne. Il ne faut pas lui laisser le loisir de gagner du temps. Ce pays ne donne aucun signe qu'il pourrait être disposé à renoncer à ses efforts nucléaires. Bien au contraire ! L'Iran doit arrêter et démanteler immédiatement tout le cycle d'enrichissement du combustible nucléaire. L'Iran conduit un programme nucléaire civil et un programme clandestin, qui se complètent l'un l'autre. Or le programme clandestin continue aujourd'hui.

Préconisez-vous des sanctions internationales ?

Les Iraniens redoutent les conséquences que peuvent avoir des sanctions internationales sur la stabilité de leur régime. La communauté internationale doit mener jusqu'à son terme la logique diplomatique, et ensuite

créer une coalition unie pour transférer ce dossier au Conseil de sécurité de l'ONU. Des sanctions économiques et sociales peuvent exercer une vraie pression sur le régime iranien. On devrait peut-être envisager de commencer par des sanctions économiques avant même la transmission du dossier au Conseil de sécurité.

Certains attendent des changements provenant de l'intérieur de l'Iran...

Le résultat des dernières élections n'encourage pas ce genre d'attentes. Seule une pression internationale pourrait créer, à l'intérieur du pays, les conditions d'un changement.

A quelle échéance pensez-vous que l'Europe devrait arrêter les négociations ?

Le plus rapidement possible. Car seuls des problèmes techniques empêchent

aujourd'hui les Iraniens d'avancer. Une fois qu'ils les auront résolus, le point de non-retour aura été atteint.

Etes-vous prêt à employer des moyens militaires pour empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique ?

Ce n'est pas Israël qui est à la tête de cette campagne, même si nous échangeons des informations avec les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Nous ne prenons pas de dispositions pour une action militaire contre l'Iran et nous n'en avons pas l'objectif. Nous croyons dans les pressions internationales sur l'Iran.



« L'islam radical cherche à accroître son influence et son territoire. Ses partisans mènent une lutte de civilisations dans le but de renverser le monde démocratique », affirme le premier ministre israélien, Ariel Sharon. (Photo Ammar Awad/Reuters.)

Politicians Press for Kirkuk Solution

By Yaseen al-Rubaie
Institute for War and Peace Reporting - July 20, 2005

Kurdish lawmakers in Iraq's National Assembly and in the Kurdistan regional parliament are stepping up pressure to restore the rights of people forced to leave the northern Kirkuk area under Saddam Hussein's programme of "Arabisation".

Tens of thousands of Kurds and people from other non-Arab communities were driven out of the city and the surrounding region, while in their place - and often in their homes - Saddam resettled Arabs from southern Iraq.

The Kurds started coming back after Saddam was ousted, and some tensions ensued as people tried to regain their property and as the demographic swing affected the political balance.

A Kurdish-led bloc won a decisive victory in the provincial elections held simultaneously with the January parliamentary ballot, and Kirkuk's Arab and Turkoman communities felt disadvantaged by a ruling by the Iraqi electoral commission that allowed more than 70,000 displaced Kurds to vote.

The provincial council has suffered months of delays as Arab and Turkoman members threaten to quit in protest at what they see as an unfair imbalance.

The 2004 Transitional Administrative Law, TAL - effectively an interim constitution for Iraq - seeks to restore the Kurds' rights while safeguarding those of the Arabs, many of whom were forced to relocate to Kirkuk. Article 58 of the TAL requires homes and property to be restored to those driven out of the area, or if this proves impossible, to provide fair compensation. The people who took their place are to be offered compensation or assisted with resettling in the provinces from which they originally came.

As Iraqi parliamentarians draft the new constitution that will render the TAL defunct, Kurdish politicians are pressing for Article 58 to be implemented in full before it is too late. Sami Shabak, a member of the Kurdish Alliance, the bloc which came second in the parliamentary election, recalled that his group had a pact with the winning Shia-led United Iraqi Alliance, UIA, to implement the terms of the TAL's Article 58 - and he called for this to happen sooner rather than later.

"We insist on the need to implement it at this stage," he said.

For the UIA, member of parliament Ali al-Dabagh said his bloc remained committed to Article 58 and denied reports that it was seeking a delay, "There are no differences as reported in the media; we agree that displaced people from Kirkuk who suffered from racial oppression should be given their rights."

The rights of displaced people is tied to the big issue of who Kirkuk should belong to. The city is claimed by Kurds

- who would like to see administrative boundary changes to incorporate it into the Kurdistan region - but also by the Arabs and Turkoman who live there.

Article 58 deals with this issue, too, saying a "permanent resolution of disputed territories including Kirkuk shall be deferred until after these measures [restoration of rights] are completed, a fair and transparent census has been conducted and the permanent constitution has been ratified". The law adds that the solution will be made "taking into account the will of the people of those territories", implying some kind of local referendum.

At a press conference last week, Iraqi president Jalal Talabani - who is a Kurd - reaffirmed that the Kirkuk issue will not be resolved until after the constitution has been drafted.

But Massoud Barzani, the president of Iraqi Kurdistan, and other Kurdish politicians have been calling for Kirkuk's status to be resolved beforehand and then made explicit in the constitution - which has to be finalised by August 15.

Earlier this month, the regional parliament in Kurdistan, which covers three governorates but not Kirkuk, said the terms of Article 58 must be implemented before the deadline for finishing work on the constitution. And it declared that Kurdish politicians sitting in the Iraqi national parliament should not approve a constitution that touches on matters relating to Kurdistan without seeking the assent of the Kurdistan assembly.

"Solving the Kirkuk problem is in the interest of every Iraqi," said Gulnaz Aziz Qadir, who sits on the Kurdish assembly's human rights committee. "The people who are now in Kirkuk as a result of Arabisation were brought there as a result of the bad policies of Baathism and Saddam."

Kurdistan lawmakers also said Article 58 should be implemented before the constitution is finished, as Kirkuk is a crucial issue for Kurds.

Adil Muhammed, a member of the Kurdish parliament, went further, saying that Article 58 did not go far enough in addressing the Kurds' grievances, and "that's why the issue needs to be addressed in the constitution. It is a confused and unclear article because there is no deadline for its implementation. Kurdistan's boundaries should be defined in the constitution and Kirkuk should be re-incorporated into it".

Members of the National Assembly countered that while they were addressing the issue, it could not be resolved in the month that is left before the deadline.

Among the topics still under discussion are compensation for the thousands of Kurds and others displaced by the Arabisation policy.

Hamid Majid Musa, the secretary general of the Iraqi Communist Party and head of the parliament committee charged with implementing Article 58, said the group is meeting on a weekly basis to establish a formula for compensating displaced people and resolving other issues. "But so far, the required amount for this process has not been decided," he said.

Abbas al-Bayati, who heads the Islamic Union of Iraqi Turkoman, and is also a member of the Iraqi parliament, says it will be easier to resolve the human rights issues than the matter of Kirkuk's status. "The humanitarian aspects of Article 58 say that displaced Kurds and Turkoman can go back to their lands, and there is no one who's against this," he said.

But al-Bayati insisted that the constitution will not contain an explicit definition of how Kirkuk itself is to be governed. "The constitution will not address the Kirkuk issue directly because it is not a constitutional issue, and it will be dealt with in a special way," he said.

The section of TAL's Article 58 that talks about "resolution of disputed territories" - meaning the possible adjustment of current administrative boundaries inherited from Saddam's regime - is contentious and will need extensive discussion, said al-Bayati.

He suggested Kirkuk may end up being given some special administrative status of its own that is acceptable to all sides.

Iraq: Bush's Islamic Republic

By Peter Galbraith

New York Review of Books - July 14, 2005

On June 4, Jalal Talabani, president of Iraq, attended the inauguration of the Kurdistan National Assembly in Erbil, northern Iraq. Talabani, a Kurd, is not only the first-ever democratically elected head of state in Iraq, but in a country that traces its history back to the Garden of Eden, he is, as one friend observed, "the first freely chosen leader of this land since Adam was here alone." While Kurds are enormously proud of his accomplishment, the flag of Iraq-the country Talabani heads-was noticeably absent from the inauguration ceremony, nor can it be found anyplace in Erbil, a city of one million that is the capital of Iraq's Kurdistan Region.

Ann Bodine, the head of the American embassy office in Kirkuk, spoke at the ceremony, congratulating the newly minted parliamentarians, and affirming the US commitment to an Iraq that is, she said, "democratic, federal, pluralistic, and united." The phrase evidently did not apply in Erbil. In their oath, the parliamentarians were asked to swear loyalty to the unity of the Kurdistan Region of Iraq. Many pointedly dropped the "of Iraq."

The shortest speech was given by the head of the Iranian intelligence service in Erbil, a man known to the Kurds as Agha Panayi. Staring directly at Ms. Bodine, he said simply, "This is a great day. Throughout Iraq, the people we supported are in power." He did not add "Thank you, George Bush." The unstated was understood.

1. When President Bush spoke to the nation on June 28, he did not mention Iran's rising influence with the Shiite-led government in Baghdad. He did not point out that the two leading parties in the Shiite coalition are pursuing an Islamic state in which the rights of women and religious minorities will be sharply curtailed, and that this kind of regime is already being put into place in parts of Iraq controlled by these parties. Nor did he say anything about the almost unanimous desire of Kurdistan's people for their own independent state.

Instead, President Bush depicted the struggle in Iraq as a battle between the freedom-loving Iraqi people and terrorists. Without the sacrifices of the American servicemen

and -women, and the largesse of the US taxpayer, the terrorists could win. As Bush put it, "The only way our enemies can succeed is if we forget the lessons of September 11-if we abandon the Iraqi people to men like Zarqawi."

Bush's effort to revive the link between Iraq and September 11 produced a flood of criticism, leading some of his critics to dismiss him as a habitual liar on Iraq matters. Alas, the comment may be more indicative of how disconnected administration strategy is from the realities of Iraq. Unfortunately, many of the administration's sharpest critics seem to share its assumption that there is a people sharing a common Iraqi identity, an inaccurate assumption that provides fodder for misleading Vietnam analogies.

There is, in fact, no Iraqi insurgency. There is a Sunni Arab insurgency. And it cannot win. Neither the al-Qaeda terrorists nor the former Baathists can win. Even if the US withdrew tomorrow, neither insurgents nor terrorists would be knocking down the gates to Iraq's Presidential Palace in Baghdad.

Basically, the military equation in Iraq comes down to demographics. Sunni Arabs are no more than 20 percent of Iraq's population. Even in Baghdad-once the seat of Sunni Arab power-Sunni Arabs are a minority. To succeed, the insurgency would have to win support from Iraq's other major communities-the Kurds at 20 percent and the Shiites at between 55 and 60 percent. This cannot happen.

While the Kurds are mostly Sunni Muslims, they have a history of repression at the hands of Sunni Arabs. A few dozen Kurds have been involved in terrorist acts, but al-Qaeda and its allies have no support in the Kurdistan population, which is one reason Kurdistan has largely been spared the violence that has wracked Arab Iraq.

The Shiites are completely immune to any appeal by insurgents. Sunni fundamentalists consider Shiites as apostates, and possibly a more dangerous enemy than even the Americans. (The Americans, they know, will leave. The apostates want to rule.) For the last two years, Sunni Arab

insurgents have targeted Shiite mosques, clerics, religious celebrations, and pilgrims—with a toll in the thousands. The insurgent goal is to provoke sectarian war, and they seem to be succeeding. In spite of calls for restraint by Shiite leaders, there are growing numbers of retaliatory killings of Sunni Arabs by Shiites.

But while the insurgents cannot win, neither can they be defeated.

For most of his thirty-five-year rule Saddam Hussein faced guerrilla warfare from Kurds or Shiites—and sometimes both. Even the most brutal of tactics could not pacify communities that did not accept Sunni Arab rule. Today Sunni Arabs reject rule by Iraq's Shiite majority. It is unrealistic to think the American military—operating with a fraction of the intelligence of the Saddam Hussein regime and with much less brutality (Abu Ghraib notwithstanding)—can quell a Sunni Arab resistance that is no longer solely anti-American but also anti-Shiite.

2. In his speech, President Bush outlined a two-pronged strategy for dealing with the insurgency: the training of Iraqi military and security forces to take over the fight (“As Iraqis stand up, we will stand down”) and the continuation of Iraq's democratic transition with the writing of a constitution as its centerpiece.

Building national security institutions is a challenge in a country that does not have a shared national identity. Saddam's army consisted of Sunni Arab officers (with a few exceptions) and Shiite and (until 1991) Kurdish conscripts. Today, the Iraqi military and security services are a mixture of Kurdish peshmerga, rehabilitated Sunni Arab officers from Saddam's army, and Shiite and Sunni Arab recruits. What is little known is that virtually all of the effective fighting units in the new Iraqi military are in fact former Kurdish peshmerga. These units owe no loyalty to Iraq, and, if recalled by the Kurdistan government, they will all go north to fight for Kurdistan.

The Shiites, naturally, want a Shiite military that will be loyal to the new Shiite-dominated government. They have encouraged the Shiite militias—and notably the Badr Brigade—to take over security in the Shiite south, and to integrate themselves into the national military. Neither the Shiites nor the Kurds want the Sunni Arabs to have a significant part in the new Iraqi military or security services. They suspect—with good reason in many cases—that the Sunni Arabs in the military are in fact cooperating with the insurgency. No Kurdish minister in the national government uses Iraqi forces for his personal security, nor will any of them inform the Iraqi authorities of their movements. Instead, they entrust their lives to specially trained peshmerga brought to Baghdad. Many Shiite ministers use the Shiite militias in the same way.

A few months after the Iraqi elections, Defense Secretary Rumsfeld flew to Baghdad to warn the new Shiite-led government not to purge Sunni Arabs from the police and military. He got a promise, but the government has no intention of keeping on people associated with Saddam's regime. Too many of them have the blood of Shiites or Kurds on their hands, and neither group is in a forgiving mood. But the Americans, with little comprehension of Iraq's recent history, seem not to understand. Recently, the

Kurds identified the retired Iraqi officer who personally carried out the 1983 execution of more than five thousand members of the tribe of the Kurdish leader Massoud Barzani. The killer's son holds a senior security position in Iraq, appointed by the American occupation authorities.

3. A Shiite list won a narrow majority in Iraq's January elections. Sponsored by Iraq's leading Shiite, Ali al-Sistani (himself an Iranian who was therefore ineligible to vote for his own list), the list includes Shiite religious parties, some secular Shiites including the one-time Pentagon favorite Ahmad Chalabi, and even a few Sunni Arabs. Real power in Shiite Iraq rests, however, with two religious parties: Abdel Aziz al-Hakim's Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) and the Dawa (“Call,” in English) of Iraq's Prime Minister Ibrahim Jaafari. Of the two, SCIRI is the more pro-Iranian. Both parties have military wings, and SCIRI's Badr Corps has grown significantly from the five thousand fighters that harassed Saddam's regime from Iran in the decades before the war; it now works closely with Iraq's Shiite interior minister, until recently the corps' commander, to provide security and fight Sunni Arab insurgents.

SCIRI and Dawa want Iraq to be an Islamic state. They propose to make Islam the principal source of law, which most immediately would affect the status of women. For Muslim women, religious law—rather than Iraq's relatively progressive civil code—would govern personal status, including matters relating to marriage, divorce, property, and child custody. A Dawa draft for the Iraqi constitution would limit religious freedom for non-Muslims, and apparently deny such freedom altogether to peoples not “of the book,” such as the Yezidis (a significant minority in Kurdistan), Zoroastrians, and Bahais.

This program is not just theoretical. Since Saddam's fall, Shiite religious parties have had de facto control over Iraq's southern cities. There Iranian-style religious police enforce a conservative Islamic code, including dress codes and bans on alcohol and other non-Islamic behavior. In most cases, the religious authorities govern—and legislate—without authority from Baghdad, and certainly without any reference to the freedoms incorporated in Iraq's American-written interim constitution—the Transitional Administrative Law (TAL).

Dawa and SCIRI are not just promoting an Iranian-style political system—they are also directly promoting Iranian interests. Abdel Aziz al-Hakim, the SCIRI leader, has advocated paying Iran billions in reparations for damage done in the Iran-Iraq war, even as the Bush administration has been working to win forgiveness for Iraq's Saddam-era debt. Iraq's Shiite oil minister is promoting construction of an export pipeline for petroleum from Basra to the Iranian port city of Abadan, creating an economic and strategic link between the two historic adversaries that would have been unthinkable until now. Iraq's Shiite government has acknowledged Iraq's responsibility for starting the Iran-Iraq war, and apologized. It is an acknowledgment probably justified by the historical record, but one that has infuriated Iraq's Sunni Arabs.

Through its spies, infiltrators, and sympathizers, Iran has a presence in Iraq's security forces and military. It is virtually certain that Iran has access to any intelligence that

the Iraqis have. Not only does Iran have an opportunity to insert its people into the Iraqi apparatus, it also has many Iraqi allies willing to do its bidding. When I asked an Iraqi with major intelligence responsibilities about foreign infiltration into Iraq, he dismissed the influx from Syria (the focus of the Bush administration's attention) and said the real problem was from Iran. When I asked how the infiltration took place, he said simply, "But Iran is already in Baghdad."

On July 7, the Iranian and Iraqi defense ministers signed an agreement on military cooperation that would have Iraqis train the Iraqi military. The Iraqi defense minister made a point of saying American views would not count: "Nobody can dictate to Iraq its relations with other countries." However, even if the training is deferred or derailed, it is only the visible-and very much smaller-component of a stealth Iranian encroachment into Iraq's national institutions and security services.

So far, the Bush administration seems surprisingly untroubled by the influence in Baghdad of a country to which it has shown unrelenting hostility. But should the President want to understand why the Shiites have shown so little receptivity to his version of democracy, he need only go back to his father's presidency. On February 15, 1991, the first President Bush called on the Iraqi people and military to overthrow Saddam Hussein. The Shiites made the mistake of believing he meant it. Three days after the first Gulf War ended, on March 2, 1991, a Shiite rebellion began in Basra and quickly spread to the southern reaches of Baghdad. Then Saddam counterattacked with great ferocity. Three hundred thousand Shiites ultimately died. Not only did the elder President Bush not help, his administration refused even to hear the pleas of the more and more desperate Shiites. While the elder Bush's behavior may have many explanations, no Shiite I know of sees it as anything other than a calculated plan to have them slaughtered. By contrast, Iran, which backed SCIRI and Dawa and equipped the Badr Brigade, has long been seen as a reliable friend.

4. Days after the Kurdistan National Assembly convened in June, it elected Kurdistan Democratic Party leader Masood Barzani as the first president of Kurdistan. Before so doing, it passed a law making him commander in chief of the Kurdistan military but then specifically prohibiting him from deploying Kurdistan forces elsewhere in Iraq, unless expressly approved by the assembly. (Kurdistan retains some 50,000 peshmerga under the direct control of the Kurdistan government.) The assembly also banned the entry of non-Kurdish Iraqi military forces into Kurdistan without its approval. Kurdish leaders are mindful that their people are even more militant in their demands. Two million Kurds voted in a January referendum on independence held simultaneously with the national ballot, with 98 percent choosing the independence option.

Kurdistan's leaders would like Iraq to be a loose confederation in which Kurdistan makes its own laws, retains its own military, the Iraqi military stays out, and Kurdistan manages its own oil and water resources. Although Iraq's interim constitution, the TAL, talks of "federalism," it has been implemented so as to create no more than a confederal relationship between Kurdistan and the rest of Iraq. The Kurdish leaders would accept its continuation provided the

text was clarified to assure Kurdistan's ownership of petroleum in the region and if the status of the disputed region of Kirkuk were resolved.

While the Shiite religious parties accepted the TAL when it was promulgated in 2004, the Kurds now believe they don't mean it. When he swore in his cabinet on May 3, 2005, Shiite Prime Minister Jaafari eliminated the reference to a "federal Iraq" from the statutory oath of office; this so angered Barzani that he forced a second swearing-in ceremony. Some Shiite drafts for Iraq's permanent constitution would sharply restrict Kurdistan's autonomy and demote Kurdish from its current status at the federal level as an official language equal with Arabic. The Kurdish leaders also worry that the Shiites will try to eliminate Kurdistan's current ability to modify the application of national law in Kurdistan; they fear that the Shiites will, at least, stop secular Kurdistan from rejecting the imposition of Islamic law.

5. In his speech, President Bush alluded to the importance of Iraqis meeting their deadlines. The deadline that looms is August 15 for the National Assembly to adopt a constitution. As of this writing, great effort has been devoted to questions of expanding the drafting committee to include Sunni Arabs. Very little has been done on the substantive work of writing a constitution.

Because the differences among Iraq's three communities are so great, it seems unlikely that they can find common ground on a constitution by August 15, if ever. But the deadline could be met if the assembly agrees simply to continue the TAL, with some modifications of the provisions on oil and Kirkuk. The Shiites have a desire similar to the Kurds' for oil to be owned and managed by the regions. The Shiite south sits on top of nearly 80 percent of Iraq's known oil and, like the Kurds, the Shiites feel the old system of central management enriched Baghdad and the Sunni Arabs without providing any benefits to the regions owning the oil. Shiite leaders from the three oil-rich southern governorates have already proposed to create a southern region that, like Kurdistan, would have its own oil.

Control over Kirkuk, an ethnically mixed governorate, will be much more difficult to solve. The Kurds insist it is the heart of Kurdistan, and believe a great injustice was done when Saddam expelled Kurds from the area and resettled Arabs in their place. But Kirkuk also has indigenous Arabs, Turcomans, Assyrians, and Chaldeans. The Kurds and Shiites could make a deal to have a referendum to determine Kirkuk's future, which, since the Kurds are now again likely to have a majority, could be significantly at the expense of the Sunni Arabs. But not entirely, since Kirkuk's Arabs and Turcomans are both Sunni and Shiite.

In the coming constitutional battle, Kurdistan leaders-and many secular Arab Iraqis-will be drawing the line on three principles: secularism, the rights of women, and federalism. They fear that President Bush will be more interested in meeting the August 15 deadline for a constitution than in its content, and that they will be under pressure to make concessions to the Shiite majority. It may be the ultimate irony that the United States, which, among other reasons, invaded Iraq to help bring liberal democracy to the Middle East, will play a decisive role in establishing its second Shiite Islamic state.

In fact an agreement on the constitution in the National Assembly may not end Iraq's sectarian divisions but set the stage for new battles. Voters must approve the constitution in a referendum scheduled for October 15, and under the TAL two thirds of the voters in any three governorates may veto it. There are three Kurdish governorates, but also three Sunni Arab governorates. Even if Kurdistan's leaders reluctantly accept a Shiite-written constitution, the independence-minded Kurdistan electorate may reject it. Moreover, the Sunni Arabs could easily use the referendum to torpedo any Shiite-Kurdish agreement.

The ratification clause of the TAL creates a timed fuse that could blow Iraq apart, and as is true for so much else that has gone wrong, it is American arrogance and ignorance that are to blame. When Iraq's Governing Council was considering the TAL in February 2004, the Kurds came up with a simple proposal to protect their existing autonomy: the permanent constitution would come into effect if ratified by a majority of Iraqis, but would only be operative in Kurdistan if ratified by a majority of Kurdistan's voters. This simple formula, which involved no veto on the ratification on the constitution but only a geographic limitation on where it would apply, was largely acceptable to the Arab Iraqis. But it was not acceptable to the American administrator, L. Paul Bremer, who did not want to concede that Iraq's ethnic communities should be treated differently. He came up with the three-governorate formula, preparing the way for a future train wreck.

6. There are two central problems in today's Iraq: the first is the insurgency and the second is an Iranian takeover. The insurgency, for all its violence, is a finite problem. The insurgents may not be defeated but they cannot win. This, of course, raises a question about what a prolonged US military presence in Iraq can accomplish, since there is no military solution to the problem of Sunni Arab rejection of Shiite rule, which is now integral to the insurgency.

Iraq's Shiites endured decades of brutal repression, to which the United States was mostly indifferent. Iran, by contrast, was a good friend and committed supporter of the Shiites. By bringing freedom to Iraq, the Bush administration has allowed Iraq's Shiites to vote for pro-Iranian religious parties that seek to create and are creating -an Islamic state. This is not ideal but it is the result of a democratic process.

The Bush administration should, however, draw the line at allowing a Shiite theocracy to establish control over all of Iraq. This requires a drastic change of strategy. Building powerful national institutions in Iraq serves the interest of one group-today it is the Shiites-at the expense of the others, and inevitably produces conflict and instability. Instead, the administration should concentrate on political arrangements that match the reality in Iraq. This means a loose confederation in which each of Iraq's communities governs itself, and is capable of defending itself. It may not be possible to accomplish this in a constitution, since the very process of writing a constitution forces these communities to confront issues-religion, women's rights, ownership of oil, regional militaries- that are hard to resolve ideologically.

Many of these issues, however, could conceivably be worked out practically. For example, the Iraqi Ministry of Oil and the Kurdistan government are currently cooperating on fulfilling oil contracts made by the Kurdistan government, without having to face the constitutional issue of who owns the resources. Without having to make a constitutional decision on religion, the Shiite south can apply Islamic law as it now does and Kurdistan can remain secular.

War always has unintended consequences. Currently we are pursuing a strategy that will not end the insurgency but that plays directly into the hands of Iran. No wonder Agha Panayi, the Iranian intelligence official, was smiling.

Federalism can prevent Iraq civil war

By David L. Phillips
Washington Examiner - July 21, 2005

Iraq's spiral of deadly sectarian violence has been between Arab Sunnis and Arab Shi'a. But if Iraq fragments, it will be along ethnic lines that pit Arabs against Kurds. The Kurds seek a secular republic with Kirkuk as the capitol of a federal Iraqi state called Kurdistan. If the constitution addresses their core demands, the Kurds might be flexible on other issues that threaten to break consensus during current negotiations on Iraq's permanent constitution.

Most Iraqis agree that the best way to balance the competing demands for democracy and unity is through a federal structure that assigns specific authorities to the national government while decentralizing control to regional and local governments.

As envisioned, powers would be reserved for federal Iraqi states unless they are specifically allocated to the national government. Federalism is a contract between equal

groups; it is preferable to autonomy, which is bestowed by the national government to a lesser party and can be more easily revoked.

Although federal Iraqi states should be composed using geographic criteria, they should also take into account regional interests and cultural affinities. Saddam Hussein's policy of "ethnic correction" reapportioned territories within several northern provinces including Kirkuk. Consistent with Article 58 of the interim constitution, a system of property claims and compensation should be established so that displaced persons have the right to return to their homes before the Iraqi government conducts a census and organizes a popular referendum allowing them to determine their federal Iraqi state affiliations.

Other northerners - Arabs, Turkmen and Assyrians - are nervous about domination by Kurds in a federal Iraqi

Kurdistan. Though federalism goes hand in hand with minority rights, the best way to guarantee their group rights is through a robust bill of individual rights enshrined in the Iraq Constitution. Given Iraq's history of ethno-religious conflict, the constitution should go even further by including explicit provisions protecting groups from discrimination, promoting equality and enabling them to preserve their unique identities.

The role of religion in Iraqi governance is another potential deal-breaker. The Kurds, who are staunchly secular and pro-Western, strongly resist efforts by clerics to apply Islamic law nationwide without restraint. Yet Islam is a powerful force shaping Iraqi society. The circle can be squared by making Islam the official religion of Iraq and requiring that national legislation be consistent with Islamic law. The constitution should not, however, require the application of Islamic law to family matters such as marriage, divorce and inheritance. Consistent with the principle of decentralization, family law should be left to federal Iraqi states, which may enact any law they see fit, subject to the requirement that the law does not violate the rights of equal protection in the constitution. The Quran is subject to interpretation; conservative clerics must not push too hard.

If the constitution guarantees federalism and secularism,

Kurdish leaders would be flexible on other contentious issues. For example, the Kurds may surrender exclusive control of the rich Kirkuk oil fields and allow the national government to control Iraq's national oil wealth, provided that revenues were distributed to federal Iraqi states based on their percentage of the total population.

Kurdish fighters - called peshmarga ("those who walk before death") - enjoy a revered position in Kurdish society for protecting Kurds from Saddam's genocidal campaigns and from the intrusion of Turkish troops. Though Kurdish leaders are likely to resist demobilizing and disarming the peshmarga, they might allow the whole units to be co-opted in the Iraqi national army, join federal Iraqi state civilian defense forces, perform local police functions or retire with a pension.

Compromise and consent will not be easy. If Iraqis fail to use negotiations of the permanent constitution as a tool of national reconciliation, violence could worsen and start to fragment. In this event, it would be in the United States national interest to withdraw its forces to Kurdistan, secure the Kirkuk oil fields, and protect the last bastion of democracy in Iraq. A moral dimension also exists: It would be wrong for the U.S. to sell out the Kurds as it did in 1974 and 1991.

Kurds Call for Referendum

By Ellen Knickmeyer
Washington Post - July 23, 2005

BAGHDAD, July 22 — Kurdish leaders have requested that the new Iraqi constitution guarantee the Kurdish minority the right to vote on independence in eight years, a Kurdish member of the constitutional committee said Friday.

The call for a referendum on secession from Iraq is the Kurds' most overt push toward independence since the fall of president Saddam Hussein. Saadi Barzanchani, a Kurdish member of the national committee drafting the constitution, said Kurds would probably vote to remain part of Iraq if the country became the democracy that Iraqi and U.S. leaders have promised. "Eight years will be sufficient time to see," he said in an interview.

Barzanchani said Kurdistan's regional parliament made the decision to push for a guaranteed right to vote in the new constitution, which the committee is trying to piece together by Aug. 15.

Many Sunni Arabs, a minority group that had ruled the country for eight decades, oppose Kurdish independence and a drive for autonomy by some Shiite Arabs in the southern part of the country. Shiites make up the majority of Iraq's population.

"Iraq is a united country. I call on patriots to stand against this brutal campaign and insist that Iraq should be one country, one land and one rule," Mahmoud Sumaidaie, a Sunni cleric, said in a sermon during Friday prayers at a mosque in Baghdad. "We don't want the separation.

Iraq will be the homeland of the Sunnis, Shiites, Kurds and other minorities."

Countries that border Iraq have long opposed statehood for the estimated 3.5 million Iraqi Kurds, who represent a fraction of the approximately 20 million Kurds living in a region that stretches from Turkey through the former Soviet Union to Iran. Iraq's neighbors fear that allowing independence for Iraqi Kurds would fuel separatist drives in their own countries.

U.S. officials have consistently opposed the secession hopes of their Iraqi Kurdish allies, saying a landlocked Kurdistan, surrounded by hostile neighbors, would not be viable.

Barzanchani said secession was "the legitimate right of each part of Iraq." He argued that granting all regions the right to break away if the central government neglected them was "one of the strongest guarantees of unity" for Iraq. Kurds make up 15 to 20 percent of Iraq's population. In the 1980s, Hussein unleashed a campaign of violence against the Kurds that killed more than 100,000 in northern Iraq, according to international human rights groups. Hussein also crushed a Kurdish revolt following the Persian Gulf War. U.S. forces later enforced a no-fly zone that gave Kurds enough protection to declare autonomy. Iraqi President Jalal Talabani, a Kurd, has said he wants the Kurdish region to remain part of Iraq. But separatist sentiment pervades his homeland.

More than 90 percent of voters questioned in Kurdistan

during January's national elections said they wanted independence, according to a frequently cited survey conducted at polling places. The debate over how much autonomy to give Kurds in the north, Shiites in the south, and Sunnis in the center and west of the country has become one of the most difficult issues to be settled before Iraq can draft a constitution.

Kurdish leaders have been audacious in pushing their claims. This week, they unveiled a map — which they wanted appended to the new constitution — that lays claim to hundreds of miles of territory extending south of Baghdad. The territory includes the disputed, oil-rich city of Kirkuk. Another Kurdish official, Mullah Bakhtiyar, later told the Associated Press that the extended boundary was a "red line" for Kurds and that they were committed to it.

A Western diplomat on Friday urged members of the constitutional committee to maintain "flexibility and realism."

The diplomat, speaking to reporters in Baghdad under the

agreement that he not be named, also appealed to the constitution's framers to stick to the Aug. 15 deadline for having a draft constitution approved by the National Assembly. The charter would then go before Iraqi voters.

"You kick this down the road six months, it's going to look like the whole process is blocked," the diplomat said.

The diplomat also said a draft he saw Friday had removed a stipulation that family matters such as divorce and inheritance be governed by the laws of an individual's religious sect. Some Iraqis had feared that religious law under the rule could be used to limit the rights of women. The official stressed, however, that the wording of the constitution was changing daily.

Work on the constitution continues despite the walkout of more than a dozen Sunni Arabs after the assassination Tuesday of a fellow Sunni member of the committee. In attacks Friday, a roadside bomb killed a U.S. Marine west of Baghdad, and news agencies reported that gunmen wounded an Iraqi army captain and killed his 23-year-old wife. The couple had been married one day.

Barzani Adheres To Kirkuk's Belonging To Kurdistan Region

Kurdistan Observer
July 23, 2005

Arbil, (Southern Kurdistan)- July 23, 2005- Massoud Barzani, a Kurdish leader and president of Iraqi Kurdistan region, has reconfirmed that Kirkuk is a part of Iraqi Kurdistan. Meanwhile, he called for converting it to "a model city for national and sectarian coexistence".

The day before yesterday evening, during his reception of the city council members, Barzani said, "Kirkuk's issue is sensitive. Everyone should handle it with reasoning."

He added, "The remaining of the current situation in Kirkuk is unacceptable by Kurds. There is an agreement and commitments in the state administration code for the interim period, which all the parties should abide by."

Barzani is referring here to the Kurds' demands for the return of the residents, whom Saddam Hussein's regime has deported from Kirkuk, or receiving fair compensations through a logical time limit and allowing the Arabs who

settled there to find land in their original homeland. Barzani has reconfirmed, "Geographically and historically, Kirkuk is a part of Iraqi Kurdistan." Nevertheless, he added that admitting this fact does not mean that Kirkuk is only for Kurds, but it is for the Kurds, Turkmen, Kild-Assyrians and the original Arabs. He stressed the necessity of converting this city to a model city for national and sectarian coexistence.

As regards the demand of Arabs and Turkmen for creating the province council on basis of accord, Barzani said, "I wonder when I see some people in the new Iraq handling the issue of Kirkuk in the same former chauvinistic mentality." He added, "We would not accept that. Those people have to handle the issue of Kirkuk in a realistic manner." He considered that those, who are speaking from behind the curtain of accord, should know that the accord should be established on logical basis and belief in the federation and democracy.

Iraqi Kurds Demand Say Over Northern Oilfields

Reuters - July 29, 2005

AMMAN (Reuters) - Iraq's Kurds want at least partial control over northern oil resources in a post-war political system that ends uneven distribution of wealth, Planning Minister Barham Salih said on Friday.

The Kurds, who emerged as a powerful faction in postwar Iraq along with the Shi'ite majority, are lobbying for a new constitution being drafted to allow all provinces, including southern oil centers, to participate in oil decision making, Salih, who is a leading Kurdish politician, told Reuters.

If this succeeds, foreign oil firms will have to negotiate about developing fields in the country with the second largest reserves in the world with provincial governments eager to raise their share of oil revenue, as well as with central government.

"We call for allowing the provinces to participate in managing the oil sector because the strict central system of managing it has proved its failure," said Salih, who was in Amman after meeting British Prime Minister Tony Blair

in London. Salih said negotiations to decentralize power over the economy, allowing more say for northern Kurdish provinces and the mostly Shi'ite south, were crucial for the success of the new federal constitution.

“There are different opinions in the constitutional committee about ownership of resources. Some are demanding (local) ownership and others are demanding general national ownership,” he said.

“We must not repeat the past monopoly by a few of resources,” he said, referring to Saddam's Tikriti clan.

DEVOLUTION

A copy of a draft constitution being discussed by the parliamentary committee was published in the state-owned al-Sabah newspaper this week.

It said regional governments can strike agreements with foreign governments that “do not contradict the rights and interests of the federal union or other provinces.”

Salih did not say how much authority regional governments would have to negotiate oil deals versus the central government.

A senior Shi'ite official, who declined to be named, told Reuters the oil devolution scheme was likely to succeed, although there was concern it could increase the politicization of the sector and rob it of direction. Scores of foreign companies have been in contact with the American-backed central government since the U.S.-led invasion that removed Saddam Hussein and his Baath party from power in 2003 about the potential for oilfield development.

Some have been also talking with Kurdish officials in Arbil And Suleimaniya, the Kurdish capitals of the north, oil executives said.

“The federal structure should guarantee balanced development. One of the vices of the oppressive central system is unjust distribution of wealth and resources,” Salih said.

“Go to the southern Amara province, which is an important source of oil, and you see miserable basic services. Go to Kirkuk, this city rich with oil, and you see low living standards and appreciate the size of the problem in Iraq,” he added.

The north has major oil and gas fields, including Kirkuk, an ethnically mixed province that Kurds demand as part of their federal region and whose status is expected to be decided after general elections due at the end of this year. Sabotage against oil facilities has contributed to limiting Kirkuk's output to 400,000 barrels per day (bpd). The rest of Iraq's 1.8 million bpd output comes mainly from the south.

The country's oil planners hope to raise output to five million bpd in a few years if Iraq stabilizes and its oilfields are developed after decades of wars and crushing U.N. sanctions that caused economic collapse. Would press on with its campaign to join the European Union, arguing that anti-Turkish sentiment was not a major factor in this

week's rejection of an EU constitution by voters in France and the Netherlands. Speaking in an exclusive interview with The Associated Press ahead of his Wednesday meeting at the White House, Erdogan said he wants the guerrilla bands of Turkish Kurds “to be totally taken out of northern Iraq.”

At least 14 Turkish soldiers and 49 rebels have died since March in guerrilla attacks after a lull of several years, and the fight is becoming an increasingly sore point in already strained relations between the two NATO allies. Turkish leaders have repeatedly demanded that the U.S. military move against guerrillas loyal to the Kurdistan Workers Party, which has been fighting for an autonomous Kurdish region in southeastern Turkey for two decades. But U.S. forces have their hands full with the Iraqi insurgency. American commanders are not willing to spare soldiers to chase guerrillas from bases in the forbidding terrain of northern Iraq, a Kurdish region that is one of the few stable spots in Iraq.

Erdogan said the problem has to be addressed.

“They are involved in armed training in northern Iraq and they infiltrate into Turkey,” he said, sitting in the garden of his official residence. “Unfortunately terrorism which is being nourished there is continuing to create trouble.”

Turkish intelligence officials say some 2,000 Kurdish guerrillas have moved into Turkey this year to launch attacks and estimate there are 3,500 more in Iraq. Some 37,000 people have died in the fighting since 1984. The issue is extremely sensitive for Turks, many of whom blame the U.S.-led invasion of Iraq for the rise in fighting.

Turkish leaders also worry that the growing power of Iraqi Kurds in their home region could encourage the rebels in southeastern Turkey and increase aspirations for a pan-Kurdish state that would take parts of Turkey, Iraq, Iran and Syria. Erdogan's demand for action comes amid a slow recovery in U.S.-Turkish relations that were damaged by Turkey's refusal to let U.S. troops or warplanes operate from Turkey during the Iraq invasion. Defense Secretary Donald H. Rumsfeld, who was angered by that rebuff, said in March that Iraq's insurgents would be weaker if Turkey had permitted American soldiers to open a northern front in the Iraq war.

Erdogan complained that some officials and news commentators began questioning the value of the U.S.-Turkish partnership after the differences over the Iraq war. “These are steps that are being taken by people with bad intentions who are trying to cast a shadow over our solidarity. We will never allow this to happen,” he said.

Erdogan also is certain to talk to Bush about Turkey's bid for European Union membership, which Washington has strongly supported. Erdogan said he was disappointed by the French and Dutch referendums, but insisted they were not caused by opposition to EU membership for his predominantly Muslim nation. He said he expected EU governments to accept Turkey's bid once his country completes reforms. In 10 to 15 years the EU “will be a place where civilizations meet. ... It will become a global power with Turkey's accession,” he said. Some opponents of the proposed EU charter have cited Turkish membership as a

worry. There is growing opposition in Europe to immigration from Muslim countries and serious questions about whether the EU should allow in a mostly poor, Muslim country of 70 million people. But Erdogan said fears of Turkish membership were not the primary concern. "In France there was no anti-Turkish sentiment," he said.

"There was some in the Netherlands, but even there, unemployment, economy, security were at the forefront."

Erdogan has largely staked his premiership on winning membership for Turkey, which once was the heartland of the Ottoman Empire but is now a secular state that sees itself as a bridge between European and Asian cultures.

"I would have wished that the results in France or the Netherlands were not as such," Erdogan said. "There is a negative climate prevailing."

But, he added, "an EU which is on its way to becoming a global power will overcome this."

Sept rebelles kurdes abattus lors de combats dans l'est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 27 juil 2005 (AFP) - 13h17 - Sept rebelles kurdes du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité turques dans l'est anatolien à majorité kurde, ont affirmé mercredi des sources de sécurité locales.

L'accrochage est survenu dans une zone rurale de la province de Van, frontalière de l'Iran, au cours d'une vaste opération menée depuis une quinzaine de jours par la gendarmerie turque dans cette province et celles voisines de Sîrnak et Hakkari, ont précisé ces sources.

Elles ont ajouté que l'opération se poursuivait et n'ont pas fait état de pertes au sein des forces de sécurité.

La violence a repris en juin 2004 dans le sud-est de la Turquie après que le PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, eut mis fin à un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans au motif qu'il considérait les réformes d'Ankara en faveur des Kurdes insuffisantes.

PKK en Irak: la "tolérance" de la Turquie a ses "limites" (Erdogan)



LONDRES, 28 juil 2005 (AFP) - 2h55 - Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré à un quotidien britannique que la "tolérance" de la Turquie avait ses "limites" concernant les camps du PKK dans le nord de l'Irak, laissant entendre que son pays pourrait intervenir si Washington ne rémédiât pas à la situation.

"Actuellement, pour parler franchement, nous ne voyons pas les efforts des Etats-Unis auxquels nous nous attendions", a-t-il déclaré au quotidien The Times à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre britannique Tony Blair.

"Il existe une limite dans le temps, il y a une limite à ce que nous pouvons tolérer", a-t-il encore insisté selon l'édition de jeudi du quotidien.

Ankara a enjoint à plusieurs reprises Washington d'intervenir contre les camps établis dans le nord de l'Irak par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a récemment multiplié ses attaques dans le sud-est anatolien à majorité kurde, et la Turquie a déjà fait savoir qu'elle s'estimait en droit d'intervenir pour poursuivre le PKK.

"Si un pays, un peuple, une nation sont menacés, ce pays peut faire ce qui est nécessaire (pour se protéger, NDLR) en vertu du droit international", a déclaré M. Erdogan.

Le PKK s'est retiré dans le nord de l'Irak en 1999, après avoir décrété un cessez-le-feu unilatéral mettant un terme à quinze ans de combats avec l'armée turque, qui ont fait quelque 37.000 morts.

Considéré comme un mouvement terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, il a repris ses activités en Turquie en juin 2004, arguant de l'insuffisance des mesures décrétées par Ankara en faveur de la minorité kurde.



Le plus jeune colonel irakien: un ex-peshmerga ayant combattu l'armée de Saddam

BAAQOUBA (Irak), 28 juil (AFP) - 9h47 - Le plus jeune colonel de l'armée irakienne, Samane Talabani, est déjà à 37 ans un redoutable guerrier car durant 15 ans il a combattu comme peshmerga kurde contre l'armée de Saddam Hussein.

"Je suis Kurde, mes soldats sont Arabes, mais nous sommes tous des Irakiens. Je ne veux pas savoir qui est chiite ou sunnite. L'armée n'est plus au service d'une communauté mais du peuple irakien", explique cet homme mince, qui vient de prendre le commandement de la 2e brigade de la 5e division de l'armée irakienne.

De taille moyenne, cet officier supérieur, diplômé l'an dernier de l'académie militaire australienne, est le neveu de l'actuel président irakien, mais il a combattu dans les rangs de la formation rivale, le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani.

"Une armée pour défendre le pays, pas pour en envahir d'autres. Une armée de petite taille mais de qualité, alliée avec des pays puissants. Car lorsque nous aurons remporté la guerre contre le terrorisme, c'est d'ouvriers, pas de soldats dont nous aurons besoin", espère-t-il, s'exprimant dans un anglais courant.

Il commande plus de 3.000 hommes, les "lions du désert", et son terrain de chasse est la province rebelle de Diyala, qui compte près de 1,8 million d'habitants - à près de 400 km d'Erbil, sa ville natale dans le Kurdistan.

"Je suis un kurde Irakien, mais les Kurdes sont trop peu nombreux et entourés par des pays puissants. Nous sommes plus forts au sein de l'Irak", dit-il en montrant l'autocollant proclamant en arabe "j'aime l'Irak", sur l'armoire de son bureau, qui lui sert aussi de chambre.

Marié et père d'un petit garçon, le colonel Talabani affiche un mépris de la mort, alors que l'armée irakienne est la cible d'attaques quotidiennes, notamment dans son secteur.

"Nous sommes prêts à mourir. Mais ils ne nous arrêterons pas ainsi. Si je suis assassiné demain, un autre prendra ma place. Nous allons l'emporter car notre cause est juste. Et le temps joue en notre faveur", assure-t-il, évoquant les longues files d'attente devant les centres de recrutement, pourtant visés par des attentats suicides meurtriers.

Il en faudrait plus pour effrayer ce jeune officier au regard sombre. "Je reviens de trop loin", dit-il avec un sourire triste.

"J'ai été blessé cinq fois sous l'uniforme de l'armée kurde, en combattant à partir de 1991 (après la création d'une zone autonome kurde dans le nord de l'Irak, ndr) l'armée de l'ancien régime de Saddam Hussein, les groupes terroristes islamiques, ou des membres du PKK", organisation clandestine kurde de Turquie, raconte-t-il.

Après l'invasion américaine, en mars 2003, Samane Talabani a été le premier officier kurde à rejoindre la nouvelle armée irakienne. Pour faire reconnaître son grade par les GI's avec lesquels il n'a aucun état d'âme à travailler, il porte sur son gilet pare-balles, un "full bird", grade argenté de colonel de l'armée américaine.

"A Canberra, des stagiaires français ou chinois me demandaient comment pouvais-je collaborer avec les Américains. Je leur répondais +Mais qu'ont fait vos pays pour nous aider?+. J'ai gravé un CD des photos et des documents sur les crimes de Saddam, pour leur montrer l'horreur de ce régime", confie-t-il.

"Sans le soutien américain, nous serions à genoux. Mais nous avons besoin de l'aide de tous les pays pour rétablir l'eau, l'électricité, les routes... Le vieux dictateur a tout détruit", juge-t-il.

Au retour de sa dernière opération, déposant son Fal, fusil d'assaut belge, acheté avec ses propres deniers, car dit-il, "je déteste les Kalashnikov", le colonel Talabani se montre satisfait.

"J'ai constaté que les gens n'ont plus peur des soldats, ils ne fuient plus en nous voyant arriver. Quand on les traite avec dignité, les gens apprennent à nous respecter", enseigne-t-il à ses troupes.

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEU
EUROOPAN PARLAMENTTI
UROPA PARLAMENTET

Le Point de la session

PARLEMENT EUROPEEN

Juillet - 2005

RELATIONS EXTERIEURES

Les forces de l'ONU devraient remplacer les troupes étrangères en Irak

Giorgos DIMITRAKOPOULOS (PPE/DE, EL)
L'Union européenne et l'Irak : un cadre pour l'engagement
Doc.: A6-0198/2005
Procédure : rapport d'initiative
Débat : 06.07.2005
Vote : 06.07.2005

Les troupes étrangères déployées en Irak devraient être remplacées par une force de maintien de la paix des Nations-Unies, indique une résolution adoptée par le Parlement ce jour par 345 voix pour, 109 contre et 167 abstentions. L'UE devrait encourager l'adoption d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité à cet effet. Les députés ont également plaidé pour la mise sur pied d'une commission indépendante composée d'experts de l'ONU, de l'UE et d'Irak chargée d'enquêter sur les crimes contre les droits de l'homme.

Les députés soulignent la nécessité d'espérer mais font part de leur préoccupation devant la détérioration de la sécurité en Irak et déplorent les milliers de victimes civiles ainsi que les 1700 décès parmi les troupes étrangères depuis le début de l'invasion. Ils expriment l'espoir que les leçons de la guerre en Irak conduiront à l'avenir, dans le monde entier, à une gestion des conflits plus multilatérale, plus démocratique et orientée

sur le résultat. Toutefois, les députés reconnaissent que la chute du régime "répressif" de Saddam Hussein a ouvert la voie à un avenir pacifique, sûr et démocratique pour le peuple irakien.

Mais, devant la situation présente d'insécurité, les députés sont d'avis que la Communauté internationale "a l'obligation morale et politique de répondre". Une nouvelle résolution de l'ONU devrait également prévoir la possibilité que des pays non associés aux opérations militaires puissent participer à l'entraînement des forces armées et de la police irakienne.

L'aide communautaire devrait remédier aux carences observées par le passé et permettre une meilleure compréhension de la société irakienne. Les futures institutions politiques devront refléter la volonté du peuple irakien et préserver l'unité du pays dans le cadre d'un Etat fédéral. La démocratisation, les droits des minorités et des femmes ainsi que l'état de droit constituent toujours des motifs de préoccupation pour les députés, même si ceux-ci relèvent un certain nombre d'évolutions prometteuses illustrées par le fait que le gouvernement irakien comprend des membres de la minorité sunnite ou encore par la présence d'une proportion de 31 % de femmes au sein de l'Assemblée nationale de transition. L'Union européenne devrait s'engager à apporter son appui pour l'organisation des élections générales programmées pour décembre, à assurer le financement d'une assistance aux opérations électorales et à envoyer des observateurs. L'Europe devrait également proposer son assistance pour la rédaction d'une nouvelle constitution. De l'avis des députés, les pays voisins de l'Irak pourraient également jouer un rôle important dans le processus de pacification, contribuant à maintenir l'unité du pays et à développer le processus démocratique.

Iraqi insurgents gather strength as focus shifts

By Dexter Filkins and David S. Cloud

BAGHDAD: They just keep getting stronger.

Despite months of assurances that the forces were on the wane, the guerrillas and terrorists battling the American-backed enterprise here appear to be growing more violent, more resilient and more sophisticated than ever.

A string of recent attacks, including the execution of moderate Sunni leaders and the kidnapping of foreign diplomats, has brought home for many Iraqis that the democratic process that has been unfolding since the Americans restored Iraqi sovereignty in June 2004 has not only failed to isolate the guerrillas, it has become the target itself.

After concentrating their efforts for two and a half years on driving out the more than 138,000 foreign troops, the insurgents appear to be shifting their focus to the political and sectarian polarization of the country — apparently hoping to ignite a civil war — and to the isolation of the Iraqi government from other countries.

And the guerrillas are choosing their targets with greater precision, and ex-

ecuting and dramatizing their attacks with more sophistication than they have in the past.

American commanders say the number of attacks against American and Iraqi forces has held steady over the last year, averaging about 65 a day.

But the Americans concede the growing sophistication of guerrilla attacks and the insurgents' ability to replenish their ranks as fast as they are killed.

"We are capturing or killing a lot of insurgents," a senior army intelligence officer in a sensitive position said in an interview. "But they're being replaced quicker than we can interdict their operations. There is always another insurgent ready to step up and take charge."

At the same time, the Americans acknowledge that they are no closer to understanding the inner workings of the insurgency or stemming the flow of foreign fighters, who are believed to be conducting the vast majority of suicide

attacks. The insurgency, which is thought to be an unlikely mix of Baath Party die-hards and Islamic fanatics, has largely eluded the understanding of American intelligence officers since

the government of Saddam Hussein fell 27 months ago.

The danger is that the violence could overwhelm the intensive American-backed efforts now under way to draw Iraq's Sunni Arabs into the political mainstream, leaving the community more embittered than ever and setting the stage for even more violence and possibly civil war.

Fakhri al-Qaisi, a conservative Sunni leader, warned that if the isolation of Iraq's Sunnis was not soon reversed, the insurgents would grow even stronger.

"They will make suicide bombs, and they will destroy all," Qaisi said.

Such results appear to be exactly what the insurgents are trying to bring about.

On Tuesday, masked insurgents gunned down two moderate Sunni leaders who had been helping to draft Iraq's permanent constitution. The killings, carried out in the middle of a busy Baghdad street in heavy traffic, appeared to be calculated to squelch the voices of moderate Sunnis, and to prevent anyone else from stepping forward.

The immediate effect seemed to play right into the insurgents' hands: Moderate Sunni leaders announced that they were suspending their efforts to help draft a constitution, demanding several conditions for their return.

Rebels have killed moderate Sunni leaders before, but the shootings on Tuesday of Mijbil al-Sheik Issa and Damin al-Obeidi were especially striking. The men were killed after months of coaxing by Shiite leaders and American officials meant to bring moderate Sunnis into the constitutional process.

The killing of the Sunni leaders came just two days after one of the worst suicide attacks since the American invasion, one that was clearly intended to draw the country closer to a full-blown sectarian conflict.

On July 17, in the Shiite town of Musayyib, about 65 kilometers, or 40 miles, south of Baghdad, a suicide bomber dashed beneath a truck full of liquefied gas and blew himself up, igniting a giant fireball that killed more than 70 people and wounded at least 156. The truck, which amounted to a gigantic bomb, had been hijacked in western Iraq and parked next to a Shiite mosque.

The deadliness of the attack, and its obvious sectarian intent, prompted un-

'There is always another insurgent ready to step up and take charge.'

usual expressions of alarm from Iraq's Shiite leadership, which has so far spoken with confidence of Iraq's ability to avoid sectarian strife. Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most powerful Shiite leader in the country, called on the Shiite-dominated government "to defend this country against mass annihilation."



Hadi Mizban/The Associated Press

Several vehicles were charred by the explosion in Baghdad on Sunday.

July 25, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Then, on Thursday, the rebels struck again, kidnapping the top Algerian diplomat in Iraq and a colleague. The gunmen snatched Ali Billaroussi, the top envoy, and Azzedine Belkadi, in Mansour, one of the wealthiest neighborhoods of Baghdad, in daylight hours.

The abduction of the two diplomats follows the kidnapping and killing this month of Ihab al-Sharif, the top Egyptian diplomat, who had been designated to become the Arab world's first ambassador to Iraq. The kidnappings seemed intended to intimidate foreign governments, particularly Muslim ones, into withholding full diplomatic relations from the fledgling Iraqi government.

As with the killing of the moderate Sunni leaders, the kidnappings seem, so far, to have accomplished exactly what the insurgents wanted. No Arab government has yet sent an ambassador to Iraq.

The New York Times

Eric Schmitt contributed reporting from Washington.

Iraq gets blunt talk from Rumsfeld

By Eric Schmitt

BAGHDAD: Defense Secretary Donald Rumsfeld urged Iraqi political leaders Wednesday to settle their differences and agree on a new constitution quickly, and to exert more influence on Syria and Iran to force them to end support for the insurgency here.

Speaking to reporters en route to an unannounced visit here, Rumsfeld laid out a remarkably blunt prescription for what Iraqi leaders must do in the coming weeks and months to ensure that a stable, secure and popularly elected government survives, and to allow American troops to begin to withdraw.

Rumsfeld declined to say when conditions would permit that drawdown to start. But the top American commander here, General George Casey Jr., reaffirmed to reporters his statement in March that the Pentagon would be able to make "some fairly substantial reductions" in troops by next spring if the political process remained on track and Iraqi forces assumed more responsibility for securing their country.

After meeting with Rumsfeld, Prime Minister Ibrahim al-Jaafari said there was no firm timetable for any American withdrawal, but he noted that Iraqis "desire speed in that regard." He said that as Iraqi forces improved, they would replace American troops around the country.

Security was just one of the broad themes that Rumsfeld outlined first to reporters traveling with him and then to Jaafari and other top Iraqi officials, said a senior Pentagon aide, speaking on the condition of anonymity because the meeting with the Iraqis was private.

First and foremost, Rumsfeld told reporters, was the need to stick to a political timetable that calls for Iraqi officials to write a constitution by Aug. 15.

"We don't want any delays," Rumsfeld said. "They're simply going to have to make the compromises necessary and get on with it." He added, "That's what politics is about." Any delay in the process would be "very harmful to the momentum that's necessary," he said. "We have troops on the ground. People get killed."

Rumsfeld renewed his criticism that Syria and Iran are harboring financiers and organizers of the insurgency, or are

failing to clamp down on fighters infiltrating into Iraq from their territory. But he also urged Iraqi leaders to be more aggressive to stop what he called "harmful" behavior by Iraq's two neighboring rivals.

Rumsfeld also called on the Iraqi government to assume greater responsibility over time for the 15,000 detainees now in American custody in Iraq; to allocate enough money in future Iraqi budgets to field security forces that are capable of replacing many of the 22,000 foreign allied forces that plan to leave Iraq by the end of the year; and to improve cooperation between the Iraqi Defense and Interior ministries.

It was unclear how Jaafari responded to each of Rumsfeld's half-dozen themes. At a brief news conference with Rumsfeld, the prime minister described the discussion about the security forces and detainee operations, but did not mention — and was not asked about — progress in drafting the constitution.

Rumsfeld spent Wednesday in a whirlwind visit here that included a "town hall" meeting with American troops in Balad, north of Baghdad, a luncheon strategy session with top American commanders, briefings with Iraqi political leaders, and a demonstration by Iraqi counterterrorism unit.

The New York Times

■ Deaths of 2 envoys claimed

Two Algerian diplomats who were kidnapped less than a week ago have been killed after receiving a death sentence from a religious court, a group led by the Jordanian terrorist Abu Musab al-Zarqawi said in an Internet posting Wednesday, The New York Times reported from Baghdad.

The statement, which was posted on an extremist Islamic Web site, could not be confirmed, but its mixture of quasi-religious and legalistic language is characteristic of the group, called Al Qaeda in Mesopotamia.

Algeria "is governing against God's law," the statement said, citing a long list of grievances, including what it said was the country's support for "Jews and Christians in Mesopotamia."

On Tuesday, the group posted a video showing the two diplomats, Ali Billaroussi, Algeria's top envoy to Iraq, and



Joe Raedle/Pool photo

Prime Minister Ibrahim al-Jaafari of Iraq with Donald Rumsfeld on Wednesday.

Azzedine Belkadi. In a similarly brazen episode earlier this month, Al Qaeda in Mesopotamia kidnapped, sentenced to death and then killed Egypt's top diplomat in Iraq.

Meanwhile, four members of the committee that is drafting a permanent constitution suggested that the document, when it is finished, would push the country toward a decentralized government in which local provincial councils would be much more powerful than in the past.

A decentralized system of that kind, referred to here as "strong federalism," has been deeply controversial in a country where the Kurdish north and the heavily Shiite Arab south would like to retain more of the wealth generated by large oil reserves in both places. The Sunni Arab population, concentrated in the resource-starved center of the country, has opposed any such move and warned that it could lead to a de facto division of Iraq into separate fiefdoms.

The statements on federalism emerged during a news conference attended by Sheik Humam Hamoudi, the head of the constitutional committee, as well as two Sunni Arab members and one Kurd.

July 28, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Iraqi leader vows to protect tribunal

By Edward Wong

BAGHDAD: The president of Iraq said Thursday that he would personally ensure the protection of the independent Iraqi tribunal preparing the trials of Saddam Hussein and his aides, which has been threatened with a purge of its judges, prosecutors and officials.

The president, Jalal Talabani, made his comments at a televised news conference alongside Raid Juhi, a young judge investigating Saddam's crimes and the most prominent of 19 tribunal members facing dismissal.

On Tuesday, a senior official on the commission set up to purge former Baath Party officials and run by Ahmad Chalabi, a deputy prime minister and former Pentagon ally, said the commission intended to rid the tribunal of 19 former Baathists. That announced move ignited concern among U.S. officials and some members of the Iraqi government, prompting Talabani's re-

marks Thursday.

"I will do my best to ensure that they are respected by other government parties, especially the De-Baathification Commission," Talabani said, referring to officials on the tribunal. "I hope the members of the tribunal get appreciation and respect for the efforts they've exerted in administering justice."

Talabani is the first senior Iraqi official to publicly defend the tribunal during the attempted purge, and his remarks challenge Chalabi directly. Talabani, the leader of one of the top two Kurdish parties, has a complicated relationship with Chalabi.

Though the two worked together for years to remove Saddam, Chalabi's political maneuverings before the U.S.-led invasion incurred the wrath of some senior Kurdish leaders.

Juhi, 34, appeared before television cameras Thursday and tried to quell any talk that he was to be dismissed anytime soon from the tribunal. "We

are still continuing our work," he said.

Several tribunal officials have said Chalabi is trying to purge Juhi as vengeance for Moktada al-Sadr, the popular cleric who has led two uprisings against the Americans.

Juhi issued an arrest warrant for Sadr in 2003 for Sadr's connection to the killing of a U.S.-backed Shiite cleric. That warrant was later suspended because of a cease-fire agreement that the Americans and the Iraqi government reached with Sadr.

Chalabi, one of the most canny and ambitious politicians in Iraq, has formed an unlikely alliance with Sadr, presumably to forge a political base. Chalabi adamantly denies that the actions of the anti-Baath commission have anything to do with a personal vendetta.

Entifadh Qanbar, a spokesman for Chalabi, issued a statement late Wednesday that said the charges "are false and unfounded and unsubstantiated."

The New York Times

July 29, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Iran aims to restart nuclear site

Tehran won't wait for European offer

By Nazila Fathi

TEHRAN: The departing president of Iran said Wednesday that the country's senior officials had decided to resume activities at one of its nuclear sites no matter what a European proposal — aimed at maintaining a suspension of Iran's nuclear program — consists of.

President Mohammad Khatami made the comments during one of his last encounters with journalists as president.

He will be replaced on Aug. 6 by the new conservative president, Mahmoud Ahmadinejad, who has said Iran has no intention of making nuclear weapons but will not give up its right to have peaceful nuclear technology.

Khatami said, "Whether the Europeans mention our right in their would-be proposals or not, we will definitely resume work" at the plant, which is in Isfahan.

"We prefer to do it with their agreement. If they don't agree, then the decision to start activities in Isfahan has already been made by the ruling system," he added.

According to Iran's Constitution, major state policies like decisions over nu-

clear activities are made by the country's supreme religious leader, Ayatollah Ali Khamenei.

The site in Isfahan, 250 kilometers, or 155 miles, south of Tehran, is a uranium conversion facility, where uranium ore, known as yellowcake, is converted into gas. The gas can later be fed into centrifuges for enrichment, which is the process that leads to the material for making nuclear bomb or nuclear fuel. The process can be carried out in a plant in Natanz, 320 kilometers south of the capital. Iran contends that it wants to make its own nuclear fuel.

Some Europeans have expressed concern after the election of Ahmadinejad, who was supported by conservative politicians who have criticized the decision to compromise over Iran's nuclear program. Ahmadinejad made an unexpected visit to the two nuclear sites last week.

Britain, Germany and France will present Iran with a set of proposals by early August in an attempt to persuade Iran to maintain its suspension over its uranium enrichment program.

Two senior diplomats involved in the talks, one British and the other French, confirmed that the proposal would be presented on schedule next week. However, they said the entire plan has not been completed yet.

Last November, Iran agreed to suspend its enrichment-related activities until the three European countries offered Iran economic, nuclear, political and security benefits. But it warned that it would not hold to its suspension if the talks took too long.

A senior official said Tuesday that the European countries had until next Monday to present a proposal that would enable Iran to produce nuclear fuel or that Tehran would go its own way.

"We have told Europeans that there should not be any delay in submitting their proposal," Ali Aghamohammadi, the spokesman for Iran's National Security Council, which has been responsible for the negotiations, told state television. "After August 1 we will make our decision," he added.

The New York Times

Iran reports missile advance

Iran said for the first time Wednesday it had fully developed solid-fuel technology in producing missiles, a major breakthrough that increases the accuracy of missiles hitting targets, The Associated Press reported from Tehran.

Defense Minister Ali Shamkhani said that Iran had made an "important step forward" in developing the technology, which provides the Islamic Republic with the ability to fire solid-fuel ballistic missiles like the Shahab-3.

The Shahab-3, with a range of 1,300 kilometers to more than 1,900 kilometers, is capable of carrying a nuclear warhead and reaching Israel, and also U.S. forces in the Middle East.

"We have fully achieved proficiency in solid-fuel technology in producing missiles," Shamkhani said in Iran's first declaration that it has locally developed full access to solid fuel missile technology.

Such technology enables the production of solid fuel, which makes missiles more durable and greatly increases their accuracy in reaching targets. Missiles using liquid fuel are short-lived.

"It's an important step forward, an important achievement," Shamkhani said.

Iran said last month it had successfully tested a solid-fuel motor for its medium-range Shahab-3 ballistic missile.

Kurds 'up the ante' in Iraqi constitution talks

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY JULY 27 2005

By Neil MacDonald in Baghdad

Kurdish members of Iraq's constitutional committee, fearing they might be sidelined during inter-Arab haggling over federalism, have raised the stakes in their talks with Shia and Sunni Arab representatives about the future structure of the Iraqi state.

Amid ups and downs in Sunni-Shia bargaining, the Kurds have issued a striking visual reminder of their familiar demand for self-government, in the form of a map of "historic Kurdistan".

It shows Kurdish territory covering all of northern Iraq, and even running southwards along the Iranian border as far as Kut, 100km south-east of Baghdad.

As pressure on the drafting committee mounted to meet an August 15 deadline, Kurdish negotiators are "upping the ante", in the words of a Kurdish political adviser.

Privately, Kurdish negotiators laugh at the idea of a Kurdistan that "almost goes to Baghdad" and admit that the territorial demands implied by the map are negotiable.

Still, the map is meant to

remind the constitutional committee of the virtual veto power that the Kurds can exercise in the nation-building process.

Although a short-lived walkout by Sunni Arab members of the drafting committee in the past week diverted international attention to the Shia-Sunni divide, the Kurds said that the constitutional issues dearest to them - including the status of oil-rich Kirkuk - were still far from being resolved.

While the Shia sectarian bloc holds a slight majority in parliament, the current government could only be formed after three months of intricate horse-trading that left important governmental posts in Kurdish hands.

The Kurds bolstered their autonomy in the north, while the disputes over the ethnically mixed northern city of Kirkuk were deferred until later.

The Transitional Administrative Law, Iraq's US-drafted interim constitution, calls on the transitional government to undo the former regime's demographic alterations, particularly in and around Kirkuk, and allow Kurds to move back to areas that have been

"Arabised". Kurdish negotiators, meanwhile, are under mounting pressure to deliver results to a separatist-minded Kurdish constituency in the north.

"The politicians who come down to Baghdad are regarded as a bunch of softies," the anonymous Kurdish political advisor said. "Some back-country Kurds even call them traitors."

Apparently to release pressure on the home front, Kurdish constitutional negotiators say that they are approaching the new Iraq as a voluntary union that the Kurdish people can take some time to evaluate.

Kurdish committee members have also asked for the right to hold an internal referendum in eight years' time so that the Kurdish-dominated northern provinces can choose whether to remain a part of Iraq.

Since US and UK air patrols imposed a "No Fly Zone" in the 1990s, the three self-governed Kurdish provinces have fostered a strong sense of independence from Baghdad.

But neighbouring countries, especially Turkey, remain extremely wary about any talk of "Kurdistan" as a sovereign state.

The nightmare of civil war is looming over Iraq

Sectarian killings point to wide conflict

By John F. Burns

BAGHDAD: The first signs that top U.S. officials in Iraq were revising their thinking about what they might accomplish in Iraq came a year ago. As Iraq resumed its sovereignty, the new American team that arrived then, headed by John Negroponte as ambassador, had a withering term for the optimistic approach of their predecessors, led by L. Paul Bremer 3rd.

The new team called the departing Americans "the illusionists," for their conviction that the United States could create a Jeffersonian democracy on the ruins of Saddam Hussein's medieval brutality.

One U.S. military commander began his first encounter with American reporters by asking, "Well, gentlemen, tell me: Do you think that events here afford us the luxury of hope?"

It seemed clear then that the Bush ad-

ministration, for all its public optimism, had begun substituting more modest goals for the idealists' conception of Iraq. Just how much more modest has become clearer in the 12 months since.

From the moment U.S. troops crossed the border 28 months ago, the specter hanging over the enterprise here has been that Iraq, freed from Saddam's tyranny, might prove to be so fractured — by politics and religion, by culture and

INTERNATIONAL
Herald Tribune
July 26, 2005

geography, and by the suspicion and enmity sown by Saddam's years of repression — that it would spiral inexorably into civil war.

If it did, opponents of the invasion warned, U.S. troops could get caught in the crossfire between Sunnis and Shiites, Kurds and Turkmen, secularists and believers — reduced, in the grimmest circumstances, to the common target of contending militias.

Now, events are pointing more than ever to the possibility that the nightmare could come true. Recent weeks have seen the insurgency reach new heights of sustained brutality. The violence is ever more centered on sectarian killings, with Sunni insurgents targeting hundreds of Shiite and Kurdish civilians in suicide bombings. There are reports that Shiite death squads, some with links to the Interior Ministry, are retaliating by abducting and killing Sunni clerics and community leaders.

The recent quickening of these killings, particularly by the insurgents, has led many Iraqis to say that the civil war has already begun.

That at least some senior officials in Washington understand the gravity of the situation seems clear from remarks

made at the Foreign Press Center there two weeks ago by Zalmay Khalilzad, Negroponte's successor as ambassador. In his remarks, Khalilzad abandoned a convention that had bound senior U.S. officials when speaking of Iraq: To talk of civil war only if reporters raised it first and then only to dismiss it as a beyond-the-fringe possibility.

Using the term twice in one paragraph, he spoke of civil war as something the United States must do everything to avoid.

"Iraq is poised at the crossroads between two starkly different visions," he said. "The foreign terrorists and hard-line Baathist insurgents want Iraq to fall into a civil war."

The new ambassador struck a positive chord, to be sure, saying that "Iraqis of all communities and sects, like people everywhere, want to establish peace and create prosperity." Still, his coda remained one of caution: "I do not underestimate the difficulty of the present situation."

One measure of the doubts afflicting U.S. officials here has been a hedging in

the upbeat military assessments that generals usually offer, coupled with a resort to statistics carefully groomed to

show progress in curbing the insurgents that seems divorced from realities on the ground.

One example of the new "metrics" has been a rush of figures on the buildup of Iraq's army and police force, a program known to many reporters who have been embedded on joint operations as one beset by inadequate training, poor leadership, inadequate weaponry and poor morale.

The war's wider pattern has always held the seeds of an all-out sectarian conflict, of the kind that largely destroyed Lebanon. The insurgency has been rooted in the Sunni Arab minority dispossessed by the toppling of Saddam, and most of its victims have been Shiites, the majority community who have been the main political beneficiaries of Saddam's ouster.

Shiites have died in countless hundreds at mosques and marketplaces, victims of ambushes and bombs.

Now there have been persistent reports, mostly in Baghdad, that Shiite death squads in police uniforms are abducting, torturing and killing Sunni Arab clerics, community leaders and others.

The New York Times

26 Iraqis killed in explosion

Recruitment center targeted; Saddam appears at hearing

By Richard A. Opiel Jr.

MOSUL, Iraq: A suicide bomber wearing a vest laden with explosives blew himself up outside a recruitment center in a remote northern village near the Syrian border on Friday, an official with the Interior Ministry said. The official said that the attack killed 26 people and wounded at least 30.

The dead were young army recruits lining up for jobs in the heat of the afternoon, about 1 p.m., in the town of Rabiya, near Mosul. The American military also reported that on Thursday, one army soldier died in a vehicle accident in Baghdad and two marines died when insurgents attacked their patrol in the desert 195 kilometers, or 120 miles, west of the city.

Amid the violence that has become routine since the insurgency burst forth

16 months ago, the country's former ruler, Saddam Hussein, was questioned about his regime's brutal quashing of an uprising by southern Shiites in 1991. The Associated Press reported. He answered questions on his own for about 45 minutes, the AP reported, citing Raid Juhi, the chief investigative judge of the Iraqi Special Tribunal.

The tribunal was set up to try him and other members of his regime for atrocities committed during his rule, but has been convulsed in recent days over an attempt by a commission run by Ahmed Chalabi, a deputy prime minister, to remove Juhi over alleged connections to Saddam's Baath Party. The hearing appeared to show that the tribunal was attempting to go about its business.

Saddam is expected to go to trial as early as September for his role in the killing of 150 men in Dujail, a town north of Baghdad, after an attempt on his life there in 1982. But he is also expected to face charges in the near future over the suppression of the Shiites and for the killing of tens of thousands of Kurds in the north of Iraq in the 1980s and 1990s.

On Friday, conflicting accounts also emerged on the writing of Iraq's permanent constitution, which Defense Secretary Donald Rumsfeld urged Iraqi politicians to complete as soon as possible during a visit to Iraq this week. Bahaa al-Araji, a prominent Shiite member of the committee that is charged to write the constitution, said on Friday that the document was close to being finished.

"Almost all the points and chapters in the constitution draft are agreed upon except for the federalism issue," Araji said. Federalism refers to the creation of regional states that would assume some of the governing powers that have historically been concentrated in Baghdad.

On Saturday, Araji said, "we will have a meeting to decide this issue." But a Sunni Arab member of the committee, Saleh Mutlak, said that no agreement was imminent, and suggested that the writing of the constitution should be put off entirely until a new national assembly is elected.

Federalism has been among the most contentious issues facing the writers of the constitution. The Kurds in the north, who have enjoyed de facto autonomy since the 1991 war, and many Shiites in the south favor a devolution of power to the outlying regions of Iraq. But the Sunnis, who held power in Baghdad during Saddam's rule, have generally opposed a strong federal state.

The two marines who died in combat were killed when insurgents attacked their unit with gunfire and rocket-propelled grenades in Cykla, a town about 190 kilometers west of Baghdad, the military said. Two roadside bombs also exploded near the northern city of Kirkuk, at least one of them targeting an American military convoy, but no fatalities were reported.

The New York Times

July 30-31, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

« N'allez-vous rien faire pour arrêter la guerre civile, Monsieur ? »

IRAK

Survivre à Baqouba...

Au nord de Bagdad, dans la région de Baqouba, où les embuscades, les accrochages sanglants sont le lot quotidien des Irakiens, nos envoyés spéciaux Sara Daniel et le photographe Stanley Greene ont accompagné les militaires américains et assisté à leurs échanges avec les notables locaux...

Dans le désert qui s'étend entre Baqouba et Bagdad, le chef de la police de la petite ville de Nahrwan respire le parfum des cadavres. A l'odeur, l'officier irakien fait remonter la mort à plus d'une semaine. Il y a l'effluve métallique du sang qui vient d'être versé. Celui, plus entêtant, des corps à peine refroidis. Il y a enfin la senteur putride, qui soulève le cœur et fait tourner la tête, des chairs qui se décomposent. Celle qui s'imprime en vous et revient hanter vos cauchemars. L'odeur de l'Irak d'aujourd'hui. Un jeune sergent américain présent donne l'accolade à l'un de ses camarades, un peu de chaleur humaine pour conjurer la mort. « Si ce n'est pas l'odeur de l'enfer, alors je ne connais rien à rien », soupire-t-il.

Les vingt corps exhumés dans ce charnier ont tous été envoyés à Bagdad pour être identifiés. Seule l'effroyable odeur est restée, emprisonnée dans la terre rougie de sang, dans les

lambeaux de viscères qui traînent sur le sol, dans les couvertures qui ont servi à transporter les morts. On bute sur les morceaux de crâne et les mâchoires que s'appliquent à ramasser les policiers irakiens dans de petits sacs en plastique. « C'est un peu comme une chasse aux œufs de Pâques, on ne sait pas ce qu'on va trouver ! » : le colonel Oscar Hall, le militaire américain responsable de cette partie de la province de Diyala, a voulu se rendre sur les lieux pour trouver des indices. Le chef de la police lui explique que les personnes qui ont été exécutées d'une balle dans le front ne sont pas de la province.

Le colonel Hall fait remarquer à l'Irakien que ce n'est pas parce qu'il ne les connaît pas qu'il ne sont pas d'ici : « Les Irakiens manquent de rigueur dans leur raisonnement, explique-t-il. Je passe des heures à peler les peaux d'oignon de leur logique. » Mais les indices sont contradictoires. Sur le sol, on a retrouvé des menottes en

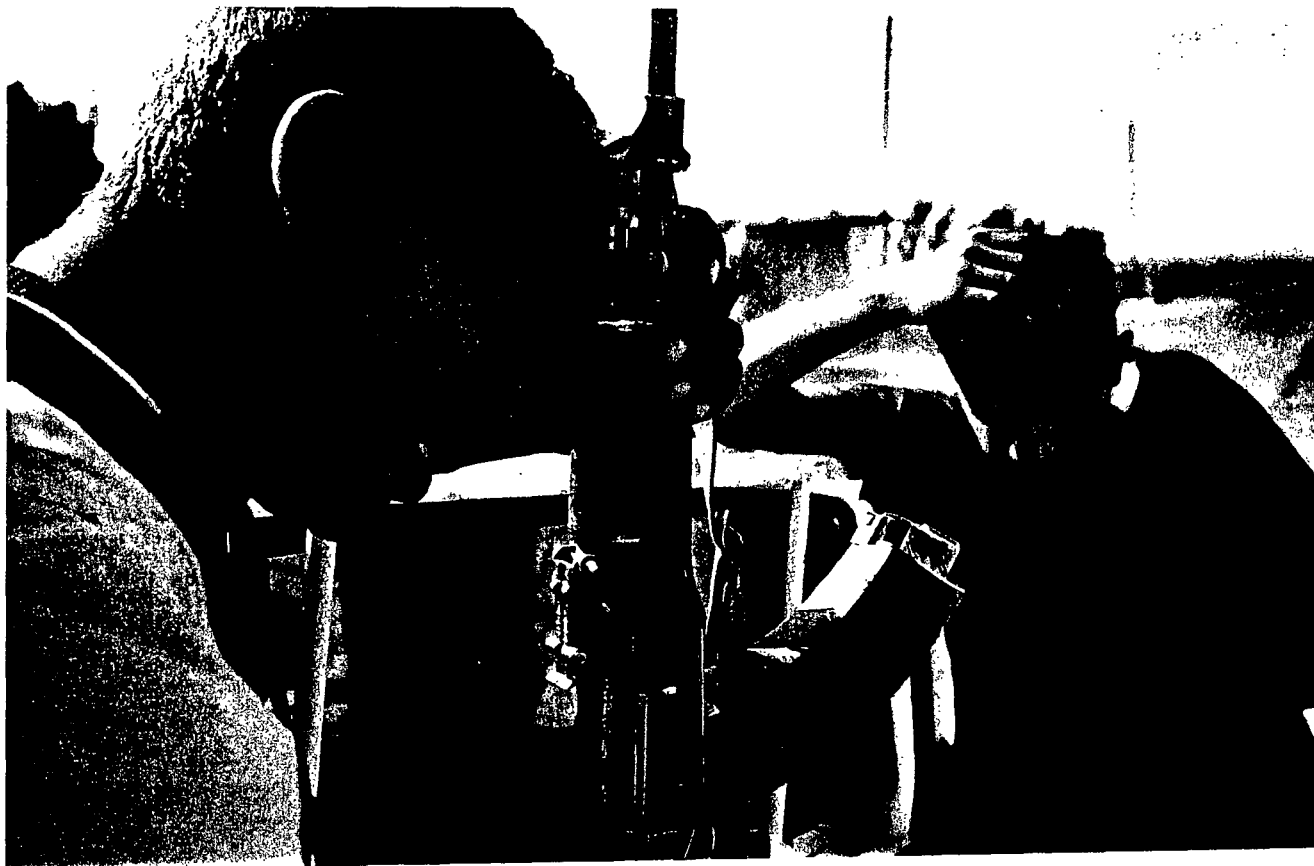
plastique que seuls détiennent les militaires américains et les *bad guys*. « Et pourtant, les terroristes exhibent les corps des gens qu'ils exécutent, ils ne cherchent pas à les dissimuler dans le désert », analyse l'officier, qui penche finalement pour « un règlement de comptes entre sunnites et chiïtes ».

La guerre confessionnelle. Dans la région de Baqouba, ville proche de la frontière iranienne, à moitié chiïte et à moitié sunnite, c'est l'obsession, le fantasme, parfois la navrante réalité. Il y a quelques mois encore, en Irak, la question de la confession religieuse était taboue. Aux journalistes qui cherchaient à connaître l'appartenance religieuse de leurs interlocuteurs, on répondait avec agressivité que l'on était avant tout irakien. Aujourd'hui, le temps de cette patriotique pudeur est révolu. Car, si les Américains ont compris que les sunnites n'étaient pas tous des terroristes nostalgiques de l'ancien régime de Saddam, il est beaucoup plus simple pour eux et pour les nouveaux dirigeants ira-



Photos S. Greene/VU

« Il y a l'effluve métallique du sang qui vient d'être versé... »



kiens de les écarter du recrutement des forces de police et de l'armée. Pour éviter les espions qui gangrèment ces professions à haut risque. Résultat : la grande majorité des forces de l'ordre de la province de Diyala est composée de chiïtes et de Kurdes.

En patrouille, lorsqu'on fouille les maisons des suspects, la question est devenue rituelle. « Tu es chiïte ou sunnite ? » hurle Abraham, un chrétien de Bagdad qui fait office de traducteur pour l'armée américaine, à un homme qui a dissimulé deux kalachnikovs dans son armoire. « C'est un sunnite, je ne lui fais pas confiance, il faut le tester pour voir s'il a des traces d'explosif sur les mains ! » Sur les laissés-pour-compte du nouvel Irak, le soupçon est omniprésent. Et les méthodes musclées de l'armée et de la police irakiennes aggravent encore les rancœurs confessionnelles. Après une attaque au mortier dans la ville de Kanaan, sept suspects, tous sunnites, sont arrêtés et conduits au siège de la police irakienne pour être interrogés. Abraham s'introduit dans le petit réduit où sont retenus les prisonniers : « Nous essayons de les interroger avant les Irakiens. Quand ils nous rendent les suspects, ils les ont tellement cuisinés qu'ils ne parlent plus, ils chantent », explique-t-il.

Certains attentats sont en fait des représailles tribales contre les brutalités de l'armée irakienne à l'encontre de l'un de leurs membres. Avocat de ces manières brutales, le général irakien Ismaël est un Kurde que les Américains ont surnommé « Smiley » et qui préconise de

Policiers irakiens après l'assassinat de leurs collègues du check-point de Mohammed Sacran. (Page de gauche, le lieu du crime.)

mettre le feu à tous les villages d'où sont venues des attaques, sous le regard inquiet des soldats américains. Comme l'explique un soldat : « Smiley, il est génial, il n'a peur de rien. Si ce trou de merde a été nettoyé, c'est en partie grâce à lui... »

Quelques heures après la visite au charnier de Nahrwan, un attentat éclate au check-point du lieu-dit Mohammed Sacran. Lorsqu'on arrive sur place, ce qui surprend d'abord, c'est le silence. Un tapis de balles jonche le sol. Il y a du sang partout. Neuf cadavres, dont celui d'un gosse. Les corps des policiers, une majorité de chiïtes et de Kurdes, sont chargés dans une fourgonnette sans ménagement. Un bras qui dépasse. Des corps qui se chevauchent. Dans cette région, il y a tellement de morts qu'on n'a même plus le temps de traiter les dépouilles avec respect. Il faut faire place nette, vite, pour ne pas entamer encore plus le moral des Irakiens. Des policiers sanglotent, dépassés, fatigués de cette violence. D'autres vomissent dans un coin, écoeurés par la scène. Pourtant, ce sont les mêmes que l'on retrouvera quelques

heures ou quelques jours plus tard au même endroit, sans leur casque ni leur gilet pare-balles. Parce que la chaleur est insupportable. Parce qu'ils croient que leur heure n'est pas encore venue. Le colonel Hall ramasse une des balles qui gît à ses pieds et la brandit, menaçant, sous le nez du nouveau policier en charge du check-point. « Qu'est-ce qui vaut mieux, s'énerve le colonel : avoir chaud ou être mort ? Si vos hommes ne mettent pas ces putains de gilets, vous allez assister à leur enterrement ! »

Le lendemain, le colonel Hall se rend à la mairie de Khan Bani Sad. Le maire de la petite ville – Naïef al-Zaidai, l'un des très rares maires sunnites de la province de Diyala – a demandé à le voir de toute urgence. Et l'on nous a permis d'assister à l'entretien, à l'autre bout du bureau du maire. D'abord, les deux hommes et leur traducteur chuchotent, et l'on doit tendre l'oreille pour entendre la conversation. Puis ils s'échauffent et le volume de l'échange monte avec le ton. Edifiant, leur dialogue en dit long sur ce qui se déroule aujourd'hui en Irak.

« J'ai demandé à vous voir, explique le maire, parce que la situation est grave. Beaucoup se plaignent de la violence des policiers et des soldats irakiens vis-à-vis des détenus. Cette violence entraîne des réactions qui font boule de neige... La coalition doit nous aider. – Pourquoi devrions-nous nous inquiéter, répond le colonel Hall, quand le ministère de l'Intérieur irakien arrête des bad guys ? C'est l'affaire des Irakiens, cela ne concerne pas la coalition. – Le gouvernement irakien est en train de

faire monter la tension entre les tribus sunnites et chiïtes. Au ministère de l'Intérieur, ce sont tous des chiïtes et l'armée Badr fait des raids injustifiés sur les maisons des sunnites, qu'ils soient d'anciens amis de Saddam ou non. Et cela se passe dans tout l'Irak... - Est-ce un fait ou une impression ? Méfiez-vous des rumeurs. Rappelez-vous quand on a raconté que l'on importait des ordures d'Iran pour les faire brûler à l'incinérateur de Baqouba. - Cela n'a rien à voir. Je vous parle de faits ; allez vérifier les maisons fouillées, les listes de gens arrêtés. Un pauvre maître d'école. Un imam. La coalition les avait interrogés, le ministère les a arrêtés de nouveau. C'est grave. - Je ne peux rien faire. Un juge irakien devra déterminer leur culpabilité. S'ils sont innocents, ils seront relâchés. Ne vous inquiétez pas. - N'allez-vous rien faire pour arrêter la guerre civile en Irak, Monsieur ? - Si le chef de la police voulait commencer une guerre civile, il arrêterait tous les sunnites, vous y compris, Monsieur le Maire. Je ne comprends pas votre logique. Pourquoi ne parlez-vous pas des chiïtes qui sont morts au check-point de Mohammed Sacran ? - Justement, la population pense aujourd'hui que Mohammed Sacran était une vengeance des sunnites contre les chiïtes... Il faut désamorcer l'engrenage. Aujourd'hui, mon pays est gouverné par les



Le colonel Hall après un attentat à Kanaan

chiïtes seulement. Ils pensent que Saddam favorisait les sunnites. C'est faux. Si son propre doigt s'était dressé contre lui, Saddam l'aurait fait couper. Saddam n'a jamais fait la distinction entre les chiïtes et les sunnites. Je sais que les chiïtes disent du mal de moi. Que je suis un terroriste. Un baassiste. Au ministère de l'Intérieur, il y a un gros dossier contre moi. - Vous ne m'avez jamais livré un coupable. Les méchants, à vous écouter, sont toujours d'ailleurs, jamais d'ici. Alors que vous savez que le garçon qui a fait l'attentat d'hier vivait de l'autre

côté de la rue. Alors ne me raconte pas n'importe quoi, mec ! Les gens qui font la queue à ta porte, ce sont des sunnites, pas des chiïtes ! - Ils ont arrêté 35 sunnites dans un petit village. S'ils fouillaient toutes les maisons, ça ne serait pas un problème. Je ne veux pas que vous vous fâchiez, je veux que vous nous aidiez à maintenir la stabilité. - Je vais vous demander d'être patient et d'attendre que la justice irakienne fasse son travail. Ne nourrissez pas la rumeur de la guerre civile. Si vous attisez le feu, il vous brûlera ! »
SARA DANIEL

Une semaine ordinaire en Irak : plus de 120 morts

Mardi 19 juillet

Au cours de plusieurs attaques à Bagdad et en province, 37 personnes, dont 3 rédacteurs de la nouvelle Constitution, sont tués.

Mercredi 20 juillet

8 jeunes soldats irakiens sont tués et 26 autres blessés lorsqu'un kamikaze déclenche sa ceinture d'explosifs devant le centre de recrutement de l'armée de MOUTHANNA, à Bagdad. 2 autres soldats irakiens et 2 civils sont blessés au cours d'attaques au nord de Bagdad.

Jeudi 21 juillet

Le chargé d'affaires algérien à Bagdad, Ali Belaroussi, et l'un de ses collègues sont enlevés en plein centre de Bagdad. Au cours de plusieurs attaques et attentats suicides à Bagdad et dans les provinces, 12 personnes - dont 5 soldats et un officier de police irakiens - sont tués.

Vendredi 22 juillet

Alors que l'on reste sans nouvelles des deux diplomates enlevés la veille, 9 policiers et

4 civils sont tués au cours de 5 attaques et attentats à Bagdad et dans ses environs.

Samedi 23 juillet

4 Irakiens - dont 2 soldats - sont tués lors de plusieurs attaques à Bagdad et dans les pro-

Dans un message diffusé sur internet, le groupe d'Abou Moussab al-Zarqoui, chef du réseau Al-Qaida en Irak, revendique l'enlèvement des deux diplomates algériens.

Dimanche 24 juillet

Au moins 27 personnes - des policiers et des civils - sont tués et 33 blessés dans un attentat suicide au camion piégé contre un poste de police à Bagdad. 11 Irakiens, dont 4 policiers, et 2 soldats américains, sont tués dans d'autres attaques.

Lundi 25 juillet

8 personnes au moins sont tués et 27 autres blessés dans deux attentats suicides à la voiture piégée à Bagdad. Un soldat américain en patrouille est tué à Samarra par l'explosion d'un engin piégé contre son véhicule.

Selon l'organisation britannique Iraq Body Count, près de 25 000 civils ont été tués en Irak depuis le début de l'invasion par les forces de la coalition, en mars 2003. Citées par l'AFP, les statistiques du Pentagone font état, pour la même période, de 1 768 soldats américains morts. ■



vines. Un ingénieur turc travaillant à la station d'électricité de Baji, à 200 kilomètres au nord de Bagdad, est enlevé alors qu'il se rendait à Kirkouk. A Dour (150 kilomètres au nord de Bagdad), 3 Irakiens sont tués par l'explosion de la bombe artisanale qu'ils transportaient dans leur voiture.